
LE COLONEL DURAND

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Trois ans passèrent.

En juillet 1803, le 34^e de ligne quitta Nancy et vint s'installer à Paris dans la caserne des Feuillants, près de la place Vendôme. Nous restâmes là sept mois, avec, en fait de distractions, pas mal de revues et de manœuvres. Jamais, à Paris, il n'y avait eu autant de bals, qu'en cet automne et cet hiver 1803-1804, autant de fêtes. Jamais les femmes n'avaient été plus jolies.

En janvier 1804, le 34^e connut une épidémie de suicides : sept hommes du 1^{er} bataillon se firent passer de vie à trépas et sans qu'on ait jamais su pourquoi. Il y eut même ceci de curieux qu'ils se tuèrent tous, à deux, trois jours d'intervalle, dans le même lieu, une guérite, à la porte de la caserne, soit en se pendant, soit en se faisant sauter la tête. Au septième suicide je dis à Millot :

— Je n'en veux pas un huitième ! Connais-tu un remède pour arrêter cela ?

— Oui, fit-il. Il n'y a qu'à brûler la guérite.

On brûla la guérite et ce qui prouve bien à quel point les hommes sont des animaux étranges : il n'y eut pas de huitième suicide. Au contraire, jamais le moral des hommes n'avait été

Copyright by Jean Marlet, 1933.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

TOME XV. — 1^{er} JUIN 1933.

meilleur; jamais on n'avait entendu tant de chansons. On aurait dit qu'ils échappaient à un envoûtement.

Mais le Premier Consul avait entendu parler de cela. Un ou deux jours après le septième suicide, Rapp, que je connaissais un peu, me fit dire que Bonaparte allait venir nous faire visite et qu'il fallait que je me tinsse sur mes gardes. Nous attendîmes quatre jours, avec des revues d'astiquage et de nettoyage trois fois par jour, et, le quatrième jour, comme nous ne l'attendions plus et comme, d'ailleurs, il n'y avait pas eu d'autres suicides, le Premier Consul arriva. Il était accompagné de Lannes et de quelques aides de camp, dont, s'il m'en souvient, Savary. C'était l'heure où les hommes descendaient des chambres pour aller souper : sept heures du soir. Il commença par aller aux cuisines, voulut goûter à tout; je me rappelle qu'il y avait du bœuf et des haricots, comme il y en avait eu la veille d'ailleurs, comme il y en aurait le lendemain. Si Dieu n'avait pas créé le bœuf et les haricots, il n'y aurait pas d'armées. Le Premier Consul trouva le bœuf dur et pas salé. Il le dit à Millot, d'abord, et, ensuite, au cuisinier, un nommé Wormsgang, un gros Alsacien. A quoi Millot répondit qu'effectivement cela pourrait être plus tendre et à quoi Wormsgang, lui, répondit que le bœuf n'était pas du veau. Ce qui fit rire Bonaparte. Lannes qui, lui, ne riait pas, demanda à Wormsgang s'il voulait faire l'âne ou s'il l'était réellement. Wormsgang avait tous les toupets. Il répondit qu'il ne voulait pas plus faire l'âne que Lannes ne voudrait faire Wormsgang, que chacun avait son travail. Je trouvai cela un peu fort et je dis à cet idiot que je ne l'avais pas mis aux marmites pour qu'il fit des mots, que ja m'en souviendrais.

— Laissez-le; me dit Bonaparte. S'il n'a pas plus peur de l'ennemi que de nous-mêmes...

— A Biberach, répondis-je, il a ramené son capitaine sur son dos, et, quand il est rentré dans nos lignes, il avait une balle dans le flanc.

— Cela fait passer le reste...

Il ordonna à Lannes de noter le nom de ce « répondeur » et demanda pourquoi on ne lui avait pas parlé de cette histoire.

— Oh! dit Lannes, s'il fallait vous parler de toutes les histoires!

— C'est cependant ainsi qu'il faut faire. Inscrivez.

Un des aides de camp inscrivit, — quinze jours après, Wormsgang avait un sabre d'honneur, — et on passa dans le réfectoire. Les hommes se levèrent. Bonaparte les fit rasseoir et leur ordonna de continuer à manger. Il demanda à l'un d'eux, qui avait une bonne grosse tête rouge et réjouie, s'il n'avait pas envie, lui, de se suicider. L'homme, en rougissant encore davantage, répondit que non, que « pour lui cela allait ». Ce dont personne ne doutait. Tout le monde éclata de rire.

Il nous réunit ensuite dans la salle d'honneur, moi et tous les officiers. Il nous dit que le 34^e était un des plus beaux régiments de France, qu'il avait déjà fait de belles prouesses, qu'il en ferait d'autres.

Puis se tournant vers moi et m'emmenant dans l'embrasure de la fenêtre :

— Et vous? me dit-il.

— Qu'ai-je encore fait, mon général? lui répondis-je.

— Diable d'homme! Vous vous en prenez maintenant aux femmes de mes préfets!

— Oh! mon général! fis-je. C'était en août! Il y a prescription! D'ailleurs, je n'avais pas dit trois mots à sa femme qu'il me tombait déjà dessus!

— Mais pourquoi dire trois mots? — Il se tourna vers Lannes : — Mariez-le! On lui donnera une brigadel

— C'est payer cela bien cher! dis-je.

Il haussa les épaules, eut une petite moue souriante, et, là-dessus, il nous quitta. Bonne journée, tout compte fait. Je n'étais peut-être pas général. Mais je n'étais pas non plus marié. Je fis mettre un tonneau en perce, à mes frais, pour que tout le monde eût sa part de joie, et, ce soir-là, il dut y en avoir plus d'un à oublier le mot de passe.

Le 14 juillet de cette année fut encore une date dont nous devons garder le souvenir. Il y eut aux Invalides ce jour-là grande distribution de croix aux soldats et aux officiers. Nous y fûmes tous deux, Millot et moi. Les Invalides étaient noirs de monde. A droite, en entrant, sur des gradins qui montaient très haut, avait pris place la garde; à gauche, sur d'autres gradins, les soldats des autres corps, et, au parterre, les officiers. Bonaparte arriva un peu avant midi. Il passa au milieu de nous et alla s'asseoir au fond, à droite, sur un fauteuil qui

était lui-même placé sur une petite estrade de deux à trois marches et qui déjà avait tout l'air d'un trône. Joséphine était assise à gauche, dans une loge. Eugène, debout au pied de cette sorte de trône, tenait une grosse pelote d'épingles, et, ma foi, j'avoue qu'avec cela il avait l'air un peu d'un sot; Murat, lui, qui lui faisait pendant, tenait un petit panier rempli de croix et cela ne valait guère mieux. On distribuait toutes ces croix. Au fur et à mesure qu'ils étaient appelés, les nouveaux décorés montaient sur la petite estrade, se présentaient devant Bonaparte, saluaient, raides comme des piquets. Bonaparte, qui, dès le premier appelé, s'était levé, prenait une croix dans la corbeille du brave Murat, une épingle sur la pelote d'Eugène, accrochait cela sur la poitrine de l'heureux élu et il était bien rare que celui-ci n'emportât pas avec sa croix deux ou trois bonnes paroles de Bonaparte, qui, neuf fois sur dix, l'avait reconnu et se rappelait l'avoir vu à tel endroit, tel jour. Millot eut pour son compte :

— Ah! Millot! Voilà un brave homme! Voilà un brave serviteur de la patrie!

Millot regagna sa place; il avait les yeux pleins de larmes. Je lui dis :

— Es-tu content, mon Millot?

— Comment ne pas l'être? C'est lui qui me l'a donné! 1803 arriva. 1804 avait été une bonne année, de repos et de plaisir. En 1803 il fallut travailler et pas mal bouger. Il y eut d'abord dans la Plaine Saint-Denis de grandes revues, par des temps horribles. Ensuite il y eut le camp de Boulogne et les projets de descente en Angleterre, puis on se battit avec l'Autriche.

Austerlitz fut une journée chaude. Pendant trois heures, le matin, nous restâmes, avec le 1^{er} et le 3^e bataillons du 34^e et une compagnie du 40^e, — Millot était en réserve avec les deux autres bataillons du 34^e, — nous restâmes derrière le mur d'une sorte de parc, et, pendant ces trois heures, nous perdîmes plus de soixante hommes. Les boulets nous arrivaient de plein fouet et les balles sifflaient de tous côtés. J'eus mon épauvette droite enlevée par une balle; une autre balle troua ma botte et vint se loger entre le cuir et le mollet. Je l'ai gardée, celle-là, toute la journée, faute de temps pour me déchausser.

Après quoi nous sortîmes de derrière ce mur et nous nous mîmes à charger. Je n'avais pas fait dix pas que je tombai. Je perdis mon sabre, le cherchai pendant trois, quatre secondes, puis, comme mes hommes arrivaient et menaçaient de me dépasser, je ramassai un fusil et me remis à courir. Je traversai un ruisseau qui était gelé et un autre qui l'avait été mais dont la glace avait cédé. J'arrivai à la lisière d'un petit bois, d'où partaient pas mal de coups de fusil, et, là, m'étant retourné, je m'aperçus qu'il n'y avait plus guère derrière moi qu'une poignée d'hommes. J'avoue que je faillis m'arrêter. D'autant que j'avais soif et la soif m'a toujours cassé bras et jambes. Mais je pensai que ce serait bien plus drôle de continuer à peu près seul et qu'au demeurant la vie n'était rien, que la mort était une assez grande dame. Puis je n'étais plus très loin de mes trente ans et de ce terme à la fois puéril et fatal que j'avais assigné à ma vie. Pour me donner du cœur je me mis à crier, et, en criant, je pensai soudain aux femmes que j'avais aimées, à quatre ou cinq d'entre elles, tout au moins. Je songeai que si elles pouvaient m'apercevoir à cet instant, elles seraient, ma foi, assez contentes de s'être données à ce fou.

J'entraî dans le bois. On me tira dessus. Mes hommes arrivèrent. Ils n'étaient guère plus de quinze, et, pourtant, nous trouvâmes le moyen de faire prisonniers près de cinquante hommes et quatre officiers, dont un colonel ; il nous regardait venir comme si nous avions été des diables. Il paraît que l'Empereur avait suivi cela avec la lorgnette, qu'il avait demandé qui étaient ces gens qui chargeaient. On lui avait répondu que c'était Durand, avec ce qui restait de deux bataillons. Sur quoi il avait dit :

— Avec lui on est toujours à se demander s'il faut le casser ou lui donner une brigade.

Mais le soir, au bivouac, — il faut dire qu'il était de très bonne humeur, — il ne fut plus question de me casser. Il vint à moi et pour la première fois de ma vie il me tutoya :

— Je t'ai vu, ce matin, fit-il. Pour cela je te pardonne bien des choses et je crois que tu as raison : il ne faut pas te marier. La malheureuse serait trop tôt veuve.

Au début de 1806, nous étions de nouveau à Paris et de nouveau casernés aux Feuillants. J'avais à ce moment pour

maîtresse une femme adorable, la générale Molinier, qui devait plus tard devenir comtesse par la volonté impériale. Étant plumassière, elle avait épousé un brave garçon, Molinier, qui, lui-même, avait été valet de chiens. Telles étaient les charmantes bizarreries de ce temps. La meute s'était dispersée ou il en avait eu assez, je ne sais ; il s'était enrôlé et le sort avait voulu qu'il sût se battre, qu'il n'eût à peu près peur de rien. Il était devenu général. Je l'appelais la petite Plumeau. Elle ne s'en fâchait pas, la brave fille. Pour aller au bal, et à cette époque il y en avait deux, trois dans la semaine, elle portait de ces robes d'un vert ou d'un jaune effroyable et il fallait que je la fisse danser. Les gens riaient et moi aussi. Par moments je m'arrêtais de danser, je lui disais :

— Attends un moment !

— Qu'est-ce que tu as ?

— J'ai mal !

Dans l'embrasure d'une fenêtre, je riais, à m'en tenir les côtes, devant ce petit singe costumé et qui se mettait à rire, lui aussi, d'un rire éclatant. Une fois, la scène se passait chez la maréchale Lefebvre. La maréchale voulut la faire taire : l'Empereur allait venir. La petite Plumeau ne pouvait pas se taire, pouffait, et, tout à coup, son rire tomba, elle devint furieuse. Il y eut entre l'ex-plumassière et l'ex-blanchisseuse un échange d'épithètes dont eût rougi mon vieux Raffart.

Scène mémorable... D'ailleurs, ce temps était plein de scènes mémorables et d'une diversité prodigieuse. Trois semaines après cette histoire de la petite Plumeau, j'étais sur le terrain et je récoltais un grand coup d'épée d'un nommé Champcenais, qui avait été officier de hussards, qui avait été cassé de son grade, chassé de l'armée, pour avoir volé la caisse de son régiment. Plus de vingt personnes m'avaient dit qu'avec lui on n'avait pas le droit de croiser le fer. A quoi j'avais répondu : « Ah ! il y a le plaisir ! » et je l'avais croisé, moi. Beau plaisir... Je restai plus de huit jours avec la fièvre et ne pouvant plus saluer que de la main gauche. Puis, après cette affaire, j'en eus encore une autre, avec un certain Plumet, qui était payeur aux armées et prétendait me faire je ne sais quelle retenue, en vertu de ne je sais quel règlement. Avec celui-là on se battit au pistolet et avec des armes, sans doute,

que les témoins avaient pris soin de fausser, car, à vingt pas l'un de l'autre, nous échangeâmes plus de vingt balles et ni l'un ni l'autre ne fut atteint. Cela me mit dans une fureur telle que je voulais me battre avec les quatre témoins et à l'épée, cette fois, pour qu'il n'y eût pas de comédie. On eut toutes les peines du monde à me calmer, et, deux ou trois jours après, le général Reille, qui avait été mis au courant de l'affaire, me fit venir. Il me dit :

— Durand, est-ce que cela va durer longtemps ? Vous ne vous souvenez donc pas de ce qui vous arriva avec Bertrand de Lormoy ?

— Bertrand de Lormoy ?

Parole d'honneur, — cela se passait trois ans après les événements que j'ai rapportés au début de cette histoire, — ce nom me rappelait bien quelque chose... Mais quoi ? mais qui ? je n'eusse pu le dire... Ce ne fut qu'au bout de quatre ou cinq secondes de réflexion que je me souvins qu'il y avait eu, en effet, un homme appelé de ce nom et que j'avais failli le tuer, que j'avais brisé la vie de la femme qu'il adorait, que je m'étais conduit dans tout cela comme un monstre, comme une sorte de génie mauvais.

— Eh bien ! dis-je. Bertrand de Lormoy ?

— Eh bien ! il me semble qu'à votre place je m'en serais tenu là et que j'aurais tâché d'effacer cela, peu à peu... Car, — ajouta-t-il... et cela se passait chez lui, devant une cheminée où un feu de bois brûlait... il regardait ce feu, tête basse, en tapotant sa botte avec sa cravache..., — car on ne sait jamais, Durand... Il y a des gens qui disent que tout se paie...

II

Le 7 février 1806, le 34^e vint prendre ses quartiers à Strasbourg et il nous fut dit qu'il allait peut-être se passer du nouveau du côté de la Prusse ; les officiers étaient priés de ne pas s'absenter de la ville et de rester prêts à toute alerte.

Je pensais que ces arrêts dureraient huit jours et que, passé ce temps, je pourrais retourner à Paris, où j'avais laissé en larmes la petite Plumeau. Je ne songeai donc point tout d'abord à organiser ma vie. Je n'avais même pris en fait de logement qu'une chambre assez modeste chez des gens qui

s'appelaient les Kreutzer. Kreutzer exerçait un métier assez curieux : il fabriquait des automates, des grenouilles qui sautaient toutes seules, des poupées qui jouaient de la guitare, qui dansaient.

Ces premiers jours, d'ailleurs, j'eus beaucoup à faire pour l'installation du régiment. La caserne était avant nous occupée par le 3^e de ligne, colonel Duchesne. Ces animaux-là avaient laissé la place dans un état de malpropreté incroyable. Il fallut balayer, nettoyer, récurer. Mais cette situation se prolongeait et il nous était toujours interdit de quitter Strasbourg de plus de deux lieues. Il fallut tout de même que je songeasse à prendre du bon temps, et je me fis introduire par le major du 40^e, mon vieux camarade Schnœbelin, qui était de Strasbourg, dans un certain nombre de familles où l'on avait quelques chances de s'amuser.

Parmi les sept ou huit familles où je fus bientôt de toutes les fêtes, il y avait la famille Nieburger. Le mari était un gros homme plein de bière, et qui avait ceci d'agréable qu'on ne le voyait presque jamais. Il était fondeur de canons et se trouvait toujours parmi ses ouvriers à voir si la coulée avait été bonne. M^{me} Nieburger était une jeune femme assez jolie, assez élégante. Elle n'était peut-être pas très intelligente et elle aimait peut-être un peu trop parler et faire entendre son petit rire, qui sonnait faux et froid. Mais peu m'importait. J'avais connu plus mal. Je me disposais donc à établir mes batteries de ce côté, quand, un soir, à un bal que donnait M^{me} Nieburger, je vis paraître une jeune femme que je n'avais pas encore aperçue, nulle part. Elle était de taille moyenne, mais gracieuse. Le plus charmant visage qui se pût voir : deux grands yeux étonnés, souriants, une petite bouche à la fois gourmande et douloureuse.

Je demandai à M^{me} Nieburger, avec qui justement je dansais quand entra cette jeune femme, qui elle était. Elle me répondit que c'était une nièce de son mari, M^{me} Patrizi. Elle était Française de naissance, avait épousé un Italien. Celui-ci était mort l'année précédente en lui laissant une assez grosse fortune.

Nous continuâmes à danser. Pendant quelques tours je perdis de vue M^{me} Patrizi et je crois même que je pensai à autre chose. Puis je la revis. Elle était assise sur une chaise et elle regardait, en souriant, un officier de hussards qui avait

l'air de lui débiter des fadeurs. Je me rappelle l'impression que je ressentis en la regardant cette seconde fois : une impression de petite chose fragile, éphémère. Je pensai qu'elle devait être « assez facilement manœuvrée par le destin ».

Je demandai à M^{me} Nieburger si M^{me} Patrizi était de Strasbourg. Non. Elle était de Paris. Elle était arrivée de Paris la semaine d'avant et M. Nieburger, qui l'aimait beaucoup, avait mis à sa disposition un petit hôtel qu'il possédait derrière la cathédrale, avec toute la domesticité nécessaire, chevaux et voitures. A ce moment, nous étions arrivés en dansant devant M^{me} Patrizi. Sans doute pour se défendre d'une galanterie de ce hussard, elle tourna la tête de mon côté, et, l'espace d'une seconde, son regard rencontra le mien. Je ressentis comme un petit choc, presque physique; il me sembla qu'on m'avait d'un coup de pouce forcé à baisser la tête. D'abord, je ne compris pas pourquoi, et, pendant quelques instants, je me demandai ce que voulait dire cela, ce qui m'avait ainsi frappé. M^{me} Patrizi était jolie, charmante. Elle ne l'était pas cependant à un point que cela dût me faire une telle impression. Tout à coup, la regardant de nouveau, de loin cette fois et de profil, il me sembla retrouver en elle quelque chose, une sorte de ressemblance. Avec qui, je n'eusse pu le dire. D'ailleurs, lorsque les musiciens s'arrêtèrent et que je reconduisis M^{me} Nieburger à son fauteuil, nous passâmes de nouveau devant M^{me} Patrizi et je ne retrouvai pas ce petit choc : la ressemblance s'en était allée. Pourtant je retins M^{me} Nieburger et lui exprimai le désir d'être présenté à M^{me} Patrizi.

— Ah? fit-elle, étonnée. Elle vous plaît? Venez... C'est une très gentille femme...

Nous revînmes vers M^{me} Patrizi. Le hussard s'était reculé d'un pas, en s'inclinant, pour nous laisser la place, et, voyant son geste, M^{me} Patrizi s'était tournée de notre côté.

— Isabelle, lui dit M^{me} Nieburger, voici quelqu'un qui m'a demandé qui tu étais, d'où tu venais. Il est fort désireux de te connaître. C'est le colonel Durand. Tu as peut-être entendu parler de lui à Paris. Il commande ici le 34^e de ligne et c'est un bon ami à moi.

— Colonel, me dit M^{me} Patrizi, en me tendant sa main, que je baisai, est-ce que je n'ai pas eu le plaisir de vous rencontrer l'autre hiver, chez M^{me} Junot?

— Madame, répondis-je, en riant, je ne suis jamais allé chez M^{me} Junot, et, ma foi, je crois bien que c'est la première fois que je le regrette.

M^{me} Patrizi ne fit pas écho à mon rire. Deux petites fossettes se creusèrent seulement à ses joues. Elle sourit faiblement.

— Alors c'est ailleurs. J'ai dû vous rencontrer quelque part, peut-être à la Cour. Vos traits ne me sont pas inconnus.

— On t'a sans doute conté la façon folle dont le colonel avait chargé avec une poignée d'hommes, à Austerlitz? lui dit M^{me} Nieburger.

M^{me} Patrizi sourit de nouveau :

— Non, cela, j'avoue que je n'en avais point entendu parler. Je suis sortie si peu depuis deux ans et je reçois si peu d'amis!... Mais asseyez-vous, colonel. — Elle me montrait une chaise. — Vous me direz vous-même toutes ces choses que je suis impardonnable d'ignorer.

Je pris la chaise, je m'assis, et, pendant que le hussard invitait M^{me} Nieburger pour la prochaine danse :

— Non, madame, dis-je à M^{me} Patrizi. Je ne raconte jamais ce que j'ai fait au feu. Il y a deux choses sur lesquelles à mon avis un homme doit rester muet. C'est la guerre et l'amour, madame. Je ne sais rien d'atroce comme d'entendre parler de cela.

Elle eut de nouveau un petit sourire, un peu triste :

— Pour l'amour vous avez raison, fit-elle. D'autant qu'il n'y a point toujours de quoi se vanter.

Ces paroles et surtout le ton dont elle les avait prononcées m'étonnèrent. J'allais peut-être lui demander là-dessus quelque explication. Elle ne m'en laissa pas le temps :

— Vous êtes à Strasbourg depuis longtemps, colonel?

— Depuis trois semaines, madame. J'ai connu des villes plus gaies.

Je lui demandai si elle avait elle-même l'intention d'y demeurer longtemps.

— Peut-être quelques mois, répondit-elle. Mais j'ai des intérêts ailleurs et je ne sais si je ne serai pas forcée d'abrégier mon séjour.

— Vous ne dansez pas, madame?

L'orchestre s'était remis à jouer. Je me levai. M^{me} Patrizi se leva. Nous ne dansâmes pas tout de suite, cependant. Elle avait

posé sa main sur mon bras. Nous fîmes le tour de la salle en nous promenant et en racontant je ne sais plus quoi, sur Strasbourg, sur les distractions qu'on pouvait trouver dans cette ville. Puis nous nous retrouvâmes au même point de la salle et il fallut bien faire comme les autres. Nous dansâmes. Puis je la reconduisis à sa place. Son éventail qu'elle avait quitté pour danser était tombé de sa chaise. Je le ramassai, le lui tendis, et, comme elle l'avait pris par un bout, je le retenais par l'autre, en souriant. Un petit sourire par-dessous les paupières.

— Quand m'autorisez-vous à me présenter chez vous, madame? lui demandai-je.

Elle retira sa main, me laissa l'éventail dans la mienne. Ce qui fit que je restai un peu quinaud. Puis elle me dit :

— Colonel, est-ce que vous ne croyez pas que ces jeunes femmes s'étonneront que vous ne les fassiez pas danser, elles aussi?

— Mais, madame, fis-je, — lui tendant de nouveau l'éventail et le lui abandonnant, cette fois, — y a-t-il donc si longtemps que je suis près de vous?

Elle sourit, regarda à la ronde :

— Il y en a deux ou trois qui ont l'air de trouver le temps bien long...

— Madame, quand me permettez-vous de me présenter chez vous?

Elle eut un petit recul d'étonnement :

— Vous vous ennuyez donc bien?

— A Strasbourg? dis-je, attirant une chaise et m'asseyant. Je m'ennuie à mourir, madame!

Elle se renversa légèrement en arrière, se mit à rire :

— Ah! bon! Vous comptez sur moi pour vous...

Je pris une voix plus grave, un peu indignée :

— Non, madame! Je ne compte pas du tout sur vous pour quoi que ce soit... Mais... — Je ne savais trop que dire, au fond. Je ne pouvais pas lui dire : je vous trouve jolie, je voudrais bien vous embrasser. — Je vais vous dire une chose, madame. Quand je vous ai aperçue, tout à l'heure, j'ai eu l'impression moi aussi que nous nous connaissions déjà, que je vous avais déjà vue... Où? Quand? Je ne sais...

— Non? Vous aussi? fit-elle en riant.

— Oui, madame. Cette impression fut même si vive que je ressentis comme un petit choc.

— Au cœur ?

— Oui, madame ! Au cœur !

— Oh ! colonel ! Non ! fit-elle, toujours riant. Laissez le cœur tranquille ! Vous avez seulement pensé : « Tiens ! c'est drôle ! »

— Madame, je vais vous faire un aveu. Ce n'est pas au cœur que j'ai senti ce choc. C'est à la tête, ici. — Je montrerais le derrière de mon crâne. — Il m'a semblé que quelque chose me forçait à vous saluer.

Elle avait écouté ce petit discours en souriant d'abord. Puis le sourire peu à peu s'en était allé. Quand j'eus fini :

— C'est étrange, fit-elle. C'est assez étrange. Je ne sais si vous avez encore en me regardant cette impression de déjà vu...

— Moins. Beaucoup moins. Peut-être l'éclairage n'est-il plus tout à fait le même.

— Moi, cette sensation que j'ai éprouvée demeure. Je crois vous reconnaître. Mieux, je crois vous connaître et depuis fort longtemps et ne vous avoir jamais perdu de vue, depuis des années.

— Mais puisqu'il est entendu que nous ne nous sommes jamais rencontrés nulle part... Vous ne croyez pas aux autres vies ?

Elle eut je ne sais quoi d'étrange dans le regard, je ne sais quelle curiosité hostile, et, d'une voix plus rude, plus sourde :

— Peut-être m'a-t-on parlé de vous, fit-elle.

— Il aurait fallu qu'on vous parlât de moi dans des termes bien frappants...

Elle ne répondit pas. Ce diable d'orchestre s'était remis à jouer et le hussard de tout à l'heure s'approchait de M^{me} Patrizi pour l'inviter à danser. Je me levai.

— Madame, quand me permettez-vous...

— Mais venez, colonel, me répondit-elle avec une nuance d'impatience. Venez quand vous voudrez. Je sors fort peu, je ne connais pas six personnes à Strasbourg.

— Demain ?

Elle me lança un regard de colère :

— Oh ! vraiment !

Le hussard lui offrait son bras. Elle le prit, me laissant planté devant cette chaise. Elle avait oublié son éventail. Je fus sur le point de le prendre, de l'ouvrir, comme si j'avais dû y découvrir un secret. Puis non. On me regardait. J'allai inviter une petite imbécile vêtue de jaune et qui, pendant tout le temps que je la fis tourner, jacassa, jacassa, à m'en rompre le crâne. Je pus me dégager enfin et regagnai l'endroit où M^{me} Patrizi tout à l'heure était assise. Elle n'y était plus. L'orchestre avait recommencé à jouer. Je pensai que peut-être elle dansait, puis, voyant que sur la chaise il n'y avait plus cet éventail, je compris que non, qu'elle avait dû s'en aller. J'attendis cependant la fin de la danse. M^{me} Patrizi ne revint pas. Je jetai un dernier regard dans la salle pour m'assurer qu'elle était bien partie et je m'en allai, moi aussi. Chose bien curieuse, en vérité: je n'aimais ni ne désirais M^{me} Patrizi. Pourtant j'étais tout naturellement parti de chez M^{me} Nieburger parce que M^{me} Patrizi s'en était allée, et, un moment, dans la rue, je fus presque tenté d'aller me promener dans ce quartier qui s'étend derrière la cathédrale et où je savais que M^{me} Patrizi avait son hôtel. Mais la pensée me vint que non seulement cela eût été ridicule et enfantin, mais même que cela n'eût pas eu de sens. Je me mis à rire tout haut, haussai les épaules; je rentrai chez moi.

Le lendemain, je ne pensais plus guère à cela que comme à une chose un peu « ridicule » : je reprends le même mot ; il peignait bien cette petite histoire et ce que j'en pensais.

Deux ou trois jours s'écoulèrent. Je passais un jour à cheval sur la place du Château quand je croisai une calèche assez élégante que traînaient deux chevaux tout blancs. Je regardai qui était dans cette voiture et je vis que c'était M^{me} Patrizi, avec, en face d'elle, une vieille femme en noir, qui me parut être une gouvernante. J'eus à peine le temps de saluer, — elle ne vit pas mon salut; elle regardait de l'autre côté, les yeux rêveurs, perdus, — et je continuai mon chemin.

Une heure plus tard je me présentais chez M^{me} Patrizi. Il était si tôt dans l'après-midi que M^{me} Patrizi dut penser que je lui apportais quelque nouvelle d'importance, bonne ou mauvaise. Je n'étais pas depuis trois minutes au salon qu'elle entra, me tendit la main.

— Madame, vous voyez que, contrairement à ce que vous

craigniez, j'ai attendu quelques jours avant de vous faire cette visite...

— Mais, fit-elle, surprise, je ne craignais rien, d'abord. Ensuite, vous pouviez me faire cette visite dès le lendemain ; j'en aurais été fort heureuse. — Elle avait compris que je n'avais rien d'autre à lui dire. Elle me montra un siège. — Asseyez-vous, colonel.

Nous nous assimes et je dois dire que pendant quelques instants ce fut assez pénible. Non seulement je ne savais que dire, mais je ne savais que penser. Je la regardais, j'essayais de trouver en elle quelque chose qui expliquât ma conduite, et, tout d'abord, je ne trouvais rien. Elle était jolie, très jolie, d'une joliesse exquise, délicate, avec un modelé de visage ravissant. L'autre soir, cela ne m'était peut-être pas apparu aussi nettement que ce jour-là et en raison même, sans doute, de la perfection, de l'absolue distinction de cette beauté et de cette grâce. Mais enfin il n'y avait point là, comme eût dit Raffart, de quoi « se mettre sans dessus dessous », et, pendant ces cinq ou dix minutes, tandis que nous parlions de ces mille choses assez stupides, — temps, modes, mariages, etc., — desquelles sont remplies les conversations mondaines, je m'étonnais qu'il eût suffi de « cela » pour m'amener à faire cette visite, à pareille heure.

Mais, tout à coup, continuant à regarder M^{me} Patrizi comme si j'avais voulu découvrir la clef de ce petit mystère, je retrouvai cet air de « déjà vu » qui m'avait tant frappé l'autre soir, et cette fois j'en éprouvai une sorte d'inquiétude et d'alarme. Car il ne s'agissait plus d'une ressemblance vague, qui s'évanouissait aussitôt. Il me semblait reconnaître en M^{me} Patrizi une amie très chère, avec laquelle j'eusse vécu toute mon enfance, une partie de ma jeunesse, avec laquelle, pendant toutes ces années, toutes mes idées, toutes mes joies, toutes mes peines eussent été partagées, qui eût, un beau jour, disparu de ma vie, que j'eusse entièrement oubliée et qui venait de reparaitre, du fond du temps et de moi-même. Cela me fit un effet si étrange, et même si pénible, que, profitant de ce que M^{me} Patrizi disposait je ne sais plus quels objets sur une petite table basse, je fermai les yeux et souhaitai de tout cœur de ne pas retrouver, en les rouvrant, cette sensation. Je la retrouvai et peut-être plus vive encore. Ce n'était plus

seulement son visage et son regard qui semblaient me dire : « Voyons ! Tu ne te souviens pas ? » Sa voix, son geste m'étaient familiers. Cela fut tel que je n'y tins plus et que je dis à M^{me} Patrizi en lui coupant la parole, brutalement :

— Madame, je suis né à Angers et j'ai vécu jusqu'à ma quinzième ou seizième année dans des villages, autour d'Angers, qui s'appellent Écouflant, Port-Godart...

Je m'arrêtai, attendant.

— Oui... Alors ?

— Ces mots ne vous disent rien, madame ?

— Ces mots ? Vous voulez dire : Angers...

— Angers... Écouflant, Port-Godart...

— Je n'ai jamais entendu parler de ces deux derniers pays. Pour Angers, je ne crois pas y être jamais allée... non... Pourquoi ?

Je m'étais levé, j'étais allé m'adosser à la cheminée :

— Excusez-moi de répéter mes paroles de l'autre soir, lui dis-je. Il est impossible qu'il n'y ait pas entre nous quelque chose... J'ai l'impression par moments que nous sommes de grands, grands amis... Je cherche où nos deux chemins ont pu se croiser...

Elle me regarda, fixement, et, me sembla-t-il, un peu sévèrement et elle me dit, entr'ouvrant à peine les lèvres :

— C'est aujourd'hui la seconde fois que nous nous voyons, colonel. Vous avez une imagination de poète.

— Mais comment expliquez-vous que, vous aussi, l'autre soir, vous ayez cru me reconnaître ?

— Oh ! vous ! fit-elle, avec un petit rire, qui s'arrêta court. C'est autre chose !

J'allais lui demander : « Quoi ? Quelle autre chose ? » quand la porte s'ouvrit. Un homme que j'avais déjà rencontré plusieurs fois chez les Nieburger et que je connaissais pour un sot et pour un insupportable bavard, le comte de Meslec, entra. M^{me} Patrizi m'avait jeté un petit sourire, d'un air de dire : « Je n'y puis rien ! » Elle nous demanda si nous nous connaissions. Nous répondîmes que oui. M^{me} Patrizi lui montra un siège, s'assit. L'imbécile s'assit, lui aussi ; moi, je restai le dos au feu, et, sans prendre le temps de souffler, l'imbécile se mit à parler. Il y avait à ce moment à Strasbourg un comédien

nommé Guitonnet, qui avait une jolie voix. L'imbécile prit cette voix pour sujet de conversation et il nous dit là-dessus toutes les banalités, toutes les stupidités qu'un homme du monde est capable d'émettre. Pendant cinq minutes, j'écoutai cela sans trop avoir envie de m'évader et en souriant même, je crois. Puis, comme il continuait à se trémousser sur son fauteuil et à discourir sur le timbre, sur le charme de cette voix, je cessai de sourire et puis je cessai d'écouter. Au bout d'un moment, je commençai à donner des signes d'impatience, je me retournai vers le feu et je me rappelle qu'avec ma botte, comme si j'avais été seul dans ce salon ou comme si j'y avais été chez moi, je m'occupai à relever les bûches qui menaçaient de tomber sur le tapis. Finalement je saluai M^{me} Patrizi et fis mine de me retirer.

— Vous partez ? me dit-elle.

Elle s'était levée. Elle se disposait, je crois, à m'accompagner jusqu'à la porte, afin, peut-être, de m'interroger et de surprendre le secret de cet être étrange, un peu fou. A mi-chemin, elle se rappela qu'on n'accompagnait point les gens de mon âge et elle s'arrêta près d'une table où il y avait des fleurs, qu'elle fit mine d'arranger.

Je m'arrêtai moi aussi, saluai de nouveau :

— Madame...

— Venez de temps en temps passer un moment avec moi, me dit-elle. Vous avez vu beaucoup de choses...

Je l'interrompis :

— Oh ! non ! On n'a vu beaucoup de choses que quand on les a vues en soi, là... — Je montrais ma poitrine. — Le reste n'est rien !

Un petit coup de tête, un sourire. Je m'en fus. Elle resta là. Elle semblait avoir parfaitement oublié l'imbécile.

Il y avait, place de la Cathédrale, un marchand de fleurs qui avait surtout ceci de particulier qu'il était toujours au lit avec la goutte et que sa femme était très jolie, une petite figure chiffonnée, puérile, sous une couronne de cheveux d'or pâle. J'entrai et je dis à M^{me} Sievers :

— Lisbeth, je voudrais un bouquet qui ne fût pas trop gros, qui ne fit pas trop d'effet, et, pourtant, qui fût le plus joli du monde.

Elle me montra des roses noires qui arrivaient de Hollande.

— Parfait ! dis-je. Elles sont dignes d'elle !

Je lui donnai le nom et l'adresse de M^{me} Patrizi et la priai d'aller lui porter ces fleurs au plus tôt.

Le soir vers sept heures je sortis. Je voulais aller chez Millot pour lui parler des recrues, mais je passais devant chez les Sievers, j'entrai. Lisbeth me dit qu'elle avait remis elle-même mon bouquet à M^{me} Patrizi et que celle-ci l'avait accueilli sans un mot, qu'elle s'était contentée de sourire.

— D'un méchant sourire, ajouta Lisbeth. Elle n'a pas l'air commode. Elle a une bouche qui n'indique rien de bon.

— La bouche la plus charmante du monde, Lisbeth !

Je sortis de chez elle, et, tout de même, cette histoire de « méchant sourire » m'avait remué... Je ne sais quelle folie me prit. Je me dirigeai vers l'hôtel de M^{me} Patrizi. M^{me} Patrizi était sortie. On me fit entrer au salon et je n'y étais pas depuis cinq minutes que je sentais tout le ridicule et toute l'indiscrétion de cette visite. Mais il faut croire que cela n'était pas suffisant pour que j'eusse envie d'y renoncer et de battre en retraite. Je m'assis dans le fauteuil où M. de Meslec s'était assis et me mis à regarder le feu, qui s'éteignait. M^{me} Patrizi arriva.

— Vous ! fit-elle, étonnée, avec quelque chose d'assez hostile dans le regard. Ne trouvez-vous pas que nous nous voyons bien souvent aujourd'hui, colonel ?

— Madame ! dis-je stupidement, en me levant et en tendant à demi les bras vers elle. Madame, vous tenez dans vos mains ma vie, mon bonheur !

Elle eut une sorte de sursaut, comme si je l'avais soufflée et, rouvrant la porte qu'elle venait de refermer derrière elle :

— Sortez ! me dit-elle.

— Madame...

Je voulais dire quelque chose, je ne sais quoi.

— Sortez ! Sortez ! répéta-t-elle.

Je tournais autour d'elle gauchement, gagnant la porte :

— Madame, je vous en prie... bégayais-je.

— Non ! non ! Sortez ! Hé ! monsieur ! qui êtes-vous donc ?

Je sortis. La porte se referma sur moi et je redescendis l'escalier en tenant une rampe qui me parut glaciale. Je n'allai pas chez Millot, je rentrai chez moi, je retirai mes bottes,

et, tout habillé, me jetai sur mon lit. Je ne souffrais pas, naturellement. Je n'aimais pas. Mais j'étais furieux, humilié. J'avais l'impression d'avoir subi la première défaite de ma vie.

La nuit vint. J'étais las, comme rompu. Je me mis au lit sans souper.

Le lendemain, je pensais encore à cette histoire et cela prenait l'aspect d'une vilaine affaire, assez cuisante. Je dis le soir à Millot :

— Est-ce que je serais amoureux d'une femme ?

— Au point d'en souffrir ? me demanda-t-il.

— Hé ! dame ! — J'appuyai mon poing sur mon cœur. — J'ai là quelque chose...

Nous sortions du quartier ; il fit quelques pas en silence et me dit enfin :

— Ce serait peut-être ton tour... Veux-tu venir boire ?

— Non. Ce soir, je n'ai pas soif.

Il s'arrêta, me regarda à la lueur d'une lanterne :

— Oh ! oh ! Pas soif !

Puis me prenant le bras, avec cette tendre brusquerie qu'il avait parfois :

— Souffre donc. Ça te fera peut-être du bien.

III

Trois ou quatre jours s'écoulèrent encore. Le maréchal Lannes vint nous inspecter. J'en oubliai un peu M^{me} Patrizi, ou, plutôt, je m'étais remis à rire de cela et me disais que j'étais fou, que j'étais né de la veille. Mais un soir il y avait bal chez le général Reille. J'y fus et je la revis. Elle était assise au milieu d'un groupe de jeunes femmes ; un grand diable d'homme à teint basané faisait le pitre devant elle et lui contait je ne sais quelles bourdes, dont elle riait derrière son éventail. Je restai cinq bonnes minutes à la regarder. Je la trouvais charmante, sans plus ; je me sentais comme soulagé... Mais tout à coup elle m'aperçut et elle eut un regard qui, comme disent les troupiers, me « retourna », un regard étrange, mystérieux. Il faudrait vingt mots pour peindre ce regard et ces yeux qui s'étaient soudain fendus en amande et se noyaient de je ne sais quel rêve. Cela dura le temps d'un éclair, une demi-seconde. Après quoi ils redevinrent ce qu'ils

étaient avant, simplement souriants, avec, à mon adresse, une petite nuance de reproche cordial, de demi-moquerie. Pendant un moment, je ne bougeai pas. Je me rappelle que j'étais adossé à une colonne, mon chapeau sous le bras. Je me demandais ce qu'était cette femme, ce qu'étaient ces yeux, ce regard, ce qui s'y cachait.

Puis le mulâtre raconta une dernière baliverne et laissa l'auditoire sous le coup d'un dernier effet. Il avait l'air infatué de lui-même, vaniteux comme un paon. Les femmes se pâmèrent et M^{me} Patrizi, de nouveau, cacha son rire derrière son éventail, qui, je m'en souviens, représentait des amours, roses et dodus, volant dans un ciel bleu.

J'allai à elle, la saluai :

— Madame, me ferez-vous l'honneur de m'accorder la prochaine contredanse ?

— Non, fit-elle. Merci. Ce soir je ne danserai pas. J'ai chassé à courre hier chez mon oncle et je me sens encore très lasse.

Puis elle dut voir que je faisais une mine assez déconfitée et assez ridicule :

— Asseyez-vous, dit-elle, en me montrant un tabouret, et, pendant que les autres danseront, vous, vous me tiendrez compagnie.

— Volontiers. Bien que je n'aie guère espoir d'avoir autant d'esprit que ce nègre.

Je m'assis, précipitamment, et, autant que j'en puisse juger par la logique des choses, je devais avoir l'air assez rayonnant. Je jetai mon chapeau sous mon tabouret.

— De quoi allons-nous parler ? demandai-je à M^{me} Patrizi.

— Parlons de vous !

— De moi ? Mais que suis-je ?

— Figurez-vous ! fit-elle, en se penchant vers moi et me regardant avec une sorte de tristesse songeuse, figurez-vous que je me posais justement cette question l'autre jour, quand vous partiez de chez moi... « Qu'est-il ? »

— Puis-je penser que vous m'avez pardonné ?

Elle observa un petit temps, et, se mettant à rire :

— Quelles étranges femmes que celles à qui jusqu'à présent se sont adressés vos hommages ! fit-elle. Elles aimaient ces façons-là ?

— Mais, madame...

— Que vous donnaient-elles, ces femmes ?

— Hé !

Je m'étais mis à rire, moi aussi, ne sachant trop que répondre.

— De l'amour ? fit-elle.

Ce mot me surprit, me figea un peu... Mais elle m'avait demandé cela si gentiment, que, de nouveau, je me mis à rire et je répondis, comme je l'eusse fait à un camarade :

— Oui... A l'occasion...

Elle posa doucement sa main sur mon poignet :

— Vous le croyez ?

— Comme vous êtes bizarre ! Je crois que quelques-unes d'entre elles m'ont aimé et que j'ai été heureux... — Je baissai la tête, haussai les épaules, — très heureux...

Je sentais son regard peser sur moi.

— Mais non ! fit-elle, d'une voix si grave que je relevai la tête. Pourquoi dites-vous cela ? Vous n'avez pas été heureux...

— Je ne sais pas ce qu'est le bonheur ?

— Mais non !

— L'amour non plus, madame ?

— Pas davantage... probablement...

Je réfléchis quelques secondes :

— Madame, lui dis-je enfin, pouvez-vous m'expliquer comment il se fait que tous les deux nous nous soyons mis tout à coup à parler de cette chose, si librement ?

— Parce que je ne veux rien craindre de vous, répondit-elle du tac au tac. Parce que je ne craindrai jamais rien. Il m'eût été agréable de penser que nous pouvions être amis, vous et moi.

— Amis ? Mais que voulez-vous dire ?

— Ce mot est-il donc pour vous vide de sens ?

— Point ! Il me reste à comprendre pourquoi vous me faites cet honneur... Qu'ai-je fait pour le mériter ?

— Me croyez-vous bien sotte ? dit-elle, en souriant. Me croyez-vous incapable de lire dans un regard ?

— Dans mon regard vous avez lu que j'étais de ces sortes d'hommes dont on fait des amis ?

— Me suis-je trompée ?

Je ne répondis pas, et, à deux ou trois reprises, haussai les épaules, d'un air qui voulait dire que je n'en savais trop rien, que peut-être elle avait vu juste. Puis, au bout d'un moment :

— Soit, lui dis-je. Soyons amis. Essayons. Montrez-moi comment il faut faire.

— Vous ne pouvez imaginer, répondit-elle, à quel point vous avez en ce moment des yeux de bon et de brave garçon, assez noble même...

— Il est possible qu'autrefois j'aie été un peu tout cela, répliquai-je. Mais je fais un assez rude métier et je n'ai guère eu le temps ni le moyen de me préoccuper de rester ce que j'étais.

Je me levai :

— Voulez-vous danser ? lui demandai-je.

Nous dansâmes. Quand nous revînmes à notre place, je lui dis :

— Madame, nous voici amis. Il est bon que nous nous connaissions un peu mieux. J'ai un petit nom qui m'a été donné par un mien oncle, lequel était meunier. Ce nom est Gérard.

Elle me répondit :

— Je n'ai pas à vous révéler le mien. On l'a déjà prononcé devant vous.

— Oui, madame. Je veux simplement que vous m'autorisiez à vous appeler de ce nom, quand nous pourrons nous parler à cœur ouvert, en amis.

— Vous m'appellerez Isabelle. Je vous appellerai Gérard. Je consens à cela très volontiers et n'en éprouve aucune appréhension. Mais écoutez-moi bien... — Elle me fit signe d'approcher mon tabouret : j'obéis. — Il faut qu'il soit bien entendu que nous ne sommes, que nous ne serons jamais que des amis et que vous ne ferez, que vous ne direz jamais rien qui puisse me donner à penser que l'amitié ne vous suffit pas. Ou bien nous nous fâcherons et pour toujours, cette fois.

— Madame, faut-il donc que sur ce point je m'engage pour toutes les années à venir, pour toute ma vie ?

— Oui. Je vous en prie.

— Mais si un jour, madame...

— Non, non, fit-elle vivement. Ce jour ne sera jamais. Il faut que vous juriez cela sur Dieu, sur l'honneur.

— Il me semble que c'est bien cruel ! Un peu contre les lois de ce monde !

— Ne dites pas un mot de plus, fit-elle, d'une voix tremblante. Prenez garde.

Je la regardai, vis son regard chargé de menace, et, après avoir laissé passer quelques secondes :

— C'est bien, dis-je. Vous avez mon serment.

— Donnez-moi la main.

Elle me tendait la main. J'allais la lui baiser. Elle la retira à demi :

— Serrez-la moi.

Je lui serrai la main.

Je suis, — j'étais, si l'on préfère, — à peu près fait pour être l'ami d'une femme comme pour être cardinal. Cette folie de l'amitié dura pourtant près de quinze jours. Cela consista pour moi pendant ces deux semaines à venir chaque jour après dîner chez M^{me} Patrizi et, chaque jour, à y retourner après souper. Nous passions l'après-midi à bavarder. Le soir était consacré à la musique. M^{me} Patrizi chantait, jouait de la harpe. Elle avait la plus jolie voix du monde, la plus touchante. Mais je n'entends pas grand chose aux mystères de la clef d'ut et je me préoccupais peu de savoir ce qu'il en était de toutes ces croches et de tous ces bémols. Je regardais M^{me} Patrizi. Elle avait une grâce, une joliesse infinies. La façon dont elle se vêtait semblait faite d'ailleurs pour la rendre plus charmante encore. Jamais je n'ai rien vu de plus exquis, et, quand, ses bras nus étendus en travers de la harpe, ses doigts roses courant sur les cordes et parfois s'arrêtant, semblant rêver, quand, la tête à demi couchée sur la harpe, elle tournait les yeux de mon côté, me regardait, j'avais, et, je le dis tout net, il eût été bien triste que je n'eusse pas la plus furieuse envie de violer mon serment et d'envoyer au diable l'amitié.

Le salon de musique était une pièce toute petite, en rotonde, avec, d'un côté, une cheminée où brûlait un feu de bois, et, de l'autre, une large et haute fenêtre, qui donnait sur le parc. On était encore en plein hiver ; il neigeait presque tout le temps. Je me rappelle qu'un de ces soirs-là, j'étais entré dans le salon de musique comme M^{me} Patrizi était en train de chanter, en s'accompagnant à la harpe. Je n'avais point voulu l'interrompre. J'étais entré à pas de loup, m'étais assis

sans bruit dans un fauteuil, et même j'avais gardé mon manteau sur mes épaules ; je m'étais contenté de poser mon chapeau dans un coin. Tout à coup le spectacle, à travers la fenêtre, de cette neige étendue, de cette lumière étrange, sinistre, qui venait d'en bas et, je ne sais pourquoi ni comment, teintait de rose les nuages, ce spectacle m'arracha à mon fauteuil et j'allai à la fenêtre, brutalement, comme si j'avais eu l'intention de renverser tout sur mon passage. Je regardai un instant cette neige, ces arbres noirs, ces nuages roses, cette solitude, et, soudain, je me sentis glacé. Glacé comme devant un grand malheur ou devant un grand bonheur : ces deux choses-là se confondent. Glacé comme devant une chose inouïe, immense. Je me retournai. Je dis à M^{me} Patrizi, d'une voix qui était presque celle du commandement :

— Pour l'amour du ciel, taisez-vous ! Venez voir cela !

Elle se tut, vint à moi.

— Regardez ! lui dis-je, en lui montrant cette nuit et cette neige.

— Eh bien ! Qu'y a-t-il ?

Elle se penchait, comme pour tâcher d'apercevoir quelque chose à travers les vitres.

— Vous ne voyez pas ? Vous ne voyez pas cette nuit ? Ces arbres ? Cette clarté glacée ? Vous ne vous sentez pas seule dans le monde, seule avec moi ?

Elle me regarda avec une sorte d'effroi :

— Gérard ! fit-elle.

Je levai tout un côté de mon manteau, comme une grande aile :

— Vous avez froid, lui dis-je. Venez ici. Serrez-vous contre moi. Ne parlons pas.

Elle vint, se serra contre moi. Je rabattis le manteau sur elle. Nous continuions à regarder au dehors.

— Gérard, me dit-elle au bout d'un très long moment, croyez-vous que cela soit au-dessus de vos forces, d'être mon ami ?

Je la serrai un peu plus contre moi, ma main sur son épaule :

— Oui, répondis-je. Je le crois.

Elle hocha la tête, leva, sous le manteau, sa main, la posa sur la mienne :

— Il va donc falloir que nous nous quittions, fit-elle. Cette neige est sans doute la dernière chose que nous aurons regardée ensemble.

Elle releva la tête, me regarda :

— Adieu, Gérard !

— Isabelle ! m'écriai-je. Vous n'avez donc aucune pitié ?

— Croyez-vous donc en avoir, vous ? fit-elle, avec un petit rire. Pauvre Gérard !

Elle rabattit sa main, sortit de dessous mon manteau. Je ne bougeai pas. Je la suivis des yeux à travers la pièce. La cheminée était surmontée d'une glace. Elle alla à cette cheminée, s'appuya des deux mains au marbre, ses deux bras tendus, et, me regardant dans la glace :

— Je le regrette. Je regrette de vous perdre. Mais il le faut.

— Puis sèchement : — Ne dites plus rien. Partez.

Je m'approchai d'elle, et, lui parlant dans le dos :

— Je vous jure sur l'honneur que j'ai essayé de tenir mon serment. Mais je ne peux pas. Vous êtes trop jolie, trop...

Elle se retourna :

— Assez ! Vous ne voulez pas que je me repente d'avoir eu confiance ?

— Donc adieu ?

Elle baissa la tête, regarda le sol comme pour y chercher sa réponse, et, levant de nouveau les yeux sur moi :

— Adieu. Cela vaut mieux.

— De sorte que je ne pourrai jamais savoir le mot de cette énigme ? Quelle haine avez-vous donc de l'amour ? Pourquoi ne puis-je vous parler la seule langue que puissent se parler deux êtres qui sont jeunes, que tout semble vouloir réunir ?

— Pourquoi ? Mais parce que je ne suis pas comme toutes ces femmes en qui vous n'avez vu que des jouets, et, vraiment, parce que c'est assez... — Elle eut l'air de chercher ses mots, me les dit les dents serrées, — que vous avez fait assez de mal...

— Êtes-vous là pour me faire payer ce que j'ai fait ? — Elle ne répondait pas, me regardait fixement. — Adieu ! repris-je. Je crois que vous êtes un peu folle, décidément !

Je ricanai. Je sentais que les larmes n'étaient pas très loin. Son visage se détendit, elle sourit tristement, posa sa main à plat sur mon cœur, comme pour en sentir les battements, ou, peut-être, pour m'empêcher d'avancer :

— Gérard, je vous aime, me dit-elle. Je vous aime depuis le premier jour que je vous ai vu. — Son sourire lui creusait à chaque joue une petite fossette mauve. — Je vous aime de toute mon âme. Vous êtes toute ma vie, toutes mes pensées.

Je la regardai un instant en me demandant si effectivement elle n'était pas atteinte de démence.

— Qu'est-ce encore que cela? lui dis-je enfin. Pourquoi dites-vous cela? Pourquoi vous jouez-vous de moi?

— Je ne me joue pas de vous, Gérard. Je vous jure que je vous aime du plus profond de mon cœur. Mais...

— Mais quoi? Mais vous voulez que j'entende cela et que je continue pourtant à vous donner cette comédie de l'amitié?

— Eh! oui!

— Mais pourquoi? Quelle est cette folie?

— Il n'y a point là-dedans de folie. Mais l'amour est pour moi une chose et pour vous une autre chose. Jamais là-dessus nous ne nous entendrons. Jamais vous ne m'aimerez comme je voudrais être aimée. Alors, mieux vaut n'en point parler.

— Dites-moi donc comment vous voulez être aimée, sacrédié!

— Oh! oh! si les jurons s'en mêlent! Je voudrais tout simplement être aimée d'amour, mon ami!

— Je ne vous aime pas ainsi?

Elle se renversa en arrière, se mit à rire :

— Oh! non! Comme vous en êtes loin!

— Quelle preuve d'amour me demandez-vous? Voulez-vous que j'essaie encore d'agir envers vous en ami et de ne voir en vous qu'une amie?

— Mais vous me disiez tout à l'heure que cela était au-dessus de vos forces...

— J'ignorais tout à l'heure que vous m'aimiez. Je crois que cette seule pensée est capable de remplir ma vie.

— Vous pourriez vous imposer cela? Sans aucun engagement de ma part?

Je haussai les épaules :

— Sans aucun engagement. Je vous demande simplement de me permettre de garder un espoir très vague, très lointain...

— Si vague! Si lointain!

— Soit... Comme il vous plaira...

Elle se détacha de la cheminée, retourna près de la fenêtre, et, posant sa main sur l'espagnolette :

— On vous a changé, Gérard, fit-elle avec un petit rire. Venez, dit-elle. Vous pouvez venir, maintenant.

J'allai vers elle.

— Couvrez-moi de votre manteau, comme tout à l'heure. Car j'ai froid. Cette neige a quelque chose d'horrible.

Je la couvris de mon manteau. Elle se serra de nouveau contre moi.

— Ne me parlez plus jamais d'amour, Gérard, fit-elle.

Elle releva la tête et me regardant, les yeux à demi clos :

— Plus tard... peut-être... Quand il sera bien acquis que vous m'aimez comme il faut aimer...

— Oui ! dis-je, avec un nouveau petit ricanement, un peu grelottant. A moins que vous ne finissiez par prendre en pitié et en horreur ce pauvre diable si docile !

Elle haussa les épaules, eut un petit rire :

— C'est encore possible. Les femmes sont des êtres étranges, vous savez.

— Mais alors ?

— Mais que voulez-vous que je vous dise ? répondit-elle en inclinant sa tête sur mon épaule. Puis-je répondre de ce qui se passera demain ?

Elle avait dit cela d'une voix douce, tranquille. Je la regardai. Je regardai ses cheveux que la clarté mate de la neige semblait baigner de lune.

— Vous aimez beaucoup votre métier, je crois ? me demanda-t-elle soudain.

— Certes ! répondis-je.

— On m'a dit que vous étiez colonel à vingt-sept ans... Vingt-sept ans ! C'est admirable !

— D'autres à vingt-cinq étaient généraux...

— Il ne faudrait pas gâcher tout ce passé de gloire et d'honneur, n'est-ce pas ?

— Je n'en ai pas la moindre envie ! dis-je, cette fois éclatant de rire.

— C'est bien... C'est très bien...

Elle sortit de dessous mon manteau, me tendit la main :

— Au revoir, Gérard...

— Au revoir, lui dis-je, tout étonné de toutes ces paroles qui me semblaient n'avoir ni rime ni raison.

Puis lui montrant un des fauteuils :

— Vous ne voulez pas que je passe la nuit là ?

— Non, dit-elle, en me prenant le bras pour me conduire jusqu'à la porte. Non que je n'aie confiance en vous. Je vous jure que je ne pousserais même pas le verrou de ma chambre... Mais peut-être y aurait-il des gens pour se demander si vraiment vous avez pu rester toute la nuit assis dans ce fauteuil quand vous n'étiez séparé de moi, que vous aimez et qui vous aime, Gérard, que par une porte qui n'était même pas fermée...

Elle me retint un instant, sa main posée sur mon poignet :

— Cela serait pourtant, Gérard ?

Je la regardai dans les yeux :

— Oui, dis-je. Cela serait.

Elle sourit, hocha la tête :

— Comme c'est drôle !

Elle me poussa dehors. Je rentrai chez moi par la plus belle nuit de neige qui se pût voir. Je me jetai dans un fauteuil, au coin du feu éteint, et, la tête dans mes mains, j'essayai d'y voir clair dans tout cela... Qui était-elle ? Que voulait-elle ? Que se proposait-elle de faire de moi ? Isabelle... Isabelle... Comme il y avait en elle de choses troubles et hostiles à côté d'autres si douces, si jeunes, si jolies ! Pourquoi s'était-elle collée ainsi à moi, sous ce manteau ? Innocence ? Perversité ? Comédie ? Tragédie ? Pourquoi tout cela ?

Je me levai, allai à la fenêtre. Cette neige sur la ville, sur les toits. Une sonnerie de trompette dans une caserne, au loin... J'avais la tête lourde, le front brûlant. Je le posai sur la vitre glacée, fermai les yeux... Isabelle... Je n'avais jamais vécu de pareils moments. Je me rappelai les bonnes heures que quelques semaines auparavant j'avais passées à galoper, dans le vent et la neige. Alors tout était bon, joyeux, souriant, facile... Rien que je ne pusse embrasser d'un regard... Maintenant, où en étais-je ? Étais-je heureux ? malheureux ? Je n'aurais même pas pu répondre à cette question !

Alors s'écoulèrent des jours bien bizarres, d'une saveur bien nouvelle pour moi. J'aimais M^{me} Patrizi. Je ne puis dire que je l'aimais chaque jour plus purement, plus chastement :

on aurait dit qu'elle faisait tout pour que la victoire qu'elle remportait sur moi fût plus grande, pour que la discipline que je m'imposais à moi-même fût plus méritoire. Mais chaque jour je tenais à elle davantage et craignais davantage de la perdre. Je retournai la voir le lendemain de ce jour que je viens de conter. Elle n'était point dans son salon. Elle me fit attendre quelques instants, vint enfin et me dit en posant sa main sur mon bras qu'il valait peut-être mieux que je ne vinsse pas la voir chaque jour, qu'à la longue on en pourrait jaser. Elle ajouta qu'elle attendait un homme dont la tâche consistait à gérer les propriétés qu'elle avait en Italie, près de Rome. Elle préférerait qu'il ne me vît point chez elle.

J'avais commencé à enlever mon manteau. Je le repris et je dis à M^{me} Patrizi, de la voix la plus calme que je pus trouver et qui, pourtant, tremblait un peu :

— Quand voulez-vous que je revienne ?

— Vous m'obéirez ?

— En doutez-vous ?

— Quel jour sommes-nous ? Mardi... Voulez-vous revenir samedi ?

— Quatre jours sans vous voir !

— Allons ! allons ! fit-elle, en secouant la tête et en riant.

Ils seront bien vite passés... Vous aimez votre métier. Vous serez heureux de le retrouver.

Elle me tendit la main :

— A samedi, Gérard.

Il se trouva par bonheur que, pendant ces trois jours, je n'eus pas trop le temps de me regarder souffrir. Le lendemain, le 34^e quitta Strasbourg et s'en alla faire des marches du côté de Sélestat. Nous ne regagnâmes nos quartiers que le vendredi soir. Le samedi, je retournai chez M^{me} Patrizi. Elle n'était pas chez elle à cette heure, trois heures après midi. Le valet me dit qu'elle était allée faire visite à M^{me} Nieburger, qui s'était trouvée souffrante ; elle ne tarderait pas à rentrer. Elle parut en effet quelques instants après ; elle semblait très émue.

— Jean, dit-elle au valet, qui est cet homme qui rôde autour de la maison et qui s'est sauvé dans la petite ruelle, en m'apercevant ?

— Je ne sais, madame, répondit le valet. Je vais aller me

rendre compte. Je tâcherai de rattraper l'homme et de savoir ce qu'il veut.

— Vous direz que je suis bien stupide, me dit-elle quand il fut parti. Mais j'ai eu terriblement peur.

— Qui est cet homme ? lui demandai-je.

— Je l'ignore, mon ami, répondit-elle, en enlevant son manteau. Je crois seulement que je l'ai déjà vu quelque part. Il a la mine d'un affreux coquin.

Elle me tendit sa petite main glacée :

— Mais vous êtes là. Je ne crains plus rien.

Elle me demanda comment s'étaient terminées ces marches et si je n'avais pas eu trop froid. Je lui répondis que tout s'était passé pour moi à peu près comme dans un brouillard et que je n'avais rien vu, rien senti.

— Quoi ! fit-elle en riant. Ce métier que vous aimez tant !

Je me mis à rire, moi aussi :

— Ce métier... j'ai un peu honte de le faire si mal...

— Mais seriez-vous capable, dit-elle, en me regardant avec une sorte de candeur, de le faire encore beaucoup plus mal, et, par exemple, de...

Elle semblait chercher un mot. Mais le valet rentra. Il n'avait trouvé personne.

— Alors c'est qu'il est dans le parc, fit M^{me} Patrizi. Cherchez dans le parc.

Le valet sortit de nouveau et M^{me} Patrizi, changeant de ton soudain, passant de cette sorte de vivacité où elle s'était maintenue depuis son entrée, à quelque chose de beaucoup plus doux et de beaucoup plus tendre, alla s'asseoir dans un fauteuil, attira sa harpe à elle, et, sans en jouer, caressant seulement les cordes avec ses doigts :

— Venez vous asseoir près de moi, fit-elle.

J'obéis.

— Parlez-moi ! ajouta-t-elle, en souriant, la tête légèrement inclinée sur l'épaule.

— Eh ! de quoi voulez-vous que je vous parle ? N'avons-nous point tout dit ?

— Que pensez-vous de moi, Gérard ?

— Que vous êtes la femme la plus étrange que j'aie jamais vue, la plus diverse. Il y a trente-six Isabelle. Celle que j'ai en

ce moment devant les yeux ne ressemble à aucune des trente-cinq autres.

— Comment donc est-elle ?

— Toute blancheur, toute candeur...

— Gérard, voulez-vous dire que les autres ne soient ni blanches ni candides ?

— Elles le sont peut-être autant. On le remarque un petit peu moins. Le regard que vous avez en ce moment est d'une pureté exquise. On dirait que vos lèvres n'ont jamais prononcé que des paroles virginales, enfantines...

— Un peu niaises ?

— Peut-être un peu niaises... C'est charmant...

— Je veux qu'il en soit ainsi. Je veux qu'aujourd'hui entre nous il n'y ait que de gentilles niaiseries.

Elle se mit à chanter et les moments qui suivirent furent en effet de « gentille niaiserie. » Les heures passèrent, coulèrent; le jour lentement s'assombrit; et, dans le soir venu, il n'y eut plus que cette blanche jeune femme et cette main qui allait et venait doucement sur des cordes quasi muettes.

Vers six heures, le valet de chambre entra et demanda à M^{me} Patrizi si, comme convenu, elle voulait qu'on lui apportât à souper dans cette pièce.

— Oui, répondit-elle. Le colonel soupera avec moi, s'il veut bien me tenir compagnie. — Elle se tourna vers moi. — Car il y a aujourd'hui dans l'air quelque chose qui m'attriste... je ne sais quoi...

— Mais soupez-vous si tôt, habituellement ?

— Non. Très rarement avant huit heures. Mais, ce soir, mes gens m'ont demandé s'ils pouvaient aller à la fête à Haguenau et la patache part à sept heures, je crois.

— Ils vous laissent seule toute la nuit ?

— Oui, fit-elle, en me regardant. Ils reviendront demain dans la journée.

— Vous n'avez pas peur ?

— Peur ? dit-elle, étonnée. Pourquoi peur ?

— Je ne sais... Seule dans cette grande maison, toute la nuit... au milieu de ce parc...

Elle se mit à rire :

— Le danger vient-il de ce que la maison est grande et qu'il y a des arbres ?

Le laquais apportait la table toute servie. M^{me} Patrizi lui dit :

— Jean, le colonel prétend que je suis exposée aux plus grands dangers si vous me laissez toute seule cette nuit...

— Madame, je puis rester si madame craint quelque chose, répondit ce brave homme. Je puis rester avec ma femme.

— Non, fit-elle. Je n'ai besoin de personne. Je vous jure que la crainte de tous ces dangers ne m'empêchera pas de dormir.

Sur quoi nous nous mîmes à souper, gaiement, et, le repas fini, nous devisions de part et d'autre. Tout à coup, — quelle heure était-il ? dix, onze heures... M^{me} Patrizi était allée à la fenêtre, et, depuis un moment, elle regardait à travers les vitres le parc toujours couvert de neige, — tout à coup elle poussa un cri et je la vis se rejeter contre le mur, derrière le rideau.

Je m'étais levé :

— Qu'y a-t-il ? lui dis-je.

— L'homme de cet après-midi. Il est toujours là...

Je me précipitai à la fenêtre :

— Où est-il ? Montrez-le moi !

Elle tendait à demi son bras vers l'un des taillis du parc :

— Là... là... Il traversait l'allée. Il s'est jeté là-dedans et doit y être encore.

— J'y vais. Vous auriez peut-être pu choisir pour donner congé à vos gens un jour où...

Je m'élançais vers la porte. Elle m'arrêta :

— Non ! Ne sortez pas ! L'homme peut entrer... Ne me laissez pas seule !

— Eh ! je vous croyais plus courageuse ! Prenez cela !

Je lui tendis mon pistolet et je sortis. Je battis tout le parc, tous les taillis.

— Rien ! dis-je à M^{me} Patrizi en rentrant. Vous êtes sûre d'avoir aperçu quelque chose ?

— Certaine, répondit-elle, en jetant de nouveau un regard vers le parc. C'est bien le même homme que cet après-midi.

— Elle se retourna vers moi. — Gérard, je me suis peut-être un peu trop hasardée en vous disant tout à l'heure que je n'avais peur de rien. — Elle sourit. — Je crois que j'ai tout de même un peu peur.

— Tous vos gens sont partis ?

Elle sonna, attendit quelques instants; on entendit le tintement de la sonnette se prolonger dans la maison vide.

— Nous voici en plein roman! dis-je, souriant moi aussi. Il ne manque plus qu'une apparition de spectre pour que le jeu soit complet! Que m'ordonnez-vous? Voulez-vous accepter mon bras et que je vous conduise chez M^{me} Nieburger?

— Les Nieburger ne sont pas à Strasbourg. Gérard...

— Que voulez-vous?

— Gérard, si je vous demandais de rester près de moi cette nuit?

— Eh! lui dis-je, je serais trop heureux de passer la nuit dans un de ces fauteuils! Mais ne vous rappelez-vous point ce que nous disions l'autre jour? Ne craignez-vous point que si l'on apprenait que j'ai passé la nuit ici...

— On ne le saurait point. Vous partiriez au petit jour.

— Mais on peut me voir sortir de chez vous...

Elle se mit à rire, en hochant la tête, et, plaquant sa petite main parfumée devant ma bouche :

— C'est vous! C'est vous qui avez de ces scrupules! Comme c'est gentil! — Elle cessa de rire. — Ne craignez rien... Vous partirez demain matin par la petite porte qui donne sur la ruelle. Personne ne vous verra... C'est oui?

— Parbleu!

— Voulez-vous me conduire à ma chambre?

— Déjà? fis-je, un peu surpris. Vous voulez déjà me quitter?

— Oh! de l'épaisseur d'une porte seulement! Cette peur m'a brisée...

— Où est votre chambre?

Elle me montra une des deux portes qui ouvraient sur le salon :

— Ici.

Je la conduisis à cette porte. Je lui souhaitai le bonsoir. Elle resta un moment appuyée contre celui des deux battants qui était resté fermé, et, me regardant, la tête à demi couchée sur l'épaule, un bras pendant, l'autre s'abandonnant mollement à ma poignée de main :

— Bonsoir, Gérard.

— Bonsoir, Isabelle...

Elle eut un petit coup de tête brusque, entra dans la

chambre. Le battant se referma, j'entendis qu'aussitôt elle gagnait l'autre extrémité de la pièce. Quelques secondes s'écoulèrent. Je vins me laisser tomber dans un fauteuil. Le feu s'était éteint. Je ne pensai pas à le rallumer. Je jetai mon manteau sur moi et la nuit passa, heure par heure. Je ne fermai pas l'œil une minute. J'avais parfaitement oublié l'homme à mine de coquin. Le petit jour vint. Puis le jour. Sept heures sonnèrent. La porte de la chambre de M^{me} Patrizi s'ouvrit et M^{me} Patrizi parut. Elle était en toilette de nuit et plus belle, plus jolie que je ne l'avais jamais vue. Je m'étais levé. Elle alla à la cheminée, s'y appuya du coude :

— Vous saviez que je n'avais pas poussé le verrou ?

Je vins à elle :

— Oui. Je le savais.

— Vous saviez que cet homme à mine patibulaire qui m'a fait tant peur hier soir n'a jamais existé que dans mon imagination ?

— Je ne puis dire que je le savais. Mais j'eus vaguement le sentiment que vous ne trembliez pas avec beaucoup de conviction.

Pendant quelques secondes elle me regarda sans rien dire, et, brusquement, elle se jeta contre moi. Puis me repoussant :

— Va-t-en, me dit-elle. — Elle posa sa main sur mon épaule, ferma à demi les yeux. — Reviens ce soir après souper.

Je partis sans même oser lui prendre un baiser, peut-être sans même y songer. J'étais ivre. Je tremblais de fièvre, de bonheur. La journée me parut d'une longueur atroce. Neuf heures sonnaient quand je me présentai chez M^{me} Patrizi. Un valet de chambre vint m'ouvrir. Il me dit que sa maîtresse était partie, qu'elle avait quitté Strasbourg très tôt dans la matinée pour une destination que ses gens eux-mêmes ignoraient. Elle avait déclaré seulement qu'elle s'en allait pour de longs mois.

III

J'avais une chose bien simple à faire pour retrouver M^{me} Patrizi. Il me suffisait d'acheter l'homme qui venait de m'ouvrir la porte et d'obtenir qu'il m'indiquât la direction que sa maîtresse avait prise. Je sautais à cheval et en un ou deux jours je l'avais rejointe.

Deux raisons firent que je n'eus pas recours à cette solution. L'une assez sotte : le dépit. Cette fuite me mit en rage, et, sur le moment, pour rien au monde je n'aurais voulu montrer à qui que ce fût l'état de colère, de détresse, où j'étais. Je voulus jouer l'indifférence et j'accueillis cela avec un sourire et un petit haussement d'épaule. Mais il y eut aussi ceci, qui me retint : j'étais soldat. Je n'avais point l'autorisation de m'absenter de Strasbourg. Au retour des dernières marches auxquelles nous avions pris part, l'interdiction nous avait été renouvelée par le général Reille lui-même de nous éloigner de nos quartiers sous quelque prétexte que ce fût.

Je ne questionnai donc point le laquais, ne tentai point de le séduire, et, simplement, je fis demi-tour, rentrai au quartier. J'étais bien décidé à attendre que M^{me} Patrizi se manifestât de nouveau. J'assistai au coucher des hommes, et même je suivis un sous-officier dans sa ronde autour des bâtiments. Mais cela eût été trop beau s'il m'eût suffi d'une heure pour brûler ce que j'avais adoré. J'étais entré à la salle des rapports. Je m'étais assis devant la table où s'empilaient les cahiers de compagnies, je feuilletais tout cela. Soudain, je me sentis pris d'une sorte de vertige et j'eus la brusque impression que je m'étais vidé de tout, de toute mon âme, de toutes mes pensées, que je n'étais plus rien et n'avais plus pour ainsi dire aucune espèce de raison d'être. Par delà ces murs sales, couverts d'affiches, d'ordres de service, je vis cette femme qui s'enfuyait, sur cette route, dans cette voiture, entre ces deux rangées de peupliers que le vent devait faire gémir et, pour la première fois de ma vie, je compris ce que cela voulait dire que d'avoir le cœur « déchiré ».

Je ne pus y tenir, je sortis. Pendant des heures j'errai dans les rues. Il tombait une petite pluie fine et glacée qui transperçait tout. Trois fois, je passai devant la porte de Millot, en songeant que, peut-être, il pourrait m'être de quelque secours, me remettre d'aplomb, avec sa grosse voix et son rude et solide bon sens. Puis non. J'eus honte de lui conter cela, de me montrer à lui comme j'étais ; je poursuivis mon chemin.

Je rentrai chez moi. Raffart m'attendait.

— Mon colonel est dans un bel état ! me dit-il, en voyant mon manteau trempé à tordre et les deux ailes de mon chapeau qui pendaient lamentablement.

Je me laissai tomber dans un fauteuil :

— Où a-t-elle pu partir ? demandai-je tout haut

Puis un instant après :

— Quelle cruauté ! Pourquoi ?

Je redressai la tête, regardai Raffart :

— Pourquoi ? répétai-je.

Il serrait contre lui mon manteau trempé. Il hocha la tête, deux ou trois fois, et enfin il quitta la pièce. Je passai la nuit dans ce fauteuil, sans fermer l'œil.

Vers huit heures, — je n'avais même pas pris le temps de me raser ni de me laver, — je sonnais à la porte de l'hôtel des Nieburger. Le portier vint, ouvrit à demi. Il me dit que M. et M^{me} Nieburger étaient à Metz, à un mariage, qu'ils ne rentreraient que le surlendemain.

— Vous connaissez M^{me} Patrizi ? lui demandai-je.

Il me répondit que oui. Je lui dis alors qu'il pouvait gagner bien facilement cent écus. Il lui suffisait de me faire connaître pour quelle destination M^{me} Patrizi était partie la veille.

— Je vais tâcher de vous avoir le renseignement, mon colonel.

Il partit, revint un moment après :

— Personne n'en sait rien, me dit-il. La femme de chambre de madame croyait que M^{me} Patrizi était à Metz elle aussi, avec monsieur et madame.

— Quand M. et M^{me} Nieburger sont-ils partis pour Metz ?

— Il y a trois jours, samedi matin.

— Quand a lieu le mariage ?

— Demain.

Je lui donnai tout de même dix napoléons, et, sans perdre un instant, je m'en fus retenir ma place dans la diligence de Metz, qui partait à trois heures après midi. Puis de là je me rendis chez Reille et je le suppliai de m'accorder une permission pour aller à Metz et en revenir aussitôt. Il était devant sa glace, en train de se raser.

— Pour quoi faire ? me demanda-t-il, en colère. Encore une histoire de femme ?

— Oui, mon général. Mais je crois bien que de celle-là je vais faire ma femme.

— Mais il n'y a donc que les femmes ! il n'y a donc que les

femmes! cria-t-il, en jetant son blaireau dans l'eau de la souvette.

— Il n'y a pas que cela, mon général! Mais pour l'instant il y a cela!

— Pouvez-vous me jurer que demain soir vous serez ici?

— Oui, mon général.

— Alors, partez. — Il reprit son blaireau. — Mais vous m'ennuyez, Durand!

Je ne sortis de chez lui que pour aller d'une trotte à l'hôtel de M^{me} Patrizi. J'aurais voulu être bien sûr qu'elle était à Metz, qu'on me l'affirmât. Je sonnai : le même valet de chambre vint m'ouvrir. C'était un vieil homme, rose de peau, blanc de poil, de longues jambes maigres et cagneuses dans ses bas de fil blanc. Je lui mis dans la main un napoléon.

— Tenez! lui dis-je. Prenez cela et répondez-moi! Où est M^{me} Patrizi?

Il me rendit le napoléon, que je repoussai :

— Je ne peux pas répondre à cette question, mon colonel, me dit-il. Je n'en sais rien et personne ici n'en sait rien, je vous le jure.

— Combien veux-tu pour parler, vieil imbécile? dis-je en le prenant par le collet. Fixe ton prix! N'aie pas peur!

— Mon colonel! Mon colonel!

Il bégayait, fléchissait des genoux.

— Elle est à Metz, hein? lui dis-je, dans le visage.

— Peut-être. Mais encore une fois je ne puis dire... je serais désolé que... Madame nous a fait jurer que...

— Que quoi? — Je l'avais lâché, je le repris et je le secouai comme un prunier. — Que vous ne parleriez pas? Parle ou je t'étrangle!

— Elle est à Metz, mon colonel! gémit-il. Elle est à Metz!

Je le plantai là. Je rentrai chez moi, faire toilette tout de même un peu, prendre quelque argent, et, à trois heures, la diligence m'emportait, au triple galop de ses trois chevaux. Nous devions arriver à Metz à minuit. Mais à Saverne une des roues cassa; il fallut la remplacer et cela fut cause que nous n'arrivâmes qu'au petit jour. Malgré l'heure, je me rendis aussitôt chez un homme que je connaissais et qui avait plus ou moins fait la fête avec moi, à Nancy. Il s'appelait Vielart.

Il était juge à je ne sais quel tribunal, un très brave homme.
Je lui dis :

— Vielart, tu t'y prendras comme tu voudras, mais je veux savoir d'ici une heure où sont descendus des gens de Strasbourg, M. et M^{me} Nieburger. Ils sont venus à Metz pour assister à un mariage.

— Le mariage du fils Schwerer, dit-il. Il a lieu à midi, à la cathédrale.

— C'est possible. Mais je ne veux pas attendre midi pour les voir. Je veux les voir tout de suite. Il y a une femme en ce moment qui me joue une belle comédie.

— Tu seras bien toujours le même fou, dit-il, en prenant son chapeau. Je vais tâcher de te savoir cela.

Il sortit, revint une demi-heure après. Les Nieburger étaient descendus chez un de leurs cousins qui était brasseur et qui avait son hôtel rue Serpenoise.

Je me revois dans cette grande pièce, chez ce brasseur. Je vais de long en large, et, de temps en temps, je m'arrête à une table, au milieu de la pièce; je donne sur cette table une grande claque du plat de la main et je dis, tout haut, me redressant et regardant au mur un portrait de vieille femme, qui me regarde aller et venir, en souriant, je dis : « Pourquoi ? pourquoi cette fuite ? Pourquoi ce baiser ? »

La porte s'ouvre. Nieburger paraît. Il est en robe de chambre et porte autour de la tête un foulard dont le nœud lui dessine deux cornes, assez comiques, au-dessus du front. Il me regarde avec de gros yeux blancs, un peu ahuris.

— Qu'y a-t-il ? me dit-il.

— Il y a, fais-je, — excusez-moi de vous en informer aussi brutalement, le temps me presse, et, à l'heure qu'il est, je devrais être peut-être à vingt lieues d'ici, — il y a que je suis éperdument épris de M^{me} Patrizi...

— Ah ! bah ! fait-il, les yeux ronds.

— Or M^{me} Patrizi a quitté Strasbourg avant-hier matin, sans crier gare. Je vous supplie de me dire où elle est.

— Mais... Voyons...

De nouveau la porte s'ouvre. M^{me} Nieburger entre, coiffée, elle, d'un bonnet et vêtue de je ne sais quoi de blanc qui est peut-être un manteau, peut-être une chemise : je ne songe point à m'en assurer.

— Que se passe-t-il ? me demande-t-elle.

Je redis ce que je viens de dire au mari.

— Vous êtes éperdument épris de ma nièce ?

— Oui, madame ! Éperdument !

— Dois-je entendre par là que vous songez à lui demander sa main ?

— Ah ! madame ! dis-je, avec un geste de colère comme en ont les enfants. Je n'en sais rien ! Elle m'a joué un tour cruel... Je ne sais point du tout comment je prendrai ses explications... Mais je l'aime comme un fou et je veux la retrouver.

— C'est qu'il me semble bien que la question est d'importance, mon cher ami. — Elle regarde son mari, qui de stupeur en stupeur est allé se laisser tomber sur un siège. — S'il n'est point sûr que vous songiez à l'épouser...

— Madame, est-elle à Metz ? Non ? Quelque chose me dit qu'elle n'est pas à Metz... Elle a voulu pousser la trahison jusqu'à l'extrême limite ! Elle a voulu me faire mourir !

Car je ne sais plus très bien ce que je dis. M^{me} Nieburger hoche la tête, ne répond pas.

— Madame ! lui dis-je. — Bah ! Que m'importent les serments !

— Madame, j'en ferai ma femme ! Je vous le jure !

— Votre parole, colonel ?

— Oui, madame !

Alors elle regarde encore son mari, et, venant près de la fenêtre, où je suis :

— J'ai reçu un petit mot d'elle, hier soir. Elle me dit qu'elle a été forcée de partir précipitamment pour un petit village des environs de Rome, Frascati, où sont ses propriétés et où l'un de ses intendants, paraît-il, la vole d'une façon horrible...

— Pour Frascati ! — Je regarde le mari, je regarde la femme.

— Pour Frascati ! Mais moi ? Elle ne vous dit rien de moi ?

— Savait-elle que vous aviez pour elle ce sentiment ? me demande M^{me} Nieburger.

— Certes !

— En tout cas elle n'en dit rien et ne nous en a jamais rien dit...

Je regarde le sol, je songe : « Cette fuite pour quelque misérable question d'intérêt... de gros sous... » Je relève la tête :

— Je vais partir, dis-je. Je ne sais pas très bien comment je vais faire, mais je vais partir... — J'esquisse un sourire jaunâtre. — Je n'en peux plus. Elle m'a rendu fou.

— Mais enfin... voyons... fait M. Nieburger.

Je l'interromps :

— Vous me donnez vous aussi votre parole que M^{me} Patrizi est bien partie pour l'Italie ? Vous n'allez pas me lancer sur cette route...

M^{me} Nieburger répond pour ce gros homme affalé :

— Je vous en donne ma parole. Tout au moins c'est ce qu'elle nous dit et elle ne nous aurait pas fait un mensonge.

— Bien... bien...

Je me ronge les ongles. La lumière entre à flots dans cette grande pièce, par trois hautes fenêtres ; elle éclaire tout ce désarroi. Je répète : « Bien... » et je salue M^{me} Nieburger, je salue le pauvre M. Nieburger ; je les laisse là tous deux, interdits, stupéfaits. Je m'en vais, je descends en courant les quatre ou cinq marches du perron, traverse le jardin par la pelouse.

Le gouverneur de Metz s'appelle Pinteau. Nous avons été nommés colonels ensemble et, s'il est devenu général quand, moi, je suis resté colonel, faute de pouvoir me faire prendre au sérieux et d'avoir assez de cheveux gris, je ne crois pas qu'il m'en garde rancune. Je vais le voir, à la Place.

Il me reconnaît :

— Durand ! Que faites-vous ici ?

Il tient un papier à la main.

— Mon général, puis-je vous demander quelque chose ?

— Mais certainement... Entrez...

Nous entrons dans son cabinet.

— Que se passe-t-il ?

— Mon général, j'ai quitté Strasbourg hier soir avec une permission du général Reille. J'avais pris l'engagement de regagner Strasbourg ce soir même. Or je ne voudrais pas regagner Strasbourg. — Je le regarde dans les yeux. — Je ne peux pas regagner Strasbourg. Il faut que dans une heure j'aie quitté Metz et que je sois en train de galoper sur la route, en direction de l'Italie.

Il se redresse, me regarde :

— En direction de l'Italie ?

— Oui, mon général. C'est la raison pour laquelle je me suis permis de venir vous trouver. Il faut absolument que vous m'autorisiez à partir pour l'Italie sans que j'aie à repasser par Strasbourg. Ce qui me ferait perdre encore du temps.

— Une histoire de femme, Durand ?

— Oui, mon général. Mais une histoire très, très sérieuse.

— Oh ! toutes les histoires de femmes sont sérieuses !

— Il sourit. Il est très joli garçon, avec, aux joues, ses petites pattes de lapin d'un blond roux. — Mais je n'ai pas qualité, moi... pour... Vous n'êtes pas sous mes ordres...

— Il vous sera très facile de régulariser cela avec le général Reille, qui, certainement...

— Évidemment, évidemment. Reille est un brave homme et je crois en effet que nous pourrions arranger cela, lui et moi... Bien que ce soit tout de même un peu loin, l'Italie...

— Je vous assure que le 34^e peut parfaitement se passer de moi, en ce moment...

— Évidemment, évidemment, répète-t-il. — Puis laissant passer quelques secondes : — A moins toutefois qu'il ne se produise certains événements...

Il sourit de nouveau, me met sous les yeux le bout de papier qu'il tenait à la main en entrant et j'y lis que « le 34^e, le 40^e, le 88^e, le 64^e, toute la division Suchet, quitteront leurs garnisons respectives le lendemain, 29 mars. Les quatre régiments gagneront par fortes étapes la région de Wissembourg-Carlsruhe et prendront part avec des éléments de la Garde à des mouvements devant avoir pour but d'exercer les recrues et de donner aux populations une juste idée de la valeur de nos armes ». Le maréchal Lannes dirigera lui-même les opérations.

— Voilà ce que je viens de recevoir, me dit Pinteau.

Je lis, je relis cela, et, me redressant, je réponds :

— Bien. Veuillez considérer que je ne vous ai rien dit, mon général. Je vais tâcher de trouver une voiture qui me ramènera à Strasbourg en moins de temps que ne le ferait la malle.

J'étais de retour à Strasbourg dans la nuit. Je m'en fus tout de suite au quartier, qui était en grand branle-bas et qui venait de recevoir cent treize hommes du 9^e de ligne, de Nancy. Ceux-ci devaient rester pour assurer le service de

place. Millot me dit que Reille m'avait fait demander deux fois et qu'il était furieux, qu'il menaçait d'en référer au maréchal. Je répondis que je m'en fichais et je m'en fus chez Reille.

— Ah! vous voilà! fit-il. Revenez-vous avec l'intention de conter fleurette à toutes les filles que nous allons croiser sur la route?

— Pas tout à fait. Avec le regret au contraire qu'il ne s'agisse que d'aller se promener et que je ne puisse espérer me faire trouer la peau.

Cette réponse le calma. Il vint à moi et m'amenant à la cheminée :

— Allons! allons! Est-ce que vous ne croyez pas tout de même que vous pourriez penser à autre chose?

Nous partîmes. Nous arrivâmes à Haguenau, et, là, je rencontrai un de nos anciens camarades de Nancy, Delrieu, qui était médecin au 88^e et avec qui je passai la nuit à boire. J'en avais besoin. Le vin chasse la peine. Je regagnai le quartier au petit jour, m'en fus à la salle des rapports. Millot m'attendait.

— On a apporté cela pour toi, me dit-il en me tendant une lettre.

Je regarde la lettre pendant un long moment et je ne sais quoi se glisse en moi, je ne sais quel frisson. J'ouvre la lettre, l'approche de la lampe, et, sous le regard de Millot, qui tire sur sa pipe à grosses bouffées, je lis ceci :

« Mardi, dans la nuit, dans un petit village que vous ne connaissez sans doute pas et qui s'appelle Rosenau, dans une petite chambre, tout en haut d'une méchante auberge, sous les toits. Il fait grand froid.

« Mon ami, nous sommes arrêtés ici par je ne sais quelle histoire qu'il y a eu entre un postillon et un des voyageurs. Le postillon était ivre, il a dit à ce voyageur deux ou trois mots qu'il aurait mieux fait de ne point dire et il s'est trouvé que le voyageur était un très noble et très important personnage, qui est chargé d'une mission auprès du pape. Il s'est trouvé aussi qu'on peut être un très important personnage et un sot. Le voyageur a pris cela très mal. Il a exigé du maître de poste le remplacement immédiat du postillon, quelque ennui qui

dût en résulter pour tous les autres voyageurs. Nous attendons le remplaçant du malencontreux postillon. Il doit arriver cette nuit ou demain matin, de bonne heure. Nous avons soupé ici, fort mal. Cette lettre écrite, j'essaierai de trouver la sommeil et je ne suis point du tout sûr de pouvoir y parvenir, quelque lasse et rompue que je sois.

« Car je vous aime, Gérard... Je vous aime ! Que s'est-il passé ? Comment expliquez-vous ce que je vais vous dire ? J'ai été une petite fille, Gérard, j'ai vécu, quand j'avais dix, douze ans, chez une mienne grand-mère, qui était une paysanne, je me suis promenée, là, dans les champs en gardant les moutons quand le petit berger était occupé ailleurs. Parfois aussi je m'asseyais devant la maison de ma grand-mère, sur l'une des trois marches du petit escalier de pierre, et, pendant des heures, je jouais aux osselets ou à un autre jeu que vous ne connaissez sans doute pas, qui s'appelle les épingles. Je jouais à ces jeux, je faisais paître mes moutons, et, Gérard, j'attendais... Comprenez-vous, Gérard ? J'attendais de la vie, de l'avenir, quelque chose qui m'était dû et je savais que cela viendrait. On m'aurait dit : « Quoi ? Qu'attendez-vous, petite fille, avec vos osselets, ou, le regard perdu, dans les champs, avec vos moutons ? » — « Ah ! aurais-je dit, avec une sorte de cri. Ah ! je ne sais ! Une chose qui n'a ni forme ni couleur mais qui est douce, douce, si grande, si belle, qu'à cette chose que je ne connais pas je ne puis songer sans avoir le cœur plein à craquer et les yeux mouillés ! »

« Puis des années sont venues, Gérard ; la vie m'a prise, et, certes, point du tout celle que j'attendais. Je croyais, quand j'étais petite, que je serais plus tard pauvre mais heureuse et qu'il y aurait toujours au-dessus de ma tête, dans un ciel de beau velours noir, des millions, des millions d'étoiles. Or plus tard j'ai été riche, pourvue, comblée... Mais le ciel s'est fermé. J'ai vécu jusqu'à maintenant toutes ces années, sans trouver ce que j'attendais du destin quand j'étais petite et sans même me rappeler qu'un jour je l'avais attendu. Les années, les années ont passé, et quand aujourd'hui je me retourne vers ces années-là, je suis saisie d'une sorte d'effroi en songeant que je n'en ai même pas souffert, que sur le moment je n'en ai même pas senti le néant.

« Je vous ai rencontré, Gérard. Je vous ai aimé. Laissez-moi

ne pas vous dire comment et combien je vous ai aimé et je vous aime. Tous les mots sont faibles et sonnent faux. Souffrez que je vous dise simplement ceci : depuis que je vous aime, je ne me rappelle plus de moi que la petite fille qui jouait aux osselets ou qui se promenait dans les champs, pieds nus, avec des brins de paille dans les cheveux. La chaîne s'est reliée avec ces déjà lointaines images et s'est reliée directement, sans rupture. Je veux dire que tout le reste de ma vie a disparu, toute la vie que j'ai vécue ensuite. Je ne me souviens plus de rien... Pourquoi ? Pourquoi cela, Gérard ? Je n'en ai même pas horreur. Je ne m'en souviens plus. Comme s'il s'agissait de la vie d'une autre... Vous m'avez reliée directement à cette petite fille et j'ai l'impression, voyez-vous, qu'assise tout à l'heure sur cette marche avec ces osselets rouges dans mon tablier, j'ai l'impression que je me lève, que les osselets tombent, que je me lève, les yeux grands ouverts sur cette chose qui n'a toujours ni forme ni couleur mais que je sens pourtant, que je vois, que je serre contre moi, et, en refermant les yeux sur cela et mes deux mains sur ma poitrine, je dis : « Voilà ! Voilà ! C'est enfin elle ! Mon Dieu ! »

« Gérard, en est-il de vous comme de moi ? Avez-vous senti vous aussi cette chaîne se relier ? Non ? Alors passez votre chemin ! Je ne veux votre amour que s'il vous apporte cela... Oui ? Alors ne perdez pas une minute ! Venez ! Venez ! Car que serons-nous, où serons-nous demain ? Venez ! Ne m'objectez rien ! Il n'y a rien : je vous attends... Je serai le 16 de ce mois, ou, au plus tard, le 17, — par la faute de l'important personnage qui s'arrête aux impertinences d'un postillon, — je serai chez moi, à Frascati. De Rome à Frascati vous ferez la route en une couple d'heures, avec un bon cheval. A Frascati, demandez la villa Patrizi et montez, parmi les cyprès, cette colline au haut de laquelle, bientôt, vous apercevrez la vieille, vieille maison où je vous attends. Quand tu auras atteint ce petit oratoire qui se dresse à gauche du chemin, descends de cheval. Franchis à pied les deux ou trois cents mètres qui te séparent encore de la grille, franchis cette grille, suis cette allée de chênes-lièges, à gauche, dépasse les fontaines et tu verras s'ouvrir, devant toi, une voûte en ogive percée dans ce mur blanc, doré par le soleil. Entre. Tu trouveras au fond

un petit escalier, que tu prendras. Il te conduira dans un grand corridor aux dalles blanches et bleues. Suis-le jusqu'au bout. Il y a là une porte, entr'ouverte. Pousse-la du pied. Je serai là.

« ISABELLE. »

Je rabattis la lettre sur la table, posai ma main dessus, tous doigts écartés, et, dégrisé, après avoir regardé Millot un long moment :

— Est-ce que je vais devenir fou ? lui dis-je.

— Qu'est-ce qu'elle te veut ? fit-il, en bourrant sa pipe, les jambes allongées sur une chaise, devant le feu.

— Elle veut que je parte et que j'aille la rejoindre je ne sais où, en Italie...

— Simplement ? fit-il, en se penchant et en prenant avec les pincettes un tison dans l'âtre pour allumer sa pipe. Elle ne te demande pas aussi de voler la caisse du régiment ?

Je me levai, allai à la fenêtre. Déjà la cour du quartier s'animait. Des hommes passaient, conduisant des chevaux. Je ne sais quoi de sinistre pesait sur tout cela.

— Jusqu'à ce jour, je t'avais tenu pour un homme, fit Millot.

Je me retournai, revins à la table, et, m'asseyant à califourchon sur une chaise, les bras croisés sur le dossier :

— Millot, il se passe ceci que jusqu'à ce jour aussi je n'avais pas aimé et que, vois-tu, j'aime...

— Il y a deux métiers alors qu'il ne fallait pas choisir, fit-il. C'est celui de moine et celui de soldat.

Puis se retournant, se penchant vers moi :

— Durand, me dit-il, d'une voix qui tremblait, Durand, tu ne te rappelles donc pas ce qu'a été notre vie, depuis dix ans ? Toutes les folies que nous avons faites ? Tu veux changer tout cela pour les jupons d'une femme ?

Il avait ouvert la porte :

— Viens, me dit-il. Rien de beau comme une cour de quartier le matin.

Je me levai. Je le suivis. Un clairon sonna. Par-dessus le toit d'un des bâtiments une clarté s'alluma, s'étendit dans le ciel. Je tenais dans ma main cette lettre, sous mon manteau. Je la froissai lentement, la roulai en boule. J'en avais encore

dans la tête des phrases entières. Un homme passa près de moi dans l'ombre qui ne s'était pas encore tout à fait dissipée. C'était Raffart. Je lui dis :

— Aujourd'hui, je monterai Sultan.

— Mon colonel ferait peut-être mieux de prendre Vendémiaire, répondit-il. Sultan est une mauvaise teigne qui ne demande qu'à faire des siennes.

— Amène-moi Sultan. Je le tiendrai serré.

Il obéit, et, toute la matinée, je trottais et je galopai en tête et en flanc de la colonne, avec cette bête entre les genoux et, dans la main, cette boule de papier, qui se faisait d'instant en instant plus petite. Vers midi, nous arrivâmes à une rivière qui avait nom, je crois, le Sauerbach; j'y fis boire mon cheval. Cette eau qui coulait me fit penser à la petite boule de papier. Je la laissai tomber. Le courant la prit, l'emporta.

Les manœuvres se déroulèrent, s'achevèrent. Nous revînmes à Strasbourg. Une seconde lettre de M^{me} Patrizi m'attendait sur ma table, dans ma chambre. Je restai plus d'une heure sans oser y toucher, allant et venant par cette pièce. Puis je l'ouvris et je la lus, assis, tourné à demi vers la fenêtre, vers le jour qui déclinait. Je la lus deux fois, trois fois. Finalement, je la relisais les yeux fermés, cette feuille de papier serrée contre moi avec mes deux mains. M^{me} Kreutzer m'appela pour le souper. Je ne l'entendis pas. Elle vint frapper à ma porte et je n'entendis pas davantage. Je n'entendais que cette voix, qui, de là-bas, me criait de venir, me criait qu'il fallait venir, qu'il fallait venir...

Des mois passèrent, cinq ou six. Pendant ces cinq ou six mois nous restâmes à Strasbourg, et, à part une visite que vint nous faire l'Empereur, en juin, il ne se produisit rien qui vaille la peine d'être signalé.

Je reçus pendant ce temps seize nouvelles lettres de M^{me} Patrizi. Je fis sauter le cachet des cinq premières; la sixième, je sentis qu'il ne fallait pas y toucher ou que c'était fini de tout. Je la posai sur ma cheminée, bien en vue. Il en arriva une septième trois semaines ou un mois après; je la posai à côté de la précédente et ne l'ouvris pas davantage. Je me rappelle que je passais une partie de mon temps à aller et venir devant la cheminée, et, m'arrêtant, saisissant à deux mains le marbre de cette cheminée, à regarder ces lettres :

A Monsieur

Monsieur le colonel Durand

*Commandant le 34^e régiment de ligne
à Strasbourg.*

C'était écrit d'une petite écriture virile, nerveuse, ramassée, les deux *m* de *commandant* semblant ne plus faire qu'une même lettre aux six ou sept jambages également espacés, les *l* tracés d'un trait simple, sans boucle, pareils à la queue d'une note de musique, l'*s* majuscule semblable à un petit serpent dressé, gonflé de venin... Je regardais cela...

Mais un jour Millot vint dans ma chambre et me trouva ainsi, accroché à cette cheminée et regardant, regardant... Le soir, je m'aperçus en rentrant du quartier que les lettres avaient disparu. Je demandai à la pauvre M^{me} Kreutzer qui était venu, qui me les avait prises. Elle me répondit que c'était Millot. En cinq minutes j'étais chez lui :

— Ne joue pas avec cela ! lui dis-je.

Il dut voir à mon air qu'en effet il n'y avait rien à faire, que j'étais ensorcelé. Il alla à son armoire, y prit les lettres, et, les jetant sur la table, avec un haussement d'épaules :

— Tiens ! Dieu sait que je n'aurais jamais pensé que tu pusses descendre aussi bas !

Je ne lui dis ni merci, ni bonsoir. Je les pris, je les ramassai sur la table d'un geste gauche et fiévreux, comme le joueur ramasse ses cartes, et je m'en fus en courant.

JEAN MARTET.

(La dernière partie au prochain numéro.)

PSYCHOLOGIE

DU PEUPLE BELGE⁽¹⁾

L'abbé de Pradt, qui était Auvergnat de naissance et avait représenté le bailliage de Caux en Normandie aux États Généraux de 1789, fut appelé en 1808, sur l'intervention de Napoléon, au siège métropolitain de Malines. Bien que le chapitre eût refusé de reconnaître le nouvel archevêque concordataire dont les bulles d'institution n'étaient pas conformes au droit canon, de Pradt s'installa dans la place et y demeura jusqu'à l'approche des Alliés en décembre 1813. Ses relations avec son clergé et ses ouailles manquèrent tout à fait de cordialité. Mais il ne semble pas leur en avoir gardé rancune. En effet, dans un opuscule qu'il publia plus tard sous ce titre : *De la Belgique depuis 1784 à 1794*, il trace « un exposé succinct du caractère des Belges » qui n'est pas dépourvu de perspicacité ni même de bienveillance.

Le premier trait qu'il relève chez le peuple belge, c'est une mentalité casanière bornée au cercle étroit de ses localités propres. « Voulez-vous, continue-t-il, un peuple bon, franc, hospitalier, laborieux, économe, ami de l'ordre et de la régularité, vous le trouverez dans le Belge. C'est un peuple naturellement moral, dont on pourrait dire que la vertu est dans le sang et qu'elle vient le trouver plutôt qu'il ne la cherche. Voué au culte de l'habitude et à une succession de jours également paisibles, le calme fait son bonheur ; s'avie est une ligne droite, ses affections sont dépourvues d'émotions et ses joies de mouvement ; ne le jugez point par la froideur et l'embarras de ses

(1) Lecture faite à l'Académie des Sciences morales et politiques le 11 février 1933.

manières ; son cœur ne manque pas de chaleur, surtout pour la bienfaisance : il se réchauffe à ce feu sacré. Ne le troublez pas, alors son support pourra ressembler même à de l'amour ; ne le recherchez pas, le mérite des prévenances peut lui échapper ; ne le chagrinez pas, vous le verriez s'éloigner et comme rentrer en lui-même. » Et plus loin : « Le Belge a conservé l'amour de la vie intérieure, principe des vertus domestiques ; ainsi l'état de famille est en honneur chez lui. Il est très religieux et sincèrement attaché au catholicisme.

« Dans ce pays, ajoute de Pradt, tout dans l'ordre domestique porte l'empreinte de la sagesse et du calcul. Le Belge n'a pas, comme le Hollandais, la gênante superstition de la propreté, mais il en a retenu ce qui est vraiment à l'usage de l'homme : l'éclat et la fraîcheur. Chez lui les habitations sont solides et commodas, l'aisance est partout, et le luxe presque nulle part. L'économie est comme innée parmi les Belges ; elle les tient au-dessus des coups du sort et de la fortune. On ne peut ruiner des hommes parmi lesquels règne une règle générale de borner les dépenses à une partie des facultés en réservant l'autre pour un accroissement successif de la richesse. » Toute une page d'éloges exalte ensuite l'ardeur et la persévérance de ce peuple dans l'agriculture, les arts et l'industrie. A la vérité, « son esprit a peu d'éclat, mais il est juste. On dirait qu'il fait plus usage de son sens moral que de ses facultés intellectuelles. Aussi, sa littérature est-elle bornée et son travail porte-t-il de préférence vers l'érudition. »

Reconnaissons qu'il y a à prendre et à laisser dans ce portrait. Composé il y a plus d'un siècle, il ne ressemble plus tout à fait au modèle, ou, mieux encore, le modèle a cessé, sur plus d'un point, de répondre fidèlement au portrait, car le temps modifie le caractère des peuples, tout comme il change le visage des hommes.

Toutefois, puisque l'Académie m'a fait le redoutable honneur de me demander une « psychologie du peuple belge », il me semble que je me défendrai mieux contre mes propres illusions ou mes erreurs en prenant pour base de mon étude un jugement aussi désintéressé que celui de ce remuant prélat-diplomate, sauf à me réserver le droit de commenter son opinion et même de la contredire.

* * *

Avant d'aller plus loin, il convient, je crois, que je m'explique sur un problème qui n'a pas du tout arrêté l'abbé de Pradt, mais qui, en ces derniers temps, a été souvent et même âprement débattu.

Le mot de psychologie suppose une âme. Or, y a-t-il une âme belge ? Que dis-je : y a-t-il un peuple belge ?

Voici une nation, promue depuis un siècle seulement au rang d'État souverain, et où deux langues, la flamande et la française, n'ont cessé d'être en usage, employées l'une au nord, l'autre au sud d'une frontière immuable qui n'est autre que la ligne historique suivant laquelle, en ce cap de l'Europe occidentale, l'élément germanique et l'élément gallo-romain se sont, lors des invasions franques du ^{vi} siècle, partagé la prépondérance. Ce dualisme des langues qui consacre le dualisme des origines n'entraîne-t-il pas des différences profondes dans le tempérament et le caractère des individus ? Le génie latin a ses qualités foncières : la sensibilité et la clarté. Chez lui, la grâce est voisine de la frivolité. Quant au génie du nord, il a plus de solidité et de gravité. Mais sa ténacité va jusqu'à l'entêtement et son énergie jusqu'à la rudesse. N'est-ce point obéir à une thèse politique plutôt qu'à la rigueur des recherches scientifiques que vouloir confondre en une même analyse deux groupes ethniques qui, à travers les siècles, n'ont cessé de défendre et de revendiquer leur autonomie culturelle ?

Cette objection aurait quelque valeur si notre frontière linguistique était étanche. Elle ne l'a jamais été. Dès le haut moyen âge, le comté de Flandre, le duché de Brabant, la principauté ecclésiastique de Liège s'étendaient des deux côtés de cette frontière et embrassaient des populations de langue romane et de langue thioise qui faisaient ensemble très bon ménage. Entre elles, la compénétration des mœurs, aidée par l'unité de religion, n'a cessé d'agir par le rapprochement constant des intérêts économiques et la similitude des institutions administratives et juridiques. Réunies sous le sceptre des ducs de Bourgogne, puis sous celui des Habsbourg d'Espagne ou d'Autriche, qu'elles appelaient leurs princes naturels, nos populations ont été, de génération en génération,

soumises aux mêmes besoins, aux mêmes traditions, aux mêmes alternatives d'heur et de malheur, à des joies et à des épreuves communes.

Depuis le temps où l'abbé de Pradt les unissait en un seul jugement, comme l'avait déjà fait au *xvi^e* siècle le Florentin Guicciardini, d'autres facteurs ont encore accentué entre elles l'amalgame.

Au lendemain de 1830, la conquête de l'indépendance les dota de cette monarchie constitutionnelle dont un de nos grands constituants, le baron de Gerlache, a dit en toute vérité : « La royauté belge a été le point de centre, de cohésion et de conservation des différentes provinces, des différentes langues et des différents intérêts que la Révolution de 1830 a soulevés. »

Puis, est venu le développement prodigieux des communications. Ensuite, les progrès de l'industrie se sont étendus de la région wallonne jusqu'aux polders de l'Escaut et aux bruyères de la Campine. A son tour, l'émancipation ouvrière a confondu dans les cadres des grandes organisations syndicales ou coopératives les masses populaires du pays tout entier. Enfin, voilà plus de mille ans que les migrations et le brassage des familles mêlent l'hérédité wallonne à l'hérédité flamande, de telle sorte qu'il est souvent impossible de déterminer celle des deux influences qui prédomine chez certains types individuels. Ce curieux chassé-croisé explique que ce sont des Belges d'origine flamande qui excellent souvent dans les lettres françaises, témoins : Charles De Coster, Verhaeren, Maeterlinck, Van Leerberghe, Rodenbach, Eekhoud, Kayenberg (Albert Giraud), tandis que nombreux sont les artistes et les écrivains d'expression flamande qui portent des noms français : Henri Conscience, Peter Benoit, Nestor de Tière, Pol de Mont, Lateur (Steyn Streuvels), Toussaint et bien d'autres.

« Chacun des deux facteurs ethniques pris à part, a écrit un de nos meilleurs penseurs, Adolphe Prins, ne donne pas à la Belgique sa vraie signification. Nous comptons pour quelque chose en Europe parce que nous combinons en nous les qualités du génie flamand et celles du génie latin... Ce mélange, qui nous a donné nos grands artistes et nos grands écrivains, a permis aux Wallons et aux Flamands de verser leurs qualités propres au trésor commun de l'âme nationale.

Celle-ci les a fondues ensemble pour en faire le métal solide qui est la marque distinctive de notre caractère. » Non seulement cette fusion permanente des êtres et des idées en un même creuset a mêlé les sentiments, mais elle rapproche leurs modes d'expression. Que d'exemples j'en pourrais produire! Le verbe wallon si pittoresque : *spiter*, qui traduit le jaillissement, n'est autre que le verbe flamand : *spuiten*. A Liège, tout comme à Gand, le jeune homme emploiera un joli détour pour déclarer sa flamme à celle qu'il courtise, — on dit chez nous : à celle qu'il fréquente. La périphrase wallonne : « Je vous vois si volontiers » n'est pas autre chose que la formule flamande : *Ik zien u zoo gaarne*.

Ainsi, pour qui connaît notre histoire de toujours, pour qui observe nos mœurs d'aujourd'hui et même notre langage, rien n'est plus arbitraire que de parler de deux peuples, de deux âmes, et rien n'est plus juste que cette conclusion à laquelle nous convie un vieux chansonnier montois :

Flamand, Wallon, ce ne sont là que des prénoms;
Belge est notre nom de famille.



Mais cette âme commune, si elle domine la dualité des langues, n'exclut pas du tout cette tendance au particularisme que notait l'abbé de Pradt quand il critiquait chez les Belges une mentalité bornée au cercle étroit de leurs localités propres, l'absence de curiosité, l'ignorance de l'étranger, le morcellement des idées et des territoires.

C'est en vain que l'unité politique et la solidarité économique ont exercé de plus en plus sur ces populations leur action centralisatrice. Ce pays qu'on traverse dans tous les sens en trois ou quatre heures d'automobile, a conservé une vie locale plus intense que les grands États voisins.

Nos provinces y perpétuent les vieilles divisions féodales et nos institutions communales y demeurent solides. Le bon plaisir royal ne s'y est jamais substitué à l'esprit de clocher. Sous l'ancien régime, rien n'y a jamais ressemblé à cet arrêt de la circulation ni à cette congestion qui faisaient affluer à Versailles l'or et les forces de la France. Aujourd'hui encore, chaque centre régional défend jalousement son origi-

nalité et ses traits propres. Un observateur quelque peu averti a bientôt fait de distinguer la ténacité taciturne du Gantois de la courtoisie native du Tournaisien. Tandis que l'Anversois se caractérise par un certain sens du négoce, du risque et de l'opulence, le Bruxellois est doué d'une bonhomie prudente et parfois un peu lourde et le Liégeois d'une mobilité ardente qui est proche du tempérament méridional. Ce sont autant de facettes très différentes d'une même pierre taillée.

Ce particularisme a sans doute son origine historique dans la défiance constante qui, du xvi^e jusqu'au début du xix^e siècle, a maintenu les populations en garde contre le pouvoir central représenté par des gouverneurs de nationalité étrangère. De là, un repliement sur soi-même. De là, un attachement presque farouche aux vieilles libertés transmises par la période communale : « Les libertés sont chair qui tient aux ongles des Belges », disait le cardinal Granvelle. C'est au nom de ces libertés traditionnelles que le pays s'insurge contre Philippe II, contre Joseph II et contre le roi Guillaume. En étudiant, dans ses *Girondins*, quelle fut l'influence de la Révolution de 1789 sur notre pays, Lamartine a pu dire : « En France, la liberté est une conquête. En Belgique, elle était une habitude. » On comprend qu'un peuple aussi féru de ses franchises soit porté à la contradiction et à la critique et qu'il ne soit pas facile à gouverner. Un de nos grands ministres, Jules Malou, a donné justement de ses compatriotes la définition que voici : « Le Belge est un homme qui se plaint. »

Cet individualisme et ce particularisme ne se font point sentir seulement dans la vie publique. Dans tous les domaines, la variété des écoles est extrême. L'hostilité envers les tyrannies, grandes ou petites, réelles ou supposées, s'avère profonde. Chacun demeure en méfiance contre toute menace de dictature, que ce soit celle du fonctionnaire, du professeur, ou même de l'académicien. Chacun vit à sa manière, pense à sa manière, construit, écrit, peint, sculpte, parle, chante comme il l'entend, opposant volontiers sa goguenardise à la présomption de quiconque s'avise de pontifier, se plaisant à froncer, à railler, à mystifier les supériorités les plus réelles dès qu'elles paraissent elles-mêmes trop pénétrées du sentiment de leur valeur.

Et cependant, ce peuple est plus qu'aucun autre épris d'as-

sociation. Nul n'est plus enclin à multiplier les sociétés de tout genre et dans tous les ordres : commerce, industrie, religion, art, agrément, politique, bienfaisance, intérêts professionnels. « Le Belge, a pu écrire Edmond Picard, s'associe comme les castors bâtissent leurs cités lacustres. »

Cet instinct grégaire a fait croire parfois à l'enrégimentement des idées et des sentiments. « Les Belges pensent en bande », disait Baudelaire. Rien n'est moins exact et M. Georges Suarez, dans sa récente enquête : « La Belgique vivante », a riposté : « Il est peu de pays au contraire où l'individu ait une personnalité aussi tranchée, j'allais dire : aussi agressive. » Oui, il existe en Belgique des sociétés innombrables et qui embrassent l'existence, même en ses frivolités. Mais pour être enrôlé dans l'un ou l'autre de ces cadres, l'esprit d'insubordination, d'opposition et de critique n'abdique en aucune façon. En vérité, c'est un singulier paradoxe, où se manifeste une fois de plus la combinaison de l'esprit latin et de l'esprit germanique, que ce besoin de se ranger en se réservant toujours le plaisir de ruer dans les rangs.



« Concentré chez lui, le Belge, écrit l'abbé de Pradt, ne porte guère ses regards au delà des limites de son pays qu'il considère exclusivement à tout autre ; en général, il se tient étranger à ce qui existe et qui se fait ailleurs. Dépourvu de curiosité, stationnant dans un état heureux, il ne porte ni intérêt ni curiosité à ce qui se passe hors de chez lui. » Cela, qui était vrai il y a cent ans, ne l'est plus aujourd'hui. Cette absence de curiosité a été corrigée par les nouvelles conditions de la vie politique et surtout économique d'un pays qui a dû s'initier de plus en plus aux choses internationales.

Nul ne contribua autant que notre second roi à ouvrir à notre peuple des fenêtres sur le monde. « A l'époque où se fit le partage de l'Afrique, la Belgique ne paraissait ni désireuse ni capable d'assumer la mission colonisatrice qui lui échet par la suite. L'opinion publique était absorbée par les luttes de partis et le personnel politique au pouvoir subissait l'influence déprimante du régime de la neutralité permanente. Mais Léopold II en avait décidé autrement... Et lorsque, un an avant sa mort, il transmet à la Belgique, encore hésitante

devant ce don splendide, l'empire qu'il avait bâti pour elle, il n'avait pas seulement cette satisfaction immense d'avoir réalisé dans sa plénitude le rêve de sa jeunesse, mais il avait aussi modifié les traditions et les habitudes de son peuple (1). » Il lui avait inculqué cette curiosité de l'étranger que les grandes et terribles leçons de la guerre et de l'après-guerre ont encore bien développée depuis.

* * *

D'autres traits, que l'abbé de Pradt s'est plu à signaler, ont mieux gardé leur constance. C'est ainsi que la moralité domestique et les vertus bourgeoises, pour n'avoir point échappé tout à fait au relâchement de la vie moderne, sont généralement demeurées en honneur. C'est ainsi que l'esprit de nos populations continue à se distinguer par je ne sais quoi de sage et de pondéré, de réfléchi et de positif qui se marque dans les arrangements de l'existence comme dans les entreprises des affaires et même dans les conflits des idées.

Un bon sens solide, fait de prudence et de bonhomie, contrecarre chez le Belge les mouvements irréfléchis de la passion. Il s'arrête volontiers à mi-chemin de ses propres impulsions et les débats où il s'est engagé avec le plus d'ardeur s'achèvent presque toujours en concessions et en transactions.

Certes, il n'est nullement réfractaire aux élans de l'idéalisme et aux entraînements du sentimentalisme. Sa générosité est spontanée et son courage se révèle dans les grandes et les petites choses. Mais il préfère l'acte à la parole. La déclamation ne lui plaît pas du tout et le snobisme n'est point son fait. Il n'est rien, je crois, que le Belge redoute plus que d'être traité de « gobeur » ou de « faiseur d'embarras ». Il pousse même l'aversion pour ce qu'il appelle « la pose » jusqu'à lui préférer un laisser-aller qui confine parfois à une fâcheuse vulgarité dans la tenue et les propos. L'étudiant s'empresse de chiffonner sa casquette et le soldat son képi, plutôt que de subir une coiffure trop raide et empesée. Dès qu'on prétend lui « en faire accroire », le Belge s'insurge par la protestation ou encore par la raillerie, que ce soit la « zwanse » du Flamand ou la malice bon-enfant du Wallon.

(1) Comte L. de Lichtervelde, *Notre Monarchie nationale*.

M. Salvator de Madariaga, recherchant dans une étude récente des mots types qui puissent résumer la psychologie des peuples, a proposé pour le Français le mot : *droit*; pour l'Anglais, le mot : *fair-play*; pour l'Espagnol, le mot : *pundonor*. En analysant ici même l'âme italienne, M. Paul Hazard a suggéré le mot de *combinazione* ou celui de *gentillezza*. Peut-être le mot de *mesure* traduirait-il assez exactement la tendance la plus certaine du caractère belge.

Le poète flamand Houwaert s'était choisi cette devise : *Houdt middelmat* : « Garde la moyenne mesure ». Ce n'est point une devise héroïque. Mais après tout elle correspond assez bien à la destinée d'un peuple qui a toujours dû servir de pivot à l'équilibre européen.

* * *

Et voici enfin les dernières touches du portrait composé par l'abbé de Pradt : le labeur pour le labeur. C'est vrai. Ce peuple a toujours aimé le travail. On découvre chez lui, tout au cours des âges, l'ardeur à la tâche, une vaillance réfléchie, calme et opiniâtre : calme comme ses plaines, opiniâtre comme ses roches.

Dès le *xiv^e* siècle, la Flandre avait été la première contrée d'Europe à abandonner l'assolement triennal qui laissait en friche le tiers des terres. Aujourd'hui, nos dernières landes achèvent de se transformer en prairies artificielles.

Jamais le *dolce farniente* n'a été goûté par nos populations et l'épithète de « fainéant » y prend, dans le langage populaire, un sens plus injurieux que partout ailleurs. C'est que ce pays surpeuplé doit, à tout prix, produire et exporter pour vivre et que les ravages périodiques des grandes guerres n'ont cessé de le contraindre à de continuels recommencements. La classe laborieuse y forme la véritable richesse. Elle est un admirable réservoir de forces. C'est d'elle qu'un écrivain socialiste, de Man, a pu dire justement : « L'ouvrier ne veut pas détruire la bourgeoisie. Il veut y entrer. »

Autre caractéristique : la fidélité à la religion catholique. Dans nos provinces, le sentiment religieux a toujours été intense. Si l'on remonte au passé : « Il y était plus puissant, semble-t-il, écrit M. H. Pirenne, qu'en aucune partie de l'Europe. Il s'empare des âmes si complètement que pendant tout le moyen âge les populations des bassins de l'Escaut et de

la Meuse ne cesseront plus de se distinguer par l'ardeur de leur foi et la sincérité de leur piété. » De ce phénomène spirituel, les institutions monacales si florissantes apparaissent comme un effet plus encore que comme une cause. De siècle en siècle, l'histoire nous dit la persistance d'un sentiment toujours fécond en vocations religieuses et réfractaire à l'hérésie. Ce sentiment explique la déclaration de nos États Généraux qui, avant de ratifier la Pacification de Gand, font savoir au prince d'Orange « qu'ils ne souffriront pas l'existence d'une autre religion que la religion catholique, dussent-ils risquer leur dernier homme ». C'est lui qui suscite ces légions de missionnaires que François Xavier appelait du fond de l'Inde : « *Da mihi Belgas* ». Il demeure manifeste dans la Révolution brabançonne et dans celle de 1830 comme dans toute notre histoire contemporaine.

Mais ici encore le sens de la mesure s'oppose à tout excès. En effet, le peuple belge ne supporte pas le fanatisme, ni le puritanisme, ni même, quoi qu'on en puisse croire, ce qu'on appelle le cléricalisme.

La foi, qui l'invite à bien mourir, n'exclut pas du tout sa propension à bien vivre et à désirer le déroulement de son activité quotidienne dans l'aisance familière et l'hospitalité cordiale. Si le Belge dépense moins que l'Allemand, il épargne moins que le Français. Il aime à se constituer un milieu agréable, à se nourrir avec quelque largesse, à encadrer son existence d'un certain décor. De là, ses allures cordiales, joviales, accueillantes aux étrangers. A certaines heures, ce goût déborde dans ses kermesses et dans ses ducasses, par quoi l'on voit que l'orthodoxie n'exclut pas le penchant à la sensualité ni à la truculence.

Le bourgeois cossu soigne sa cave, et parfois mieux, hélas ! que sa bibliothèque. Quant au petit bourgeois, à l'employé ou à l'artisan, il ne s'accommode pas du bar ou du comptoir où le consommateur ne fait que passer. Il préfère ce qu'il appelle « l'estaminet » ou encore, dans certaines régions comme le Borinage, le « salon », et c'est à peine une charge que ce croquis de Verhaeren nous montrant les honnêtes buveurs flamands, attablés devant leurs chopes, et qui tirent sur leurs pipes avec des âmes sereines pendant que les heures sonnent gravement dans la tour carrée.

Cet amour de la vie, l'analyste le retrouve partout : dans notre folklore si pittoresque, dans la littérature de nos vieux rhétoriciens comme dans les romans de Charles De Coster, de Camille Lemonnier ou de Félix Timmermans. Il le reconnaît dans le goût des cortèges et des cavalcades comme dans nos anciennes industries d'ameublement, de céramique, de tapisserie, de dinanderie, de ferronnerie. Il l'admire surtout dans l'œuvre innombrable de nos peintres dont les glorieuses lignées, se rattachant, l'une, plus recueillie, à Jean van Eyck, l'autre, fougueuse, à Pierre-Paul Rubens, continuent à proliférer et à évoluer dans la passion de la couleur.

Si j'ose m'attarder en finissant à souligner la constance de cette « joie de vivre », c'est que je veux louer en elle une heureuse puissance de réaction contre le pessimisme auquel pourraient nous entraîner toutes les difficultés d'une crise universelle où la Belgique prend largement sa part.

Quelle peut être l'utilité de ces notices psychologiques dont notre Compagnie a entrepris le tableau varié, sinon de mieux nous donner à tous et à chacun cette « conscience de soi qui force la destinée » ?

J'ai lu dans Emerson une saisissante parabole : « Le charpentier, n'est-ce pas, s'il doit dégrossir une poutre, ne la place pas au-dessus de sa tête, mais sous ses pieds, et ainsi, à chaque coup de hache qu'il donne, ce n'est plus lui seul qui travaille. Ses forces musculaires sont insignifiantes. Mais c'est la terre entière qui travaille avec lui. En se mettant dans la position qu'il a prise, il appelle à son secours toute la force de gravitation, et l'univers approuve et multiplie le moindre mouvement de ses muscles. »

En travaillant, nous aussi, selon le fil de notre tempérament, c'est-à-dire de nos traditions, de nos impulsions et de nos aspirations, nous verrons chacun de nos efforts approuvé et multiplié par toutes les forces acquises de notre caractère national. Apprendre à se connaître, c'est apprendre à s'améliorer.

H. CARTON DE WIART.

L'ARMÉE DE L'AIR ET LA DÉFENSE NATIONALE

II ⁽¹⁾

DANS LA BATAILLE GÉNÉRALE

Les plus grandes batailles de la dernière guerre, sur le front occidental, ne se sont jamais terminées par une victoire vraiment décisive ; le succès n'a jamais pu être exploité. L'équilibre des forces a toujours été rétabli soit simplement en raison de l'essoufflement de l'offensive, soit par l'effet d'une contre-offensive immédiate, ou consécutive à une manœuvre en retraite.

Il y avait à cela deux grandes causes : la puissance défensive de l'armement, l'absence d'une véritable surprise stratégique.

Deux armes nouvelles pourraient bien modifier ces causes et leurs effets : ce sont l'aviation et les chars rapides ou engins mécaniques blindés, les chars ayant d'ailleurs eux-mêmes un besoin absolu de l'aide directe et indirecte de l'aviation pour manœuvrer et combattre.

En considérant successivement le domaine tactique, qui est celui des grandes unités, et le domaine stratégique, c'est-à-dire celui du commandant en chef, nous allons voir que l'aviation est nécessaire pour accroître la capacité offensive des armes, et que la supériorité aérienne est indispensable pour assurer le succès de la manœuvre stratégique et son exploitation par le commandant en chef.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

L'AVIATION INSTRUMENT D'OBSERVATION

Avant 1914, les maîtres de l'art militaire affirmaient que tout progrès de l'armement est au bénéfice de l'offensive. En fait, l'armement offensif, perfectionné sans cesse après 1914, a permis de marquer des avances profondes dans les positions ennemies. Mais, en revanche, combien d'attaques ont échoué, combien d'autres ont causé à l'assaillant des pertes plus lourdes qu'au défenseur ! En vérité, les armes de terre avaient, en général, un meilleur rendement dans la défensive que dans l'offensive.

Il en était toujours ainsi parce que celui qui attend l'attaque peut utiliser davantage le terrain afin de se rendre moins visible et moins vulnérable que l'assaillant, afin de mieux combiner aussi l'action des armes et des unités.

Mais il est aujourd'hui permis de penser que, par l'exploitation du ciel, l'attaque compensera les avantages que la défense retire de l'exploitation du sol et que l'aviation accroîtra la capacité offensive des armes de terre comme instrument d'observation, de liaison et d'action directe ou d'assaut.

De terre, on ne voit rien ou presque rien sur le champ de bataille, on n'aperçoit guère que les premières lignes ou plutôt les premières organisations de l'ennemi sans distinguer comment elles sont occupées.

Un commandant de corps d'armée, un général de division d'infanterie ou de cavalerie ne peuvent cependant fixer les dispositions d'une attaque de leur grande unité sans connaître celles de l'ennemi ; ils ont donc nécessairement recours, pour donner leurs ordres d'attaque, à l'aéronautique, ballons et avions dits d'observation, chargés d'observer les positions et de reconnaître les éléments de résistance de l'ennemi.

Indépendamment des commandants des grandes unités de toutes armes, deux armes ont également besoin de l'aviation pour accroître leur capacité offensive : l'artillerie et les chars.

L'artillerie. — Les points élevés du terrain, les seuls d'où l'attaque voit quelque peu les éléments de la défense, constituent des observatoires par lesquels sont orientés et réglés les tirs d'artillerie. **A défaut** de ces observatoires, il est bien diffi-

cile de tirer au but, puisque ce but est invisible. Pratiquement, la progression d'une attaque est arrêtée presque inévitablement sur la ligne à partir de laquelle le terrain cesse d'être vu des observatoires de l'artillerie. C'est donc un avantage considérable que de disposer des points dominants du terrain. Or, initialement, cet avantage est assuré à la défense, puisqu'elle s'est approprié les meilleures positions du champ de bataille qu'elle a choisi.

Aussi, l'assaillant doit-il commencer par conquérir les observatoires; mais pour y réussir, il lui manque ce qui est la première condition du succès : la vue de l'adversaire.

Heureusement, il a une ressource pour déterminer les objectifs et contrôler les tirs : la photographie et l'observation aérienne. « On peut se demander, écrivait récemment un général d'artillerie, comment, sans la photographie par avion, on serait sorti de la guerre de tranchées. »

Mais, devant l'utilisation des obus à gaz qui atteindraient les défenseurs jusqu'à l'intérieur des abris, la défense, exploitant l'augmentation de portée des armes, échelonnerait ses forces plus encore que par le passé; elle les rendrait plus invisibles et plus insaisissables par le tir de l'artillerie; si les objectifs n'étaient pas bien reconnus et précisés, il s'ensuivrait une consommation de munitions excessive. L'artillerie se trouverait ainsi dans l'obligation de faire largement appel à l'observation aérienne.

Les chars. — Les chars sont des engins de guerre destinés à s'approcher des résistances ennemies pour les détruire ou au moins les neutraliser à bout portant, en demandant leur protection contre le feu à des blindages et à la vitesse. L'apparition et le développement de ces engins s'expliquent par le fait que le feu de l'infanterie et de l'artillerie de l'attaque n'arrivent pas à maîtriser suffisamment le feu de la défense pour permettre le mouvement en avant sans des pertes excessives; de plus en plus, les armées s'orientent vers la constitution de formations cuirassées constituées de chars de dimensions diverses qui sont en quelque sorte de l'infanterie, de l'artillerie et des éléments d'éclairage motorisés et blindés.

Cependant, les chars ont des défauts et des faiblesses et, pour les atténuer, ils demandent impérativement le secours de l'avion. Ils voient assez mal; ils sont gênés ou arrêtés par

certaines obstacles naturels ou artificiels; ils peuvent être détruits par des pièces spéciales anti-chars et par le feu de toute artillerie à portée d'intervenir, et ils ont besoin, à ce titre, d'être protégés par les feux ou les fumées des obus de l'artillerie amie. On conçoit qu'ils ne sauraient manœuvrer près de l'ennemi et se porter à l'attaque sans que l'aviation d'observation les oriente d'après la situation de l'ennemi et les éclaire d'autant plus loin qu'ils vont plus vite; sans qu'elle les conduise à travers les difficultés du terrain, les obstacles artificiels et les défenses actives de l'ennemi; sans qu'elle leur assure enfin l'appui de l'artillerie dès qu'il est nécessaire.

L'aviation d'observation est donc un instrument indispensable pour donner toute leur capacité offensive aux armes terrestres et aux commandants des grandes unités qui réunissent et combinent ces armes; elle devient un instrument encore plus précieux avec ses progrès incessants.

La photographie aérienne, déjà très perfectionnée, se fait plus précise; son outillage permet un débit plus important et plus rapide; peut-être l'observateur photographe sera-t-il bientôt en mesure de faire développer les photographies à bord. Le moment va venir où l'on pourra utiliser de fortes jumelles à bord de certains aéronefs plus lourds que l'air, comme à bord des ballons. Le résultat des investigations sera porté plus vite à la connaissance des intéressés, soit par radiotélégraphie, soit par radiotéléphonie. L'aviation italienne expérimente déjà un appareil radio-transmetteur de croquis au crayon et de photographies. L'observateur sera, à bord d'une machine puissante, capable de tenir tête aux avions de chasse monoplaces, et où la tâche sera divisée entre plusieurs passagers. Les ballons d'observation seront peut-être remplacés par des hélicoptères ou par des autogyres capables de régler leur vitesse, de voler lentement et presque sur place, de s'envoler et d'atterrir verticalement, assurant de ce fait une observation plus précise et plus facile que les ballons, devenant du même coup des auxiliaires plus immédiats et plus complets des armes de terre que les avions d'aujourd'hui.

En revanche, d'autres causes tendront à restreindre le rendement des avions d'observation. Les marches d'approche et les préparatifs d'attaque demandent, devant la puissance sans

cesse croissante de l'armement terrestre, de longs délais. Ces délais seront mis à profit par la défense pour s'abriter et se dissimuler. L'observateur aérien devra pousser assez loin ses incursions dans les lignes ennemies pour voir dans son entier le dispositif échelonné de la défense. Il opérera ainsi dans la zone où seront en plus grande densité les défenses anti-aériennes : avions de chasse, canons et mitrailleuses contre avions. Sa tâche sera malaisée. Elle sera néanmoins remplie si les avions d'observation sont assez nombreux pour que la mission de chacun soit assez allégée ; s'ils sont très rapides, très maniables et bien armés et si, par surcroît, la liberté d'action leur est assurée par l'aviation de chasse. La valeur de ces avions doit donc être sans cesse améliorée, et leur nombre devrait être considérable lorsque s'engagerait la bataille.

L'AVIATION INSTRUMENT DE LIAISON

La puissance des armes ne sera que bien imparfaitement au bénéfice de l'offensive, si ceux qui les utilisent ne peuvent réaliser la combinaison et la concentration de leurs efforts.

Or, la dernière guerre a montré que la liaison des armes est plus difficilement obtenue dans l'offensive que dans la défensive. Elle était, et elle serait encore, faute de mieux, organisée *a priori*, en fonction de lignes successives du terrain, selon des horaires exactement fixés.

Des méthodes aussi empiriques rendraient l'offensive extrêmement coûteuse en munitions, parfois même dangereuse, puisqu'elles risqueraient de livrer à des armes au jeu bien lié, des armes au jeu désordonné ; d'après Ludendorff lui-même, la grande offensive allemande de mars 1918 a été une « ruée désordonnée » vers l'ennemi.

Les procédés de transmission ont bien été développés et perfectionnés pendant la guerre et depuis la guerre, notamment par la T. S. F. et la télégraphie par le sol ; on espère que la liaison du commandement et de l'artillerie avec les éléments avancés sera meilleure, quand ceux-ci seront des chars ayant des postes récepteurs et émetteurs de T. S. F. Il reste quand même à craindre que, dans une offensive de quelque profondeur, la liaison des armes et des unités voisines ne soit guère moins difficile que dans la dernière guerre. Les moyens

de transmission de tout ordre seront encore, ou trop précaires, ou d'un emploi trop délicat sous des feux de plus en plus violents et meurtriers, pour que le chef connaisse la situation des combattants et pour qu'il leur fasse tenir en temps utile des ordres vraiment appropriés à cette situation.

C'est l'aviation qui constituerait le meilleur instrument pour la coordination des éléments combattants et pour l'exercice effectif du commandement. Après la grande offensive de Champagne de septembre 1913, le maréchal Pétain écrivait : « On cessera d'être arrêté presque immédiatement dans l'offensive quand on disposera... et d'une aviation qui assurera la coordination des éléments combattants. »

Par l'amélioration des postes émetteurs et récepteurs de téléphonie et de télégraphie sans fil de terre et de bord et par la mobilisation de l'aviation légère privée comme aviation de liaison, par la mise au point d'avions capables de régler leur vitesse et de se libérer des grands terrains d'atterrissage, l'aviation se met chaque jour davantage en mesure de procurer ce résultat, autant que cela est possible sous les feux extrêmement meurtriers de l'armement moderne.

L'AVIATION INSTRUMENT DE BATAILLE OU D'ASSAUT

Il est un autre moyen que les chars d'assaut de porter les armes à feu au plus près du défenseur, au niveau de ses tranchées : c'est l'avion d'assaut, avion blindé, puissamment armé pour tirer vers le sol.

L'avion a un effet démoralisant supérieur à celui de toute arme, parce qu'il voit et domine l'ennemi qu'il attaque. Or, l'arme la plus démoralisante est la meilleure des armes offensives. C'est pourquoi on a envisagé le vol à faible altitude, et même le vol rasant d'avions d'assaut, pour attaquer des objectifs terrestres.

Assurément, de petits canons à tir rapide et des mitrailleuses de gros calibre permettront de tirer efficacement contre les avions à faible et moyenne altitude. Toutefois, on conçoit mal la possibilité de donner en grande quantité à la défense, sur toute la largeur et la profondeur de l'espace à protéger, des armes spéciales contre les avions blindés. L'avion a encore pour lui la grande vitesse et une extrême souplesse de

manœuvre dans les trois dimensions, ce qui représente une défense meilleure que la cuirasse; en particulier le vol rasant lui donne de grandes chances d'échapper au tir des mitrailleuses.

En revanche, l'action de l'aviation de bataille comporte deux graves défauts : son intermittence et la nécessité, pour cette aviation, d'opérer à moyenne ou basse altitude dans la zone où se trouvent réunies, dans leur plus grande densité, les défenses aériennes. Ces défauts seraient atténués si les avions d'assaut agissaient en masse, et en profitant d'une supériorité aérienne de leur parti qui leur assurerait une suffisante liberté de manœuvre, ou, mieux encore, si leur action se combinait avec celle de chars d'assaut. Dans ce cas, l'intervention des avions d'assaut serait extrêmement précieuse contre des batteries d'artillerie, contre des réserves d'infanterie ou de chars. Elle déterminerait la divergence des feux du défenseur, ceux de l'attaque venant à la fois de terre et du ciel.

L'avion d'assaut a été employé par les Allemands, en 1918, comme arme d'accompagnement de l'infanterie, à la place des chars qu'ils n'avaient pas. Cette expérience n'eut pas une ampleur suffisante pour que l'on pût bien établir l'efficacité du procédé. Au contraire, nous avons employé couramment dans la bataille, en 1918, notre aviation de bombardement légère contre l'artillerie et les réserves ennemies.

Aujourd'hui, l'aviation d'assaut n'existe pas, ou n'existe qu'en petite quantité dans la plupart des armées. Les avions de bombardement moyens porteurs ou de reconnaissance pourraient, il est vrai, être employés comme avions d'assaut, mais ils sont si peu nombreux qu'ils seraient appelés à des missions plus impérieuses et que pareil emploi serait exceptionnel. Il en irait autrement si l'assaillant disposait de nombreuses unités de cette espèce; certaines d'entre elles pourraient alors être mises, comme cela se fait pour les chars d'assaut, à la disposition des grandes unités chargées d'une attaque décisive.

La supériorité aérienne, condition essentielle en définitive de la capacité offensive des armées de terre. — L'aviation d'observation, l'aviation de liaison et l'aviation d'assaut auront d'autant plus de rendement que l'aviation de chasse et de bombar-

dement auront davantage mis l'aviation adverse dans l'impossibilité de contrarier leur action.

Au surplus, ces aviations de chasse et de bombardement s'efforceront d'interdire ou de contrarier au maximum, chez l'adversaire, le travail de ses aviations d'observation, de liaison et d'assaut.

De sorte que la suprématie dans les airs sera, en définitive, une condition essentielle de la capacité offensive des armes de terre dans le combat des grandes unités.

Nous allons voir qu'elle est aussi indispensable dans le domaine stratégique, pour le succès de la manœuvre et de la bataille conduites par le général en chef.

LA SUPÉRIORITÉ AÉRIENNE ET LA MANŒUVRE STRATÉGIQUE

Les Allemands et les Alliés ont développé, en 1918, sur le front occidental, de grandes offensives d'ensemble à intention décisive. En raison de l'importance et de la variété des moyens de combat nécessaires au succès tactique, chacune de ces offensives ne pouvait être montée que sur un front restreint ; elles progressaient sur une profondeur encore plus réduite. En aucun cas, elles ne réussissaient à faire dans le front ennemi une brèche suffisante pour que l'équilibre fût rompu.

Rarement la surprise stratégique était obtenue en même temps que la puissance matérielle des attaques ; la bataille générale n'était pas conduite ; le succès n'était pas exploité. Dans ces conditions, une victoire ne pouvait être décisive.

Le commandant en chef serait-il mieux en mesure, avec l'instrument de guerre de demain, de réaliser simultanément la surprise et la force, de conduire la bataille et d'exploiter le succès, s'il ne bénéficiait pas de la supériorité aérienne sur l'adversaire ?

L'orientation, le secret et la puissance de la manœuvre. — Une bataille est décisive dans la mesure surtout où a été réalisée la surprise stratégique, c'est-à-dire dans la mesure où l'ennemi a été dans l'impossibilité de faire intervenir ses réserves générales en temps opportun sur le front d'attaque.

Pour bénéficier de cette surprise, et pour livrer la bataille générale de telle sorte qu'elle soit décisive, le commandant

en chef est tenu, d'abord, de s'assurer plusieurs résultats.

Tout en étant en situation de contenir les entreprises de l'ennemi, il devra orienter la manœuvre de ses propres forces dans le sens le plus opportun, ménager le secret de cette manœuvre, préparer la puissance matérielle des attaques. Or il semble que chacune de ces opérations n'aurait pas de sérieuses chances de succès sans la supériorité aérienne.

L'importance de la *bonne orientation de la manœuvre* apparaît bien lorsqu'on évoque la bataille de la Marne. Avant la bataille, le haut commandement allemand devait chercher à savoir par des renseignements sur le dispositif de nos forces, d'une part s'il était plus opportun pour lui, en vue de battre et d'envelopper notre aile gauche, de diriger ses armées de droite sur Paris et la basse Seine, ou bien vers l'Oureq, la Marne et la Seine à l'est, au sud-est de Paris ; d'autre part, s'il n'aurait pas à contenir une offensive française débouchant de Paris.

Obéissant à une idée préconçue et à des renseignements divers, la droite allemande n'envoyait aucun avion sur Paris et ses abords ; elle orientait toute l'aviation, le gros de la cavalerie et tous les corps d'armée vers l'Oureq et la Marne au sud-est de Paris en laissant seulement un corps d'armée échelonné en arrière et à droite. Son chef ne tenait aucun compte des renseignements précis sur les forces françaises rassemblées au nord-est de Paris, apportés par des avions qui étaient allés de ce côté de leur propre initiative ; il maintenait sa direction de marche et négligeait encore de se couvrir fortement face aux forces françaises de Paris ; il allait ainsi à la défaite de la Marne.

Pendant le même temps, l'aviation française représentait exactement le dispositif des armées allemandes. Gallieni se préparait aussitôt à attaquer, et le généralissime, abandonnant l'idée de se replier jusqu'à la Seine, décidait de saisir sans délai l'occasion exceptionnelle qui s'offrait à lui de remporter la victoire, et il gagnait la bataille de la Marne.

Assurément, demain comme hier, le commandant en chef serait renseigné par d'autres sources que l'aviation ; mais ces renseignements arriveraient souvent trop tard et auraient toujours besoin d'être vérifiés, précisés ou complétés par le

renseignement aérien, qui est, entre tous, le plus complet et immédiat.

Voyant très loin, l'aviation permettra de connaître rapidement le dispositif des armées adverses, de fixer très tôt le mode et le sens de la manœuvre stratégique et d'éviter les changements de direction avec les retards qu'ils entraînent.

Elle fera prévoir également les entreprises de l'ennemi en donnant le temps d'y parer. La bataille du grand Couronné de Nancy les 24 et 25 août 1918 en offre un exemple mémorable. Pour arrêter l'offensive allemande entre Nancy et les Vosges après notre échec de Morhange, le général de Castelnau massait ses réserves au sud et près de Nancy pour contre-attaquer les Allemands à l'est de Nancy. Mais le 23 au soir et le 24 au matin, l'aviation lui présentait exactement le dispositif des forces allemandes nettement orienté vers la trouée de Charmes et vers la soudure encore mal établie des première et deuxième armées. Le général de Castelnau, changeant immédiatement ses dispositions, contre-attaquait l'offensive allemande dans son flanc droit, entre Lunéville et Charmes, dans la journée du 25 et il la rejetait en désordre dans la Meurthe.

Les difficultés que rencontrerait l'aviation dans de telles missions de reconnaissance seraient cependant sérieuses, parce que les fronts de manœuvre des grandes unités seraient larges, que celles-ci prendraient des précautions contre l'observation, que l'aviation de chasse et la défense contre avions opposeraient de la résistance. Mais les avions de reconnaissance seraient désormais capables de voler, d'explorer et de fouiller le sol par tout temps, de nuit et de jour, par la photographie et à vue directe, en déposant ou en lançant à terre par parachute des informateurs. Ils triompheraient aussi des difficultés au besoin par le nombre. Dans les moments critiques de ce formidable drame que constitue une bataille décisive, ce ne sont pas seulement les escadrilles spéciales de reconnaissance, forcément peu nombreuses, qui répondraient aux besoins très pressants de renseignements du général en chef ; c'est le gros des forces aériennes qui, au besoin par des investigations multipliées rapidement ou par des interventions massives, serait appelé à éclairer sans délai la situation.

Les renseignements aériens seraient complétés par ceux des divisions de cavalerie et des avant-gardes de toutes armes. En

1914, les unes et les autres renseignèrent souvent ou assez mal ou tardivement, parce que les armées opposées présentèrent très vite un front continu et qu'une ligne de mitrailleuses et un peu d'artillerie suffisaient à les contenir. Selon toute vraisemblance, il n'en serait pas autrement demain, si ces grandes unités ne disposaient pas de formations cuirassées et si elles n'étaient pas orientées et appuyées par d'importantes formations aériennes.

C'est donc surtout grâce à la suprématie dans l'air que le général en chef pourra en temps utile décider, orienter, mettre au point sa manœuvre stratégique, tout en prévenant en même temps les entreprises de l'ennemi, et qu'il satisfera à la première condition nécessaire d'une victoire décisive.

La deuxième condition, c'est le *secret de la manœuvre*. Le secret sera ménagé à la fois par des dispositions destinées à neutraliser les moyens d'investigations rapides de l'ennemi, et par la vitesse de la manœuvre.

Point de secret, si l'on ne fait échec aux investigations aériennes. Pour y parvenir, indépendamment d'une action offensive visant à intimider, à immobiliser et à détruire l'aviation adverse, les armées de manœuvre se couvriront d'une sorte de voile aérien formé avec l'aviation de chasse et la défense contre avions. C'est ainsi qu'à la fin de mai 1918, l'aviation de chasse allemande empêchait notre aviation de venir explorer la région entre Somme et Aisne et qu'une attaque allemande se produisait contre notre front de l'Aisne sans avoir été dénoncée, parvenant, grâce à la surprise qu'elle avait réalisée, jusqu'à la Marne de Château-Thierry.

Quoi que l'on fasse, le secret de la manœuvre ne sera généralement pas ménagé bien longtemps; la surprise reposera surtout sur la vitesse de la manœuvre et sur la violence et la progression rapide de l'attaque.

Or, les grandes unités qui, déjà en 1914, étaient longues à transporter par voie ferrée, et lourdes à mouvoir sur routes, sont devenues aujourd'hui bien plus encombrantes et volumineuses. Pour échapper aux vues aériennes, elles ne se déplacent plus guère que la nuit: de jour, elles sont ainsi, *a priori*, paralysées par l'aviation. Les transports de forces

seraient donc lents relativement à la rapidité du renseignement aérien qui les dénoncerait, de sorte que, pour réaliser la vitesse, on s'en rend bien compte aujourd'hui, il faudrait utiliser des unités motorisées et des transports par convois automobiles.

Mais la surprise sans la force ne peut donner de grands résultats : il ne saurait y avoir de progression rapide de l'attaque, si on ne lui assurait pas la *puissance matérielle*. Pour réaliser à la fois la surprise et la puissance, on serait alors conduit à déployer un nombre imposant de divisions motorisées et à organiser d'importants convois automobiles pour le transport de divisions de deuxième ligne et de ravitaillements de toute espèce, nécessaires pour alimenter le corps de bataille. Le réseau routier n'offre cependant qu'un nombre restreint de routes utilisables par les unités et les convois automobiles. Un appareil d'attaque aussi vulnérable sous les attaques aériennes serait aisément gêné dans sa progression. Il en serait d'ailleurs de même de l'appareil de parade ou de contre-attaque de la défense.

La rapidité et la puissance de la manœuvre offensive ne seront donc obtenues qu'à deux conditions : l'aviation devra la mettre à l'abri à la fois des investigations et des attaques aériennes ; elle devra aussi s'attaquer à la contre-manœuvre ennemie. La supériorité aérienne serait ainsi doublement nécessaire.

LA CONDUITE DE LA BATAILLE

La manœuvre stratégique étant bien conçue et orientée, la surprise étant réalisée, la puissance matérielle étant assurée, la bataille s'engagerait dans des conditions extraordinairement favorables.

La bataille ne peut cependant être décisive, si elle n'est pas conduite jusqu'au bout, en fonction des événements et de manière à exploiter ceux-ci par une victoire complète.

Or, dès que la bataille est engagée, le général en chef suit très imparfaitement son développement. Il est d'abord mal renseigné sur la situation de ses grandes unités déployées. C'est ainsi que le Grand Quartier général allemand croyait ses

armées de droite disposées face à Paris, au nord de la Marne, le 5 septembre, conformément à ses ordres, alors qu'elles s'engageaient au sud de la Marne, face au sud et au sud-est.

Le chef d'armée connaît bien imparfaitement aussi la situation des grandes unités ennemies opposées aux siennes; les renseignements qu'il reçoit à cet égard, en dehors de l'aviation, sont généralement relatifs aux événements passés et ne sont déjà plus exacts. A la Marne, par exemple, le 8 septembre au soir, le Grand Quartier français croyait encore à la présence, au sud de la Marne, de deux corps d'armée allemands engagés la veille, alors que ceux-ci avaient repassé la Marne la nuit précédente et étaient déjà sur l'Oureq.

Sans l'aviation, le général en chef connaît moins bien encore la situation et l'importance des réserves ennemies; aucun renseignement ne lui est cependant plus indispensable.

A la Marne, sachant par l'aviation que les Allemands n'avaient pas de réserves derrière leur droite, Joffre et Galliéni, du 5 au 7 septembre, poussaient hardiment l'armée Maudouret sur le flanc et vers les derrières de von Kluck et déterminaient ainsi le sort de la bataille.

En revanche, le maréchal Joffre, ignorant, les 8 et 9 septembre, le trou qui existait entre les armées de von Kluck et de Bulow, ne pressait pas aussi résolument les Anglais et la gauche de l'armée française dans cette direction; il perdait ainsi l'occasion d'accentuer largement sa victoire.

Une forte aviation permettrait de mieux conduire la bataille. Elle accélérerait la transmission des comptes rendus de situation et des ordres consécutifs, et permettrait de mieux connaître les possibilités immédiates ou prochaines des grandes unités engagées ou entrant en ligne. Elle renseignerait sur l'importance ou sur l'absence des réserves ennemies. Elle donnerait même au chef, ou à son état-major, le moyen de se rendre compte de la situation par lui-même.

En tout cas, un chef conduirait d'autant mieux la bataille jusqu'à son terme, qu'il disposerait d'une aviation plus forte, et que cette aviation maîtriserait davantage celle de l'adversaire. En particulier, il saurait par elle sans retard si la bataille est gagnée; il s'efforcerait aussitôt d'affirmer sa victoire par l'exploitation complète du succès.

L'EXPLOITATION DU SUCCÈS

Dans la dernière guerre, sur le front occidental, le succès n'a jamais pu être véritablement exploité. Il ne l'a pas été en 1914 par les Allemands, après la bataille des frontières, ni par nous après celle de la Marne ; pas davantage après les grands succès tactiques successivement remportés en 1918, par les Allemands d'abord, par les Armées alliées ensuite.

Chacun s'est rétabli, soit par la rupture du combat et un long recul, soit par le combat défensif et le jeu des réserves prolongeant le front ou aveuglant les brèches, s'accrochant en tout cas au terrain.

Exploiter le succès consiste d'abord à interdire chez l'ennemi le jeu des réserves. Sans doute le pourrait-on mieux désormais si des forces aériennes arrêtaient leurs transports ou leurs mouvements par le bombardement ou par des détachements de destruction déposés à terre, des éléments rapides de toutes armes étant lancés hardiment dans le sillage de l'aviation à travers une brèche ouverte dans le front adverse ou en arrière d'une aile débordée.

Mais la vitesse de ces éléments ne suffit pas, il faudrait encore la puissance matérielle ; c'est-à-dire des forces aériennes et des forces terrestres capables de forcer ensemble des rideaux successifs d'armes automatiques et de bousculer tout ce qu'elles rencontreraient.

La fin de la guerre a montré, en outre, que des armées battues étaient sûres d'arrêter la poursuite du vainqueur si elles parvenaient à ne laisser derrière elles, sur une profondeur de plus de 100 kilomètres, aucune voie ferrée utilisable. Dans ce cas, le rétablissement indispensable des voies de communication exigerait à peu près 10 fois plus de personnel, 100 fois plus de matériel et de temps qu'il n'en aurait fallu pour les détruire.

Exploiter le succès revient donc à empêcher l'ennemi d'effectuer sa retraite ; une pareille tâche ne peut être entreprise que par les forces aériennes et des éléments de toutes armes très rapides et autant que possible cuirassés, lancés à toute vitesse vers les arrières ennemis, soit par une aile nettement débordée, soit par une brèche largement ouverte.

La réussite suppose, en tout cas, une incontestable supériorité aérienne.

Ce que nous avons dit à propos des armées de terre est aussi vrai des armées de mer. Les flottes manœuvrant plus vite et menant des combats plus brefs, elles auraient plus besoin encore d'être éclairées au loin avec rapidité et précision. Plus vulnérables, leur protection dans les airs est d'une nécessité impérieuse et l'intervention directe de l'armée de l'air contre les éléments des flottes adverses en pleine mer ou dans leurs bases serait un facteur encore plus important du succès final.

LES NÉCESSITÉS DE LA GUERRE INTÉGRALE

D'après l'examen objectif que nous venons de faire, il semble bien que les armées de l'air de nos ennemis éventuels constitueraient un instrument de destruction et d'intimidation morale capable de jouer un rôle capital aux tout premiers jours des hostilités et ensuite dans la bataille générale.

Au début des hostilités, les conditions d'emploi seront exceptionnellement favorables; la surprise aérienne sera facile, la défense antiaérienne sera précaire, les armées de terre en voie de formation et de réunion s'offriront aux coups de l'aviation dans une situation critique; les grands centres du pays seront alors extrêmement sensibles et vulnérables.

Un instrument aussi puissant, utilisé dans des conditions aussi favorables, pourrait bien produire des effets décisifs. Il serait alors bien tentant, pour des pays qui se laisseraient entraîner à la folie de la guerre, de viser à obtenir d'emblée de tels résultats avec des armées de l'air rapidement développées avant les hostilités.

Même indépendamment des opérations terrestres et navales, l'éventualité d'offensives aériennes profondes, massives et répétées à partir de la première heure contre les points sensibles, véritables clefs qui commandent à la fois la constitution et la vie des armées et la vie politique, économique et sociale de la nation, constitue une impressionnante menace pour un pays pacifique, une formidable épée de Damoclès suspendue sur la tête du chef de Gouvernement en qui se résume le moral de la nation.

A défaut de résultats décisifs, ces offensives aériennes prépareraient singulièrement le succès d'une offensive terrestre, qui logiquement se produirait d'abord sous la forme d'une attaque brusquée, puis d'une attaque générale dont le rapide déclenchement aurait été partiellement organisé avant l'ouverture de la guerre.

Dans la bataille générale, la suprématie dans l'air serait la première condition de la victoire. Nous avons vu en effet que les armes terrestres agissant seules avaient un rendement meilleur dans la défensive que dans l'offensive, que les armées formées avec ces seules armes ne peuvent allier le secret, la vitesse et la puissance des opérations, et qu'elles seraient ainsi hors d'état de remporter une victoire décisive, sauf dans le cas d'une grande disproportion des forces en présence. D'autre part, deux armes nouvelles, les chars rapides et les avions, tendent à modifier cette situation.

Au service immédiat de chacune des armes anciennes, ces armes nouvelles, et spécialement l'aviation, augmenteraient considérablement leur aptitude à l'offensive.

Constituées respectivement en grandes formations qui opéreraient pour l'ensemble des armées, elles faciliteraient la manœuvre stratégique, favorisant secret, vitesse et puissance, et elles augmenteraient ainsi considérablement la valeur offensive de l'instrument de guerre.

Les nations sont, par suite, dans l'obligation, quelle que soit leur politique et quelles que soient leurs intentions, belliqueuses ou pacifiques, de transformer leurs armées en diminuant le nombre des armes anciennes, en donnant de l'extension aux forces terrestres cuirassées susceptibles de s'employer en combinaison avec les forces aériennes, et en développant les forces aériennes.

Elles doivent se prémunir désormais contre une offensive brusquée aérienne et aéro-terrestre visant à les abattre d'emblée, par la violence et la surprise du coup initialement porté.

L'aviation amplifierait également dans l'espace une transformation déjà opérée. Le dernier conflit a montré en effet que la guerre tend à s'étendre, à former des coalitions et à se développer sur les frontières de la métropole et aussi au dehors, en

des théâtres différents, reliés dans ce dernier cas par les armées de mer.

L'armée de l'air renforcerait cette liaison des armées de mer et se porterait tour à tour sur chacun des théâtres d'opération pour s'employer au mieux des circonstances.

Ainsi envisagée, elle prend un intérêt politique et stratégique considérable que l'Italie a fort bien compris. Avec son armée de terre, l'Italie ne pourrait pas grand chose contre la France : sur la frontière des Alpes, quelques divisions françaises contiendraient un nombre trois et quatre fois plus élevé de divisions italiennes. Mais l'armée de l'air italienne pourrait tenter avec des chances de succès, au début des hostilités, dans un ordre d'urgence déterminé par la situation, de détruire les ports de la côte de la Méditerranée et les flottes militaires et commerciales qui s'y trouveraient, d'interdire le débarquement sur ces côtes de nos forces d'Afrique, de neutraliser partiellement en combinaison avec l'armée de mer notre escadre en Méditerranée et d'y couler nos convois, de couper les grandes voies ferrées du sud-est et de l'est de la France, d'appuyer éventuellement une attaque allemande menée par les Vosges et par le Jura. Elle serait capable d'agir alternativement contre la Yougoslavie et contre la France ou bien d'appuyer une attaque austro-hongroise et allemande contre la Tchécoslovaquie.

Ces possibilités pèseraient lourd dans la balance politique, aux yeux de l'Allemagne. Chacun comprendra qu'une bonne armée de l'air française présenterait autant d'intérêt stratégique et politique pour la France extérieure et pour nos alliés éventuels de l'Est.

La puissance grandissante des forces de l'air et l'extension de leur théâtre d'opérations d'une part, l'intérêt accru des forces de mer d'autre part, amènent à penser que la conduite supérieure de la guerre consistera, bien plus que par le passé, à bien combiner les actions des armées de terre, de mer et de l'air. Des hautes études militaires ou navales ne se conçoivent plus indépendamment de toutes études aériennes. Il ne suffit donc pas d'étudier la stratégie d'une guerre de demain dans des centres de Hautes Études séparés des armées de terre, de mer et de l'air. Il convient de les réunir pour l'étude de la

guerre intégrale menée avec les trois armées combinées. Ainsi apparaît la nécessité d'un commandement des forces militaires du pays, embrassant tout le théâtre des opérations, commandant à tous les moyens de guerre, assurant notamment la répartition la plus opportune des forces aériennes ou leur concentration, et, en tout cas, l'unité de leur commandement. Le commandement unique réalisé en temps de paix, sous une forme à la fois politique et militaire, ferait accorder à chacune des forces armées, et en particulier aux forces aériennes, la place qui leur revient dans le cadre d'ensemble de la défense nationale et il organiserait la sécurité du pays non pas seulement à terre et sur mer, mais d'abord dans les airs.

La question se pose en effet impérieusement à notre pays :
Comment pouvons-nous assurer notre sécurité dans les airs ?

Le mieux serait, par un commun accord entre les nations, de restreindre le développement de l'aviation de guerre. C'est ce qu'essaie d'obtenir la France à Genève. Mais il est à craindre que les accords de Genève ne suppriment pas les armées de l'air permanentes, et moins encore la possibilité de les créer à la veille d'une guerre, s'ils ne suppriment pas aussi les armées de terre et de mer, parce que le développement de l'aviation militaire est simplement la modernisation de l'instrument de guerre. Tant que n'aura pas disparu l'esprit de guerre dans les nations, on interdira difficilement le développement des armements qui promettent d'être les plus efficaces. Certains États qui ont l'espoir d'être les plus puissants dans les airs par l'avancement de leur technique et par leur potentiel de fabrication du matériel, n'abandonneront probablement pas l'épée, si facile à travestir, par laquelle ils auraient le plus de chances de réaliser, aux moindres frais, leurs revendications.

A défaut de l'internationalisation de l'aviation, nous serons obligés, nous et nos alliés éventuels, de trouver une parade au danger aérien par la seule bonne et vraie défense : une armée de l'air. Une armée relativement peu nombreuse afin de ne pas grever notre budget exagérément et de ne pas laisser suspecter notre désir de paix et de réduction des armements, mais une armée numériquement suffisante, de la plus haute qualité possible, et toujours prête avec des cadres instruits et

entraînés, avec son matériel de ligne au complet, et aussi son matériel de réserve ; la politique pacifique de la France et certaine mentalité déclarée de nos ennemis éventuels nous font de ceci une obligation absolue.

Le développement rapide, dès le temps de paix, de cette armée réduite doit être soigneusement préparé, au cas où des circonstances étrangères à notre volonté l'exigeraient.

L'Allemagne nous montre les moyens à employer à cet effet : développement de l'aviation commerciale et plus encore de l'aviation privée, qui constituent en quelque sorte une armée de l'air de complément ; préparation minutieuse de la mobilisation industrielle et de son déclenchement progressif ; amélioration de l'infra-structure qui faciliterait la manœuvre de l'aviation et diminuerait sa vulnérabilité ; perfectionnement de l'instruction des réserves et intensification de la formation aérienne prémilitaire de la jeunesse.

Pour que notre armée de l'air soit de haute qualité, le moyen le plus sûr sera de lui donner le matériel le meilleur qui soit au monde, grâce à des ingénieurs de grande valeur, à des crédits assez importants consentis aux services de recherches, d'études et d'essais techniques ; grâce aussi au renouvellement en temps voulu du matériel en service, et à des encouragements accordés aux constructeurs.

Elle aura aussi un personnel sélectionné et des cadres de choix dont l'émulation sera toujours entretenue par des avantages de carrière suffisants, enfin et surtout un cerveau, c'est-à-dire un haut commandement parfaitement organisé et instruit, prêt à s'employer sans délai, dès la première heure d'une guerre, suivant une claire et saine doctrine, dans le cadre d'une organisation rationnelle.

Notre armée de l'air serait numériquement inférieure aux armées de l'air réunies de pays voisins, éventualité redoutable pour notre sécurité. C'est donc une mesure de la plus élémentaire sagesse que de lui attribuer l'organisation la plus souple, celle par laquelle sera obtenu le plus grand rendement.

Par cette organisation, notre aviation devra être capable de se transporter, dans un temps très court, avec des moyens de travail suffisants, de l'une à l'autre de nos frontières métropolitaines, une part assez importante étant même en état d'aller prendre immédiatement comme bases provisoires d'opé-

rations, des bases situées sur un théâtre extérieur, au delà de la mer ou d'un territoire ennemi.

Elle sera enfin mise en mesure de faire face presque tout entière, certaines spécialisations étant toutefois respectées, à chacune des grandes missions qui lui incomberaient au début d'une guerre, autant que ces missions ne seraient pas impérativement simultanées, qu'il s'agisse d'opérations combinées avec les armées de terre et de mer, ou d'opérations indépendantes.

Par-dessus tout, le pays doit se convaincre que sa sécurité n'est pas seulement garantie par la fortification des frontières et par ses armées de terre et de mer, mais qu'elle doit être assurée d'abord dans les airs.

Il doit savoir qu'une aviation, même inférieure en nombre, équipée avec un matériel supérieur, ferait respecter le territoire, la recherche incessante et la création de matériels aériens toujours supérieurs à ceux des nations étrangères étant la garantie la plus certaine de la sécurité.

La France marquera alors sa prédilection pour son aviation. Elle lui accordera les crédits nécessaires et suffisants pour qu'elle soit, par la qualité, la première du monde. Elle ne voudra pas laisser cette gloire à l'aviation d'un autre pays qui n'a pas cependant compté dans ses rangs des Guynemer, des Nungesser, des Fonck, des Vuillemin, et tant d'autres qui ont montré magnifiquement l'aptitude de la race française à produire des chevaliers de l'air.

GÉNÉRAL ARMENGAUD.

SPLENDEURS ET MISÈRES

DE

LA SEINE A PARIS

Le jour où nous partîmes pour la guerre, plusieurs d'entre nous, formés aux disciplines classiques, eurent le sentiment profond qu'ils allaient non seulement combattre pour le salut de leur foyer, mais aussi pour la défense de cette beauté française qui, de Reims à Poitiers, d'Aix-en-Provence à Nancy, de Chambord à Versailles, présente un visage si divers et si harmonieux.

Au lendemain de la Marne, tandis que notre marche victorieuse ralentissait son élan, à l'ouest de Soissons, devant les carrières de Nampcel, je vois encore, parmi les rafales des deux artilleries et tant de cadavres d'hommes, de chevaux, de bœufs, jonchant les abords et les rues de Vic-sur-Aisne, je sens toujours la douceur défaillante d'un bel après-midi de septembre, au milieu des charmillles blondissantes du vieux parc cardinalice, où rêvaient des sphinx féminins, tout semblables à ceux du Pavillon de musique, à Trianon. Tant de fatigues et de périls, on les oubliait dans ce noble décor monarchique, devant le fier château de M. de Bernis et les rouses frondaisons, taillées à la française, comme pour une *Assemblée de Watteau*.

Mes camarades et moi, nous nous sentions payés de nos peines et nous convinmes qu'arracher à l'ennemi de tels trésors valait bien, pour certains, qu'on risquât sa vie.

Dès lors, cette guerre défensive eut pour nous un sens de plus, qui s'imposa de nouveau à notre esprit, dès qu'il nous fut donné de rejoindre les tranchées aux avancées de Reims,

au seuil de la cité du Sacre et de la basilique de saint Remi, en proie aux flammes de l'ennemi.

Je me promis alors, s'il m'était accordé de compter un jour au nombre des « revenants », de lutter de tout mon cœur contre ceux qui, la paix venue, pourraient être tentés, soit par ignorance, soit par cupidité, de continuer l'œuvre détestable de l'adversaire, de détruire, chaque jour, l'admirable patrimoine national que constituent nos monuments, nos œuvres d'art, nos promenades, nos sites, nos richesses artistiques et naturelles.

L'urbanisme, mal conçu, le machinisme, l'équipement industriel poussé à l'excès, la publicité, les cruels bouleversements qu'amena l'après-guerre dans la répartition des fortunes, l'avidité de certaines nations, tirant parti de leur change élevé pour acquérir à vil prix les merveilles de l'art français, la médiocrité du recrutement dans un trop grand nombre de municipalités, maîtresses irresponsables des destins de nos vieux arbres et de nos vieilles pierres, la culture toute primaire de ceux à qui l'insouciance ou le dédain des anciennes classes privilégiées abandonne les leviers de commande, autant de périls qui, au lendemain de la grande guerre, s'abattirent sur la douce France et menacèrent, et menacent encore de mort ses monuments, ses œuvres d'art, ses paysages.

Dénonçait-on ces scandales rue de Valois, les services compétents, toujours fort courtois, se contentaient de vous opposer cette essentielle vertu bureaucratique, la force d'inertie.

Prétendait-on en appeler au ministre lui-même, au sous-secrétaire des Beaux-Arts, on était bien reçu. L'Excellence, qui n'était trop souvent qu'une Incompétence, hochait la tête et prononçait des aphorismes de ce calibre : « Vous me demandez de classer tel monument, tel site. Mais non, nous avons déjà trop d'œuvres classées, trop de vieilles pierres, trop de vieux arbres. *Ce qu'il faut, c'est prononcer le déclassement de presque tout ce qui a été classé jusqu'à ce jour. La France ne doit pas ressembler à un cimetière (sic).* »

Devant cette carence des pouvoirs publics, nous comprîmes nettement, dès 1921, avec mon vieil ami, Édouard de Trévisé, que, pour conserver à la France sa parure de pierre, il n'y avait guère à compter que sur l'initiative privée et nous fondâmes la *Sauvegarde de l'Art français* (1).

(1) Dont le siège social est 12 avenue du Maine.

On saura un jour par quels prodiges de dévouement, — le duc de Trévise, qui se donna d'un tel cœur à cette haute mission, y a usé sa santé, et M^{me} la Marquise de Maillé la supplée admirablement dans sa tâche, — des chefs-d'œuvre de l'art roman, de l'art gothique ont été gardés à la France. On saura un jour quelle part prépondérante, grâce à M. Maringer, juriste éminent, dévoué à la défense de nos trésors d'art, grâce à nos amis Gasquet et Henry-Puget, maîtres des requêtes au Conseil d'État, grâce aussi, — nous nous empressons de le reconnaître volontiers, — à la bienveillance de MM. Raymond Poincaré et Édouard Herriot, la *Sauvegarde* a prise à l'élaboration de cette loi de salut, la loi du 27 juillet 1927, prescrivant l'établissement d'une liste d'inventaire supplémentaire.

Malgré cette loi, pourtant si efficace, les dangers subsistent. De Marseille à Dunkerque, de Bordeaux à Strasbourg, d'immenses périls menacent, dans une France encore bouleversée, les beaux traits du visage national. La *Revue* qui, il y a plus d'un siècle, exactement le 1^{er} mars 1832, publiait le fameux article de Victor Hugo : *Guerre aux démolisseurs*, se devait de prendre aujourd'hui la défense de nos monuments et de nos sites en péril.

Tout en faisant la part des exigences du confort et de l'hygiène, et de ce qu'on est convenu d'appeler aujourd'hui « l'outillage national, » nous nous proposons de signaler ici les attentats perpétrés, du nord au midi, du ponant au levant, contre la beauté française; en un mot, nous poursuivrons de tout notre cœur l'œuvre des Mérimée, des Requier, des Caumont, des André Hallays.

LES ANIMATEURS DU PLUS GRAND PARIS

« Défendre la cité des Papes, c'est bien, m'écrivait-on après notre récente défense d'Avignon (1), mais que l'amour de la Provence n'aille pas vous faire négliger Paris. Or, aux portes de Paris, il y a un véritable scandale : celui de l'île Séguin. »

Notre correspondant n'avait que trop raison. Il existe malheureusement un scandale de l'île Séguin et nous devons

(1) Voyez *Laisserons-nous détruire Avignon ?* par M. R. Escholier, dans la *Revue* du 1^{er} mars 1932.

faire effort pour en éviter tout au moins le retour. Car, à vrai dire, à l'heure même où l'on élabore le nouvel aménagement de la région parisienne, à l'heure où l'on trace les plans du plus grand Paris, les aspects de la Seine paraissent singulièrement menacés.

« La Seine a toujours été la rue de Paris la plus émouvante, écrit M. André Morizet dans l'ouvrage si important qu'il vient de publier : *Du vieux Paris au Paris moderne*. Les villes qu'un fleuve traverse sont d'une autre classe que les autres, car un paysage sans eau reste un paysage incomplet. Mais pour que le fleuve pare le paysage urbain de tout l'attrait qu'il peut lui fournir, il faut la réunion de deux éléments : une large nappe, un flot vivant... La Seine est animée et gaie comme elle est intime et charmante. C'est en forte partie par elle que Paris atteint à la grande beauté (1). »

Attenter à la beauté de la Seine, c'est offenser la beauté de Paris. La servir, c'est accroître les prestiges de la capitale française. Napoléon le comprit, lui qui, selon l'heureuse expression de M. André Morizet, voulut faire de la Seine, ceinturée de pierre et parée par lui de ponts nouveaux, « l'avenue triomphale de l'épopée militaire impériale ». Haussmann, on le sait, devait parachever ce vœu, en ajoutant aux ponts d'Austerlitz et d'Iéna ceux de Solférino et de l'Alma.

Il ne s'agit plus maintenant, on le sait, de rajeunir seulement le visage du Vieux-Paris. Ce qu'impose aujourd'hui le surprenant développement de la région parisienne, c'est la création du grand Paris, c'est, selon le vœu de M. Maurice Reclus, la fondation de la capitale non seulement de la France, mais de la plus grande France, c'est-à-dire d'un empire de cent millions d'hommes.

Par une rencontre significative, ce fut à un grand colonial, devenu ministre de l'Intérieur, M. Albert Sarraut, que revint l'honneur de poser le premier (2), en 1927 et en 1928, les bases de cette capitale de « l'empire » français ; et ce fut lui encore qui, aussi heureusement inspiré que le fut, en 1852,

(1) André Morizet, *Du vieux Paris au Paris moderne* (Haussmann et ses prédécesseurs). Librairie Hachette.

(2) Il est juste de dire que, dès 1914, sur l'invitation du Conseil municipal, M. de Selves avait constitué la Commission de l'extension de Paris. Mais ses travaux furent théoriques.

son prédécesseur Persigny, sut découvrir en M. Édouard Renard l'émule d'Hausmann et le seul administrateur sans doute qualifié pour mener à bien cette tâche écrasante (1).

Si nous avons en M. Jean Chiappe le meilleur des préfets de police, le grand Paris a trouvé son animateur en M. Édouard Renard.

Cultivé, sensible aux arts, nourri aux bonnes lettres, historien de Louis Blanc, homme d'étude autant qu'homme d'action, cet administrateur, qui sait oser et qui, par cela même, était voué à l'organisation du Paris de demain, a le bonheur d'avoir des lieutenants à sa taille : M. Doumerc, à la direction du Plan de Paris, et surtout un nouvel Alphand, lui aussi directeur général des Travaux de Paris, M. Henri Giraud.

Pour que de tels hommes, dont il n'est plus permis d'ignorer le magnifique effort, puissent nous donner le Grand Paris auquel ils travaillent de tout leur cœur, que leur faut-il ? Qu'on leur permette de durer.

Les lieutenants, eux, ne sont pas menacés. Ils peuvent poursuivre leur tâche en toute liberté d'esprit. Mais le chef... Sans doute, M. Édouard Renard jouit d'une confiance unanime ; mais cette position de préfet, sans cesse ballottée au gré des gouvernements successifs, est-elle bien celle qui convient au maire de la région parisienne, au créateur du Grand Paris ?

Le préfet de la Seine ne devrait pas être à la merci du caprice d'un ministre de l'Intérieur.

Sur ce point, les meilleurs esprits sont unanimes.

Qu'on en fasse un « préfet général », selon le système que Lucien Bonaparte essaya d'instituer, ou bien qu'on lui accorde, comme à Hausmann, l'accès du Conseil d'État et du Conseil des ministres, ou bien encore qu'on exauce le vœu de M. André Morizet : « Je souhaiterais que, dans l'intérêt de l'aménagement, l'autorité de la fonction préfectorale fût renforcée... Je le verrais volontiers « haut commissaire », ayant accès comme Hausmann au Conseil d'État pour les affaires de Paris. Outre son préfet-adjoint, il aurait deux lieutenants immédiats : le préfet-adjoint à la Police et le préfet-adjoint à l'Assistance publique. Rassemblant ainsi dans ses mains les

(1) On ne saurait passer sous silence l'importante communication de M. Paul Bonju au Conseil municipal, du 16 décembre 1926, motivée par le vote de la loi du 19 juillet 1924 sur l'aménagement des villes.

leviers de commande, libre de ses mouvements, il regrouperait comme il convient ses services et consacrerait son temps et son effort à l'affaire essentielle : il deviendrait, pour la Seine, le grand-maitre de l'aménagement. »

Quoi qu'il en soit, il est manifeste que le Grand Paris souffre, avant tout, d'une crise de commandement et l'on ne peut qu'approuver M. François Latour, quand, dans une note pleine d'aperçus judicieux, il démontre qu'un problème d'autorité domine les autres, et réclame pour le préfet de la Seine la suprématie sur ses collègues.

POUR LA PROTECTION DE L'ÎLE SAINT-LOUIS

Qui dit crise d'autorité, dit crise de méthode. C'est en descendant la Seine, du pont d'Austerlitz au viaduc d'Auteuil, et de là jusqu'à Saint-Germain, c'est en se penchant sur ce long miroir sinueux où se reflète le multiple visage de Paris et de sa banlieue, qu'on prend sans doute le mieux conscience de la tâche écrasante, réservée aux continuateurs d'Hausmann et d'Alphand, et de la nécessité de leur assurer, vis-à-vis des pouvoirs publics, une liberté d'allure qu'ils n'ont pas.

Choisy-le-Roi dépassé, où le directeur de l'Extension, M. Jayot, étudie l'aménagement d'une plage de sable fin, qui, l'été, fera la joie des petits et des grands, après Ivry-Port, que baignent les eaux de la Seine et de la Marne, fraîchement mêlée, Paris ne commence pas, en fait, au quai de la Gare, sorte d'annexe crasseuse de la gare d'Orléans, ni au quai de Bercy aux berges opulentes en futaille et en pyramides de houille, ni même à la Râpée, où, sous Charles X, on s'en allait manger une friture et boire du *petit bleu*. Non, il faut atteindre le pont d'Austerlitz pour entrer vraiment dans Paris.

Ici, comme nulle part ailleurs, les deux villes rivales, Vieux Paris, Grand Paris, se confrontent et s'affrontent. Au levant, l'usine d'aujourd'hui, la cité tentaculaire de demain avec l'enjambement hardi de ses passerelles, ses alignements de cheminées vertigineuses, ses réservoirs, ses transformateurs, un paysage d'acier et de ciment armé, composé, semble-t-il, pour illustrer une *anticipation* de Wells.

Vers l'ouest, l'île Saint-Louis et la Cité, le Paris classique

et gothique, les deux nefs de pierre, solidement amarrées par les siècles.

Sur la rive gauche, entre le pont d'Austerlitz et le pont Sully, un site menacé. Menacé de plusieurs façons. L'une des mesures prévues par les services de la circulation parisienne est, on le sait, l'exode des gares du centre vers la périphérie. C'est dire qu'un jour, relativement prochain, la gare d'Orsay supprimée et la gare d'Austerlitz redevenue gare terminus de la ligne d'Orléans, la profonde tranchée, où passe actuellement le rail, sera comblée. Souhaitons qu'une telle transformation, d'ailleurs nécessitée par les menaces de l'inondation, permette d'embellir, en y plantant de nouveaux arbres, ce coin de Paris, que rehausse déjà le sombre éclat des verdure du Jardin des Plantes.

La Halle aux vins qui le prolonge devra sans doute, un jour prochain, céder la place aux vastes constructions de l'École de médecine. Redoutons ici les méfaits de l'*urbanisme*. Il y a là de grands espaces libres, des ombrages vénérables, qui, de ce côté, encadrent à merveille le visage mouvant de la Seine. Appréhendons d'autant plus l'édification d'un gratte-ciel, que nous nous trouvons là sur un quai. Bonne condition, nous le verrons, pour autoriser toutes les surélévations tolérées, hélas ! jusqu'aux limites de l'absurde, par le funeste décret de 1902, qui, malgré tant de promesses, n'est pas encore rapporté.

Les vieux Parisiens ne se souviennent pas sans mélancolie de l'ancienne estacade de bois, sorte d'ouvrage lacustre qui reliait la pointe orientale de l'île Saint-Louis au quai Henri IV et que balaya la grande inondation de 1910. Les promeneurs de ce quartier paisible et séculaire s'attardaient volontiers sur les planches goudronnées, regardant alternativement vers le pont d'Austerlitz la Seine soudain élargie, spacieuse, aérée, ce premier port vraiment parisien où l'eau rieuse balançait toute une flottille de remorqueurs et de péniches, chargées de pierre champenoise et de bois précieux venus des Antilles, puis vers l'Arsenal qu'on libère aujourd'hui de sa gangue de constructions parasites, entre l'hôtel Lambert et l'hôtel Fiéubet.

De l'autre côté, c'était une estampe d'Israël Silvestre, l'un de ces « canaux tranquilles », célébrés par Baudelaire, qui précisément habita l'hôtel Lauzun.

On songe à son indignation, à celle de son ami Daumier qui, lui aussi, logea quai d'Anjou, et donna si souvent pour fond à ses peintures, à ses lithographies, ce coin paisible des Célestins, si ces deux grands hommes pouvaient voir comme on a massacré, — et laissé massacrer, — ce fameux paysage parisien.

Il a suffi qu'un grand magasin de nouveautés voulût installer une de ses réserves rue Saint-Paul et aux Célestins, pour qu'on l'autorisât à jeter bas l'hôtel de la Vieuville, l'un des rares monuments civils parisiens datant du x^ve siècle, et à élever à sa place un invraisemblable gratte-ciel Louis XIII, dont les combles en ciment armé déshonorent ce site illustre.

Surtout qu'on n'allègue pas l'impossibilité d'empêcher un tel acte de vandalisme. Tout d'abord, il eût été aisé de négocier en temps utile, avec le propriétaire du fameux magasin et de le détourner de bâtir, au cœur du vieux Paris, la resserre projetée. En mettant les choses au pis, l'administration eût toujours pu faire jouer un article législatif qu'elle connaît bien et qui constitue à peu près sa seule arme, l'article 4 du décret-loi du 26 mars 1832 relatif aux rues de Paris, complété par l'article 3 de la loi de finances du 13 juillet 1911 : « Il (le constructeur) devra pareillement adresser à l'administration un plan et des coupes cotées des constructions qu'il projette et *se soumettre* aux prescriptions qui lui seront faites dans l'intérêt de la sûreté publique et de la salubrité, *ainsi que de la conservation des perspectives monumentales et des sites*, sauf recours au Conseil d'État par la voie contentieuse. »

Une telle arme, — l'expérience l'a prouvé récemment sur la rive droite, face au Pont-Neuf, et avenue Gabriel, — peut être parfaitement efficace. Encore faut-il que l'administration consente à s'en servir. Pour cela, on ne saurait trop insister sur l'utilité des vœux, — qui paraissent platoniques, comme ceux du Vieux Paris, — mais qui, soutenus par la presse, ont cependant réussi à créer dans l'opinion publique un mouvement tel que les démolisseurs de l'hôtel Massa et du pavillon de Hanovre ont dû se résigner à les reconstruire, l'un à l'ombre de l'Observatoire, l'autre dans le parc de Sceaux.

Il est infiniment regrettable que la Commission du Vieux Paris n'ait pas cru devoir défendre, avec la même passion, l'hôtel de la Vieuville, autrement vénérable et qui *comptait*

tellement dans ce coin des Célestins. Pour leur donner d'amers regrets, je souhaiterais que certains de ses membres eussent quelquefois l'occasion de se pencher au balcon de l'hôtel Lauzun. Alors, par delà le bras de Seine endormi dans le passé, ils découvriraient avec horreur l'affreux gratte-ciel prétentieux qui règne désormais entre l'hôtel de Sens et l'Arsenal, et ce serait leur châtement.

Lente à se mettre en branle, l'administration n'en est pas pour cela plus prévoyante. L'aventure de l'estacade est à cet égard singulièrement édifiante.

Emportée par la crue de 1910, on jugea bon, après de longues études menées au lendemain du désastre, de la reconstruire, mais cette fois en pierre. Il en coûta plusieurs millions. Or, aujourd'hui, cette estacade, jugée inutile et même dangereuse pour la navigation comme pour les inondations à prévoir, voici qu'on vient de la démolir, d'en disperser les moëllons, — et les millions, — aux quatre vents. Je n'incrimine pas l'actuel directeur des Travaux de Paris, qui a, de toute évidence, cent fois raison, mais que penser de ses prédécesseurs ?

L'un des dirigeants d'alors, l'un des auteurs, et des fauteurs, du fatal décret de 1902, relatif aux constructions parisiennes, oppose souvent aux artistes, aux poètes, qui rêvent de voir classer comme site l'île Saint-Louis, « l'île enchantée » de Corneille, cet argument péremptoire : « L'île Saint-Louis ne présente pas de demeure intéressante. Ses maisons, que vous souhaitez conserver, datent surtout de l'Empire ou de la Restauration. L'île Saint-Louis, c'est un ensemble, ce n'est pas autre chose. »

On pourrait répondre à cet apôtre du modernisme que constituer un ensemble, c'est déjà une vertu suffisante ; mais on ferait mieux surtout de l'inviter à mieux connaître ce dont il parle. Certes, l'île Saint-Louis vaut d'abord par l'ensemble, et cet ensemble est bien l'un des éléments essentiels de la beauté de la Seine à Paris. Qui y porte une main barbare offense, dans ses plus nobles traits, la beauté parisienne et notre promenade va malheureusement nous en offrir plus d'un exemple. Mais notre « petite Venise », que célébrèrent, après Corneille, Sainte-Beuve, Gautier et Baudelaire, n'est pas seulement, comme l'a écrit Gérard d'Houville, « un des lieux du

vieux Paris dont se dégage le plus de poésie, de pittoresque et de songe », c'est aussi un musée vivant, une véritable ville d'art classique.

Il n'y a pas seulement, dans l'île Saint-Louis, — et ce serait déjà beaucoup, — l'élégante église édifiée par Le Vau et enrichie avec tant de goût par l'abbé Bossuet; il n'y a pas seulement ces demeures admirables, l'hôtel Lambert, qui garde encore l'une des plus fameuses décorations de Le Brun, sa Galerie d'Hercule, et l'hôtel Lauzun, où, un jour prochain, les amoureux du passé découvriront avec surprise la plus luxueuse et la plus harmonieuse habitation parisienne du temps de la Fronde. Il y a aussi, dans la rue Saint-Louis, au 51, l'hôtel Chenizot au gracieux balcon soutenu par des chimères, à la porte merveilleusement sculptée, chef-d'œuvre de la boiserie française au XVIII^e siècle, et au 61, le cabaret du *Petit Bacchus*, avec sa gaillarde enseigne bachique. Il y a encore, quai d'Anjou, au numéro 3, l'hôtel de Poisson de Marigny, le frère de la Pompadour; au coin de la rue Poullétier, le portail monumental de l'hôtel Méliand. Quai de Bourbon, on peut voir encore la belle grille du XVII^e à l'enseigne du Franc-Pinot, où, depuis trois siècles, la vigne enlace puissamment ses sarments, ses feuilles et ses pampres de fer forgé; au 13, l'hôtel Le Charron, et son grand portail, et dans la cour, son échaugette, et dans les appartements, ses plafonds à la française, peints sous Louis XIV; au 19, l'hôtel Jassaud, son balcon superbe, et sa fière façade aux trois frontons; au 21, au 23, au 29, au 43, au 45, au 49, au 51, au 53, partout de nobles maisons du XVII^e.

Le quai des Balcons, le quai de Béthune, ne compte pas une maison indifférente. Depuis l'arcade, dernier vestige de l'hôtel de Bretonvilliers, depuis l'hôtel d'Astry ou de Richelieu, qui conserve encore de somptueux lambris, depuis le 20, où Mignard peignit un plafond, le 22, bâti par Le Vau, jusqu'au splendide hôtel Hesselin, à l'admirable portail sculpté par Le Hongre, à la charmante cour italienne donnant sur l'abside de l'église Saint-Louis, jusqu'à l'hôtel du président Perraut (au 36), quel parfait ensemble classique! On demeure confondu de le voir sans cesse menacé par le caprice, ou le béotisme, des constructeurs modernes.

Il n'y aurait que des éloges à décerner aux ingénieurs et

aux architectes, — les frères Guidetti, — auxquels on doit le nouveau pont de la Tournelle, s'ils n'y avaient ajouté le monument à sainte Geneviève, orienté de façon absurde et qui, malgré le talent du sculpteur Landowski, dépare fâcheusement l'une des plus célèbres perspectives parisiennes : la nef de la Cité, vue du pont Sully, d'où l'on découvre maintenant avec stupeur l'immense cierge en pierre du pont de la Tournelle, opprimant de sa masse la flèche de Notre-Dame.

Autre grave menace pour la beauté de l'île Saint-Louis, l'élargissement de la rue des Deux-Ponts, en partie réalisé, et qui demain va être poursuivi. Quand il en fut question, il y a quelque vingt ans, ce fut une rude levée de boucliers, ou plutôt de porte-plumes et de pinceaux. Écrivains et artistes qui, depuis tant d'années, chérissent le calme provincial de leur « Ile enchantée » pétitionnèrent pour qu'on ne touchât pas à la rue des Deux-Ponts. Ils furent battus, mais on leur promit en revanche de n'édifier là que des maisons en harmonie avec ce noble décor.

Un concours fut institué. Des projets furent primés, et, parmi ceux-ci, l'un d'eux ne tendait à rien de moins qu'à transformer la rue des Deux-Ponts en une rue à arcades dans le goût de la place des Vosges (anachronisme évident, puisque la place Royale date de Henri IV et l'île Saint-Louis, de Louis XIII et de Louis XIV !).

La partie orientale, allant de la rue des Deux-Ponts à la rue Saint-Louis, démolie avant la guerre, ne fut reconstruite qu'en 1920. S'il est juste de reconnaître que des servitudes d'élévation furent imposées aux architectes, de quelle indigence d'invention ne firent-ils pas preuve en l'espèce, de quels pauvres matériaux n'usèrent-ils pas ? Où étaient-ils, les pavillons à arcades ? Au lieu de cela, de chétives casernes dont les façades détonnent pitoyablement parmi ces demeures du Grand Siècle, en face de ce pont hardi et puissant qui, lui, ajoute à ce paysage parisien une beauté neuve, mais traditionnelle.

Dans quelques mois, la seconde tranche de la partie orientale de la rue des Deux-Ponts va tomber sous le pic des démolisseurs. *Le Petit Matelot*, où vit le jour M^{me} César Birotteau, sera frappé à mort. Un coin du Paris de Balzac va disparaître, ô M. Marcel Bouteron !

Une autre étape dans la destruction projetée, et de l'autre

côté de la rue, le cabaret du *Franc-Pinot*, dont, sous la Terreur, la fille du tenancier, Cécile Renault, partit pour assassiner Robespierre, aura vécu.

On prendrait son parti de tous ces « embellissements », s'ils ne contribuaient pas à enlaidir, — comme du côté du pont de la Tournelle, — l'un des plus parfaits ensembles classiques qui soient à Paris. Contrairement à l'opinion intransigeante et déraisonnable des défenseurs aveugles du passé, il n'est pas du tout impossible, — même en évitant le pastiche sans esprit, sans âme, — d'édifier, « sur des papiers nouveaux », des monuments en harmonie avec le Paris d'autrefois.

Au cours de notre promenade le long du fleuve, nous verrons qu'à cet égard, le pont de la Tournelle n'est pas heureusement un exemple isolé. Durant ces dernières années surtout, si trop de fois, par faiblesse, par imprévoyance, ou pour toute autre raison encore moins honorable, on a gravement compromis la beauté de la Seine dans la région parisienne, il n'en est pas moins vrai que, le plus souvent, les constructions réalisées ou en cours ont plutôt servi que desservi cette cause si importante pour quiconque aime sa grande ville.

Comment, ayant pris soin de fixer, rue des Deux-Ponts, une servitude d'élévation en accord avec l'ensemble des faîtes de l'île Saint-Louis, les services municipaux ont-ils pu se contredire au point de tolérer les actes de pur vandalisme, commis au 18 du quai d'Orléans par un propriétaire étranger, et ce au détriment de la santé publique? Rue Le Regrattier, des bâtiments voisins ont été, de ce fait, condamnés à la nuit éternelle.

Mis sur la sellette, en 1927, à la Commission du Vieux Paris, les administrateurs responsables invoquèrent, alors, pour leur défense, les néfastes dispositions du décret de 1902, dont les auteurs ont bien prévu des servitudes d'élévation le long des rues et des boulevards, mais non pas le long des quais. Comme s'il n'y avait pas de quais à Paris, et comme si les édifices et les perspectives les plus célèbres ne s'y rencontraient point!

Questionné au Conseil municipal, le 5 décembre 1927, par le conseiller du quartier, M. Lemarchand, le directeur de l'Extension de Paris, — c'était alors M. Doumerc, — ami fervent du Vieux Paris, reconnut le bien fondé des protesta-

tions de la Commission, et déclara que le propriétaire du 18 du quai d'Orléans, ayant surélevé abusivement ses combles, était mis en demeure de les démolir.

S'il vous plaît de savoir ce qui est advenu de cette « mise en demeure », allez faire un tour quai d'Orléans, allez voir les ridicules ogives et gargouilles de carton-pâte, dont un négociant transatlantique en antiquités françaises, parfaitement ignorant de l'histoire d'une île qui date du *xvii^e* siècle, a affublé le faite de l'hôtel de Rolland (construit au *xviii^e*); et aussi bien, observez du pont ou du quai de la Tournelle, à quel point ces combles gothiques et ces mansardes flamandes et cette pergola de style *colonial* offusquent, déshonorent toute l'île Saint-Louis.

L'EMBELLEMENT DES BERGES

Par bonheur, nous avons autre chose à constater ici que des enlaidissements. S'ils ont vu, avec regret, disparaître du sol parisien les marronniers (1), s'ils ont trop souvent l'occasion de déplorer, au Bois, des coupes que rien ne justifie, les amis des arbres apprendront avec plaisir qu'un même amour des verdure, des ombrages anime le directeur des Travaux de Paris, M. Henri Giraud.

L'un de nos édiles, auquel nous devons, pour une grande part, l'essor de nos musées municipaux, M. d'Andigné, aura été le premier à proposer que les berges de la Seine fussent transformées en jardins. Quiconque flâne, aux beaux jours, le long des quais de l'île Saint-Louis ou du Louvre, sait tout ce que la promenade doit à ces trembles, à ces peupliers français, plantés à même la berge et si souvent baignés par le flot.

Le malheur veut que la Ville de Paris ne soit maîtresse ni de son fleuve, ni de ses berges. L'État ici intervient, et les embellissements de Paris ont laissé bien longtemps indifférent le ministre des Travaux publics.

Pour les ingénieurs du Service de la navigation, Paris, avant tout, est un port, et le plus considérable qu'il y ait en France, puisqu'il dessert, en moyenne, 15 millions de tonnes

(1) M. Armand Massard, conseiller municipal, qui a vu abattre des arbres magnifiques et sains, notamment boulevard Malesherbes, a demandé une enquête à ce sujet.

par an. C'est ainsi qu'on a pu voir, qu'on peut voir encore, au cœur de Paris, entre le Pont-Neuf et la Concorde, s'entasser sur les berges des montagnes de sable, de graviers, de briques, de plâtre, de sacs de ciment, de houille, spectacle pittoresque si l'on veut, mais parfaitement indigne de ce cadre de gloire que composent le Louvre, l'Hôtel des Monnaies, le palais de l'Institut, les nobles façades du quai Malaquais et les terrasses verdoyantes des Tuileries.

Un jour viendra cependant où le port de Paris, — d'ailleurs fort allégé par le nouveau bassin de Pantin sur le canal de l'Ourcq, le bassin de la Villette au bief des canaux Saint-Martin et Saint-Denis, le pont du Cornillon sur ce dernier canal, — ne sera plus circonscrit dans l'ancienne capitale de nos rois, mais bien dans la « région parisienne », aux portes de la ville neuve, cœur et cerveau de « l'Empire » français. Alors, les deux grands ports projetés, le bassin de la porte de Bercy et surtout le port de Gennevilliers, qui constitueront, en amont et en aval, les deux terminus de la grande navigation fluviale, arrivant, l'une du centre et de l'est du pays, l'autre de la mer, permettront de reléguer dans l'arsenal des vieilles lunes, les ports désuets de l'ancien Paris.

Ce jour-là, rien ne s'opposera à ce que, du pont d'Austerlitz au Point du Jour, nos berges pouilleuses fassent place à ces « prés fleuris » que chantait M^{me} Deshoulières. Dès maintenant, on y pense, et, avec une patiente ténacité, le directeur des Travaux de Paris s'emploie à semer des gazons, à planter arbres et arbustes, dès qu'il découvre, le long des berges, un espace libre, si restreint soit-il. En effet, non seulement les rideaux d'arbres, si heureusement créés par M. de Rambuteau et le baron Haussmann, ont été complétés au quai de Tolbiac, au quai de la Râpée, aux quais de Javel et de Grenelle, mais encore, tout récemment, des jardinets ont été installés sur les berges.

En attendant que, conformément au vœu du conseiller de l'île Saint-Louis, M. Lemarchand, et aux décisions de la Commission des sites, les travaux nécessités, à l'entrée du Bras Marie, par les besoins de la navigation et la protection de Paris contre les crues, permettent d'agrandir le jardin qui entoure le monument de Barye et d'embellir encore ce site par l'établissement de motifs de verdure sur le quai Henri IV, on

peut déjà remarquer, dans les parages de l'île enchantée, de sérieuses améliorations.

A la pointe occidentale de l'île, des arbustes viennent d'être plantés, qui, grandis (et ils pousseront vite, non loin des eaux vives), accroîtront la grâce de ce décor. De l'autre côté du fleuve, l'aménagement du nouveau port de l'Hôtel de Ville, aujourd'hui réalisé, a facilité l'installation de jardinets dont, aux jours d'été, l'on appréciera la fraîcheur.

Sur ce point, entre l'île Saint-Louis, Notre-Dame et la Conciergerie, devant le mont sacré de Sainte-Geneviève et du Panthéon, on a compris qu'il fallait renoncer à toute utilisation industrielle des berges de la Seine, et l'on admet que, dans un proche avenir, ce port recréé ne serait utilisé que par des bateaux de plaisance.

Quai Saint-Michel, quai de l'Horloge, au nouveau musoir du Vert-Galant, voici d'autres jardinets, d'autres arbustes, tentatives encore bien timides, mais qui présagent la réalisation du projet d'Andigné, l'aménagement des berges verdoyantes.

Les Parisiens épris de leur ville seraient encore reconnaissants à cet édile érudit et volontaire, s'ils pouvaient savoir comme il batailla, au sein de la Commission des sites, pour que les agrandissements de certain grand magasin ne fussent pas, pour la beauté du Pont-Neuf et de ses parages, une offense permanente. Grâce à son obstination, après vingt projets, âprement soutenus, âprement rejetés, on obtint enfin cette façade qui, du moins, n'offusque pas trop ce paysage royal.

Sur la rive gauche, au carrefour du quai des Grands Augustins et du quai Conti, l'on put craindre également, jusqu'à ces derniers jours, pour l'harmonie de ce lieu célèbre. Grâce à M. Marrast, architecte de rare valeur qui sut respecter le passé, tout en faisant une œuvre moderne, les deux grands immeubles de briques qui gardent maintenant les rues Dauphine et de Nevers ne sont nullement indignes des deux fameuses maisons roses, qui, à la pointe de la Cité, sourient à la statue équestre du Béarnais.

Malheureusement, dans l'île même, au n° 37 du quai de l'Horloge, les services municipaux ont manqué de vigilance. De déplorables surélévations ont été autorisées, et aujourd'hui, quiconque stationne sur le pont des Arts peut constater l'intru-

sion, par delà les deux maisons roses, d'une immense falaise de béton, qui lutte d'importance avec la Sainte-Chapelle.

RECONSTRUCTION DU PONT DU CARROUSEL

Les amoureux du pont des Arts, les fervents de l'ancien pont des Quatre-Nations se rassureront en apprenant qu'on a renoncé à le démolir, comme à construire le fameux pont en X qui eût été une horreur, et à toucher l'aile occidentale du palais Mazarin.

Que si un jour on prolonge la rue de Rennes, ce sera, comme le prévoit le plan de Napoléon III, selon une ligne oblique qui aboutira, place Conti, entre l'Institut et la Monnaie, en face d'un pont coudé qui, par delà la pointe extrême du musoir de la Cité, atteindra le quai en face du Louvre.

Mais il est des réalités plus immédiates: le pont des Saints-Pères, par exemple, qu'on va jeter bas et rebâtir dans l'axe des trois guichets du Carrousel. La Commission du Vieux Paris en discutait, récemment, émue de la disparition éventuelle des quatre statues allégoriques, exécutées par Petitot, en 1847.

Avrai dire, ces figures de la *Seine*, de la *Ville de Paris*, de l'*Abondance* et de l'*Industrie* n'ont guère que la valeur du souvenir. On tentera quand même de les sauver, non pas en les imposant au nouveau pont, magistrale conception de l'ingénieur Henri Giraud et de l'architecte Umbdenstock, mais en tâchant, dans les verdurea toutes voisines du port des Saints-Pères, de leur faire un sort.

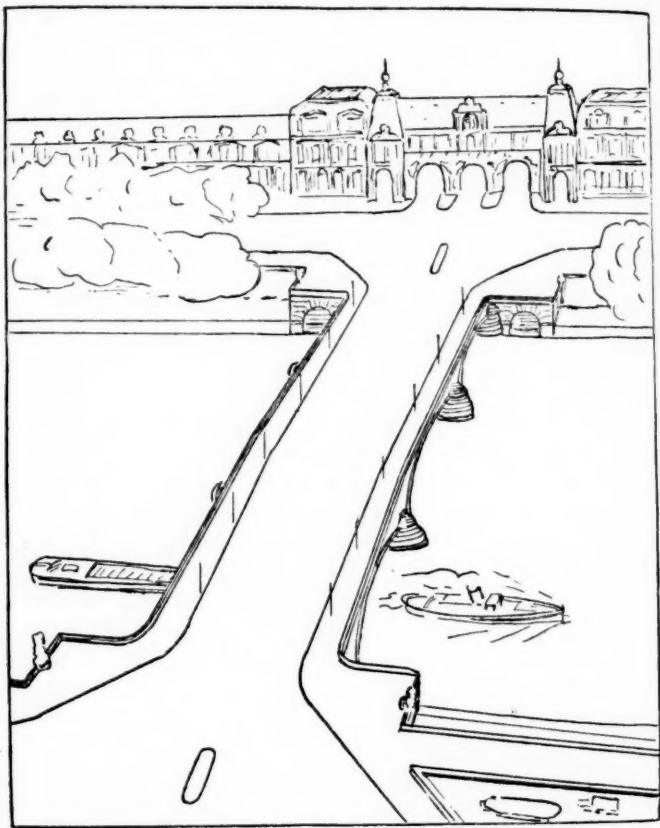
Le pont de Rambuteau, ou plutôt de Polonceau, son ingénieur, ne laissera aucun regret. Ses trois arcs en fer fondu, formant des tuyaux à courbe elliptique, — d'où la curieuse élasticité de cet ouvrage d'art, — fera place, sans aucun inconvénient, aux trois arches audacieuses du nouveau pont, de ligne si épurée et dont les avant-becs rappellent, sans les copier, ceux du pont Royal.

Nécessitée par la circulation intense, non prévue certes par l'économe Rambuteau, la reconstruction du pont du Carrousel facilitera singulièrement la navigation et l'écoulement des crues. Sa reconstruction permettra en effet d'améliorer le tracé des berges entre le pont des Arts et le pont Royal.

A l'occasion de ce remaniement, un élargissement notable

des quais sera possible et l'on prévoit l'établissement, sur la rive gauche, d'un passage souterrain qui permettra de diriger les voitures allant de l'est à l'ouest, et réciproquement.

Il ne saurait être question de reconstruire l'ouvrage à son



LE NOUVEAU PONT DU CARROUSEL

emplacement actuel. Celui-ci ne se trouve, en effet, ni dans l'axe de la rue des Saints-Pères, ni dans l'axe des guichets du Louvre. Lors de la construction du pont, de 1831 à 1834, un seul guichet existait dans le pavillon de Lesdiguières, le guichet de l'Horloge. Il est tout naturel qu'on ait choisi alors pour

axe ce guichet. Sous le second Empire, les travaux d'Hausmann devaient révéler déjà combien le pont économique de M. de Rambuteau correspondait peu au développement d'une grande capitale.

A l'heure présente, l'axe des guichets se trouve à vingt-trois mètres en aval du pont et commande ainsi, selon la pensée de leur auteur, l'emplacement du pont. On pourra de la sorte construire l'ouvrage immédiatement en aval du pont actuel, sans gêner la circulation.

Large de trente-trois mètres, comprenant une chaussée de vingt et un mètres et deux trottoirs de six mètres, le pont du Carrousel aura à peu près les mêmes proportions que le pont de la Concorde agrandi. Ses dimensions correspondent à celle du motif central des guichets du Louvre.

Les défenseurs frénétiques du fer nu ou du ciment armé apparent ayant été battus au pont de la Tournelle, le pont de la Concorde élargi selon les idées premières de son constructeur Perronet, et dans des conditions vraiment dignes de l'admirable décor urbain qu'il complète, les ingénieurs et l'architecte du nouveau pont ne pouvaient que prévoir, devant les guichets du Carrousel, l'établissement d'un ouvrage du même type que les grands ponts de pierre du centre de Paris : Pont-Neuf, Pont-Royal, pont de la Concorde.

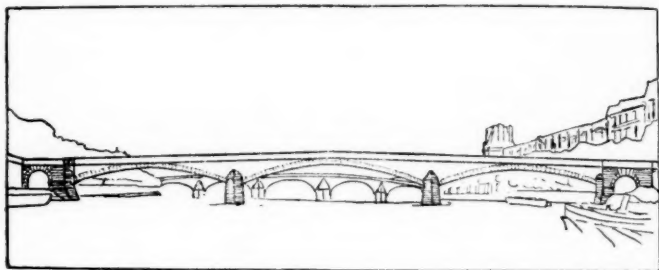
Présentés récemment à la Commission du Vieux Paris, les plans si hardis de cet ouvrage d'art ont rallié tous les suffrages, par leurs qualités de force élégante, de sobriété harmonieuse et puissante. On peut affirmer dès maintenant que ces trois grandes arches sur le fleuve, ces deux avant-corps, dont les arcs donnent passage sur les berges, embelliront, au lieu de le déparer, ce grand site parisien. A peine doit-on souhaiter, à chaque entrée du pont, la substitution d'une courbe aux angles aigus, prévus sur l'avant-projet, angles qui éveillent ici l'idée absurde d'un gigantesque faux-col cassé.

Quant aux plantations, qui donnent à ce site urbain un accent de nature, une étude attentive a été faite pour les conserver, dans toute la mesure du possible.

Sur la rive droite, le projet définitif prévoit un élargissement de la voie publique, qui conduirait à modifier l'emplacement des plantations actuelles. On ne songe pas à toucher, dès maintenant, à celles-ci. On peut cependant concevoir qu'un

deuxième rideau d'arbres pourrait être placé à côté du premier; celui-là une fois développé, l'on supprimerait alors, sans trop d'inconvénients, le premier. Sur la berge, de nouvelles plantations seront également établies.

Rive gauche, les mêmes nécessités obligent à modifier la



PROFIL DU NOUVEAU PONT

plantation; mais ici, le déplacement en chariot peut être envisagé. Le caractère de la rive gauche serait ainsi conservé, d'autant que, sur la demande personnelle de M. Édouard Renard, une modification a été accordée au projet primitif, de façon à conserver en partie la courbure du mur du quai qui est d'un aspect agréable. Ainsi, le successeur d'Hausmann abjure les erreurs de son prédécesseur, quant au dogme sacro-saint de la ligne droite, qui a fait à Paris tant de ravages.

DE LA CONCORDE AU POINT DU JOUR

Dépassons l'emplacement de l'ancien et du nouveau pont du Carrousel et suivons la belle courbe de la Seine qui s'accroît à partir du pont Royal et de celui de la Concorde. Au passage, saluons cette gare d'Orsay, désormais condamnée. Puisse un jardin la remplacer un jour, de même que les autres stations trop centrales, dont la présence au cœur de Paris congestionne la circulation.

Mais, la ligne d'arbres franchie, qui longe les Tuileries et où Barrès aimait à rêver, avant d'entrer au Palais-Bourbon, le pont de la Concorde dépassé, il nous faut faire halte un instant sur la rive droite de la Seine.

A la suite d'une demande de concession du Touring-Club

de France, on se propose de réserver la partie de cette rive droite, comprise entre le pont de la Concorde et le pont Alexandre III, aux bateaux de plaisance. L'aménagement de ce port de yachts qui, loin de nuire, ajoutera encore à la beauté de ce site illustre, entraînera une rectification des berges, vers le pont de la Concorde.

Après le pont Alexandre, dont l'ornementation ne témoigne pas en faveur du goût officiel, au temps de Félix Faure, entre le pont des Invalides et celui de l'Alma, — qu'il faudra bien agrandir un de ces jours, en dépit de son fameux zouave, si cher aux badauds en temps de crue, — voici des rives menacées.

Quai d'Orsay, avenue de Tokio, il y a là d'immenses terrains domaniaux en bordure de la Seine, appelés à disparaître prochainement, lors des travaux d'aménagement* de la prochaine Exposition des Arts décoratifs de 1937.

Ici, l'on pouvait craindre la fantaisie, l'anarchie, et surtout des lamentables « embellissements », tels que nous en présente au Champ de Mars l'Office des assurances sociales, dont la masse insolente déshonore le chef-d'œuvre de Gabriel. Par bonheur, comme le note M. André Morizet, une si impudente horreur aura déterminé un salutaire mouvement de révolte.

Comme, dès maintenant, sous l'active impulsion de M. Labeyrie, président de la Commission de récupération des immeubles nationaux, on travaille à regrouper les administrations publiques sur les quatorze hectares que l'État possède derrière l'École militaire, avenue de Tokio et au quai d'Orsay, M. Morizet, grâce au concours de ses collègues MM. Jeanneney et Caillaux, président et vice-président de la commission des Finances du Sénat, a pu faire insérer dans la loi de finances du 31 mars 1932, un article 160 ainsi conçu : « Les terrains domaniaux sis à Paris entre les avenues de Ségur, de Suffren et de la Motte-Picquet, et ceux de l'avenue de Tokio, les uns et les autres actuellement affectés au département de la Guerre, et les terrains du quai d'Orsay, actuellement affectés aux départements des Beaux-Arts et de l'Air, sont réservés pour un regroupement des administrations centrales de l'État. Il ne pourra en être disposé qu'en vertu d'une loi. »

Les mesures conservatoires ainsi prises, l'exode du ministère des Finances vers le quai d'Orsay, et la sauvegarde du

Louvre enfin assurées, il ne reste plus qu'à faire approuver par le Parlement le plan de répartition des terrains entre les divers ministères. C'est alors qu'il faudra veiller. Tandis que nous avons enfin de beaux constructeurs, les Auguste Perret, les Laprade, les Marrast, appréhendons de voir s'élever, quai d'Orsay et avenue de Tokio, de fâcheuses répliques de l'Office des assurances sociales.

Souhaitons aussi que nous n'ayons pas trop à regretter les vieux arbres du Mobilier national, si charmants en été, quand ils encadrent, de leurs frondaisons romantiques, quelque gracieux pavillon Restauration.

On a pris son parti de la tour Eiffel. Tout comme l'Obélisque, dont on peut encore déplorer l'intrusion dans l'admirable perspective qui conduit le regard exalté, du petit arc de Percier et Fontaine à l'arche triomphale de Chalgrin, la Tour Eiffel constitue, dans le cadre royal des jardins du Champ de Mars taillés à la française et de l'École militaire, un véritable anachronisme. Mais aujourd'hui, cet anachronisme, chef-d'œuvre de l'âge du fer, qui sévit entre 1860 et 1900, joint au prestige de la T. S. F. le charme d'un passé si désuet, qu'il nous ramène au temps des équipages. Comme l'a souligné M. Paul Morand, né la même année que la tour Eiffel, il ne faut pas en rire : « La France n'est vraiment connue à l'étranger que par Napoléon, la *Dame aux camélias*, et la Tour Eiffel. »

Saluons-la au passage, comme un élément désormais indispensable du paysage parisien ; et abordons à l'île des Cygnes. Qu'est devenu le « navire de feuillage », où Anatole France fit tenir à l'abbé Jérôme Coignard et à M. d'Astarac de si subtils propos ? Qu'est devenue « l'île Verte », chère aux Parisiens du siècle des grâces ? Là où Dangeau rapporte que le prince de Conti donna, durant l'automne de 1718, une splendide fête de nuit, dont certaine dame de Normandie fut la reine, au grand dépit de son époux, voici qu'on a bâti une sorte de glacis militaire, bitumé, sinistre, d'une hideur insoutenable, surtout dans le cadre de l'élégant Passy.

J'ai demandé grâce pour l'île des Cygnes, et je crois bien que mon appel a été entendu. Le directeur général des Travaux de Paris a bien voulu reconnaître combien cette longue langue de bitume abîmait un beau paysage d'eau, et il songe à réparer l'erreur de ses prédécesseurs. Sans espérer pouvoir

faire revivre l'âge d'or du Grand Roi, qui décida, — en 1676, — de peupler l'ancienne île Maquerelle de grands cygnes blancs « pour embellir la rivière de Seine », il est aisé de concevoir, sans de trop grandes dépenses, un nouvel aménagement de cette île (talus verdoyants, parterres gazonnés, plantés d'arbustes), qui, loin d'enlaidir ce coin de Paris, lui donnerait une grâce imprévue.

Après le pont Mirabeau, les choses se gâtent. Si la rive droite a perdu de son pittoresque, en perdant ses guinguettes, ses bals-musette et ses beuglants, peints en un langage « coruscant », à la fin du dernier siècle, par Jean Lorrain et Gustave Coquiot, le quai d'Auteuil a gagné en dignité, en respectabilité. Ce n'est plus la berge d'un ancien village de banlieue, mais la correcte ceinture de pierre d'un quartier élégant.

Mais la rive gauche, le port de Javel... quel désordre, quelle « pagaille » ! Il semble qu'au sortir de la ville, la lie du fleuve se soit accumulée là, y déposant des montagnes de scories et d'ordures, un vrai dépotoir, parfaitement indigne de faire face au verdoyant et fastueux Auteuil. La Direction des Travaux de Paris s'en est émue et, à l'une des dernières séances de la Commission départementale des monuments et des sites, M. Henri Giraud a plaidé en faveur de la suppression de la basse berge de Javel.

« L'aménagement de la partie comprise entre le port actuel de Javel et le viaduc d'Auteuil permettra d'améliorer sensiblement les abords de ce viaduc. Actuellement, la berge, encombrée de vieux matériel et de baraquements assez disgracieux, est en mauvais état. Ces installations seraient remplacées par un port vivant qui, d'ailleurs, est appelé à prendre une activité particulière, en raison du fait que cette partie du quai est reliée à la voie ferrée.

Il est bien certain qu'un « port vivant », dont la présence, hormis les bateaux d'agrément, est assez déplaisante au cœur de Paris, serait ici tout à fait à sa place, à l'extrémité ouest de la ville d'Hausmann, dont demain va réaliser l'extension bien au delà du département de la Seine.

RAYMOND ESCHOLIER.

(A suivre.)

NAPOLÉON III

ET SA POLITIQUE

II ⁽¹⁾

LES JOURS SOMBRES

Dans la vie humaine, il y a des moments où les fautes s'accumulent par paquets comme les neiges poussées par le vent s'amoncellent dans les creux des montagnes. L'année 1866 fut pour Napoléon III l'une de ces périodes funestes.

Il aimait l'Italie, ce qui était bien, mais il l'aima à tel point que l'histoire de France ne parut plus qu'une annexe de l'histoire d'Italie.

A l'intégrité du nouvel État deux territoires manquaient : Rome, Venise. Rome était sacrée aux yeux des catholiques ; et M. Drouyn de Lhuys, ce ministre pondéré que Napoléon appelait à ses côtés dans ses jours de sagesse, quitte à se cacher de lui, M. Drouyn de Lhuys s'était flatté d'obtenir de Victor-Emmanuel qu'en établissant son gouvernement à Florence, il renonçât, ou parût renoncer à la vieille capitale du monde chrétien. Tel avait été l'objet de la *Convention du 15 septembre 1864*. Refuser Rome, c'était s'obliger doublement à libérer la Vénétie. Chez l'Empereur, le désir était devenu obsession. Comme on donne un bijou à une femme très aimée, il donnerait au jeune royaume le joyau de Venise.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

A Biarritz, la pensée de l'Empereur s'était trahie. Faisant allusion à la Convention de Gastein qui a rapproché pour un instant les gouvernements de Vienne et de Berlin, il demande à Bismarck avec une certaine solennité si, par cette convention même, la Prusse n'a pas garanti à l'Autriche la possession de la Vénétie. Bismarck a compris l'émotion inquiète qui se cache sous ces paroles. Il a compris tout ce que l'Empereur concéderait et qui faciliterait la libération de Venise ; et il ne manque pas de souligner le propos dans son rapport à son roi. Et c'est alors que le chef du cabinet prussien, déjà depuis quelque temps très en éveil, s'affermait dans l'idée d'une alliance avec l'Italie longtemps dédaignée à Berlin.

Le plus grand péril pour nous, ce serait l'union des deux grands États qui tendent à se former sur nos frontières. Or voici ce qui stupéfie : c'est Napoléon III qui a conseillé l'alliance ; c'est lui qui maintenant travaille à forger la chaîne où notre pays sera enserré.

De cette conduite quelle explication donner ? L'Empereur compte qu'en cas de conflit austro-prussien, les chances longtemps balancées lui permettront d'exercer un souverain arbitrage : surtout, par-dessus tout, il subit l'obsession de la Vénétie délivrée. Et aux Tuileries, à la manière d'un directeur de conscience diplomatique, il se fait consultant pour Berlin, consultant pour Florence.

Justement, il se trouve que le comte de Goltz et M. Nigra, représentant, l'un la Prusse, l'autre l'Italie, se sont depuis longtemps insinués dans l'esprit de l'Empereur et par surcroît de l'Impératrice. Rien ne leur a coûté, ni de célébrer le génie du souverain, ni de marquer, par un trouble discret et flatteur, leur admiration pour la beauté de la souveraine. Le manège a d'autant mieux réussi qu'à la Cour impériale rien n'attire mieux la confiance que la qualité d'étranger. Comme il ferait à un confessionnal, — car il a toujours aimé les choses secrètes, — Napoléon accueille les deux diplomates, reçoit leurs confidences, leur montre les écueils à éviter, leur donne même des avis d'une habileté assez rouée ; car si cet homme est un rêveur, c'est un rêveur qui a lu Machiavel et s'en souvient, quoique mal à propos. Cependant vers le confessionnal un autre personnage s'achemine, quoique plus rarement : c'est le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche, de cré-

dit moindre, mais plus décoratif par sa haute naissance et le vieux prestige des Habsbourg. Lui aussi est accueilli avec faveur, car le souci de la libération de Venise domine; et le mieux est de l'assurer de toutes mains, quelle que soit l'issue de la lutte. Tandis qu'aux Tuileries les portes s'ouvrent toutes grandes et à toute heure pour les diplomates qui ne parlent français qu'avec un accent étranger, celui qui est censé diriger notre politique extérieure, M. Drouyn de Lhuys, est réduit à marcher à la remorque de desseins qu'il connaît, mais auxquels il demeure étranger et qu'il a la faiblesse de ne pas réprouver. Pour accroître l'incohérence, il se trouve que ce ministre attaché à la politique conservatrice et traditionnelle a pour agent à Berlin, M. Benedetti, animé de pensées contraires, en sorte qu'à l'intimité confiante qu'exigeraient les circonstances se substitue le ton cérémonieux des communications officielles. De Berlin, M. Benedetti ne laisse pas que de transmettre des bribes d'informations qu'il juge fort intéressantes. Mais, — et c'est ici qu'un peu de comédie se mêle à la tragédie prochaine, — ces nouvelles qu'il mande précieusement ne sont souvent que des suggestions venues de Paris, de telle manière qu'il renvoie à leur point d'origine les propres pensées de son souverain.

Pendant ce temps, Bismarck et le général Govone, venu de Florence, poursuivent leurs pourparlers. Est-ce diplomatie? N'est-ce pas plutôt maquignonnage? tant les Prussiens craignent que, l'Autriche se dessaisissant volontairement de la Vénétie, l'Italie satisfaite ne les abandonne; tant les Italiens, à leur tour, redoutent qu'une nouvelle réconciliation entre Berlin et Vienne, qu'une nouvelle convention de Gastein, les laisse en suspens et mystifiés. Enfin, le 8 avril 1866, le traité est signé. Deux mois plus tard, c'est la guerre; trois mois plus tard, c'est Sadowa.

APRÈS SADOWA

Alors commence le déclin. Tel a été l'éclat du règne que cette décadence garde un aspect triomphal et que nous marchons à l'abîme avec des attitudes de victorieux.

De ces temps, deux histoires pourraient s'écrire : l'une déjà tout enveloppée de deuil et qui mériterait Tacite ou

Comynes; l'autre très voyante et où Froissart trouverait à profusion des cortèges à décrire, des fêtes à raconter.

Voici le premier acte de l'histoire angoissée. On vient d'appréhender Sadowa. Autour de l'Empereur se rassemblent ses principaux conseillers. Quel parti prendre? Abstention, médiation simple, médiation armée pouvant conduire à la guerre? Drouyn de Lhuys, ce ministre prudent dans les conjonctures ordinaires, mais cette fois résolu jusqu'à l'audace, propose, — se croyant soutenu par le souverain, — des mesures énergiques. Et cette fermeté n'eût point manqué d'à propos, à la double condition que, sans perdre une heure, on ne laissât pas le victorieux s'installer dans sa victoire et que l'Empereur, proclamant son désintéressement, ralliât de la sorte à lui tous les États de la Confédération germanique. Contre cette conduite s'élèvent M. de La Valette, arrivé à l'improviste, et M. Rouher. Une note a été préparée pour le *Moniteur* qui annonce la convocation des Chambres et la formation d'une armée d'observation. Cependant le *Moniteur* paraît, et rien n'est publié.

Voilà l'histoire intime toute pénétrée d'anxiété. Voici maintenant l'histoire extérieure qui s'étale joyeuse comme le succès. Les vieillards, — il en reste encore quelques-uns, — peuvent se la rappeler. Le 5 juillet, tandis qu'aux Tuileries règne la confusion, au quai d'Orsay l'angoisse, le *Moniteur*, muet sur le reste, annonce des nouvelles triomphantes à souhait : l'empereur d'Autriche a cédé la Vénétie à la France, et accepté notre médiation. Ainsi Napoléon recevait de l'Autriche en hommage une province, et en un autre hommage la remettait à l'Italie. A ce double geste fastueux et magnanime qui n'eût reconnu l'arbitre de l'Europe? La Bourse monta de quatre francs. Aux fenêtres des mairies les drapeaux flottèrent; à la nuit tombante, les édifices publics allumèrent leurs cordons de gaz. Dans la chaleur étouffante d'une soirée de juillet les passants circulaient, les uns, naïvement admiratifs, les autres, silencieux et étonnés; quelques-uns d'autant plus soucieux qu'ils sentaient plus de péril sous cette courte joie. Et cela dura jusqu'à ce qu'un violent orage, éclatant sur la ville, dissipât ces trompeuses splendeurs.

Dans les jours qui suivent, même contraste de soucis angoissés et de surprenant optimisme. Les nouvelles se préci-

pitent : Bismarck poussant l'Autriche hors de la Confédération germanique, détruisant cette confédération elle-même ; s'annexant le Hanovre, la Hesse électorale, Francfort ; enfin, en asservissant l'Allemagne du Nord, préparant les traités secrets qui lui livreront l'Allemagne du Sud. En ces conjonctures, l'attitude la plus digne pour nous eût été le recueillement, le silence et une réserve habile, qui n'eût laissé à la Prusse aucun prétexte pour achever d'usurper. Cependant l'Empereur, qui n'a rien demandé quand il pouvait tout obtenir, ne se résigne pas à demeurer les mains vides tandis que la Prusse accumule les conquêtes. De là des pourparlers plus ou moins voilés et des demandes de compensation. On jeta d'abord les yeux sur Mayence. On imagina ensuite (chose fort raisonnable, mais bonne à proposer avant la guerre, et non au lendemain de la victoire) la création d'un État germanique, mais neutre, entre la France et la Prusse agrandie. Puis, comme on ne pouvait créer une seconde Belgique, on rêva en un mauvais rêve, — fut-ce tout à fait un rêve ? on en laissa la trace écrite, — on rêva d'absorber l'autre Belgique, celle qui existait déjà. Entre temps, on parla des frontières de 1814. Mais le vainqueur de Sadowa est décidément hors de page. A la déférence succède la simple courtoisie, à la courtoisie la froideur, à la froideur enfin ces accès intermittents de mauvaise humeur qui conviennent vis-à-vis de ceux dont on a exprimé tout ce qu'on en peut tirer.

Malgré tout, nous ne nous résignons pas à dépouiller notre manteau d'infatuation, et nous voici essayant de recomposer à notre usage une histoire triomphale. Le 16 septembre, une circulaire officiellement adressée aux chancelleries, mais en réalité au grand public, car tous les journaux la publient, entreprend d'énumérer tous nos bonheurs. Elle explique que la Sainte-Alliance n'existe plus ; que l'union des trois cours du Nord est brisée ; que l'Autriche, débarrassée de ses soucis italiens ou allemands, sera désormais entraînée vers l'Europe orientale où elle ne rencontrera ni compétiteur, ni ennemi ; que la Confédération germanique comprenait autrefois quatre-vingts millions, mais que par l'exclusion de l'Autriche, la masse de la population allemande est maintenant réduite à trente-sept millions. De l'Italie, devenue grand État, que peut-on craindre ? Créée par notre sang, ne sera-t-elle pas toujours

pour nous une amie ? Au rédacteur de la circulaire, tout semblait matière à se réjouir, même la création dans la Baltique et la Méditerranée de marines, qu'avec une bienveillance dégagée on appelait des marines secondaires, et qui, disait-on, protégeraient la liberté des mers.

Qu'on se figure une église où, au fond de l'abside, des fidèles angoissés récitent à voix basse le *Miserere*, tandis que dans la nef se prolongent à grands renforts d'orgue les derniers versets du *Te Deum*, et l'on aura l'image de deux Frances, celle qui réfléchit, se recueille et tremble, puis celle qui, crédule, ignorante ou frivole, se refuse à interrompre cette fête joyeuse que fut l'empire, et se prépare pour 1867 à une autre fête plus prestigieuse que les autres, celle de l'Exposition universelle.

L'ANNÉE DE L'EXPOSITION

Jamais mieux qu'alors ne se montrèrent les deux visages de la France. Ce fut une prodigieuse opposition de lumière et d'ombre, et à désespérer le génie de Rembrandt aussi bien que l'habileté de Gérard Dow. — Comme les préparatifs s'achèvent, le conflit luxembourgeois, dernier épisode de l'affaire des *compensations*, entre dans sa phase aiguë et voilà l'image de la guerre. — Le gros nuage s'éloigne, et l'on se rue dans le plaisir. Vers Paris, les souverains s'acheminent : parmi nos hôtes, l'empereur Alexandre et le roi Guillaume. Qui ne se rassurerait quand les seuls qui pourraient troubler le repos du monde sont parmi nous ? C'est une succession de fêtes.

Mais, à la revue du 6 juin, voici l'attentat de Berezowski, et une seconde fois l'horizon s'assombrit. Le Tsar quitte la France, calme, amical en apparence, mais la mémoire chargée d'un souvenir qu'il n'oubliera pas. Les réjouissances reprennent. Paris plus que jamais se remplit de lumière et de bruit, et au théâtre, *la Belle Hélène*, *la Famille Benoiton*, *la Grande-duchesse de Gerolstein* provoquent une gaieté poussée jusqu'à la pamoison. — A travers les images bouffonnes, voici de nouveau le drame. Une dépêche arrive par la voie de New-York : Maximilien a été fusillé. — Malgré tout, on essaie de renouer le fil des réjouissances ; mais on ne réussit à être joyeux qu'à la condition de s'étourdir. C'est que de la Prusse arrivent des

nouvelles troublantes. C'est à cette époque que la création d'un Parlement douanier marque une nouvelle étape dans la politique qui absorbera toute l'Allemagne, celle du sud, celle du nord. Dans le même temps, on consomme l'annexion du Slesvig du nord et sans qu'à Berlin on écoute les vœux de la France qui eût souhaité qu'un plébiscite régularisât la conquête.

Apparence magnifique, réalité précaire, tout se résumait en ces mots. Déjà, parmi les pavillons de l'Exposition, plusieurs se fermaient et l'on touchait au terme de la féerie éblouissante qui n'aurait point de lendemain.

POINTS NOIRS

L'Empereur, qui aimait le mystère, aimait aussi les confessions publiques. Ce fut lui qui jeta à son peuple le solennel avertissement d'une fortune amoindrie. En septembre 1867, en un discours prononcé à Lille, il parla des « *points noirs* qui étaient venus assombrir notre horizon ». Ce qui soulignait l'aveu, c'était la mise à l'ordre du jour d'un projet de loi déjà ancien, qui portait à neuf ans, dont quatre ans dans la réserve, la durée du service militaire et qui instituait en outre, sous le nom de garde mobile, une armée auxiliaire pour la défense du territoire.

La grande Kermesse finissait en veillée d'armes. Tandis que les équipes d'ouvriers abattaient les fragiles constructions du Champ de Mars, les députés se rassemblaient au Palais Bourbon, chargés de fixer ce que la nouvelle condition de la France exigeait de sacrifices.

Rien ne résiste moins à l'épreuve du temps que les discussions parlementaires. Qu'on les ressaisisse au bout de quelques années, et tout paraît décoloré, le sujet, le public, les acteurs. Bien autre est l'impression quand, dans le *Moniteur* de 1868, nous lisons les débats de la loi militaire. Sur les harangues plus d'un demi-siècle a passé, mais sans les effacer. Il semble même que, fixées sur le papier déjà jauni, elles prennent un relief plus saisissant, tant se dresse devant nous l'image toute vivante des périls que les contemporains ne pouvaient à cette heure que craindre ou pressentir.

Ce n'est plus le Corps législatif paisible des premières

années du règne; ce n'est même plus celui de 1861, fort discipliné en temps ordinaire et ne s'éveillant tout à fait qu'une fois l'année pour cette fête d'éloquence qui est la discussion de l'Adresse. C'est une assemblée très réservée, très respectueuse encore, mais qui, peu à peu et comme à son propre insu, s'introduit dans le gouvernement. Un parti s'est formé, désigné sous le nom tantôt de *tiers parti*, tantôt de *centre gauche*, et qui, au mois de mars 1866, par un amendement demeuré fameux sous le nom d'amendement des 42, a invité l'Empereur à s'affirmer dans la voie libérale. Les institutions se sont transformées, comme les dispositions des hommes. Plus d'*adresse*, mais le droit d'*interpellation*, bien plus actif, qui permet à point nommé des interventions dans la politique; puis au banc officiel, à côté des ministres sans portefeuille institués en 1861 pour la défense de la politique gouvernementale, d'autres ministres sont assis qui, en vertu d'une délégation spéciale, sont appelés à débattre les affaires de leurs départements respectifs (1). De session en session, d'autres symptômes de plus en plus visibles, se sont révélés : une confiance un peu diminuée et des appréhensions qui se manifestent moins par critique que par tiédeur d'approbation; le sentiment confus mais inquiet d'un passé chargé de fautes, d'un présent précaire, d'un avenir incertain.

Voici à leur banc les membres de la commission, presque tous gens de travail et d'expérience, les *ministrables* de demain, dit-on, mais plus graves que de coutume et accablés sous leur responsabilité. Dans le pays nul n'est indifférent, ni les paysans attentifs à ce que, dans la loterie de la conscription, il subsiste de *bons numéros*, ni les bourgeois qui, sans le dire très haut, voudraient bien conserver quelque chose de l'exonération.

En ces conjonctures, beaucoup, soit persistance de docilité, soit recherche de lumière, portent leurs regards vers l'Empereur. Entre tous, il est le plus anxieux.

Italie, Allemagne, Pologne, principautés danubiennes, Mexique, il a touché à tout. Prince fastueusement et candide-ment international, n'a-t-il pas laissé démanteler la patrie? Ce que nul n'ose lui dire encore, il se l'est dit à lui-même et il se rejette vers une politique aussi réaliste que l'autre a été

(1) Lettre du 19 janvier 1867.

embrumée de rêves. En une lettre au maréchal Randon, il a hasardé l'idée d'un service militaire universel et obligatoire de sept ans. A quelque temps de là, le *Moniteur* a proclamé qu'il fallait à la France une armée de huit cent mille hommes sans compter les forces auxiliaires, et en 1867, dans le discours du trône, s'est glissée cette phrase : « L'influence d'une nation dépend du nombre d'hommes qu'elle peut mettre sous les armes. »

Le renversement est complet. Seulement, voici la grande confusion : quand Napoléon, instruit par une expérience cruelle, commença de se repentir, il se trouva en présence d'un peuple en pleine éruption des erreurs dont lui-même se guérissait.

On a beaucoup trop vanté la prospérité matérielle du Second Empire. Les mauvaises récoltes, les inondations, le choléra ont, sans parler des guerres, jeté leur note sombre sur un passé trop embelli. Toute exagération mise à part, ce fut une époque de gains fort accrus, d'existence fort aisée, de divertissements ménagés avec un art infini. Jusqu'ici Napoléon avait paru le protecteur à la fois bienveillant et génial sous l'abri de qui se prolongerait cette vie heureuse. Quelle ne fut pas la déception quand, se transformant en maître à l'humeur chagrine, il jeta, en une société encore endormie dans la douceur de vivre, le cri presque angoissé de ses désillusions !

L'appel à la vigilance détonna d'autant plus qu'on sortait des fêtes de l'Exposition. Les étrangers, rassemblés dans Paris, nous avaient beaucoup observés ; c'est de quoi nous ne nous étions nullement méfiés ; un peu de fatuité aidant, nous nous étions persuadés que nos hôtes ne nous étudiaient que pour nous imiter et qu'ils ne nous imitaient qu'à force de nous admirer. Le roi Guillaume, avec son bienveillant sourire de vieillard courtois, avait paru tout à fait pacifique, et Bismarck lui-même, vu de près, avait semblé plus amusant que redoutable.

Depuis dix ans, les doctrines du libre-échange, le développement des chemins de fer et des relations internationales avaient fortifié les espérances pacifiques, et les économistes s'étaient hasardés à promettre pour l'avenir les plus abondantes félicités. L'Empereur lui-même, dans ses harangues d'autrefois, ne s'était-il pas approprié ce programme ? et ne

suffisait-il pas de parcourir les œuvres du souverain pour opposer à son nationalisme récent son internationalisme d'autrefois ?

Quel que fût le désir de ne point déplaire à l'Empereur, toutes les répugnances du pays se retrouvèrent à des degrés divers dans la discussion du Palais Bourbon.

Elle s'ouvrit le 19 décembre 1867. L'Empereur a son avocat, Rouher au sommet de sa faveur, avocat excellent, mais surtout avocat, et ce fut le malheur du règne d'avoir des avocats où il eût fallu des hommes d'État. Cependant en ce débat Rouher n'aura pas le principal rôle. Un autre, le ministre de la Guerre, assumera la plus lourde charge, et avec un tel mélange de souplesse et d'autorité qu'on l'eût dit fait pour la tribune aussi bien que pour les armes.

C'est le maréchal Niel. Il a grandi dans Toulouse et garde en lui tout intacte l'éloquence primesautière et la verve avantageuse de sa province natale. Ceux qui le connaissent le mieux le disent supérieur impérieux, collègue incommode, subordonné murmurant ; entre lui et le maréchal Canrobert ont surgi jadis de mémorables démêlés. En revanche, il est instruit, d'esprit étendu autant que vif et prompt, est capable de contrôler ses propres pensées aussi bien que de critiquer celles des autres, sait, quoique loquace, se recueillir autant que les plus taciturnes, et passe, même au témoignage de ses adversaires, pour l'un des premiers militaires de son temps.

Ce qui pour Rouher n'est que grand procès à plaider est pour lui partie décisive, et à tel point que, pour la gagner, il est résolu à dépenser ses forces jusqu'à l'entière usure. L'effort est rude, — tant les adversaires sont nombreux ! Il y a d'abord l'extrême gauche, peu redoutable, bien qu'elle ait pour orateur Jules Simon. Il y a, — soutenus par M. Thiers, — les militaires de la vieille école, très écoutés, très insistants, pour qui la loi de 1832 est la charte de l'armée et qui redoutent qu'en touchant à cette loi fondamentale, on ne perde les avantages du système français sans s'assimiler les méthodes prussiennes. Un autre groupe d'adversaires est celui des économistes : justement on procède à une enquête agricole, et partout on recueille le vœu que les charges militaires soient allégées.

Niel n'a jamais abordé la tribune ; mais il s'impose par

passion, force de volonté, éloquence naturelle, puissance de conviction. Avec un rare instinct d'opportunité, il concède, reprend doucement, concède encore. Impérieux par nature, il réussit à s'assouplir, même avec toutes les apparences de la bonne humeur, et attend, pour redevenir cassant, qu'il n'y ait point trop de risques à l'être. En méridional avisé, il demeure maître de lui, même en ses colères, et ne s'irrite qu'en sachant se calmer à temps, comme ces femmes qui ne pleurent qu'avec la faculté d'arrêter à volonté leurs larmes. Cependant le grand souci est de discerner ce qu'on peut livrer, ce qu'à tout prix il faut taire. Dans les débats publics, l'opposition a des privautés que le pouvoir n'a pas. Elle n'engage qu'elle-même, tandis que le gouvernement, comme un pasteur ayant charge d'âmes, est responsable devant le pays, responsable devant l'étranger. Jamais la circonspection ne fut plus nécessaire qu'en ces débats où l'avenir de la nation était en jeu. Il ne faut ni affoler l'opinion publique, ni au dehors fournir des armes à qui nous observe et nous guette. Il faut pourtant graver assez l'inquiétude pour que le projet trouve dans ces inquiétudes même sa justification. De là, la nécessité de doser les alarmes, de créer à Paris et dans les départements un courant, mais point trop intense, de provoquer un frisson qui ne soit point fièvre, d'exciter une vigilance qui ne soit point affolement. Tel fut, pendant la discussion qui dura près d'un mois, — du 19 décembre 1867 au 14 janvier 1868, — l'effort épuisant du maréchal. A ses côtés se tient M. Vuitry, président du Conseil d'État, l'homme à la parole lucide et à l'autorité incontestée. Pendant ce temps, les solennités du jour de l'an se déroulaient dans Paris avec des réjouissances banales qui ne faisaient que mieux ressortir le trouble profond de certaines âmes.

Au scrutin final, soixante députés déposèrent un suffrage négatif. J'attribuerais volontiers à une cause tout à fait générale cette opposition qui, dans le recul des temps, paraît malavisée jusqu'à être coupable. Pendant de longues années, Napoléon avait éparpillé de tous côtés ses forces, touché à tout, tout entamé, et le plus souvent sans profit pour la France. Les députés avaient tout accordé. Cependant la foi dans l'infailibilité impériale s'était ébranlée. C'était en ces heures de désillusion qu'avait été déposée la loi militaire. De là un retour

d'indépendance méfiante, mais à une heure si inopportune que la méfiance serait plus fatale que ne l'avait été jamais la soumission. Ainsi arriverait-il que ce que le gouvernement avait obtenu sans murmures pour des entreprises superflues ou funestes, il ne l'obtiendrait qu'avec parcimonie et répugnance quand, tardivement revenu à la sagesse, il ne stipulerait plus que pour le salut (1).

L'ISOLEMENT DE L'EMPEREUR

Dans le train ordinaire de la Cour, rien n'est changé : même éclat, même étiquette, mêmes déplacements accoutumés, même frivolité, quoique moindre qu'on ne l'a cru ; une grande profusion de plaisirs et une continuelle dépense d'imagination pour en inventer de nouveaux ; une hospitalité magnifique, surtout vis-à-vis des étrangers ; de la légèreté, mais point jusqu'à la corruption ; de temps en temps, des entretiens sérieux, bien vite interrompus, tant l'habitude est de se laisser vivre ! Par intervalles aussi, des visions de péril, mais qu'on ne tarde pas à chasser, moitié par crainte de paraître importun ou morose, moitié par confiance inaltérée dans les ressources de la France.

De ce cercle brillant l'Empereur est le centre. Mais jamais prince plus entouré ne fut, en réalité, plus solitaire. Il ne peut même pas se reposer en cette intimité conjugale qui, dans les rangs obscurs de la vie, remplace tout le reste. Aux premiers jours du mariage, l'Impératrice, soit affection, soit reconnaissance, s'est attachée à celui qui avait déposé à ses pieds la couronne. Plus tard, tout à la fin, elle se prendra de respect, presque d'admiration pour le souverain qui, au milieu des douleurs de l'exil, demeurera impassible devant la calomnie, indulgent pour les reniements de ses amis, patient dans la souffrance, courageux devant la mort. A l'heure où nous sommes, une certaine répugnance presque physique l'éloigne de l'époux, malade, précocement usé, bon, mais de sens moral un peu oblitéré et que l'impuissance seule peut empêcher d'être infidèle.

Au dehors, même isolement. Du prince Napoléon, tout ce

(1) On trouvera le texte de la loi militaire, ainsi que le résumé de plusieurs discussions, dans Duvergier, *Collection des lois*, année 1868, p. 21-61.

qu'on peut espérer, c'est qu'il ne soit pas un embarras, tant il s'est approprié, en un jour, tous les défauts des branches cadettes : la jalousie, l'esprit de critique, le goût des nouveautés, l'ardeur à jouir avec l'impatience de n'être rien. Intelligent, il l'est ; éloquent aussi, et même très capable de sagesse ; mais il porte en lui un défaut grave toujours, mortel chez un prince, celui de ne savoir rien retenir et quand la passion l'étreint ou quand une simple contrariété le trouble, il clame à tout venant ses plus inopportunes pensées. Que dire des autres serviteurs du souverain ? De deux amis de la première heure, Morny est mort, Persigny s'est réfugié dans une attitude murmurante et chagrine. Parmi ceux qui ont été ministres des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, — quoique très constitué en dignité, car il est membre du conseil privé, — vit dans la retraite, Thouvenel est mort, Walewski touche à ses derniers jours. Malgré certaines avances discrètes, les hommes des anciens partis ne se donnent pas. La méfiance du souverain accroit encore sa solitude. Entouré de flatteurs, une obsession le hante : celle d'échapper à l'adulation. Les gens de cour sont perspicaces autant que persévérants. Ayant pénétré cette tendance, ils s'avisèrent que le meilleur moyen d'avancer leur fortune serait, non d'abonder dans les pensées du maître, mais de le contredire. Napoléon pourrait-il deviner cette nouvelle forme de fausseté qui consisterait à affecter la brusquerie pour mieux capter la faveur ? Ainsi arriva-t-il qu'une franchise presque bourrue devint façon de parvenir ; et ce manège réussit plus d'une fois.

Ramené par les événements dans l'étroit sentier des réalités, Napoléon se retourne volontiers vers le Corps législatif. Il n'a ni les qualités ni les défauts qui font les princes absolus, et de son grand ancêtre il ne perpétue que le nom. De façon très méritoire et de sa propre initiative, sans attendre les injonctions ni même les prières, il s'est appliqué, en 1860, en 1867, à assouplir les institutions rigides de 1852. S'achemine-t-il vers le régime parlementaire ? Tout en s'en approchant, il le répudie. Il entrevoit, — et en cela il fait preuve de sagesse, — un régime qui, en donnant droit de représentation à tous les intérêts légitimes, ne transférera pas aux Chambres la souveraineté. Mais en attendant que se réalise cet idéal qui, depuis un siècle, semble fuir devant nous, il se trouve, lui, dans une

condition singulière, qu'aucun docteur en science politique ne saurait définir. Il a, comme les rois constitutionnels, un premier ministre, et pourtant, comme les princes absolus, garde sur ses épaules devenues débiles toute la responsabilité. A travers toutes les fluctuations de la politique, un homme, M. Rouher, s'est poussé. Beaucoup d'application au travail, un esprit lucide, beaucoup de probité en ont fait un excellent ministre d'affaires. Comme il parlait bien et même avec chaleur, on s'est avisé qu'il pourrait prendre rang parmi ceux qu'en 1861, on a institués sous le nom de *ministres sans portefeuille*. Billault qui lui eût fait ombre est mort; Baroche qui avait sur lui le droit d'ancienneté s'est trouvé vieilli. Ainsi est-il monté au premier rang, et même avec le titre de *ministre d'État* qui semble marquer une sorte de primauté. Bonnes causes, causes mauvaises, Rouher a plaidé les unes et les autres avec une chaleur poussée parfois jusqu'à l'émotion, mais une de ces émotions d'avocat qui se ménagent elles-mêmes, se dépensent sans se consumer et s'apaisent dès que le plaidoyer est fini. Rien en lui de l'élégance de Billault, l'homme à la précision savante et à l'imprécision plus savante encore; nulle haute culture générale et plus de finesse dans la conduite que dans l'esprit; en revanche, une vigueur puissante quoique un peu lourde et quelque chose de l'Auvergnat souple bien que pesant, sans grâce mais non sans force, subtil avec des apparences massives. Tel est l'homme qui, unissant en lui les bénéfices de la faveur et de l'irresponsabilité, fait ombre à son souverain et pourtant ne le couvre pas. Avocat, il l'est et le sera jusqu'au bout, avocat consciencieux, fidèle aussi, qui ne néglige rien de la cause, mais, si le procès est perdu, laisse le client, — dans l'espèce l'Empereur, — acquitter l'enjeu et par surcroît les dépens.

L'Empereur a pénétré la précarité de sa condition. Il a l'aspect d'être défendu, mais l'aspect seulement et sent bien qu'en cas de péril tout viendra s'abriter derrière lui. Rouher le subjugue et le lasse à la fois. Il lui prodigue les marques de sa faveur, mais si le cours des événements l'éloignait, il ne porterait de sa perte que le petit deuil. En même temps qu'il s'applique à transformer les institutions, le souverain cherche des hommes nouveaux. Son ambition serait de les découvrir lui-même, tant la crainte d'être victime de la flatterie ou de

l'intrigue le rend méfiant de tout ce qui ne vient pas de lui ! Il y a quelques années, à la grande surprise des gens de cour, il a été chercher pour lui confier le ministère de l'Instruction publique un professeur, M. Duruy, jusque là étranger au monde politique et qui, au cours d'une inspection universitaire, a appris non sans stupéfaction qu'il était ministre. Un peu plus tard, a émergé un conseiller d'État, M. Thuillier qui, appelé comme commissaire du gouvernement à prendre la parole devant la Chambre, y a remporté de tels succès de tribune qu'avec un enthousiasme fort excessif on a cru M. Rouher dépassé. Mais bientôt, dans tout l'éclat de sa renommée naissante, M. Thuillier est mort. A l'heure où nous sommes, un autre personnage apparaît sur la scène ; c'est un procureur général, M. Pinard, petit de taille, rageur par tempérament, de belle éloquence judiciaire, d'intégrité sans tache. Mais ce qui semble brillante fortune finit en disgrâce, en sorte que derechef les amis de M. Rouher peuvent se rassurer. Appelé au ministère de l'Intérieur, M. Pinard se montra inhabile à la tâche, moins par médiocrité d'esprit que par manque de sang-froid ou raideur, et il ne faut pas trop s'étonner de l'échec, la rigidité étant le propre des magistrats comme la souplesse est le propre des politiques.

L'Empereur, qui cherche loin de lui des hommes nouveaux, en cherche aussi dans son propre entourage. Ainsi arrive-t-il qu'il prend en grande faveur l'un de ses aides de camp, le général Fleury. C'est un cavalier de la plus brillante bravoure qui jadis a figuré aux côtés du duc d'Aumale le jour de l'enlèvement de la Smala. Il est homme d'esprit, homme du monde aussi, outre cela excellent connaisseur en chevaux, et marqué par surcroît de cette humeur avantageuse propre à beaucoup des serviteurs du Second Empire. L'Empereur se dispose à le pousser. Le voilà transformé en diplomate et chargé de mission à Florence. Tout à la fin du règne, il sera ambassadeur à Saint-Petersbourg. Là-bas, le Tsar l'emmènera dans ses courses en voiture ou le consultera sur ses attelages ; et, un peu de fatuité aidant, ces privautés paraîtront l'indice d'un retour d'amitié pour la France.

Outre ceux que le souverain discerne, il y a ceux qui, opposants jadis ou tout à fait inconnus, sont attirés par l'abondance des faveurs que l'Empire, même au déclin, peut pro-

mettre encore. Ce sont, en général, des hommes jeunes, aux robustes appétits d'ambition, affectant de ne rien solliciter, mais brûlant qu'on les distingue, et jaloux, si le régime se transforme, de saisir la place de ceux qui vieillissent ou qui meurent. Le plus brillant de ces aventuriers de la politique est Clément Duvernois. Cependant un personnage de bien autre importance, Émile Ollivier, se rapproche par degrés du pouvoir, et semble vraiment l'héritier présomptif, si jamais la retraite de Rouher laisse vacante la première place. La conquête d'un tel homme est-elle bénéfice ou danger? Les plus prévoyants gardent le silence. Ce n'est pas qu'ils mettent en doute l'éloquence, l'intégrité, la droiture d'Émile Ollivier; seulement, la combinaison leur inspire défiance; car elle associera, si elle se réalise, à un homme revenu de ses illusions, mais encore en danger de rechute, un autre homme en pleine floraison des siennes.

CRIS D'ALARME

A travers les entretiens politiques et les intrigues de Cour perce par intervalles le cri angoissé de ceux que travaille le salut de la patrie.

Déjà le colonel Stoffel, attaché militaire, et le consul général Rothan ont, l'un de Berlin, l'autre de Francfort, dénoncé les prochains dangers. Notre ambassadeur, M. Benedetti, quelles qu'aient été ses imprudences, laisse échapper par intervalles l'expression clairvoyante de ses inquiétudes. Dès 1867, le général Trochu, avec la vigueur de critique qui lui est propre, a signalé les lacunes de notre organisation militaire et dénoncé la béate inertie où nous entretenons à la fois notre infatuation et le souvenir de faciles succès. Le général Ducrot, qui commande à Strasbourg, observe avec une vigilance à la fois inquiète et ardente ce qui se passe au delà de la frontière. Avec un frémissement de soldat qui risque de devenir compromettant faute de se contenir, il entrevoit la guerre, et la veut guerre offensive. « Le meilleur moyen de défendre le Rhin, écrit-il un jour, c'est de le franchir. »

Cependant, entre tous les avertissements, le plus angoissé n'est pas celui d'un militaire. Durant l'été de 1868, un livre paraît sous ce titre *la France nouvelle*. L'auteur est Prévost-

Paradol. Qu'on lise, non l'ensemble de l'ouvrage qui a vieilli, mais les trois derniers chapitres. Jamais inquiétude plus poignante n'a dicté plus patriotiques accents. Ce n'est plus le polémiste aux traits railleurs qui, naguère encore, dans le *Courrier du Dimanche*, criblait le pouvoir de ses flèches, à la pointe légère et acérée. Nulle ironie désormais, la gravité des conjonctures ne les comportant plus; un langage qui est celui d'un politique, mais d'un politique qui est aussi un lettré, et des réminiscences de Démosthène annonçant d'avance aux Athéniens frivoles et inattentifs l'approche des armées de Philippe; l'image endeuillée, quoique grandiose encore, d'une France, respectée peut-être dans son territoire, mais mortellement atteinte dans son influence et vivant, comme l'Espagne, de ses grandeurs passées; des prévisions poussées jusqu'à la prédiction, et des prédictions grossies à dessein comme pour mieux secouer la torpeur des âmes; avec cela quelque chose d'un peu fiévreux, d'un peu maladif dans l'inquiétude, comme si la vision des périls futurs était tellement intense que, si jamais cet avenir se réalisait, la raison de celui qui traçait ces lignes y succomberait.

C'est en cette atmosphère que travaille Niel, ministre de la Guerre et suprême responsable de la sécurité nationale. Son grand effort est de conquérir le droit d'être prévoyant. La Chambre a voté, mais non sans marchandages, la loi militaire. Toutes les suggestions qui ont suivi ont été accueillies avec le même souci de retouche ou de retranchement. Ce n'est pas manque de patriotisme, mais souvenir des entreprises inutiles où le règne s'est consumé. Que si le maréchal réussit à ramener à lui la Chambre, il n'a accompli que la moitié de sa tâche; car, pour réformer l'armée existante, pour la doubler d'une armée auxiliaire qui sera mieux et autre chose que l'ancienne garde nationale, il lui faut vaincre les résistances passives de ses subordonnés eux-mêmes et en particulier des *Comités*. Là, des généraux vieillis dans le métier, très instruits quoique d'après des méthodes non renouvelées, défendent avec une ardente opiniâtreté la loi de 1832. Cependant le principal péril est celui de l'infatuation. Comme toutes les entreprises du règne se sont achevées en victoires, beaucoup vont répétant que les soldats qui ont emporté Malakoff, escaladé la roche de Solférino, conquis les *quadres* de la Puebla

n'ont aucun besoin de se réformer et qu'ils ne sauraient être ni surpassés ni même égalés.

Le conflit, qui était proche, Niel ne le verrait pas. En août 1869, la mort le surprit. Cette fin prématurée fut-elle cruelle ou élémentaire pour sa renommée? Qui pourrait le dire aujourd'hui? Sur l'heure, les plus prévoyants eurent le sentiment d'une grande force disparue. « C'est, dirent-ils, une de nos dernières forces qui s'en va. »

A LA VEILLE DU DÉSASTRE

En ces conjonctures, une prévoyance même médiocre commandait de chercher des alliances. La Russie, depuis les affaires de Pologne, depuis l'attentat de Berezowski, était plus réservée qu'amicale. L'Angleterre se désintéressait des affaires du continent et entretenait d'ailleurs avec la Prusse, par l'intermédiaire de lord Loftus, ministre de la Reine à Berlin, les plus étroites relations. Quant à l'Italie, elle avait, pour se constituer en nation, demandé à la France le secours de ses armes, à l'Angleterre l'appui de ses journaux, à la Prusse son concours pour l'acquisition de la Vénétie et, comme elle avait été l'obligée de tout le monde, on pouvait craindre qu'elle se jugât dispensée de remercier personne.

Ces retranchements, opérés, une Puissance, une seule, restait, l'Autriche.

L'Empereur ne l'aimait pas. On a dit sur quoi se fondaient ses répugnances. En 1859, entre Autrichiens et Français, la guerre avait éclaté.

Elle avait été courte et conduite par nous sans passion. Les Autrichiens, de leur côté, étaient, entre tous les peuples, celui qui oublie le plus vite. Drouyn de Lhuys, pendant son second ministère, favorisa le rapprochement, et plus encore l'Impératrice, très liée d'amitié avec le prince et la princesse de Metternich. En dépit de ses vieilles préventions, l'Empereur, surtout les jours où les Italiens l'excédaient de leurs revendications, ne laissait pas que d'écouter avec faveur ceux qui tentaient de l'incliner vers Vienne : de là des relations non seulement correctes, mais cordiales, de là les premiers linéaments d'une entente qui pourrait devenir amitié.

Sur ces entrefaites, l'obsession de la Vénétie à libérer dis-

tendit les liens prêts à se former. Tout entier à ce dessein, Napoléon mit lui-même la main de l'Italie dans la main de la Prusse; et l'Autriche vaincue put, non sans raison, nous imputer une partie de ses malheurs.

L'année 1867 vit un nouveau revirement. La France avait besoin d'alliés, l'Autriche pareillement; la France redoutait les ambitions prussiennes, l'Autriche aussi. Communauté d'intérêts, communauté de répulsions, tout rapprochait l'une et l'autre Puissance. Au mois d'août 1867, voyage de Napoléon et de l'impératrice Eugénie en Autriche: l'objet officiel est une visite de condoléances à l'occasion de la mort de Maximilien. Dans le cadre pastoral de Salzbourg, les souverains passent cinq journées, — en demi-deuil, dit-on, mais un de ces demi-deuils autrichiens fort éclaircis qui s'appellent divertissement ailleurs. Deux mois plus tard, François-Joseph vient à Paris et, dans un discours à l'Hôtel de ville, célèbre en un magnifique langage les bienfaits de l'union. On dirait des rencontres avant fiançailles, et des rencontres si fécondes en paroles engageantes qu'on ne peut douter que les fiançailles ne suivent et le mariage bientôt après.

Il n'en va point de la sorte. Les négociations ou plutôt les conversations se continuent mais avec des timidités, des réserves, des méfiances, de telle manière qu'on évite la précision autant qu'il conviendrait de la rechercher. Où il faudrait écrire le mot d'alliance, on se borne à invoquer l'opportunité de resserrer « les liens en vue d'une action commune ». Des lettres très suggestives s'échangent: « Si par impossible, écrit Napoléon à François-Joseph en septembre 1869, l'empire de Votre Majesté se trouvait menacé par quelque agression impossible à prévoir, je n'hésiterais pas un instant à mettre de son côté toutes les forces de la France. » Ainsi l'on se rapproche, l'on se sourit, l'on se frôle, mais sans aller au delà de ces quasi-engagements qui, à l'heure des grandes responsabilités, peuvent se répudier. Une combinaison surgit qui tend à transformer, par l'accession de l'Italie, l'alliance à deux en une alliance à trois. C'est accroître les difficultés de l'entente: car il faudra ajouter aux cauteleuses circonspections de l'Autriche, attentive à ne pas consommer sa ruine sous prétexte de réparer ses échecs, les convoitises de l'Italie, ardente à obtenir de la France l'abandon de Rome.

En février 1870, l'archiduc Albert, le vainqueur de Custoza, vient à Paris; en juin, le général Lebrun se rend à Vienne, et longuement on parle de coopération militaire, mais en des termes tout *académiques*, comme ne manque pas de le faire observer l'archiduc. Sur ces entrefaites, éclata le grand conflit. Et l'on ne peut se défendre de souligner le mélange d'impéritie et de malheur qui pesa sur notre destinée. En 1866, nous avions, avec une remarquable étourderie, authentiqué par notre écriture nos visées sur la Belgique. Dans les longues tractations avec l'Autriche, notre lenteur à dresser un écrit, même imparfait, fut égale à la précipitation qui nous avait égarés jadis. Ainsi arriva-t-il qu'à l'heure fatale, nulle signature ne figurait au bas de l'acte simplement élaboré qui eût pu nous sauver.

L'ASSAUT

On dirait qu'en cette fin de règne, le peuple de Paris et des grandes villes veuille, à force d'attaques contre le souverain, s'amnistier d'avoir cru en lui.

Une loi venait d'affranchir la presse. Tout ce qui s'était accumulé de rancunes contre le dur régime de l'Empire se déversa comme un torrent débordé. Vis-à-vis du Prince, nulle justice, et plus d'injures que jamais il n'avait rencontré d'adulations. Il y eut, — mais seulement en 1869, — *le Rappel* qui, fondé sous les auspices de Victor Hugo, enveloppa de métaphores chacune de ses insultes. Il y eut, dès 1868, *le Réveil*, rédigé par Delescluze, un vétéran des Sociétés secrètes, attentif à copier les Conventionnels, comme les Conventionnels avaient copié l'antiquité; imitant tout de la Révolution, ses maximes tranchantes, ses formes de langage et jusqu'à son calendrier, tragédien en attente de tragédie et se désespérant qu'elle n'arrive pas, personnage sombre, dogmatique et pauvre, n'ayant qu'une idole, Robespierre, devant qui tout doit s'effacer. Cependant la popularité ne se fixa ni sur les déclamateurs, ni sur les fanatiques. Le 30 mai 1868, parut *la Lanterne* d'Henri Rochefort. Aujourd'hui on ne lira pas sans fatigue, sans dégoût même, ces petites feuilles où l'on ne découvre aucun souci non seulement d'être juste, mais de le paraître, où se rassemblent moins de traits que de calembours

et où, sous la gaieté qui est dans les mots, se cache une gaminerie perverse. Sur l'heure, la vogue alla jusqu'à l'engouement, l'amusement jusqu'à la pamoison, et l'impitoyable raillerie, jugée alors très spirituelle, porta un nouveau coup à ce qui restait de respect.

Comme pour achever le déséquilibre, une autre loi fut votée qui autorisait non les associations, — ce qui eût comporté de sérieux avantages, — mais les *réunions publiques*. De là un dévergondage de paroles à la fois vides et factieuses qui jamais n'avait été surpassé. L'Empereur, qui voulut cette loi, espéra-t-il que la démagogie se discréditerait par l'excès de ses clameurs ou la folie de ses revendications? Vers la fin de l'année 1868 s'ouvrirent, dans les faubourgs, les salles de réunions. Les survivants, devenus assez rares, peuvent se rappeler le spectacle. C'est alors que se révélèrent les hommes que, deux ans plus tard, la Commune rendrait fameux.

Dans ces masses urbaines, certaines maximes se répétaient, acceptées comme autant d'axiomes : fraternité des peuples, abolition des armées permanentes. En ce très généreux langage on eût pu discerner plus d'illusion que d'opportunité. Ce pacifisme était d'ailleurs lui-même à base de chauvinisme, car il supposait une France si puissante, si prestigieuse qu'il lui suffirait de vouloir la paix pour que la guerre n'éclatât jamais.

La gravité des conjonctures exigeait un train de vie silencieux, de telle sorte qu'en fuyant les incidents on évitât les conflits. Elle exigeait surtout l'appel au sacrifice, c'est-à-dire aux forces morales, par dessus tout aux forces religieuses, ces vraies génératrices d'abnégation et d'obéissance. Or, à Paris et dans les grandes agglomérations, s'était développé un libertinage d'esprit qui, d'abord négligé ou inaperçu, débordait maintenant avec violence. On dédaigne fort cette impiété tranquille, aux clichés non renouvelés, qui a charmé pendant cinquante années les lecteurs du *Siècle* ; et une émulation, à la fois ingénieuse et grossière, se déploie pour inventer des blasphèmes inédits. Nulle autorité intangible, nul respect inviolé ; des cris de révolte poussés jusqu'à l'imprécation ; tout rite religieux banni, non seulement dans la vie, mais à l'heure de la mort. Tout est suspect, non seulement le Christianisme, mais toute doctrine qui n'efface pas le nom de Dieu.

Petits griefs ou grandes accusations, reproches fondés ou inventions calomnieuses, tout se ramasse contre l'Empereur.

L'origine du régime, c'est le coup d'État du 2 décembre. Jusqu'ici la compression des lois et une certaine indifférence des masses ont voilé les souvenirs que cette date rappelait. Maintenant un livre paraît (1), d'autant plus habile qu'il se revêt de modération et qui remet en mémoire tout ce que les contemporains n'ont pas connu ou se sont appliqués à oublier. En se continuant, l'enquête vengeresse découvre un martyr, Baudin, mort le 3 décembre, pour la défense de la légalité. Pour lui ériger un monument une souscription s'ouvre que le gouvernement, mal inspiré, juge factieuse : de là un procès qui grave dans le public deux noms : Baudin qu'on canonise, Gambetta que son plaidoyer rend fameux.

Bien plus que du coup d'État, l'Empereur se réclame de Napoléon I^{er}, son grand ancêtre. Or, un soin minutieux et persévérant se dépense pour la démolition du surhomme. L'histoire s'y emploie avec Lanfrey qui, sous la gloire, exhume les erreurs, les fautes, les crimes. La philosophie, venant à la rescousse, met en lumière les lois morales violées. Le roman apporte sa contribution avec Erckmann-Chatrian, qui montre les jeunes recrues de 1813 partant mélancoliques et résignées pour une campagne dont elles ne reviendront pas. L'année 1869 est celle du centenaire du grand Empereur. Des cérémonies officielles, mais dans le public nulle vibration. Et les vieillards ne se lassent pas de comparer cette indifférence avec le concours des Parisiens venant, en 1840, sous le ciel glacial de l'hiver, saluer le retour des Cendres.

Nul souvenir de la sollicitude du Prince pour les classes populaires. Et pourtant quels n'ont pas été ses efforts ! Sous son règne, se sont développées les sociétés de secours mutuels, les salles d'asile, les œuvres de charité maternelle, les institutions en faveur des ouvriers malades, convalescents ou invalides. La prospérité générale a amené une hausse sensible des salaires. L'Empereur a porté ses vues plus haut et plus loin. Il a caressé le plan de groupements internationaux où les ouvriers des divers pays se formeraient à la fois à mieux remplir leur tâche professionnelle, à exercer pacifiquement leurs

(1) *Paris en décembre 1851, la province en 1851*, par Tenot.

revendications. Dans cette pensée, il a non seulement toléré mais favorisé, dès le milieu de son règne, l'*association internationale des travailleurs*. La même inspiration l'a guidé quand, trois ans plus tard, en 1864, malgré le Conseil d'État plus froid qu'empressé, malgré la Chambre plus docile qu'approbatrice, il a fait voter la loi qui supprimait le délit de coalition et autorisait les ouvriers à se liguier pour la défense de leurs intérêts.

Maintenant toute cette vigilante sollicitude est oubliée. Dans les réunions publiques, le peu qu'on sait de l'Histoire romaine se monnaie en insultes contre l'Empereur qui est à la fois Tibère, Néron, Caligula. Un jour, un cordonnier, plus lettré que les autres, parle même d'Héliogabale. Cependant l'*Association internationale des travailleurs*, société d'études dans l'esprit de l'Empereur, s'est transformée en société de combat et en ses congrès tenus hors de nos frontières, à Bruxelles en 1868, à Bâle en 1869, ne tend qu'à tout bouleverser. Quant à la loi des coalitions, elle manifeste surtout ses effets par des grèves multiples où fréquemment la politique se mêle aux intérêts professionnels et même les domine. Loin qu'elles se déroulent dans le calme, elles ne sont souvent qu'occasion de désordre. Et il arrive qu'entre les grévistes et la force publique surgissent des conflits sanglants : ainsi en sera-t-il en juin 1869 à La Ricamarie, dans le bassin houiller de Saint-Étienne.

L'ORGANISATION DE LA LIBERTÉ

Napoléon III devait réserver à l'avenir toutes les surprises. Il lui fut donné de séduire par la générosité de ses intentions autant que de stupéfier par l'énormité de ses fautes.

Sous le tumulte des manifestations hostiles, il conserva son sang-froid et se préserva de toute colère. Il eût pu retirer ce qu'il avait concédé et rétrograder jusqu'au régime de 1832. Il se garda de cette tentation. En restreignant les franchises publiques, il n'a pas entendu les détruire. Il les a plutôt mises sous le séquestre, un séquestre qu'il s'est réservé de lever quand l'heure propice serait venue. Et le voici qui, impassible au milieu du tapage qui essaie de grossir autour de lui, travaille à organiser la liberté.

Il le peut; car, grâce aux masses rurales, les élections de 1869 ont été, à tout prendre, un succès. Quelques élections sensationnelles : Gambetta, Ferry, Bancel, qui figurent la politique radicale, et Raspail qui incarne l'appel au désordre. Mais dans la droite modérée, au centre droit, au centre gauche, combien d'hommes, aujourd'hui un peu oubliés, mais bien dignes par leur sagesse et leurs lumières d'inspirer ou de manier le pouvoir : Buffet, type accompli du bon député et du bon citoyen; Segris, éloquent autant que personne quand il avait vaincu les hésitations de sa nature timide; Louvet, d'admirable valeur morale autant que de savoir lumineux; M. Mège, d'esprit clair et méthodique; M. Gressier, un peu rude mais de remarquable vigueur; M. Chesnelong à l'éloquence trop apprêtée mais chaude et entraînant; M. de Talhouët, l'honneur même; M. Plichon, rude de manières, saccadé de langage, mais incapable de déguiser ou même d'atténuer une vérité utile; M. Larabure, indépendant autant que fidèle, et l'un des hommes rares dont la clairvoyance prévoit et signale les prochains périls.

Tous ces hommes sont hommes d'ordre, hommes de liberté aussi. Au nombre de cent seize, ils sollicitent respectueusement le souverain d'achever l'œuvre de liberté, commencée en 1860, continuée en 1867. Un message du 12 juillet 1869 fut la réponse. La Chambre, définitivement émancipée, échappait en matière d'amendement à la tutelle du Conseil d'État. Elle recouvrait le droit d'initiative. Le budget lui serait soumis, non par grandes divisions, mais par chapitres. Elle aurait le droit d'élire son bureau; enfin une incompatibilité que nos contemporains trouveraient tout à fait extraordinaire cessait, et il était stipulé que les députés pourraient être ministres.

L'Empereur, qui surprenait par ses promptitudes, étonnait aussi par ses lenteurs. Quand la réforme eut été sanctionnée par le Sénat, plus de quatre mois s'écoulèrent dans l'incertitude; un seul acte significatif : la retraite de M. Rouher pompeusement relégué dans la présidence du Sénat. Ce long interrègne signifiait-il hésitation ou repentir? Parmi les gens de cour, parmi les hauts dignitaires, plusieurs le crurent ou affectèrent de le croire. Cependant un nom circulait de plus en plus, celui d'Émile Ollivier, un homme nouveau, trop nouveau même, car aucun passage aux affaires ne lui avait appris le maniement de la politique. A la fin d'octobre, sous

un déguisement qui le rendait méconnaissable, — et ici se retrouve ce goût de mystère qui, jusqu'au bout, hanta Napoléon, — il se rendit à Compiègne. Dans les régions officielles, beaucoup doutaient encore que l'évolution s'achevât. Enfin le 2 janvier 1870 parut le ministère dont Émile Ollivier était le chef, bien qu'aucune désignation officielle ne marquât sa primauté.

LE MINISTÈRE OLLIVIER

Une idylle avant la tragédie, tel apparaît le ministère Ollivier ; et ce contraste fut le dernier de ce règne, le plus fécond en contrastes qui fût jamais.

Nul homme ne saisit le pouvoir avec un plus grand désir du bien. Chez lui nulle aspiration à jouir, mais au contraire un appareil de simplicité qui, à force d'être austère, prenait un air de leçon. Il y a eu des partis en France : Émile Ollivier souhaite l'universelle union. Il attire à lui les vieillards tels que Guizot et Odilon Barrot ; il fait plus encore appel aux jeunes gens et, sans aucune inquisition sur le passé, ne demande à tous que travail, instruction, loyauté. Il est éloquent autant que personne, d'une éloquence à la fois brillante et nourrie d'idées, car dans la longue obscurité où s'est écoulée sa jeunesse, il a étudié les plus grands maîtres de la philosophie et de l'histoire, en sorte qu'il porte en lui cette haute culture générale qui est le complément de l'homme d'État et en est aussi la parure.

A l'appel confiant d'Ollivier, le pays, — et c'est ce que les survivants peuvent attester, — répondit par une confiance égale. Ce fut une impression presque universelle, sinon de jeunesse, au moins de rajeunissement : un souverain animé des intentions les plus droites ; autour d'Ollivier, des ministres comme Buffet et le comte Daru, capables, intègres, sagement patriotes, très honnêtes gens et le proclamant même trop ; car on eût dit qu'ils avaient retrouvé, comme on ferait d'un bijou égaré, l'honnêteté perdue. Avec cela, un demi-ralliement des anciens partis ; au Palais Bourbon, des députés, en majorité sages, éclairés, animés du plus sincère loyalisme et disposés à se prêter, les uns avec ardeur, les autres avec la plus correcte docilité, à l'œuvre entreprise par le souverain. Enfin, à l'exté-

rieur, un horizon qui semble éclairci, en sorte qu'après avoir beaucoup tremblé, on se reprend à l'espoir d'une longue paix.

J'ose à peine prolonger ce tableau à la fois radieux et cruel, tant se projette aujourd'hui, à nos yeux, l'image de ce qui suivit. Même sur l'heure, à travers les beaux rêves que se forgèrent les contemporains, ne distinguerait-on pas, sous l'éclat, la fragilité ?

Dans l'ombre se cachent les vieux bonapartistes très discrets encore, mais guettant l'heure de devenir pressants, presque impérieux. Ils se gardent de contredire le maître ; seulement, avec une douceur non exempte de perfidie, ils observent que la Constitution de 1852 a valu à la France dix-sept années de paix. Ils ne sont ni sans appui ni sans espoir. Rouher a conservé des amis. On sait l'Impératrice peu favorable à la récente évolution. Pour guider la réaction que déjà l'on prévoit, un nom se prononce, celui de M. Haussmann, un homme de ressources qui saurait sans doute restaurer l'ordre comme il a reconstruit Paris. C'est parmi les sénateurs qu'on recueillerait surtout les signes de mauvaise humeur. Ayant été pendant dix-sept ans les gardiens de la Constitution de 1852, ils manifestent quelque surprise d'avoir à garder maintenant une constitution toute contraire. Trop dociles pour l'opposition ouverte, ils se prêtent à imprimer force de loi aux projets impériaux ; mais leurs omissions étudiées et leurs discrètes réserves laissent clairement entendre avec quel empressement joyeux ils proposeraient le rejet de ces mêmes réformes qu'ils ne ratifient qu'avec une morne obéissance.

Un amalgame fâcheux de doctrines contradictoires devient pour ceux qui gouvernent une autre cause d'affaiblissement. Quand eurent été publiés les sénatus-consultes du 9 septembre 1869 (1) et du 20 avril 1870 (2), il ne manqua pas d'impérialistes autoritaires pour répéter, non sans ironie, qu'à ce compte-là il eût autant valu rétablir la monarchie, car ni Louis XVIII, ni Louis-Philippe n'eussent fait mieux ni autrement. C'était atteindre au plus sensible endroit l'amour-propre de l'Empereur. Autant il se piquait d'être libéral, autant il répudiait le gouvernement parlementaire. Il voulait une Chambre associée au pouvoir, non souveraine, des

(1) Voir Duvergier, *Collection des lois*, 1869, p. 269 et suivantes.

(2) Voir Duvergier, *Collection des lois*, 1870, page 93 et suivantes.

ministres responsables, non devant les députés, mais devant lui. A la pensée qu'il pourrait paraître un simple copiste, il se révolta et incontinent résolut de marquer de sa griffe les institutions dues à son initiative ; de là, — se jetant à la traverse des théories constitutionnelles classiques, — un brusque retour offensif des doctrines napoléoniennes sur la souveraineté du peuple. Au début de l'Empire, la Constitution de 1832 avait été soumise à la ratification populaire ; il était juste que les institutions nouvelles ou du moins renouvelées subissent la même épreuve. Ainsi parlèrent les officieux.

Au seul mot de plébiscite, ce fut parmi les parlementaires une vraie débandade : deux des ministres, Buffet et après lui Daru, donnèrent leur démission ; ce fut, au contraire, parmi les bonapartistes réactionnaires un vif retour d'espoir, tant ils jugeaient que le maître, un instant égaré, se replaçait dans les traditions de sa race. Régime parlementaire, régime plébiscitaire, était-il possible de les concilier, et, s'il fallait opter, qui des deux l'emporterait ? Dans les temps qui suivirent, ce fut un tel tumulte de discussions que tout ce qui avait paru clair jusque là s'obscurcit. Ce que le public cultivé ne comprenait qu'avec peine, les masses populaires ne le comprirent pas du tout. A travers les questions compliquées qui leur furent soumises, elles ne découvrirent qu'une seule chose, ce fut qu'on leur demandait d'affirmer ou de répudier l'Empire : 7 millions de suffrages favorables, 1 300 000 suffrages hostiles, tel fut le plébiscite. Vis-à-vis de l'Empereur, l'hommage était complet, mais un hommage qui passait par dessus les ministres, perdus dans la manifestation comme l'était le gouvernement parlementaire lui-même, et diminués plutôt qu'affermis.

Émile Ollivier réussirait-il par prestige ou sagesse à dominer toute cette confusion ? Ou passerait-il sans imprimer profondément sa trace, à la manière de ces héritiers présomptifs, brillants, populaires et de courte vie, qui meurent avant la vacance du trône et de toute façon ne sont pas faits pour régner ? Je touche ici à l'histoire conjecturale, la plus malaisée, la plus décevante de toutes. Mais n'est-il point permis de hasarder un pronostic ? Souvent il arrive qu'au milieu des dons les plus rares, un seul défaut, à force de déborder, gâte tout. Trop de contentement de soi-même eût été sans

doute, à l'user, la perte de cet homme si distingué par le talent, si pur par les intentions, si exemplaire par l'intégrité. Son grand malheur n'eût pas été de commettre des fautes, mais de vivre dans la persuasion sereine qu'il n'en commettait aucune. Son infatuation était d'ailleurs aussi peu déplaisante que possible, tant elle s'étalait sans artifice ! Son élévation, si inattendue qu'elle fût, ne le grisa nullement, tant il trouvait naturel d'être le premier. Il se montra de relations faciles avec ses collègues du ministère, les jugeant braves gens et tout à fait à leur place. On remarqua bien vite qu'il était plus loquace qu'il ne convient à un homme d'État, non de cette loquacité calculée d'un Bismarck appliqué à déconcerter par ses paroles comme par ses silences, mais d'une loquacité abondante et sonore, mal habituée à se surveiller elle-même, comme il arrive quand on a grandi entre Marseille et Saint-Tropez. Vis-à-vis de l'Empereur ce personnage inaugura une manière toute nouvelle, ne se montrant ni complaisant, ni contradictoire, mais s'insinuant doucement dans l'âme du souverain dont il avait pénétré la nature rêveuse, compliquée, un peu malade, et pour qui il s'était épris du plus sincère attachement : « Cher Sire ! » disait-il en parlant au prince. Napoléon souriait, un peu amusé, un peu ému aussi de ce vocable inaccoutumé. Et le ministre, pareillement ému, souriait à son tour, en homme à qui une place à part permet un langage à part aussi.

Pendant les premiers temps, les projets généreux et les intermèdes éloquents défrayèrent l'attention. Comme les jours s'écoulaient, les meilleurs amis d'Ollivier eux-mêmes s'inquiétèrent un peu d'une activité qui se portait sur tout sans rien pousser à fond. Quant à lui, la même confiance le soutenait.

Cependant, les opposants, un instant déconcertés, reprenaient courage et cherchaient quel obstacle de grosseur raisonnable, placé à propos sous le char ministériel, réussirait à le faire tomber. Sur ces entrefaites, l'obstacle se dressa, mais si formidable, que rien n'y résisterait, pas plus le trône que le ministère. Vis-à-vis d'Émile Ollivier la destinée se montra tout ensemble sévère et généreuse : sévère, en ne lui laissant que six mois pour exercer le pouvoir ; généreuse, en lui accordant quarante ans de survie où, écrivain remarquable quoique trop prolixe, il pourrait, tout à son aise, se raconter.

LE DERNIER ACTE

On observe souvent que les hommes, au déclin de l'âge, retournent d'instinct en arrière et, refaisant le chemin qu'ils ont parcouru, reproduisent en eux, au moment de disparaître, l'image remarquablement fidèle de tout ce qu'en bien ou en mal ils ont été jadis. Même répétition de gestes, même obstination dans la sagesse et dans l'illusion. Où l'on eût imaginé un renouvellement, on ne trouve qu'un décalque.

Ce qui est vrai pour les hommes l'est souvent aussi pour les États, et le Second Empire en est un exemple. Dans la catastrophe où il s'abîma, on retrouve, comme en une copie étonnamment ressemblante, la persistance des mêmes pratiques qui ont été celles du début du règne. En des conjonctures tragiques et en un cadre agrandi, ce sont les mêmes erreurs, les mêmes à-coups. Seulement jusqu'ici la chance propice a voilé les fautes. Maintenant l'adversaire est d'autre taille, et la fortune nous a quittés.

J'essaie de fermer les yeux, comme pour mieux ressaisir les similitudes entre le règne qui commence et le règne qui finit. Le grand mal de l'Empire a été l'infatuation, une infatuation accrue par un long bonheur. N'est-ce pas cette infatuation mêlée de témérité et de hâte étourdie, qui, dès la nouvelle de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne, amène, le 6 juillet, à la tribune, le duc de Gramont et lui inspire des paroles si tranchantes que l'on n'aperçoit plus que deux solutions : ou un recul un peu humilié pour la Prusse, ou pour demain la guerre.

Que si l'on creuse davantage, un autre trait du régime se découvre qui précipite la catastrophe. Ce qui fut infatuation a été aussi, dans les années heureuses, incohérence. Or la même incohérence, les mêmes entrecroisements de pensées se retrouvent en cette heure décisive où un ennemi terrible guette notre premier faux-pas. On a d'abord menacé, comme si l'on voulait s'interdire à soi-même et fermer aux autres toute retraite. Puis, en une disposition un peu amollie, on commence à discuter. Seulement la suite des pourparlers se ressent des formes comminatoires qui en ont été le prélude, et tandis que les voix s'efforcent de redevenir calmes, les mains

se portent convulsivement sur l'épée. Malgré tout, on semble toucher à un arrangement. La funeste candidature est abandonnée et, pendant douze heures, on croit le conflit apaisé. Mais on veut ajouter à un succès aussi notable que légitime un engagement pour l'avenir, bien propre à piquer au jeu l'amour-propre prussien. L'Empereur est faible et sujet à ces brusqueries subites par lesquelles les irrésolus échappent à la torture d'être indécis. Sous les objurgations, il fléchit moitié en malade excédé, moitié en fataliste qui jette les dés. Cette incohérence suprême résume, comme en une image presque symbolique, toutes les inconséquences du règne. Et c'est ainsi que se rejoignent, à la dernière heure, les violents qui ne redoutent point la guerre et l'Empereur qui ne voudrait que la paix.

La guerre est déclarée. Depuis Metz jusqu'à Belfort, notre armée s'échelonne sur une ligne de plus de soixante lieues, trop longue, trop amincie pour ne pas offrir de points vulnérables. C'est déjà une chance mauvaise, mais que peut conjurer une offensive rapide; car l'ennemi, si supérieur en nombre, est en pleine mobilisation. Mais, dès l'abord, les imprévoyances se révèlent : pour une immédiate entrée en campagne, tout manque, les attelages, les harnais, les couvertures, le matériel d'ambulance, les effets de campement. Ce qui arrive, arrive souvent à l'état dépareillé. Et nous voici accrochés à nos positions, et nous consumant en demandes affolées, en retards mortels. Y a-t-il lieu de s'étonner comme d'une nouveauté? L'Empire a été l'infatuation, il a été l'incohérence, il a été aussi, — et c'est là un de ses traits distinctifs, — l'imprévoyance. Ces dépêches, tour à tour irritées ou suppliantes, qui de Saint-Avold, de Metz, de Strasbourg, arrivent au ministère de la Guerre, ne sont point documents originaux, mais plutôt simples copies. Au début du règne, en 1854, des dépêches pareilles, formulant les mêmes doléances, sont parties de Gallipoli et de Varna; en 1859, à l'époque de la lutte contre l'Autriche, mêmes plaintes datées de Suze, de Turin. Seulement ces époques ont été celles des imprévoyances non mortelles. Aujourd'hui nous nous répétons, mais au risque de la vie.

La fortune nous a trahis. Wissembourg, Forbach, Fréeschwiller, voilà la trilogie de la défaite. Sur la plaine de Châlons, comme sur une grève après la tempête, viennent échouer,

misérables épaves, les vaincus des fatales journées. Mac-Mahon conduit cette foule. Deux conduites possibles : tenter de rejoindre Bazaine qui se débat dans Metz contre l'encerclement ; regagner Paris pour y organiser la défense. Le péril est partout : si l'on marche vers l'Est, celui de ne pouvoir rompre le cercle et d'être soi-même écrasé ; si l'on rétrograde vers Paris, celui, — très réel quoique bien moindre, — d'étaler la défaite au point qu'elle paraisse irrémédiable. L'heure presse et le pire est d'hésiter. Mais tout se rassemble contre nous. A Paris, deux volontés tenaces, celle de l'Impératrice, celle de Palikao, mais trop téméraires, trop violentes, pour être l'énergie vraie. Ces deux voix, également impérieuses, s'unissent pour éloigner de la capitale les vaincus de Froeschwiller et à tout risque les pousser vers Metz. Cependant Mac-Mahon, harcelé, torturé de ces appels, est à la fois trop sensé pour une entière obéissance, trop obéissant pour dépouiller sa vocation de chef discipliné et tout risquer pour tout sauver. Et pendant plus de huit jours, l'oreille tendue vers les dépêches de plus en plus rares, de plus en plus confuses qui lui arrivent de la région de Metz, il poursuit à travers les Champagnes une marche en zig-zag, marche d'homme ivre ou de bête traquée.

J'abrège ces misères décrites tant de fois. Mais cette incertitude de plan, n'est-ce pas, en des proportions prodigieusement agrandies, avec des conséquences bien autrement tragiques, l'Empire lui-même qui, avant de finir, reflète sa propre image ? On aurait pu observer jadis les mêmes flottements, les mêmes résolutions contradictoires si les distances, l'indifférence ou l'ignorance publique, le silence plus ou moins obligé des journaux n'avaient presque toujours prévenu les révélations trop sensationnelles. Ces tâtonnements, on aurait pu les noter au Mexique, en Italie, et bien plus encore en 1854, au début de l'expédition d'Orient, quand Saint-Arnaud, en une extraordinaire imprécision de desseins, songe d'abord à une expédition contre Anapa, une forteresse sur la côte orientale de la Mer Noire, puis s'engage avec une témérité folle dans la Dobroutscha et enfin vogue vers la Crimée, en véritable aventurier, sans bien savoir où il abordera, ni quels obstacles il rencontrera, ni quelles sont les défenses de Sébastopol. Ce sont les années de gouvernement facile, celles où les erreurs, même les moins pardonnables, passent sans éveiller le blâme

ou sont à peine connues. Et l'on peut après coup regretter cette silencieuse indulgence; car la critique, en signalant les fautes, eût peut-être appris à ne pas les recommencer.

Maintenant voici le dernier acte. Le 1^{er} septembre, après une journée de combat, l'armée dévale en flots confus dans Sedan. Ici nul rapprochement possible, tant l'horreur des choses déconcerte tout ce que jadis les yeux ont vu! Cependant, si nulle image du passé ne peut plus être évoquée, un homme, l'Empereur, reflète sa nature tout entière en ce jour qui est le dernier avant la captivité et l'exil. Tout ce qu'on peut souffrir, il l'a, depuis un mois, souffert. Il a été rejeté de Paris, et par la volonté de l'Impératrice. A l'armée il ne peut, ni rien ordonner puisqu'il a abdiqué le commandement, ni s'assurer tout à fait puisque, malgré tout, il est l'Empereur. La profusion de ses serviteurs, la somptueuse escorte de ses *cent gardes*, l'éclat subsistant de sa maison militaire ne font que mieux ressortir par contraste sa profondeur de misère. Son pauvre corps, tout secoué par de lancinantes douleurs néphrétiques, est torturé autant que son âme. Tout d'abord, son fils lui est resté. A l'une des étapes, on l'a éloigné, comme on éloigne les enfants du lit des malades quand commence l'agonie. C'est en cet excès inouï d'infortune que l'Empereur a échoué dans Sedan. Mais, tout courbé sous le poids de ses incroyables fautes, une vertu lui reste, je veux dire une bonté compatissante, assez rare dans les Cours, plus rare encore chez les princes. Et de cette humaine bonté qui a été sa marque, l'Empereur, à l'heure où tout se retire de lui, va fournir le témoignage. Dans cette forteresse de Sedan, au soir du 1^{er} septembre, point d'autre alternative qu'une capitulation que l'avenir sans doute jugera honteuse, ou une trouée désespérée où presque tout le monde périra. Dans l'extrémité où il est réduit, la mort sera plus clémente pour le souverain que ne peut être la vie; et un dernier effort sans espoir ni peur absorbera les fautes politiques et militaires dans l'héroïque beauté d'un suprême sacrifice. Il y a dans la langue latine un mot qui manque à notre langue, ce mot de *facinus*, mot mystérieux, farouche et sombre, qui veut dire à la fois noble action et crime. Napoléon se garde de ce *facinus* (je répète à dessein ce mot intraduisible), qui, sur l'heure, eût précipité dans le trépas quatre-vingt mille braves gens, mais qui, dans le recul

des temps, quand on eût oublié les morts, eût peut-être sauvé la légende impériale.

Dès que la défaite eut été certaine, il n'eut plus qu'une pensée : arrêter le combat. « Il n'y a eu que trop de sang répandu », disait-il tout éperdu à ses officiers. Ainsi parlait cet homme descendu à un tel degré d'infortune que l'antiquité l'eût jugé sacré. Humain, et plus humanitaire encore qu'humain, il l'avait été toute sa vie : il le fut à cette heure suprême, et c'est même la seule unité qui se retrouve en cette existence toute ballottée entre le vide et le chaos. Le courage de s'humilier devant l'ennemi serait plus grand que celui de mourir. Le souverain avait abdiqué à Paris le pouvoir politique, à Metz le commandement militaire. Il redevint le premier pour boire à la coupe amère ; et, le 2 septembre, à six heures du matin, sortant de Sedan par la porte de Torcy, il se rendit à Donchery, puis au château de Bellevue, pour livrer au victorieux sa personne et son armée.

Je n'ai pas résisté, dans ma vieillesse, à ressaisir l'image de cet homme compliqué dont j'ai jadis raconté le règne. Funeste, il l'a été ; à peine ai-je tracé ce mot que je voudrais en adoucir la dureté, tant il fut bon et même pourvu de lumières, quoique de lumières qui ne se montraient que pour se voiler presque aussitôt. Émile de Girardin a dit de lui : « Si l'on était encore au temps où l'on donnait des surnoms aux princes, on appellerait Napoléon III *Napoléon le bien intentionné*. » En ce mot se peint le pauvre Empereur, chimérique et bienveillant, débile et fastueux. Quand on songe à son intense désir du bien, on est tenté de le ranger, en dépit de ses fautes, parmi les hommes de bonne volonté à qui les saints livres ont promis la paix en ce monde et en l'autre la récompense. Seulement je me figure que les esprits célestes qui, au jour de la naissance du Christ, annoncèrent la parole divine, se seraient épouvantés que tant de bonne volonté ne produisit que tant de confusion ; tout effarés de ce chaos, ils auraient à peine touché la terre, et déployant leurs blanches ailes, ils seraient bien vite, pour y trouver la vraie paix, remontés vers le Ciel d'où ils étaient descendus.

PIERRE DE LA GORCE.

A WASHINGTON

SUR LES PAS DE LA MISSION FRANÇAISE

Mardi 18 avril, à bord de l'*Ile-de-France*.

Trois brefs assourdissants appels de sirène. L'air et les nerfs vibrent. Deux coups de sifflet pressés, impératifs. La passerelle s'enlève. Une sonnerie rapide. Un ordre laconique qui tombe d'en haut, de très haut. Les derniers câbles dégringolent, s'enfoncent, en éclaboussant. A l'avant, maintenant, le remorqueur s'essouffle. Très lentement, avec cette majesté toujours poignante des grands navires en départ, l'*Ile-de-France* se détache du quai.

Nous voudrions jouir de cette majesté, rester avec notre émotion. Presque tout de suite une petite scène incongrue distraît notre attention. Sur le quai la fourmilière des photographes continue de s'affairer, ne cesse de mitrailler l'envoyé de la France. Deux opérateurs de cinéma, perchés haut sur une voiture, ont d'abord filmé le départ. Ce n'est qu'une partie de la scène. Ils doivent aussi montrer l'enthousiasme du peuple de France pour celui qui s'en va. Le public, pourtant, par mesure de sécurité, a été refoulé très loin, de l'autre côté des hangars. Les cinéastes ont dû, au dernier moment, après démarches, courroux, protestations, et la protection officielle enfin obtenue, recruter un public de fortune, un enthousiasme de onzième heure, mais suffisamment spectaculaire. On a vite fait franchir les barricades à une cinquantaine de privilégiés, recrutés au hasard et qui, hâtivement, ont reçu des instructions. Ils doivent agiter bras, mouchoirs, drapeaux même et crier, faire durer la clameur : « Vive Herriot ! Vive Herriot !... » Du

toit de sa voiture l'opérateur s'agite, conduit le mouvement. Il crie, il clame. Des deux bras projetés en l'air, de la tête, du torse, des pieds, il donne la cadence; il veut remuer cette foule en réduction. Il semble un chef d'orchestre allemand qui conduit l'ouverture de *Siegfried*. Malheureusement, ses figurants ne répondent pas. Ahurissement, gêne de gens qui se sentent regardés et à qui l'on demande de faire ce dont ils n'ont pas habitude, manque de répétitions enfin, les gestes sont lents, les mouchoirs sans spontanéité, l'enthousiasme au ralenti. Aux tonitruants « vive Herriot! vive Herriot! » de l'ordonnateur, c'est d'abord un très calme, comme honteux « vive Herriot! » qui répond; puis deux, trois timides « vive Herriot! vive Herriot! » qui sonnent faux. Mon Dieu, que cela manque d'élan, de vie, de foi et comme il faudra tourner « à l'affolé » si on veut, vendredi prochain, aux « Actualités » en sortir quelque chose!

Cet après-midi, concert dans le somptueux salon, — récemment refait, aux couleurs plus sobres et de si jolie lumière, de cette lumière qui tombe des cabochons du plafond et qui donne l'impression d'un perpétuel soleil, — de l'*Ile-de-France*. M. Herriot entre accompagné, presque bousculé par une horde d'amis politiques, d'admirateurs. Il marche à pas courts, pressés, un air d'ennui, — on l'aurait à moins! — Hâtivement il va s'asseoir près de ses experts, dont le financier économiste Rist, au sourire et à l'affabilité officiels, de renommée mondiale, M. Elbel, qui contrôle son attitude, n'est que froideur et correction, même lorsque, à propos d'un geste impulsif du « patron », il fredonne tout doucement un refrain de café-concert, M. Bizot, qui résume à lui seul toute la supériorité, aussi toute la correction courtoise, à peine condescendante, de l'Inspection des Finances, comme M. Coulondre représente l'élégance sobre et M. Labonne incarne toute la politesse et toute la plus diplomatique amabilité du Quai d'Orsay. Avec eux, le gouverneur Olivier, aujourd'hui président de la Compagnie transatlantique, jeune, assuré, souriant, ancien et parfait gouverneur colonial, quelques dames.

Beaucoup de monde, d'ailleurs, dans le salon et partout. Mais, de cette foule, une grande partie, directeurs et syndics des grandes Compagnies anglaises de navigation, journalistes,

invités de la Compagnie, descendra ce soir, à Plymouth. Ce sont ces syndics, une centaine de très grandes personnalités maritimes britanniques, qui, après transbordement, en rade du port anglais, vont susciter une scène pittoresque et quelque confusion.

Après le dîner dans la salle à manger qui, par la hauteur, par les alignements des colonnes de marbre, semble une réplique modernisée d'une salle, la plus somptueuse, d'un palais de Byzance, nous sommes, à l'arrêt, devant le port anglais. Voici la baie, l'alignement des points lumineux qui marque les quais, les jeux de lumière qui indiquent la ville. Le bateau transbordeur a, pendant que nous dinions, accosté l'*Ile-de-France*. Le transbordement s'opère vite. Il est maintenant terminé. Tous ceux qui nous ont quittés sont là, en bas, très loin, pressés, immobiles. Un commandement nous parvient : « One... two... three... » puis c'est le national « *Hep ! Hep ! Hip ! Hurrah !* » brusquement, par trois fois clamé dans la nuit. Sur le pont de l'*Ile-de-France* nous avons une hésitation. Est-ce le chef de la délégation française que des amis anglais veulent fêter ? N'est-ce pas plutôt Maurice Chevalier qui retourne à Hollywood et se trouve en ce moment près de lui ? Tous deux saluent. Renseignements pris, ce n'est ni le grand premier rôle de notre délégation, ni l'artiste en vogue qui font l'objet de la manifestation. Les passagers britanniques ont seulement voulu honorer les administrateurs et directeurs de la Compagnie transatlantique qui les a invités à visiter ses établissements, ses plus belles unités, et dont ils sont les hôtes depuis quarante-huit heures. Maurice Chevalier, informé, rit de tout son cœur. M. Herriot, que personne ne détrompe, se laisse sans doute aller à penser : « Eh ! eh ! ces Anglais après tout !... » On a vu des sentiments de politiciens évoluer ou s'affermir sur de moins innocents malentendus que celui-là.

La vie de bord et celle de la mission s'organisent dans la monotonie de la traversée et du beau temps.

M. Herriot travaille ferme avec ses experts, et ceux-ci continuent de discuter, dicter des rapports longtemps encore après qu'il les a quittés. Les journalistes assiègent la cabine du téléphone qui nous relie à la terre et les employés de

T. S. F. sont sur les dents. Quelles informations sensationnelles, urgentes la France anxieuse reçoit-elle ? « Le beau temps continue... M. Herriot est en excellente forme... Le chef de notre délégation a confiance que sa mission réussira... » C'est là tout ce que nous savons. Le public français ne sait pas que nous ne pouvons en savoir davantage. Nous lui enverrons les reliquats des dossiers que nous avons emportés de Paris. Il est de bonne composition. Une information générale, serait-elle vieille de quinze jours, du moment qu'elle est envoyée par T. S. F. du bord, prendra, près de lui, une importance, une sensationnelle actualité.

M. Herriot nous reçoit chez lui tous les jours à cinq heures. Nous prenons ses fauteuils, sa complaisance, ses cigares. Il plaisante d'abord avec l'un, avec l'autre; ou bien il se laisse aller à son improvisation. Il parle simplement, sans aucune affectation, s'amuse lui-même de ses souvenirs. Il nous conte comment l'un de nos confrères, désireux de se faire adjoindre sans bourse délier, à la mission, a écrit au président du Conseil, se proposant pour « étudier confidentiellement », — et que voilà un joli euphémisme ! — M. Herriot à bord et à Washington. C'est M. Herriot lui-même qui, par erreur, a reçu la lettre. Il rappelle que notre confrère est un récidiviste de ce genre de propositions. N'en a-t-il pas reçu de lui, — directement cette fois, — une, tout analogue, alors qu'il présidait le Conseil ? Il est enchanté, rit d'un bon rire communicatif. Déjà il est ailleurs, à Genève, à l'hôtel des Bergues, avec les Précieuses. En passant, cette jolie définition de la Société des nations : « une institution qui agonise souvent, qui ne meurt jamais, mais qui embaume toujours. »

Le voici sérieux, entouré de ses experts. Le ton de sa voix s'abaisse, devient grave, est celui de la confiance. Il parle posément, scande ses phrases. Nous sommes toute attention. Nous pressentons l'information d'importance :

« Messieurs, je tiens à ce que vous sachiez et que vous disiez bien à Paris que, dans la mission délicate qui m'a été confiée et que je vais m'efforcer de remplir de mon mieux... (une pause), je ne ferai rien que d'accord avec le gouvernement et ne dirai ni ne proposerai rien avant que je ne sois assuré que le gouvernement est d'accord avec moi... »

Encore deux ou trois « confidences » de ce genre et la réu-

nion est terminée. Nous croyons le voir sourire après notre départ et le coin de la bouche relevée par le cigare, l'œil mi-clos, s'adresser aux experts : « Pas mal débuté, hein ? là, voyons ! Ce ne sont toujours pas eux qui m'ont eu... » Cependant, de notre côté, nous commentons : « Était-ce la peine de nous faire manquer le cinéma de cinq heures, avec Anabella et Préjean ? »

Mercredi soir, 19 avril.

La réception quotidienne a été moins banale que les précédentes. La T. S. F. a transmis une information stupéfiante. Le Président des États-Unis serait prêt, les circonstances pressant, à abandonner, au nom de son pays, l'étalon-or. La délégation, chefs et experts, si amène, optimiste, fermée jusqu'ici, est brusquement devenue très sombre. Les commentaires, partout, vont leur train. « Pourquoi avoir attendu que les deux missions fussent sur l'eau, et la britannique à la veille de son arrivée aux États-Unis, pour prendre une décision qui va bouleverser une fois de plus les conditions financières, économiques du monde ? Le Président américain a-t-il voulu faire pression sur les Anglais, qui ont obstinément refusé le retour de la livre à l'étalon-or ? S'assurer un levier de commande dans les marchandages qui vont commencer à Washington ? Il ferait bon savoir ce que pense en ce moment du coup de théâtre, — ou du coup de Jarnac, — M. MacDonald sur la *Berengaria*. Notre première impression est que la manœuvre ne touche pas la France, qu'elle est dirigée contre la concurrence commerciale anglaise. » L'impression dominante parmi nos délégués est que nous n'avons plus rien à faire à Washington ; et l'on voit déjà la Conférence mondiale par terre. Les experts, décidément déprimés, sont plus fermés que jamais.

Jeudi, 20 avril.

La nouvelle d'hier soir est confirmée ce matin. Un télégramme concis, dramatique de l'*United Press* annonce l'affolement général des marchés à Londres, la panique dans la Cité et des manifestations contre les États-Unis ; à New-York, une démente de spéculation, à Wall Street, des transactions de valeurs portant sur des milliards de dollars. Au déjeuner,

M. Herriot a perdu son habituel entrain. Nous essayons de mettre la conversation sur des sujets neutres, le « Bocage normand », le problème soviétique. Il s'éveille un instant, s'amuse à nous soutenir que le régime soviétique, inspiré d'un idéalisme morose et d'une sorte de culte de la souffrance, doit aboutir à la double restauration du sentiment religieux et de celui de la propriété. Il nous conte quelques anecdotes sur son séjour à Moscou et comment il a pu sauver l'un de nos officiers du revolver du bourreau. Mais on sent on ne sait quelle gêne dans son attitude. Les anecdotes ne coulent pas de source, ne s'enchaînent pas dans le rappel spontané des images et des souvenirs. Il y a ce matin effort et malaise. Les experts sont plus déprimés encore qu'hier. Chez eux pourtant la dépression s'explique. Tout leur travail, si minutieusement préparé, sur les dettes, les tarifs, etc., est à bas. Il va falloir tout reprendre sur de nouvelles bases, mais sur quelles bases et comment ? On ne les a vus, ce matin, ni sur le pont, ni à la salle de mécanothérapie. Toute la journée, ils demeurent invisibles.

Vendredi 21.

Est-ce cette matinée ensoleillée et la féerie de cette mer, qui semble une plaine de platine en fusion sous la lumière aveuglante ? Est-ce seulement une plus juste vue des choses et des valeurs après une nuit parfaitement calme ? Les inquiétudes sont apaisées. La bonne humeur est revenue. Les conversations avec nos délégués ont fait décidément retour à l'optimisme. Tout bien considéré, cette dévaluation du dollar ne nous concerne pas. Notre franc reste solide. Nous allons tout simplement assister au duel de la livre et du dollar : et la position d'observateur impartial, confortable, souvent enviée dans le passé, n'a rien qui doive nous rebuter.

A propos de ce duel, il semble bien qu'une idée se fasse, se soit déjà fait jour dans l'esprit de nos experts. Ne commencent-ils pas d'apercevoir la France, consultée, courtisée peut-être par les États-Unis et la Grande-Bretagne, sollicitée des deux côtés pour prendre position avec chacun. Et voici que déjà le rôle avantageux d'arbitre, le grand premier rôle du juge et du sage dans tout conflit entre les nations comme entre les individus, se dessine à l'horizon politique de la mission,

flatte, séduit. Les uns pensent que nous devons le plus possible rester neutres. Les autres sont d'avis que l'occasion est pour nous unique de nous rapprocher des États-Unis : pour ceux-ci, pas d'hésitation, nous devons jouer la carte américaine et tout de suite. M. Roosevelt a, de toute évidence, voulu donner une leçon à M. MacDonald, qui s'est entêté à écarter toutes les propositions du retour de la livre à l'étalon-or. La dévaluation du dollar, à la veille de l'arrivée des Britanniques, ne peut rien signifier d'autre que la mainmise des États-Unis sur le levier de commande de la prochaine conférence économique.

Sans doute la situation intérieure et la crise agricole sont pour beaucoup dans la décision américaine. M. Borah n'a-t-il pas très nettement exposé cette situation en janvier dernier lorsqu'il a dit : « La Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie ont réduit de 60 pour 100 leurs dépenses aux États-Unis depuis 1929. En outre, trente-deux nations ont déjà été priées d'abandonner l'étalon-or ; et les États-Unis paient un prix élevé l'attachement qu'ils lui ont gardé. Le fermier américain ne peut avoir aucun espoir de recouvrer sa part du commerce mondial et de rentrer en possession de sa ferme aussi longtemps qu'il devra subir la concurrence de nations qui produisent les mêmes denrées et peuvent les vendre en monnaie dépréciée. Le fermier américain est débiteur de 12 milliards 500 millions de dollars, sur laquelle créance il doit payer des intérêts de 6, 7 et 8 pour 100 chaque année : mais si l'on compare les prix des produits agricoles au moment où ce fermier a contracté sa dette à ces mêmes prix aujourd'hui, le fardeau de la dette totale se monte en réalité à 30 milliards de dollars. Les fermiers, en de très vastes régions des États-Unis, sont sous le coup de la ruine. »

La situation agricole n'a certes fait qu'empirer depuis janvier. Et c'est, de toute évidence, pour offrir, appliquer tout de suite un indispensable remède, que M. Roosevelt a pris sa décision. Oui, sans doute, il y a de cela. Mais ce n'est pas tout. Et ce n'est pas surtout ce qui nous intéresse le plus. La décision présidentielle a certainement une autre cause. Elle atteint directement les intérêts et l'orgueil anglais. Par là elle doit contribuer à renforcer la popularité du Président, à mettre davantage l'opinion publique américaine de son côté. Trois faits sont indiscutables : le coup est sensationnel ; il a été bien

joué ; il a été joué contre l'Angleterre. Par là il doit plaire au peuple américain, très sportif, qui aime les coups de théâtre, qui se plaît aux revirements brusques des matchs, enfin qui apprécie par-dessus tout ces revirements lorsqu'ils se produisent en sa faveur et lorsque le perdant, c'est l'Angleterre. C'est égal, nous donnerions quelque chose et beaucoup « pour voir la tête qu'ils font à bord du *Berengaria* ». C'est aujourd'hui que l'imposante délégation anglaise débarque à New-York.

Samedi 22.

L'annonce que la Belgique et la Suisse ont décidé de faire front avec nous pour maintenir l'étalon-or a achevé de rassurer notre délégation. La dépêche reçue ce matin de notre ambassade à Washington et qui nous avertit de « garder le sourire » reflète notre impression d'avant-hier, recablée de Paris. Elle arrive trop tard. Le beau temps et la bonne humeur sont partout. Nous commentons le « sans fil » reçu de New-York qui montre que M. MacDonald a déjà rectifié son attitude. Le délégué britannique fait, paraît-il, contre fortune bon cœur. Sans doute, c'est la règle du jeu. Mais dans les circonstances actuelles, il fallait un certain « cran » pour l'observer.

Dès son arrivée, dans son message radio-diffusé, puis au lunch qui lui a été offert aujourd'hui au National Press Club de Washington, ce n'a été, de la part de M. MacDonald, qu'éloges du Président et de sa « courageuse décision », espoirs en les excellents résultats de « l'incomparable initiative ». Aucune nation, a-t-il affirmé, ne sera victime des arrangements monétaires préparés à Washington et qui auront leur conclusion à Londres. Qui a parlé de représailles contre l'Angleterre ? Le terme est « horrible » et le seul son du mot, « répugne » à l'oreille du premier ministre anglais. Il est venu ici pour s'entendre sur une politique répondant à tous les besoins de l'heure, et il est prêt à l'affirmer en parfait accord avec le Président des États-Unis et « comme peuvent le faire deux honorables gentlemen ». Les difficultés nouvelles ne font que mieux montrer la nécessité de hâter la convocation de la conférence économique. Le délégué britannique espère que « nos amis français et italiens seront éperonnés vers un accord

beaucoup plutôt qu'ils ne se montreront découragés avant d'avoir fourni l'effort ».

Ceci est pour nous et la fausse impression qui a été donnée ici. Par la grâce anglaise et avec une promptitude qui de la part des Anglais étonne, elle est déjà tournée contre nous. La politesse nous déconseille de nous écrier : « Oyez ce bon apôtre ! » Nous disons seulement : « Ah ! le bon billet ! »

Dimanche 23. L'arrivée à New-York.

Arrivée devant New-York. Pour éviter les manifestations de l'accueil qui, par comparaison, pourraient éveiller des susceptibilités, rappeler peut-être d'indésirables souvenirs, on nous débarque en rade, à la Quarantaine. Nous y perdons la vue incomparable de Manhattan et de la remontée de l'Hudson. Nous y gagnons du temps.

A peine l'*Ile-de-France* stoppée, c'est l'envahissement des personnalités officielles, pas très nombreuses, des amis, enfin des journalistes et, inévitablement, des photographes. Plus encore qu'au Havre, ils sont ici innombrables, insatiables, inlassables. Avec une rare complaisance, le chef de notre délégation s'offre aux objectifs, se laisse conduire. « Monsieur le Président, par ici, s'il vous plaît... *Mr. President that way, now!... Please raise your hat... Now shake hands with ambassador Gerard...* » Et puis, c'est, sur le pont supérieur, le microphone déjà relié à la terre par les soins de l'excellent journaliste William Hart, et qui doit radiodiffuser, dans tous les États de l'Union, les premiers remerciements de M. Herriot, l'expression de sa gratitude officielle pour la bienvenue de l'Amérique, sa confiance dans les négociations qui vont commencer, ses espoirs dans l'excellence de leurs résultats.

M. Herriot a un mot aimable pour chacun et chacune qu'on lui présente, des poignées de mains pour tous. Le voici qui embrasse l'une de nos compatriotes, autrefois aussi connue à Genève qu'à Paris et chez M. Briand, aujourd'hui fixée, avec l'approbation de notre Quai d'Orsay, aux États-Unis. Et, ce pendant qu'ils s'étreignent, l'un de nos experts, impassible d'attitude, fredonne le refrain de la chanson que Maurice Chevalier a dû bisser, hier soir, à la soirée traditionnelle en faveur des orphelins de la mer : « Elle a des tout petits petons... Elle

a de très jolis... Valentine, Valentine »... Nous suivons, de notre mieux, les instructions de l'ambassade.

A l'arrivée à Washington, où le secrétaire d'État, Cordell Hull, le charmant assistant secrétaire Philipps, M. A. de Laboulaye, notre nouvel et parfait ambassadeur, et le personnel de notre ambassade nous font accueil, une petite déception nous attend. Nous apprenons que le président Roosevelt est en croisière, sur le yacht *Senoia*, en tête-à-tête avec M. MacDonald, sur le Potomac. Beaucoup de choses pourront se dire et s'affirmer dans cette intimité, dont nous eussions aimé que M. Herriot eût sa part.

Lundi 24. A Washington.

Encore une matinée perdue. M. Roosevelt, en conférences continues avec les Anglais, ne recevra les délégués français que ce soir à cinq heures. En attendant, M. Herriot va déposer la traditionnelle couronne sur la pittoresque tombe du soldat inconnu à Arlington. Puis il se rend à Mount Vernon où se trouve la résidence, si curieuse par le style colonial et émouvante par les souvenirs conservés en l'état, de George et de Martha Washington. Pendant ce temps, les Anglais et M. Roosevelt traitent du désarmement, des dettes de guerre isolément, puis en fonction du désarmement, du niveau des prix mondiaux, de la réglementation des banques centrales, des étalons monétaires, de l'amélioration du statut de l'argent, de bien d'autres problèmes mondiaux encore, sans parler du plus important, de l'abaissement des barrières douanières. On se fait des concessions. On cherche des terrains d'entente ; et, si nous en croyons les rumeurs qui nous parviennent, côté anglais, on les trouve.

Quelque nervosité se marque chez nos délégués. Était-ce la peine de nous convoquer, puis de nous tant presser pour que nous n'ayons plus qu'à approuver ce qui aura été conclu avant notre arrivée et après nous avoir si désinvoltement fait attendre ? Les Anglais vont-ils récolter les avantages tangibles, tandis qu'il nous faudra nous contenter de bonnes paroles et de sourires ?

Changement complet d'attitude, pourtant, le premier contact pris à la Maison Blanche, ce soir. M. Herriot rentre enthousiasmé, conquis. Il ne trouve pas de termes assez

élogieux pour exprimer la franchise d'accueil, l'amabilité souriante, la clarté de vues et de pensées, enfin le désir de compréhension pour meilleure entente de M. Roosevelt. Nous connaissions déjà la puissance de séduction, l'irrésistible charme du Président des États-Unis. Nous n'aurions pas cru qu'ils pussent agir si efficacement et à première vue sur un homme à qui la pratique de la politique a sans doute enseigné à se tenir sur la défensive. Le chef de notre délégation ne songe d'ailleurs nullement à cacher son impression. Tout au contraire, il veut que les correspondants américains, qui, comme d'habitude, l'assaillent, la connaissent et la redisent. Ils ne s'en feront pas faute. Dès le lendemain, notre délégué sera proclamé candide et génial dans toute la presse américaine, hormis naturellement celle de Hearst.

L'entretien a surtout consisté en une revue générale des problèmes qui se poseront devant la conférence de Londres et un exposé par M. Roosevelt de ce qui a été fait avec les Anglais. Les conversations sérieuses commenceront demain.

Pour notre part, nous n'avons pas perdu notre temps. Nous avons téléphoné ce matin à la *White House*. C'est Mme Roosevelt elle-même qui nous a répondu. Tout de suite, avec mille choses aimables, dites le plus gracieusement du monde, elle nous a fixé un rendez-vous cet après-midi à cinq heures pour prendre le thé avec elle.

À l'heure dite, nous sommes devant la délicate, si parfaitement harmonieuse architecture coloniale de la *White House*. Ni à la grille du jardin, ni devant la colonnade, aucun portier soupçonneux, aucun barrage de policiers inquisiteurs à franchir. Nous pénétrons directement dans le grand hall où, à l'énoncé de notre nom, le vieux nègre très correct, courtois, souriant nous dit que la « première lady » nous attend. Il nous introduit d'abord dans le salon bleu du rez-de-chaussée, où s'est traitée, entre bien d'autres, l'affaire du canal de Panama. Mais nous sommes sans doute trop près du salon vert, où a lieu la conférence du Président avec les Anglais. Presque tout de suite un secrétaire aimable se présente, serre notre main, nous prie, toujours souriant, de « nous mettre confortable » dans la salle des fêtes. Nous n'y demeurons qu'un instant d'ailleurs. Il revient presque aussitôt nous avertir que

M^{me} Roosevelt nous attend. Nous le suivons au premier étage où nous sommes introduits dans le salon particulier, aux meubles joliment arrangés, pour les conversations en aparté, aux tables encombrées de souvenirs personnels, de photographies, de fleurs, d'admirables gerbes de fleurs surtout, et où la lumière atténuée de la haute fenêtre en rosace de cathédrale ajoute à l'intimité de l'accueil. Aux murs, beaucoup de tableaux de « marine », aussi deux bonnes études des chutes du Niagara dues évidemment à un talent familial.

Mais voici la « first lady » des États-Unis. Très grande, le regard animé d'un éclat singulier et qui pourrait être gênant, s'il n'exprimait tant d'intelligence unie à tant de droiture et à tant de bonté, le sourire comme éclairant et qui découvre largement les dents, elle s'avance d'une démarche gracieuse, enlevée et en même temps, oui, c'est cela, majestueuse. Nous entendrons demain, à la soirée de gala, quelqu'un, près de nous, dire qu'elle a un charme « impérial ». On ne saurait mieux la définir. Et avec cela, tant de bonne grâce, une si parfaite simplicité !

Elle nous tend la main, nous fait asseoir. Elle s'informe des nôtres, de ce que nous avons fait depuis que, pour la dernière fois, à Paris, nous nous sommes rencontrés. Elle sert elle-même le thé. Nous nous informons de ses innombrables œuvres sociales, politiques, charitables. Elle n'a cessé de s'en occuper, va, une fois au moins par semaine, en avion, à New-York, où elle continue de diriger le journal *The Women's Democratic News*, à Hyde Park à 40 milles de New-York où elle a fondé une fabrique de meubles d'art, à Albany où elle préside aux destinées de l'institution d'orphelines que voilà trois ans elle a créée. Mais combien d'autres activités ont surgi pour elle depuis 1929 ! C'était déjà la fin de la prospérité, le début de la crise. Cette crise ! A-t-elle été un si grand mal pour les États-Unis ? Elle ne le croit pas. Le peuple américain s'endormait, infidèle à ses traditions, moralement abaissé, dans la prospérité. Il lui fallait une épreuve, aussi dure que celle de la guerre, pour retrouver son idéal, son esprit national de générosité et de sacrifice, toute sa meilleure âme. Il l'a retrouvée, cette âme, d'autant plus vite qu'il a été plus frappé dans ses moyens d'existence, dans son luxe, à sa bourse. Riche, prospère, il était convaincu qu'il pouvait se suffire à lui-

même, imposer ses volontés aux autres nations et, si ces autres nations refusaient de les accepter, il croyait sincèrement pouvoir se passer et de leur consentement et de leur concours. Aujourd'hui, c'est différent. Le peuple américain commence à comprendre, ou bien il a déjà compris qu'aucune nation, de même qu'aucun individu, ne peut vivre dans l'égoïsme et seule. Les nations ont besoin les unes des autres. On ne peut faire son bonheur qu'en même temps qu'on fait celui des autres. C'est seulement de la coopération, de l'entraide, de la bonne volonté des uns vis-à-vis des autres que peut naître le bien-être de tous, c'est-à-dire la paix durable. La coopération des nations avec les autres nations, voilà la vérité, la formule nouvelle aux États-Unis et celle de l'avenir.

Toutes ces pensées, elle les exprime d'une voix musicale et aussi bien d'un ton de conviction sérieuse, persuasive, dans le français le plus pur et auquel le très léger accent apporte un charme.

La coopération, la bonne volonté réciproque, l'abandon de l'égoïsme national, elle s'efforce de faire comprendre à tous que là est le commencement et la fin de la pacification des esprits, de la paix. Deux fois par semaine, elle réunit les correspondantes à Washington des grands journaux des États-Unis. Elle leur répète cette vérité sans cesse, sous toutes les formes. Où seraient maintenant les États-Unis, s'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes? Dans quelle misère, après quelles catastrophes, se trouverait le peuple américain tout entier!

Nous croyons pouvoir exprimer notre étonnement devant ces vues si larges et si nettement affirmées, et qui ne signifient rien de moins que l'abandon de la politique traditionnelle d'isolement. Le peuple américain est-il déjà mûr pour les comprendre? Et le Congrès américain, qui n'a jamais voulu entendre parler d'aucune concession sur la fameuse doctrine de Monroe, ne se lèvera-t-il pas pour faire opposition, pour...? Elle nous interrompt en souriant. S'il n'y avait que la petite vérité des politiciens, où irions-nous? Mais heureusement, il y a la vérité plus haute. Et c'est celle-là qui, avec un peu d'aide, finit toujours par s'imposer.

Est-il possible que ce soit la femme du Président des États-Unis qui nous parle ainsi, qui, avec cette foi, cette force de persuasion, mette en doute la doctrine fondamentale de la

politique de son pays? Certes, le *new deal*, la nouvelle manière de voir et d'agir dont on a si souvent parlé depuis la prise du pouvoir par M. Roosevelt, n'est pas une expression creuse.

Et tandis que nous nous frayons un passage parmi la horde des photographes qui, devant la colonnade, attendent l'arrivée de M. Herriot, nous emportons l'impression profonde, très précise qu'une nouvelle vérité, celle même dont on nous parlait tout à l'heure, est déjà en marche.

Mardi 25.

Le Président des États-Unis tient décidément à ce que l'on sache bien que les conversations en cours sont seulement une préparation à la conférence de Londres. Elles n'ont eu et elles ne peuvent avoir aucun résultat définitif; elles ne peuvent conduire à aucun accord particulier avec l'une ou l'autre nation. Il ne cesse d'y insister; il le répète dans tous les communiqués, dans les réunions de presse, à tous ceux qu'il voit. Il demande qu'on le dise et le redise. Le communiqué anglo-américain, qui annonce un progrès dans les échanges de vues sur les dettes, déclare encore ce matin : « Il serait complètement erroné d'insinuer ou de croire qu'aucun plan ou arrangement est en préparation. La simple vérité est que, jusqu'à présent, rien que des explorations préliminaires en beaucoup de routes différentes ont commencé. » Les méthodes du Président sont maintenant claires. Et là encore nous avons commencé par nous tromper. Il est évident qu'il préfère s'entretenir avec chacune des délégations séparément, et parce que l'on a toujours plus de chances de s'entendre dans une conversation à deux qu'à trois. C'est ainsi que nos délégués n'ont pas encore été réunis avec les Anglais. Ils ne le seront qu'une fois et à la veille du départ de ces derniers.

Entre temps, les conversations de nos experts avec les experts américains et aussi bien celles de M. Roosevelt et de M. Herriot se poursuivent à la pleine satisfaction de tous ceux qui y prennent part. L'excellente impression qu'a d'abord reçue du Président des États-Unis le chef de notre délégation ne fait que s'affirmer. Il ne cache pas qu'il n'a pas encore rencontré pareille séduction chez un homme d'État d'aussi grande envergure. M. Roosevelt sait écouter sans parti pris et s'assimiler les vues, les desiderata, les conditions des autres.

Pendant près de deux heures aujourd'hui M. Herriot l'a entretenu de l'inquiétude française au sujet des armements secrets, croissants de l'Allemagne. Il lui a cité les entreprises à l'étranger, sous noms étrangers, en Hollande, en Suisse, ailleurs encore et qui, avec personnels allemands, dirigés par des chefs et des ingénieurs allemands, fabriquent, à force, canons, mitrailleuses, toutes armes d'attaque, envoyées ensuite, démontées et par canaux, pour être remontées et emmagasinées en Allemagne.

Cette Allemagne d'Hitler est d'ailleurs notre plus puissante alliée ici en ce moment. Le sentiment antifrçais, si vivace il y a quelques mois encore, ne paraît plus exister. La croisade antijuive et les massacres opérés par les nazis, au bref le militarisme éhonté, provocant, de l'Allemagne a soulevé l'opinion américaine. La presse qui, celle de Hearst toujours exceptée, était la plus enragée contre nous, chante aujourd'hui nos louanges. C'est ainsi que la revue *The Nation*, qui s'est toujours montrée si farouchement antifrçaise, qui n'a cessé de clamer l'irresponsabilité et l'innocence de l'Allemagne dans la guerre fomentée par la France et la Russie, publie cette semaine un article de Robert Dell qui reprend l'argument de Churchill et déclare que l'Europe est bien heureuse d'avoir eu la France pour la sauvegarder de l'ivresse militariste d'une Allemagne « retournée aux pratiques les plus barbares du plus sombre moyen âge ». De fait, nous retrouvons partout dans la presse, dans nos relations du monde et de la rue, l'hospitalité bienveillante, la générosité affectueuse, que nous avons connues aux meilleurs jours de l'amitié des États-Unis pour la France. On nous dit, on nous répète : « Nous n'avons qu'à nous montrer tels que nous sommes et à laisser faire Hitler. Tout s'arrangera au mieux pour nos intérêts et notre indispensable amitié. » Meilleure propagande nous n'en pourrions souhaiter !

Soir, grande réception à la White House. Concert vocal par quarante nègres qui, en différents registres, chantent des chansons nostalgiques du Sud. Les voix sont magnifiques, la mélancolie poignante. Le charme de la réception ne peut être exprimé.

Mercredi.

Les Anglais sont partis hier pour New-York, où ils s'embarqueront aujourd'hui. Le communiqué d'adieu est l'un des

plus longs et des plus explicites qui aient été publiés depuis longtemps. Tous les problèmes qui seront traités à Londres ont été étudiés, et une entente de principe a été obtenue sur six points essentiels.

La conférence du désarmement, si parfaitement stérile, doit être close au plus tôt à Genève et, autant que possible, avant l'ouverture de celle de Londres, le 14 juin. Un pacte consultatif, dont les modalités restent à déterminer, doit être adopté. Les dettes de guerre qui, sous l'administration précédente, ne devaient pas figurer au programme de la conférence économique, y figureront d'une façon ou de l'autre. Un moratoire des dettes sera probablement envisagé. La stabilisation internationale de toutes les monnaies devra être fixée. Cette stabilisation devra être obtenue le plus tôt possible pour que puissent être opérés de toute urgence la réduction des entraves au commerce, l'abaissement des barrières douanières et la suppression des contingentements.

M. Herriot et nos experts, qui ont été mis au courant aujourd'hui des résultats des conversations, ont approuvé les principes et discuté les modalités. Tout paraît en bonne voie. Les conversations se précisent. Une trêve douanière, proposée par notre délégué, comme premier pas en vue de faire revivre le commerce, a été longuement étudiée. Une autre proposition de nos experts en faveur d'une revalorisation en vue de stabiliser les changes pendant la conférence de Londres a été favorablement accueillie. D'autre part, une clause introduite à la demande de M. Roosevelt dans le *Farm Inflation bill* actuellement devant le Congrès prévoit que le prochain paiement des dettes de guerre, à l'échéance du 15 juin, pourra être fait, jusqu'à concurrence de cent millions de dollars, en argent, ce qui réduirait ce paiement de 50 pour 100. Il n'apparaît pas encore que le même avantage sera offert à la France pour son paiement en retard de décembre, car les Anglais, qui ont effectué ce paiement en or, devraient obtenir une compensation.

La trêve douanière, acceptée jusqu'au 12 juin, date d'ouverture de la conférence de Londres, et qui pourra être renouvelée avec l'approbation de cette conférence, apparaît surtout comme un accord important. Selon les vues américaines, elle doit en effet avoir pour conséquence d'empêcher les nations, qui prendront part à cette conférence, d'élever en dernière heure leurs

barrières douanières, afin d'arriver à Londres en meilleure position et avec une plus grande puissance de marchandage.

Jeu-di 27.

Nous avons déjeuné ce matin, dans la grande salle du *Metropolitan Club*, avec l'un des plus autorisés parmi les experts américains. Que de souvenirs dans cette salle et que de personnalités nous y avons rencontrées de 1915 à 1918 ! A cette table nous croyons voir M. Lansing, secrétaire d'État, lisant, en mangeant, les journaux sur un pupitre. A cette autre, c'était l'ambassadeur Bernstorff parlant haut, riant fort, faisant montre de cette gaieté bruyante, de cette satisfaction de commande, parmi le personnel de l'ambassade impériale, convoqué par ordre et qui doit montrer la même gaieté, la même confiance que son ambassadeur. Aujourd'hui, peu de monde. Quelques tables seulement sont occupées. Effet de la crise ? On nous l'assure.

C'est de l'épineux problème des dettes et d'une solution aussi élégante qu'aisée que mon hôte, juriste et financier d'une haute compétence, veut surtout, et sans aucune responsabilité officielle, m'entretenir ce matin. Il me rappelle le plan Smith proposé voilà un peu plus d'un an déjà et qui, tout de suite écarté par M. Borah et ses amis à cause des plus larges profits qu'il devait accorder à la « Big Business » et aux capitalistes de Wall Street, vient d'être repris sur nouvelle formule et paraît devoir être le plan américain, le plus acceptable aux débiteurs des États-Unis, qui sera présenté à Londres.

Un moratoire de vingt années serait accordé à toutes les dettes de guerre. Durant ce moratoire, tout achat fait aux États-Unis par les débiteurs comporterait une commission, une ristourne de 5 pour 100, à valoir sur leurs dettes. D'après des calculs serrés, la totalité des dettes se trouverait ainsi payée, sans débours excessifs, au cours des vingt années. D'autre part, ces achats de l'étranger susciteraient un nouvel essor de l'industrie et du commerce américain. Le chômage, qui compte aujourd'hui quatorze millions de personnes ou de familles en détresse, se trouverait progressivement réduit et le retour à la vie normale serait assuré. Qu'on n'aille pas dire encore que la reprise des affaires profiterait surtout aux grands capitaines d'industrie et aux capitalistes ! Les nouveaux

impôts, récemment votés, feraient rentrer les excès de profits dans les caisses du Trésor. La dette intérieure se trouverait donc automatiquement diminuée et le budget, aujourd'hui en déficit de six milliards de dollars, retrouverait vite sa balance. Enfin le public accepterait joyeusement ces impôts qui, somme toute, n'atteindraient que la grande propriété.

Plan d'une séduisante simplicité, où, étant données les circonstances et la certitude que l'annulation des dettes ne sera pas admise par le Congrès, il semble que tout le monde doive trouver son profit. Oui, mais qu'en dira le Congrès? Qu'en diront nos experts? Qu'en penseront notre industrie, notre commerce, nos producteurs français?

Au cours de l'après-midi nous sommes reçus dans le salon rotonde, dont les trois fenêtres ouvrent sur les jardins, par le Président des États-Unis. Nous le retrouvons plus assuré, plus confiant, en meilleure santé et meilleure forme, plus jeune enfin que voilà deux ans. Souvenirs personnels, aperçus sur la situation présente, il est entendu que nous n'en pouvons rien dire. Une loi défend de citer les propres paroles dites, dans le particulier, par le chef des États-Unis. Nous n'emporterons que l'impression de force et d'amabilité souriante, le souvenir de l'irrésistible sympathie, de l'irréductible confiance dans le bon sens des nations et dans la volonté divine, le grand espoir enfin qui nous est donné d'une meilleure entente avec la France. Et c'est tout de même bien quelque chose.

Vendredi 28.

M. Herriot a pris ce matin congé du Président, un congé exceptionnellement amical. La banalité officielle n'y a pas eu sa place. Sur la table, attention qui témoigne de la délicatesse des sentiments comme de la pensée de Mrs Roosevelt, des bleuets, des roses blanches, des fleurs des cherry-trees de Washington, les couleurs de la France.

Nous prenons à une heure le train pour New-York. Demain, nous aurons repris nos appartements, nos habitudes à bord du palais flottant qu'est l'*Ile-de-France*. La mission a désormais terminé sa tâche ici. Pouvons-nous avoir déjà une vue d'ensemble sur le travail fait, sur les résultats obtenus?

En quittant la France, nous avons bien des raisons de croire que nous allions à un échec. Les conditions que nous

allions trouver là-bas, on nous les avait décrites, voilà seulement un mois, comme détestables à bien des points de vue, mais en se plaçant au point de vue de la France plutôt encore qu'à n'importe quel autre. Rancune et aigreur contre notre pays depuis notre carence; des écriteaux dans toutes les rues de New-York et d'ailleurs : « N'achetez rien aux Français »; les récents débats de notre Parlement au sujet de la fameuse « propagande », repris, commentés, ridiculisés par nos amis eux-mêmes. Le *New-York Herald Tribune* n'avait-il pas publié à ce sujet un flamboyant éditorial sous le titre *Foolish France*? Et ne disons rien de la presse Hearst.

Et voici ce qui s'est passé.

Les conditions que nous avons trouvées, nous aurions mauvaise grâce à ne pas le reconnaître, toutes différentes de celles qui nous avaient été annoncées, nous ont été, dès le début et sans cesse, nettement favorables. L'ancien état d'aigreur, d'hostilité contre nous ne paraissait plus nulle part. Un grand fait, enfin, s'était produit, qui avait tout bouleversé pour le mieux de nos intérêts, l'avènement et les agissements d'Hitler et de ses amis en Allemagne. Vus de l'autre côté de l'Atlantique, par des hommes dont un très grand nombre ont des attaches allemandes et juives, les débordements de l'hitlérisme ont produit, pour en dire le moins, une stupeur. Tout l'acquis des informateurs et bons apôtres allemands en ces dix dernières années, tout le méthodique, inlassable travail de l'Allemagne d'Hindenburg et de Stresemann pour persuader l'opinion américaine de l'innocence de l'Allemagne dans les causes de la guerre, de son pacifisme naturel, de son plus grand désir de vivre en paix et en bonne intelligence avec tous, de sa bonne volonté et de ses efforts constants pour assurer la paix du monde, tout cela a été balayé d'un coup. Le voile a été déchiré. A des hommes qui considèrent la loyauté comme la première qualité chez un individu et chez une nation, qui ont, eux seuls, refusé net et constamment de reconnaître les Soviets parce qu'ils ne pouvaient ajouter foi à la parole de gens qui ont proclamé que la parole donnée à des gouvernement bourgeois était sans valeur, à des hommes congénitalement épris de franchise et de *fair play*, la duplicité et la brutalité allemandes sont apparues brusquement hors-civilisation, monstrueuse. Un retour immédiat s'est opéré en faveur de notre

pays, qui avait, depuis longtemps déjà, proclamé cette duplicité, mais dont les clameurs avaient été savamment dénoncées comme une excuse à son propre militarisme et qu'on n'avait pas cru.

Ces conditions nouvelles pourtant étaient-elles si favorables qu'elles devraient nous garantir la satisfaction prochaine ou immédiate de nos espoirs, l'acceptation sans réserves de nos désirs et demandes? Pour les raisons que nous avons déjà exposées, il n'en pouvait être question.

Devant une situation infiniment complexe, ayant à étudier, discuter, accepter, modifier le plus vaste plan de progrès économique qui ait encore été présenté dans l'histoire du monde, nous nous sommes présentés, parfaitement documentés par l'excellent diplomate qui dirige notre ambassade et nos intérêts à Washington, par des experts en petit nombre, mais chacun d'une compétence exceptionnelle. On a trouvé chez le chef de la mission une bonne volonté sincère de comprendre les vues des autres, en même temps que la meilleure volonté à leur faire comprendre les nôtres. Tous ont reconnu l'incomparable valeur politique et humaine du chef d'État américain, l'immense portée de son programme de restauration mondiale. Notre ministre a exposé loyalement la situation, les espoirs, les craintes de la France, en même temps qu'il s'assimilait lui-même les vues, mieux encore, la psychologie américaine. N'est-ce pas Aristote qui a dit que la véritable amitié est celle qui naît et grandit, entre des personnes, qui s'ignoraient la veille, dans l'accomplissement d'une même tâche?

La mission française ne rapporte pas en France un éclatant succès, et elle ne le pouvait pas. Du moins rapporte-t-elle une utile préparation à la conférence internationale qui va s'ouvrir et de précieuses indications. S'il est vrai que les nations ne peuvent plus faire leur bonheur individuellement, mais doivent le chercher dans celui des autres nations, c'est le succès des communes aspirations de notre monde angoissé, découragé, croyant quand même, espérant quand même, qui a été préparé à Washington, qui devra s'affirmer à Londres. Ce sera l'honneur de la France d'y avoir collaboré en toute intelligence et en plus grande franchise.

GEORGES LECHARTIER.

BOURNAZEL

HÉROS DU MAROC

Dans les premiers jours du mois de mars 1933, entre deux faits divers, un bref entrefilet des journaux rapportait un engagement sérieux sur le front sud-marocain. Des pertes étaient signalées : une douzaine d'officiers et de sous-officiers.

Mais bien avant que la note eût paru, la dépêche reçue au ministère de la Guerre avait suffi à créer une sorte d'inexprimable inquiétude. Chaque jour désormais, de nombreuses voix d'hommes, faussement calmes, parvenaient, — guidées par le fil téléphonique, — jusqu'aux bureaux officiels, posant une question à laquelle il était répondu vaguement, mais sans impatience.

Car ceux qui s'efforçaient d'obtenir les noms, de rendre aux héros tombés leur familier visage souriant, furent certains officiers français dont la pensée volait vers un frère d'armes, cher entre tous, vers un de ceux qui, en dépit de l'âge, faisait moralement figure d'ainé, de chef, vers celui enfin dont le poste de combat coïnciderait sûrement, — ils le savaient, — avec le lieu de la bataille. Pendant des jours, ces hommes attendirent, forgeant une espérance insensée. Puis ils apprirent qu'Henri de Bournazel était mort.

Henri de Lespinasse de Bournazel apparaît à notre époque comme un de ces vaillants légendaires dont les noms forment, tout au long de notre histoire, une suite de jalons lumineux, comme des phares dont la lumière demeure si vive, qu'elle suffit parfois à jeter une lueur sur les plus sombres périodes.

En 1916, à dix-sept ans, il s'engage. Promu rapidement

sous-lieutenant, il se fait déjà remarquer par cette incroyable bravoure réfléchie dont il devait, par la suite, donner de telles preuves.

La paix signée, après un stage à Saint-Cyr, — promotion Sainte-Odile, — le jeune lieutenant, qui ne saurait se complaire dans une demi-activité, demande immédiatement à partir pour le Maroc. Là, il va, sans hâte, passer quelques mois à étudier les mœurs des habitants, leurs dialectes, et surtout la configuration du terrain. Il sait que l'heure est proche où il lui faudra de nouveau marcher à l'ennemi. Bientôt il y est préparé.

L'« ennemi », ce sont ces Chleuhs vêtus de haillons sordides, rebelles à tout travail, vivant de pillage, rançonnant sans pitié les tribus de pasteurs ou de cultivateurs, s'exterminant entre eux dans de sanglantes luttes de clan, se groupant en factions turbulentes autour de quelques caïds, tyranneaux avides et féroces. Ils ont pourtant une qualité : la bravoure. D'ailleurs, ils lutteront en désespérés. Leur adresse au tir les rend moins redoutables encore que cet acharnement. Et tomber entre leurs mains, c'est aller à une mort affreuse, lentement, dans d'inexprimables supplices.

Tout cela, Bournazel le sait.

Qu'importe! Henri de Bournazel a sur-le-champ compris l'importance de la tâche qui va lui être confiée. Désormais, il s'y donnera tout entier, jusqu'à sa dernière blessure. Dès 1922, le jeune officier va se trouver au premier rang à toutes les opérations de détail. Immédiatement ses chefs ont reconnu en lui les qualités exceptionnelles qu'il apporte. Au combat de Tizi-Adni, le 6 mai 1923, il charge à la tête des ses goumiers et venge la mort du lieutenant de Courson, son camarade.

Nos troupes atteignent le Moyen Atlas. Bournazel se bat à Bou-Arfa, Bou-Khamoudj. Il brûle de se distinguer, d'obtenir le commandement et les responsabilités qu'il désire.

Première journée

Enfin, au combat d'El Mers, le 24 juin, il va pouvoir donner sa mesure.

Chargé, avec une partie de son escadron, de couvrir dans sa marche le groupe mobile de Meknès, Bournazel est déjà à l'avant-garde, poste de combat qu'il ne quittera plus.

Comme toujours, il faut avancer sur un sol abrupt, raviné, coupé çà et là de plantations d'orge ou de blé, terrain admirablement disposé pour l'embuscade prévue. Et soudain, la voici. Dissimulés dans de hautes herbes mûres, les dissidents, — des Ait-Seghouchen, — accueillent les spahis par une meurtrière fusillade, puis, aussitôt, de partout, bondissent des hommes à demi nus qui s'élancent vers les nôtres, couteaux aux dents, cherchant le corps-à-corps. Deux officiers sur trois tombent : le lieutenant Berger, tué, et le capitaine Bastien commandant l'escadron, blessé. Bournazel est lui-même atteint d'une balle à la tempe. Obligés de mettre pied à terre, nos cavaliers subissent de lourdes pertes, et vont reculer. Le lieutenant court au détachement de flanc-garde devenu inutile, rallie les survivants, se jette à leur tête contre l'ennemi si supérieur en nombre, les entraîne dans un mouvement irrésistible. Les Chleuhs tournent le dos, s'enfuient, abandonnant même leurs cadavres. Bournazel vient de remporter sa première victoire.

Va-t-il s'accorder quelque repos ? Pas une minute. Devenu chef du petit détachement, il assure avant tout l'évacuation de ses blessés, — et de ses morts. Pendant ce temps le gros des forces a dû faire halte, arrêté par de nombreux dissidents bien armés et bien renseignés sur les pentes abruptes.

La chaleur est presque insupportable. Il est trois heures après midi. Bournazel a, du premier coup d'œil, jugé la situation. Il saute en selle, rallie ses quelques spahis et se précipite droit vers les pentes, malgré un feu dont la violence et la précision semblent rendre toute offensive impossible.

Suivi de ces braves, l'officier franchit plusieurs ravins. L'élan de cette chevauchée héroïque devient irrésistible. Malgré les pertes, elle déferle en tempête. Enfin, à travers les balles, Henri de Bournazel parvient en haut de la crête, le premier et, — raconte un témoin, — chantant à pleine voix le refrain d'un « fox-trott » à la mode, cette année-là. De ce moment, la bataille était gagnée.

Restait à conquérir un groupe de maisons fortifiées : les kasbahs d'Iguerani. Des volontaires sont demandés. L'escadron en fournit un peloton et cette fois-ci encore il faudra attaquer l'ennemi à pied. Henri de Bournazel et son ami le lieutenant Blaque-Belair conduisent l'attaque. Blaque-Belair est jurement

touché. Au prix d'un combat acharné, Bournazel ramène son frère d'armes aidé par le lieutenant Durosoy.

En raison de cette journée, le lieutenant Henri de Bournazel recevait la croix de la Légion d'honneur avec la citation suivante : « Officier de la plus haute valeur morale, belle figure de soldat français. Par son enthousiasme et son sang-froid, le 24 juin 1923, au combat d'El Mers, a rétabli une situation difficile. Son capitaine ayant été blessé à ses côtés, a pris le commandement, a chargé et bousculé l'ennemi qui, au couteau, avait pénétré dans nos rangs. Inépuisable d'entrain et de bonne humeur, a maintenu, malgré les pertes et l'épreuve, le moral des indigènes sous ses ordres au plus haut point, poursuivant jusqu'au soir un rude combat. »

La légende de l'homme rouge

Les succès de nos troupes n'ont pu réduire les dissidents. C'est le moment où Abd-el-Krim, aventurier intelligent (auquel ne manquent ni l'argent, ni un matériel de provenance mystérieuse), monte la grande offensive riffaine, en même temps qu'éclatera, soigneusement préparée par ses soins, l'insurrection des tribus du Nord.

Bournazel, rentré pour quelque temps en France, a demandé à repartir d'urgence. Le commandement français l'envoie directement dans le cercle de Taza-nord à l'endroit où le danger va atteindre son point culminant. C'est là, pour reprendre l'expression de M. Marcel Dupont, à la pieuse étude duquel nombre de détails techniques sont empruntés ici, que le jeune héros va devenir, de mai 1925 à mai 1926, l'« âme de la résistance ».

Bournazel va entrer, sans même y prendre garde, dans la grande légende marocaine. Seul de tous les officiers français, il a toujours tenu à revêtir, pour aller au combat, sa vareuse rouge de spahi. C'est ainsi que, pendant dix ans, il affronta la mort, signal éclatant, merveilleux point de ralliement pour ses hommes, mais en même temps, cible orgueilleusement offerte au tir de l'ennemi. A plusieurs reprises, certains de ses chefs, affectueusement, voulurent intervenir. Bournazel répondait en souriant : « Mais non, laissez... Comme cela on me manque ! »

Bientôt tout le Maroc connaît « l'homme rouge » : ce sera désormais son surnom. Du haut des airs, les observateurs des avions d'accompagnement suivront cette petite tache écarlate dont la présence, toujours, marquera le point extrême de l'avance et jalonnnera le terrain conquis.

Les partisans, les goumiers allant à la bataille se rassurent en le voyant et s'écrient : « Nous sommes tranquilles, puisqu'« Il » est avec nous ! » Chez les insoumis, la superstition s'en mêle et bientôt plusieurs fables circulent : « Si un d'entre nous, disent-ils, ose ajuster *l'homme rouge*, la balle rebondit sur la tunique magique, ricoche et revient infailliblement frapper le tireur. » Cette popularité, due au courage extraordinaire de Bournazel, achève de lui donner un ascendant sans égal. L'adversaire, à sa vue, demeure pétrifié et ne sait plus réagir.

Jusqu'à la capture d'Abd-el-Krim, on compte plus de vingt opérations auxquelles Bournazel prend part. Enfin, rendons-lui publiquement cet hommage dont la signification se passerait de tout commentaire : c'est beaucoup grâce à lui que, pendant la guerre du Rif, la France dut de conserver Taza, d'éviter ainsi la rupture du front, l'avance sur Fez, et peut-être la prise de cette grande ville par les montagnards du Roghi !

Songe-t-on à ce que représente un pareil éloge, rédigé à l'époque, en toutes lettres, par un de ses grands chefs ? Que de meurtres, de pillages, de ruines, épargnés par la ténacité et la grandeur d'âme d'un enfant de France !

Seul

Cette fois-ci, un goum (trois à quatre cents partisans) lui a été confié. Afin d'enrayer l'avance des Riffains, le groupe mobile de Taza va se porter sur Bab-Siraoua.

Bournazel est chargé de couvrir le flanc droit du groupe. Va-t-il s'en tenir là ? Ce serait mal le connaître. Le jeune lieutenant est arrivé au contact. Avec un sens parfait du terrain, et ce calme admirable dont jamais il ne se départira, il prend ses dispositions d'attaque. Puis, — seul, — sur son fameux cheval gris, précédant de loin ses partisans, il marche à l'ennemi solidement retranché sur une pente. Utilisant tous les accidents de terrain, Bournazel avance droit sur sa selle, impas-

sible, invulnérable. Et quand les Marocains l'aperçoivent, il est déjà sur eux, brandissant sa cravache, dédaignant de tirer. Dans une clameur d'enthousiasme, ses soldats accourent maintenant, galvanisés. Les ennemis s'enfuient sans plus attendre, toute la ligne de tranchées est prise.

Le général en chef, qui, ce jour-là, suivit du haut d'une crête, à la jumelle, la progression de cet incroyable fait d'armes, rédigea sur-le-champ une proposition conférant à Henri de Bournazel la croix d'officier de la Légion d'honneur. On estima, à Paris, qu'il était encore un peu trop tôt; au fait, ce n'est pas cette sorte de récompense que le jeune homme allait chercher.

Un mois plus tard, l'insurrection atteint son paroxysme, la ligne d'invasion riffaine s'étend maintenant chaque jour. Les effectifs, — du côté français, — sont encore bien réduits. Il faut tenter le tout pour le tout, opposer les éléments épars d'une vague barrière à l'envahissement.

Pendant que la bataille fait rage à l'ouest, il faut à tout prix tenir le secteur nord où l'attaque peut se produire. La plus importante tribu de cette région, les Branès, soumise à notre influence, a juré de défendre son territoire contre les hordes d'Abd-el-Krim. Tiendront-ils parole?... Pour leur donner la force morale nécessaire, on leur enverra « l'homme rouge ».

Quelques centaines d'hommes pour garder une ligne de plusieurs kilomètres. Henri de Bournazel en commande cinq cents, disséminés en petits postes de guetteurs qu'il visite sans arrêt. Il est seul; même pas un sous-officier avec qui échanger quelques mots de français. Il est *seul*, avec quelques indigènes dont la peur peut à chaque instant vaincre le loyalisme fragile, seul à des lieues de tout secours, dans un pays hostile, torride, où l'eau devient une denrée plus précieuse que l'or.

Imagine-t-on cette garde tragique, montée par ces pauvres paysans inquiets qui, à chaque instant, tournent leurs yeux vers le chef qui leur a été donné! Tout est calme encore, mais l'officier ne s'y trompe pas. Il a déjà deviné, au loin, devant lui, dans les fourrés, au creux des failles, la présence de l'adversaire. L'attaque est imminente. Combien sont-ils?

Dès la tombée du crépuscule, les Riffains en effet jettent le

masque. Un assaut est repoussé, un autre encore, après quoi le calme revient.

Ce même soir, un courrier exténué parvient jusqu'au plateau. Il annonce au lieutenant français qu'à vingt kilomètres de là, le caïd Khelladi, des Branès, est violemment attaqué par des forces considérables, prêt à succomber. Bournazel, impassible, examine la situation, aussi calme en apparence que s'il résolvait un problème tactique à un *kriegspiel* d'état-major. Et puis, vite, il donne des ordres : cent hommes, toute sa réserve, marcheront derrière lui, à la file indienne : « On va courir à l'aide du caïd révérend et lui porter des cartouches. En attendant son retour... que l'on fasse bonne garde !... » Muets, les hommes obéissent. L'étrange défilé disparaît dans la nuit.

En atteignant le sommet des hauteurs, la lumière rouge d'un immense incendie apparaît. Les Riffains ont mis le feu aux villages Branès, et les partisans serrent les poings. À l'aube, après une marche pénible, le petit détachement parvient sur les emplacements menacés. Déjà il a croisé nombre de « bourricots » hirsutes chargés de cadavres sanglants. Les éléments Branès fuient de toutes parts devant des masses de Riffains. Un autre courrier survient, mais déjà Henri de Bournazel, à la lorgnette, prépare son plan de bataille ; ses dispositions sont prises instantanément. Ralliant les fuyards, il leur indique la marche en avant, les guide, les exalte... Une fois de plus les Riffains plient, cèdent le terrain, la situation paraît rétablie, lorsque...

Lorsqu'un partisan touche le bras du lieutenant : « Regarde, lui dit-il, en lui montrant la gauche, les vois-tu ramper dans les lauriers roses... ils viennent, ils viennent nombreux. »

L'explication, hélas ! est vite donnée : les Abel el Oued, qui formaient une partie du front de défense, ont trahi. Cette fraction n'a pas résisté à l'âpreté du combat, à l'imminence du danger. L'effort magnifique de redressement conçu et réalisé par Bournazel demeurera donc vain. Par surcroît, le caïd Khelladi survient. Il est visiblement découragé, à bout de forces. L'officier français ne peut que lui indiquer un point de retraite tout proche. Pour lui, il se repliera vers son poste de combat, en gardant avec le caïd une indispensable liaison. Car il faut à tout prix résister, il le faut !

Sur la carte, il choisit sa position de défense, une sorte de

plateau en forme de promontoire. Il n'a pas de mitrailleuse, il a peu de munitions, tout juste cent hommes. Bientôt, pourtant, il espère avoir rallié le reste de ses partisans, quand la nouvelle parvient, portée par un coureur fidèle : toute la partie ouest du front a cédé et au nord-est, à l'est, la petite garnison de Bournazel, chargée de défendre la frontière Branès, est tout entière passée à l'ennemi !

La situation est donc devenue, s'il est possible, encore plus critique. Les outres sont vides. Tout à l'entour, les points d'eau sont empoisonnés. Depuis deux nuits, Bournazel n'a pas dormi. Il faut cependant rester en contact étroit avec Khelladi. Deux *rekhas* (1) chargés d'instructions pour le caïd s'éloignent.

Quelques instants après, ceux-ci reviennent, éperdus et désarmés. Le caïd a fui lâchement, la route est déjà interceptée. A présent, les Riflains sont sûrs de tenir leur proie et ce n'est pas sans raison qu'ils ont renvoyé les estafettes au lieu de les massacrer. Par eux, leurs camarades seront mis au courant de la situation désespérée du chef blanc. Ils se souviendront que sa tête est mise à prix, un chiffre énorme : cinquante mille douros. Et ils espèrent que sans combat, peut-être...

De fait, la nouvelle se répand instantanément. Les yeux se fixent sur Bournazel, mais cette fois c'est une autre expression qu'on peut y lire. Néanmoins, tranquillement, posément, il les rassure, puis les regardant bien en face : « Tout le monde à son poste de combat ! » Les Berbères obéissent, mais déjà si mollement !... Certes, il suffirait d'un mot. Il suffirait que le jeune lieutenant se convainquit qu'« à l'impossible nul n'est tenu », et le détachement retrairerait, abandonnant la dernière ligne de défense de Taza. « Impossible », c'est bien là un mot dont Bournazel ignore le sens lorsqu'il s'agit de remplir une mission.

Une heure à peine s'est écoulée que le chef de cette poignée d'hommes la sent fondre à vue d'œil. Il parcourt sa ligne de défense : dix, vingt manquants, puis trente... Ceux-là ont déjà déserté... Quatre pigeons voyageurs, dans leur étroite cage d'osier, voilà le seul moyen de liaison qui reste à Bournazel. Demander du secours, non pas. Il se borne à signaler les événements de la nuit.

(1) Coureurs.

Et subitement, la révolte éclate, brutale. Bournazel distingue nettement l'accent de rébellion : « Il faut en finir, disent les partisans, nous voulons le Maghzen riffain!... » Toujours impassible, le lieutenant s'approche. Quelques paroles choisies pour fouetter l'amour-propre de ses gens, et le silence retombe à nouveau. Combien de temps cela peut-il durer? Les nerfs, malgré tout, finiront bien par céder!

Abdallah, le seul chef dévoué, est venu retrouver Bournazel. Derrière un rocher, celui-ci casse ses derniers œufs durs; afin de ne pas laisser deviner son anxiété, il les partage avec le Marocain. Celui-ci commence un discours embarrassé : « Pourquoi ne pas retraiter?... » Ne recevant pas de réponse, il insiste, et par circonlocutions en arrive au vrai but de l'entretien. « N'est-il pas étonnant que plus de huit cents Riffains n'attaquent pas les cinquante-cinq hommes qui restent? Pourquoi épargner ces fous qui prétendent retarder leur marche victorieuse sur Taza?... » Puis, la voix faiblit, se brise presque, lorsque Abdallah, péniblement, articule ces derniers mots : « Il faut que tu saches... les Riffains ont décidé de te prendre vivant... et ils comptent sur tes partisans pour te livrer!... »

Bournazel n'a pas répondu. Mais il s'est levé, a marché vers ces hommes que hante maintenant, — il le sait, — l'espérance d'une fortune. Une fois encore il leur parlera de leur ennemi commun, leur montrera au loin le rougeoiement des incendies allumés par les pillards. Du regard, en même temps, il les compte : dix ont encore disparu. Puis lentement, il revient à son poste de commandement. Il est rompu de fatigue, mais s'endormir ne serait-ce pas se livrer? Il faut tenir encore, tenir contre toute espérance, dompter ces brutes n'importe comment, et, par crainte de céder à l'écrasante lassitude, Bournazel commence de long en large une interminable promenade.

Tout à coup, une fusillade, des cris dans la nuit, des appels plutôt. Les voix distinctes des assaillants qui hurlent : « Nous sommes tous musulmans... joignez-vous à nous et prenons ce chrétien!... »

Henri de Bournazel saisit un fusil, tire. Quelques uns de ses partisans l'imitent. D'autres, plus nombreux, ont seulement fait semblant de tirer. Il l'a vu. Mais la riposte des Rif-

fains ne tarde pas. Les plus exposés sont touchés, ce sont trois d'entre les derniers fidèles. Et, sans transition, le silence revenu, voici que la rébellion gronde à nouveau. Cette fois elle est totale...

Le carnet du gommier

J'ai eu l'honneur de connaître Henri de Bournazel. Sur mes instances, il avait consenti à m'apporter quelques-unes de ses notes griffonnées au repos. Ces lignes, il les avait écrites pour le bulletin de sa promotion et les signait, anonymement : « Un gommier ». Voici celles qui décrivent le drame :

« Céder, en un pareil moment, c'est abdiquer définitivement. C'est, pour une attitude ou un mot, perdre le fruit de deux longues journées de lutte angoissante. C'est livrer, sur-le-champ, le pays Branès aux mercenaires d'Abd-el-Krim. C'est Bab-Moroudj, aujourd'hui même, aux mains de mes propres hommes et devenant citadelle riffaine. C'est ouvrir la porte sur le couloir menant à la grande Oudja-Fez. C'est Taza prise, cette ville dont la défense n'est plus assurée, faute de combattants. C'est la liaison effectuée entre les troupes du « Roghi » et les révoltés de la « Tache ». C'est peut-être le Maroc coupé en deux. Menacer serait une faible chance à courir. D'ailleurs je crois maintenant périmée cette dernière ressource... Je n'en puis plus. Mes nerfs sont à bout. Pourtant ma volonté à laquelle je fais un dernier appel accourt à mon aide. J'éclate, et, les yeux dans les yeux de Tamfous (1) :

— Si tu as peur de te mesurer encore avec les Riffains, un Français montera seul la garde... Dieu nous jugera.

« Et, après avoir fait signe à Abdallah de ne pas me suivre, je me dirige d'un pas rapide vers la position abandonnée dont les réguliers d'Abd-el-Krim commencent l'ascension. J'entends leurs cris rauques...

« J'approche du but. Il est environné d'épais buissons dans lesquels l'œil ne peut pénétrer. J'ai fait souvent le sacrifice de ma vie, cette fois pourtant tout espoir de me tirer du guépier où je me suis volontairement fourré n'est plus possible, et je me sens mollir sur mes jambes.

(1) Un des chefs indigènes.

« Il fait lourd et, cependant, mes dents s'entrechoquent. Je pense confusément aux raffinements de cruauté dont mes camarades tombés vivants aux mains des insoumis ont été l'objet.

« Vais-je hésiter ? Allons donc. Encore un petit effort. Ça y est.

« J'arrive sur le sommet. Un souffle d'air passe qui me fait du bien.

« Je sors mon revolver, décidé à vendre chèrement ma peau.

« A ma vue, l'ennemi pousse des cris de victoire, mais prudent, il s'est plaqué à terre. Il doit avancer, car les branches des buissons s'agitent devant moi. Par bonheur, aucun coup de fusil n'est tiré. Parbleu ! Abdallah avait raison, c'est vivant que les Riffains ont décidé de me capturer...

« Aux hurlements de l'assaillant, les vociférations des miens font écho. Ces derniers déferlent maintenant dans ma direction.

« Horreur ! je crois comprendre la hâte soudaine de mes hommes... J'entends leurs pas se rapprocher. Que disent-ils ? Après tout, que m'importe, pourvu que ma volonté ne soit pas brisée par la fatigue, et l'émotion formidable qui m'èteint.

« Je devrais me protéger contre cet ouragan. Pourtant, je ne bouge pas, je reste figé. Mes yeux sont grands ouverts et braqués devant moi. Mes oreilles enregistrent nettement tous les sons, mais je ne fais pas un mouvement.

« Que c'est long de mourir.

« Les voilà ! »

Et pourtant, à cette seconde même, Bournazel avait vaincu ! Car ses partisans accouraient, subjugués, enthousiastes, non pour le terrasser, mais pour le défendre. La fusillade éclate à ses côtés, l'ennemi recule.

Toujours impassible, il entend murmurer, tout près de lui, d'humbles excuses : « Nous monterons la garde », assure un des chefs, honteux. Sans avoir la force de répondre, Bournazel prend un fusil et tire sans arrêt avec ses partisans. Les Riffains dispersés, il dit simplement : « Que la protection de Dieu soit sur vous ! » Puis il s'éloigne du même pas, de la même allure, — sa seule véritable défense, — et gagne un endroit écarté du camp. Là... Mais rendons-lui la parole :

« Là, j'ai mis ma tête dans mes mains, et, seul, tout seul à côté de Jauge (1), je me suis mis à pleurer doucement, j'ai pleuré de détresse morale, je le confesse aujourd'hui, j'ai pleuré de souffrance physique, mais j'ai pleuré en me cachant, comme si je faisais mal. J'ai pleuré sans avoir la consolation de confier à qui que ce soit le secret de mes peines. J'ai pleuré en me suppliant d'arrêter mes larmes, et je n'ai pu retrouver mon calme qu'au moment où dirigeant ma pensée vers Dar Gaïd Medboh, la silhouette du colonel Giraud m'est apparue. Dans mon désarroi, je voyais ce magnifique soldat toujours confiant, malgré les épreuves nombreuses auxquelles il était soumis. Alors, je me suis raccroché à cette évocation, et j'ai séché mes larmes honteusement! »

La reddition d'Abd-el-Krim

Grâce à cette page d'épopée écrite par un seul homme, le secteur le moins défendu a pu résister à l'envahisseur. A présent, la contre-offensive va commencer. Une nouvelle période de combats s'ouvre au cours desquels le commandement fera *chaque fois* appel à Bournazel. C'est lui qui, devant chaque colonne, continue de « déblayer le terrain », à l'avant-garde, là où les embuscades, les guetteurs solitaires font le plus sûrement de victimes.

Henri de Bournazel est toujours le premier; partout, sa veste lumineuse galonnée d'or précédant les troupes comme un drapeau. A cette époque, sa réputation atteint son apogée.

Au printemps de 1926, son goum et ses partisans précèdent la 8^e brigade de marche du colonel Corap à la conquête de Djebel-Beni-Zineb, puis à la prise de Targuist.

Bournazel mène l'hallalli. Le 26 mai, il est parvenu à Tizemourren. A la nuit tombante, un de ses informateurs vient le prévenir qu'Abd-el-Krim s'est réfugié avec ses dernières troupes à la Zaouia de Snada, à vingt kilomètres environ. Le chef marocain est déjà résolu à se rendre, des pourparlers sont engagés. Peu lui chaut! Ce que veut Bournazel, c'est sauter en selle sur l'heure, rallier ses goumiers, partir au galop dans la nuit et enlever le chef riffain.

(1) Son cheval.

Seule, l'autorité de son chef empêche le lieutenant de mettre à exécution cette audacieuse folie. Le lendemain d'ailleurs, Abd-el-Krim se rend à « l'homme rouge » lui-même qui le conduira au quartier général. Puis, pour se consoler, l'intrépide cavalier repart à toute allure en direction de Kemmoun, occupe ce point et arrive à temps pour précéder et capturer la colonne composant la famille et les trésors du « Roghi ».

La dernière campagne

En 1927, Henri de Bournazel revient en France, sa croix de guerre chargée de sept palmes. Il allait être promu officier de la Légion d'honneur à trente-deux ans. Peu après, il épousa la fille du comte Lahens, qui devait lui donner deux fils.

Sincèrement, Henri de Bournazel parut alors se résigner à mener la vie d'études et de dure discipline que comporte l'existence de l'officier en temps de paix. Mais un jour il apprit qu'au Maroc, la poudre allait parler à nouveau, comprit que sa mission n'était pas terminée, fit sa demande pour repartir et réendossa sa légendaire tunique rouge. Il venait de recevoir son troisième galon.

L'accueil fait au capitaine de Bournazel devait déjà le payer de son sacrifice. On lui confie trois goums et quatre cents partisans. L'œuvre de pacification du Maroc va se terminer par la prise du Tafilalett, oasis cernée d'un massif presque infranchissable, le dernier et le plus solide repaire des bandes pillardes.

La première opération est dirigée contre le ksar de Tourroug. L'attaque est pour l'aube. Le jeune commandant de l'avant-garde marche toute la nuit, malgré une tempête de sable atrocement violente. Il atteint la position d'où partira l'offensive et y attend le gros des troupes composé d'une batterie, d'un escadron et de deux bataillons...

Mais la colonne tarde. Les tourbillons aveuglants chassés par le vent ont retardé sa marche. Que faire ? Dès qu'il fera jour, les guetteurs berbères auront décelé la présence des goumiers. L'effet de surprise sera perdu. Il y aura grande bataille, de lourdes pertes. Autant en finir tout de suite. Et Bournazel, une fois de plus, prend ses dispositions d'attaque, puis, dans les premières lueurs de l'aurore, part à la charge, encercle le

ksar, désarme les sentinelles et pénètre dans Tourroug presque sans verser le sang. Lorsque la colonne arriva à pied d'œuvre au début de l'après-midi, le ksar était occupé, la soumission des insurgés accomplie.

Enfin, le 15 janvier 1932, Henri de Bournazel commande, lui simple capitaine, un des trois groupes d'attaque chargés de pénétrer dans la palmeraie du Tafilalett et d'occuper Rissani, capitale du chef Belgacem. A onze heures du matin, il y pénètre par le sud, à la tête de ses cavaliers, et à cinq heures après midi, il entre dans Rissani, ayant lutté sans arrêt.

Le vainqueur de tant de combats ne pouvait plus, à cet instant, recevoir d'autre récompense qu'une huitième citation à l'ordre de l'armée. Pourtant, le commandement lui en réservait une. A Bournazel fut confiée la mission de créer et de commander le bureau des Affaires indigènes contrôlant tout le Tafilalett, tâche écrasante qu'il arrive à remplir parfaitement, sans cesser pour cela de mener de nombreuses reconnaissances dans toutes les directions.

C'est du Tafilalett qu'il partit pour la dernière opération, — la réduction du massif de Bou Gifein où s'étaient réfugiés les irréductibles vaincus de Rissani. — Pour cette ultime campagne dont la conclusion devait ouvrir définitivement une ère de quiétude et de paix, Bournazel a sous son commandement ses fidèles goumiers et une forte compagnie de la Légion.

Le 27 février, le général Giraud le charge d'enlever le lendemain un piton escarpé, aux flancs presque abrupts, véritable nid d'aigle, centre de la dernière résistance ennemie.

Ce piton est pour l'heure cerné par nos troupes et les dissidents savent bien que, malgré les ordres de nos officiers, les partisans ne leur feront pas quartier. Les derniers insoumis se battront donc cette fois jusqu'à la mort. Cette certitude décide le général Giraud à envoyer à son subordonné l'ordre formel de couvrir d'une « djellaba » brune la trop visible tunique rouge. En maugréant, Bournazel obéit, pour la première fois, puis il part à l'attaque pour la dernière fois.

Le général ne s'était pas trompé. Bien abrités derrière leurs rochers, les Chleuhs dirigent un feu des plus meurtriers sur les assaillants qui doivent escalader littéralement les éboulis de pierres volcaniques, véritable chaos au travers duquel tout élan se trouve nécessairement brisé.

Henri de Bournazel est un des premiers qui arrivent cependant à mi-pente. A ce moment, une balle l'atteint au ventre. Il tombe. Sa chute marque instantanément l'arrêt de l'assaut. Les partisans hésitent, puis commencent à refluer. Bournazel alors se relève, et, se trainant, s'accrochant aux roches, repart à l'assaut. C'est, écrira son ami le docteur Vial, qui l'assista dans ses derniers moments, cet effort suprême qui devait décider de sa mort. Une autre blessure l'atteint au bras. De rage, il jette son revolver et retombe, épuisé. Ses hommes l'emportent.

L'agonie de ce glorieux soldat fut douce. Se sachant perdu, lucide jusqu'au bout, il ne pensa plus qu'à mourir chrétiennement, offrant ses souffrances en holocauste pour l'avenir de son épouse et de ses fils. Il soupira : « J'ai tué ma chance en couvrant ma vareuse rouge », sourit, murmura encore : « C'est ennuyeux de mourir sale... » Puis il recommença de prier jusqu'à la fin.

Le jour où ayant reçu confirmation que, sur sa demande, il repartait pour le Maroc, Bournazel avait croisé, devant le bureau d'un de ses chefs, un de ses compagnons d'armes qui lui avait dit, en plaisantant : « Alors, tu repars?... Tu veux donc décidément y rester?... »

Le jeune capitaine esquissa un geste vague, ne sourit point. Peut-être reçut-il à cette minute l'intersigne, le pressentiment qu'en effet, cette fois-ci, il ne reviendrait pas. Tendant la main pour un adieu à son interlocuteur, il répondit seulement : « Qu'est-ce que ça fait ! J'ai maintenant deux fils pour me remplacer... »

LÉOPOLD MARCHAND.

LA DISGRACE DU CAPITALISME

IV ⁽¹⁾

MORALE

Nous disons: le capitalisme... Mais qui préside au capitalisme, le dirige ou, simplement, le représente? Qui a volonté et pouvoir de l'orienter? Qui décide de ses attitudes, qui pense même à lui donner une attitude, une prévoyance et une responsabilité générales? Qui est son chef et, surtout, sa conscience?

A ces questions, à ces appels personne ne répond. Le capitalisme présent est un état de civilisation ou, pour mieux dire, un enchaînement de données économiques et de réflexes sociaux dont aucun homme, aucun groupe, aucun État, aucune puissance ne possède le contrôle.

Il procède d'une exaltation en chaque individu de l'appétit du gain, associée à l'espoir de gagner toujours plus, grâce au progrès des découvertes, des machines, des échanges et du crédit. Ses motifs sont individuels, ses manifestations collectives, ses conséquences universelles.

Au départ, il y a la responsabilité individuelle devant des lois, civiles et politiques, qui sont locales. A l'arrivée, il y a le bonheur ou le malheur, la fortune ou la ruine du monde, résultant de la somme anonyme des réflexes individuels, mais il n'y a pas de responsabilité, pas plus qu'il n'y a de conscience universelle, sauf dans l'abstrait. On peut concevoir, à la

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1^{er} mars et 1^{er} avril.

rigueur, une loi et une morale universelles, mais faisant appel toujours à la conscience de l'individu, non, précisément, à une conscience universelle. Nous sommes loin de cette loi et de cette morale universelles en politique ou, simplement, en droit des gens. A plus forte raison, en économie... Qui ferait la loi et d'après quels principes de morale ? Quelle conscience interdirait au vigneron de l'Australie de produire du vin et de le vendre, alors que le vigneron de Pézenas le ferait avec la conscience tranquille ?

Il n'est question, dans les écoles, les journaux et les clubs, que de corriger le capitalisme. Il faudrait, d'abord, le situer en un cadre défini et le personnifier en des groupes responsables.

Nous allons voir que c'est la grande difficulté d'une réforme du capitalisme contemporain, difficulté qui existait moins ou qui existait peu à l'égard des formes anciennes du capitalisme. Nous allons voir, aussi, que c'est la cause profonde du double mouvement de réaction, qui renforce, d'une part, le nationalisme et, d'autre part, le socialisme.

LE MANQUE DE PRÉVOYANCE GÉNÉRALE

Certains voudraient échapper à ce problème en déniaient à l'économie tout droit de direction sur la société et en réaffirmant l'ancienne prédominance de l'idéologie politique. Ce n'est pas échapper au problème, c'est au contraire s'y enfermer. Car il s'agit précisément de trouver une politique qui domine l'économie, non seulement dans l'abstrait, mais en fait, et qui la règle en pratique sans la briser.

Aujourd'hui, quoi qu'elle fasse ou prétende, la politique est servie de l'économie, d'une économie désordonnée et imprévoyante, mais tyrannique.

Chaque fois que souffre une branche quelconque de la production, du commerce ou de la finance, ce malaise d'ordre économique provoque tout de suite un mouvement d'opinion devant quoi bon gré mal gré cède la politique, justiciable de l'opinion. Que vienne en cause l'intérêt limité d'une catégorie de citoyens ou l'intérêt plus étendu d'une nation, dès que cet intérêt prend une forme économique et touche au sort matériel des hommes, aucun préjugé politique ne lui résiste longtemps.

Les troubles monétaires, menaçant l'épargne et le travail des citoyens, bouleversèrent la politique intérieure des États. La même abdication de la politique apparaît dans tous les cas de pression d'origine économique, pour le blé, le bétail, le vin, etc. Quand telle région se plaint d'un appauvrissement ou de la mévente d'un produit, on voit les représentants politiques de cette région, quel que soit le parti pris politique de chacun d'eux, faire abstraction précisément de leurs divergences politiques pour se mettre en commun à la recherche d'une solution ou d'un remède. S'ils ne le faisaient pas, le corps électoral les condamnerait.

C'est donc qu'à notre époque, au regard des électeurs politiques eux-mêmes, l'intérêt politique doit se soumettre à l'intérêt économique, l'intérêt politique et l'intérêt économique fussent-ils opposés.

Le fait de la sujétion croissante de la politique à l'économie correspond à un changement profond dans la constitution même des nations et des groupes sociaux.

Autrefois les hommes étaient beaucoup moins nombreux; ils dépendaient beaucoup moins les uns des autres pour leurs moyens d'existence; leurs besoins étaient beaucoup moins grands et leur activité se rattachait à des liens beaucoup moins complexes et variés. Les sociétés d'autrefois étaient surtout rurales : l'homme y produisait à peu près, par son seul travail, tout ce dont il avait besoin, et il n'avait qu'une faible conscience de la solidarité, d'ailleurs indirecte, qui le liait à son prochain. La même indépendance relative existait pour les gens fortunés. Les fortunes étaient plus ou moins autonomes : leur évolution dépendait moins de chances et de circonstances collectives que de l'effort, de l'épargne, de l'habileté ou de la bonne gestion de chaque particulier.

L'intérêt économique avait alors un caractère individuel, isolé. Il ne pouvait exercer une pression constante sur la politique : à plus forte raison ne pouvait-il l'absorber. La politique restait donc libre, relativement désintéressée, vouée aux idées. Elle possédait et conservait aisément la suprématie, parce qu'elle traduisait une idéologie collective qui dominait des intérêts fragmentés, individuels, faiblement solidaires.

Aujourd'hui nous assistons au renversement de ces rapports anciens. Les intérêts deviennent de plus en plus collectifs et

solidaires, à cause de la densité croissante du peuplement, de la spécialisation des activités humaines et de l'« interdépendance » des moyens d'existence.

Mais tandis que les intérêts deviennent collectifs, les idées au contraire deviennent de plus en plus individuelles et dispersées. Le même mouvement qui, par la diffusion des sciences appliquées, a embrigadé les hommes dans le machinisme, a suscité, en chacun d'eux, la présomption d'un sens critique particulier. L'idéologie politique se fragmente en une multitude de façons de penser particulières, à mesure que chaque individu croit avoir acquis assez de connaissances pour se faire une opinion personnelle. La communauté des idées ou des croyances disparaît dans le temps même où les intérêts se rejoignent et se syndiquent.

D'autre part, l'homme contemporain est dans une position plus fragile que l'homme d'autrefois à l'égard des vicissitudes économiques. Sans doute, ses façons de vivre et ses gains représentent un degré de civilisation matérielle qui est très supérieur au niveau de jadis. Mais le niveau de jadis était plus stable, en ce sens que l'homme, s'il gagnait moins, risquait aussi moins de perdre; il contrôlait mieux, en tout cas, ses risques de perte, qu'il s'agit de son salaire, de son revenu ou de sa fortune. On observe chez l'homme contemporain une sorte de sensibilité économique qui est exaspérée à la fois par l'augmentation de ses besoins matériels et par la crainte qu'un accident ou une crise ne le prive brusquement des chances de satisfaire ces besoins.

Ce changement des conditions sociales, qui détermine peu à peu un changement égal dans l'état d'esprit du citoyen, est la cause du déclin des idéologies politiques. En n'importe quel pays, les partis tendent à ne plus représenter que des positions d'intérêts collectifs. Même ceux des partis qui se flattent le plus de représenter encore une idéologie, n'hésitent pas, en pratique, à sacrifier leur idéologie ou, comme ils disent, leurs « principes » à des « nécessités » d'intérêts, dès que les positions d'idées viennent en conflit avec les positions d'intérêts. Il n'est pas un parti qui voudrait priver ses électeurs d'un morceau de pain, d'un verre de vin ou d'un franc de salaire pour l'amour d'un principe. Au moins, il n'est pas un parti qui résisterait longtemps à un tel héroïsme. Aucun gouvernement

dans le monde, n'est capable de supprimer ou d'abaisser un droit de douane protégeant le travail de quelques milliers de ses nationaux, serait-ce pour se ménager, à l'extérieur, une alliance utile dans l'ordre de la politique.

Cet état de choses menace non seulement la politique au sens étroit, mais la civilisation même. La vraie politique se distingue essentiellement de l'administration, parce que la politique est un système de prévoyance générale, tandis que l'administration est l'aménagement, suivant l'ordre fixé par la politique, des données immédiates et quotidiennes de la vie. Or, la somme des prévisions mercantiles et des calculs particuliers ne peut faire une prévoyance générale. Nous sommes donc exposés à manquer de prévoyance générale. C'est, en effet, le défaut de prévoyance générale qui apparaît le plus dans la conduite des États contemporains.

Pour y remédier, il convient que l'idéologie politique reprenne la direction des préoccupations collectives, au lieu de se laisser constamment dérouter par ces préoccupations. Un tel redressement exige, d'abord, que l'idéologie politique s'instruise des conditions de l'économie moderne et y adapte ses thèmes.

D'autre part, il importe absolument que se forme une « élite » qui, non plus seulement hors de l'économie, mais en elle, défende la part de désintéressement sans laquelle on ne saurait concevoir de plan d'ensemble ni de souci élevé du bien de l'humanité.

DÉSACCORD DE LA POLITIQUE ET DE L'ÉCONOMIE

L'imprévoyance des États, leur passivité à l'égard des pressions désordonnées de l'intérêt particulier et l'impuissance que montrent les gouvernants ou les partis à renouveler leur idéologie en fonction des réalités économiques du monde actuel, proviennent, en grande partie, de ce que le cadre de la politique ne correspond plus, depuis longtemps, au cadre de l'économie moderne.

La politique est prisonnière du cadre national, dans lequel s'agitent des rivalités de région à région, de corporation à corporation ou de classe à classe. Elle traduit et elle défend l'équilibre de forces localisées, comme si ces forces étaient

indépendantes du reste du monde. Mais l'économie, au contraire, subit, de notre temps, les variations d'un équilibre qui est universel. Le prix du blé en Beauce est déterminé, à travers toutes les barrières douanières et en dépit de ces barrières, par l'état des récoltes dans l'Ouest canadien ou en Argentine, comme les filatures de coton du Lancashire sont ruinées par une baisse des salaires au Japon. Certains ports perdent, du jour au lendemain, la moitié de leur trafic parce que les navires, chauffés au mazout, n'y viennent plus prendre du charbon...

Les politiques nationales s'essoufflent ainsi à réparer tardivement les dégâts locaux qui sont causés sans cesse par des phénomènes universels que les politiciens n'ont pas prévus et que, le plus souvent, ils ont peine à comprendre après coup.

Les États ne sont plus capables même de protéger le « nerf » de leur vie particulière, à savoir leur budget, contre les variations de l'économie universelle. Depuis la guerre, on a constaté, dans presque tous les pays, le retard flagrant et constant de l'évolution des budgets publics par rapport à l'évolution des données économiques. Retard signifie ici, non seulement dépendance, mais sujétion aveugle.

Ce fait est la cause profonde du désordre financier et monétaire dont souffrent chroniquement les nations, grandes ou petites, à notre époque.

La plupart des États tirent leurs ressources aujourd'hui de taxes proportionnelles au volume du trafic, à la valeur des échanges, à l'importance des gains, salaires ou revenus. C'est-à-dire que le mouvement des recettes fiscales enregistre, avec le retard que comportent déjà l'assiette, la déclaration, le contrôle et la perception des impôts, le mouvement de l'activité économique. Les deux mouvements obéissent aux mêmes données variables.

Or la variation économique des recettes est en conflit avec l'arbitraire politique ou les nécessités nationales qui exigent des dépenses constantes, sinon croissantes. Dans ce conflit, qui l'emportera?

La politique fait mine de résister, elle prétend imposer sa loi à l'économie. Les Parlements poussent à l'augmentation des dépenses. Pour mieux affirmer leur dédain de l'économie, ils fixent les besoins de dépenses avant d'examiner les évalua-

tions de recettes. Ils écartent toute proportionnalité préconçue entre les dépenses exigées et les chances économiques. Les partis politiques et leur clientèle proclament la rigidité des dépenses une fois admises.

A vrai dire, les politiciens sont rappelés à la prudence par les conseils de l'Administration, dont le devoir est de présenter un projet de budget en équilibre théorique. Mais que valent, en définitive, les prévisions de l'Administration ? Le mot « prévision » est employé, en l'espèce, à contre-sens, puisque, pour les dépenses, on part du fait acquis, et que, pour les recettes, on se réfère aux produits fiscaux du passé. Sans doute, cette référence au passé peut être corrigée par rapport aux données présentes ; mais la correction n'est jamais entièrement sincère, parce que les besoins de dépenses dominent les évaluations de recettes, ni encore moins exacte, parce qu'elle ne tient compte que de l'immédiat sans regarder l'avenir...

Les mouvements discordants des recettes effectives, des dépenses engagées et des prévisions budgétaires entraînaient beaucoup moins d'inconvénients avant la guerre qu'aujourd'hui. Avant la guerre, le rythme économique était lent et à peu près régulier. Les mouvements avaient le temps de se rejoindre et de s'ajuster tant bien que mal. Depuis la guerre, le rythme économique est devenu rapide, saccadé, instable. Les mouvements ne se rejoignent plus que pendant de courtes périodes : il y a incessamment déséquilibre ou rupture, excès de dépenses et insuffisance de recettes, ou inversement (n'avons-nous pas connu la pléthore de recettes du budget de M. Chéron ?), — le premier cas, bien entendu, plus fréquent.

D'où, presque dans tous les pays, des phases de prodigalité folle dans les dépenses publiques, suivies de phases de déficit, d'emprunts et d'expédients, puis d'accidents graves, entraînant le chômage, le moratoire, l'inflation, des troubles politiques ou sociaux et, parfois, la dictature... La politique peut se révolter contre l'économie, mais l'économie finit toujours par briser la politique.

La politique ne peut pas se libérer des données économiques. Elle peut s'y adapter, elle peut, à la rigueur, les diriger, mais à la condition de les connaître ou de les prévoir.

Comment les connaîtra-t-elle, comment réussira-t-elle à les prévoir si, devant des phénomènes de portée universelle, les

politiciens n'ont d'autre instruction que celle des comités électoraux et d'autre préoccupation que de satisfaire des intérêts particuliers ?

LES INTÉRÊTS PARTICULIERS ET L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les États ont essayé de résoudre la difficulté en appelant des délégués de la production, du commerce, de la finance et du travail à donner des consultations au pouvoir politique. Autrement dit, les États ont organisé une sorte de représentation des intérêts particuliers auprès de l'intérêt général. Aux syndicats et associations économiques, groupant des intérêts spécialisés, professionnels ou locaux, on a demandé de fournir les éléments d'un nouveau parlementarisme, le parlementarisme économique, parlementarisme de seconde zone, destiné à éclairer le parlementarisme politique sans lui porter ombrage.

Cette formule a réussi à renforcer sérieusement la puissance des intérêts économiques à l'intérieur des États. Elle a échoué complètement à donner aux États la connaissance ou la prévoyance des faits généraux et des mouvements de l'économie universelle, dont dépendent les économies nationales.

Pourquoi ? Parce que les intérêts particuliers, qu'ils soient isolés ou groupés en associations, syndicats et conseils, voire en parlements, s'inspirent, par définition, de soucis particuliers. Ils n'ont compétence ni responsabilité à l'égard de l'intérêt général. Ils ne sauraient concevoir l'intérêt général qu'en sortant de leur nature d'intérêts particuliers. S'ils le faisaient, ils perdraient non seulement leur nature, mais le mandat précis qu'ils tiennent de leur spécialisation ou de leur égoïsme même. Au surplus, la prévoyance générale, économique ou autre, n'entre pas dans le ressort du gain particulier. La prévoyance générale suppose une position de désintéressement immédiat et d'objectivité intellectuelle qui est le contraire de la position mercantile.

Certes, des hommes d'esprit ouvert et de caractère noble peuvent représenter telle ou telle corporation, tel ou tel groupe d'intérêts particuliers dans les associations, syndicats ou conseils économiques. Quelques-uns de ces hommes ont rendu et rendent encore des services considérables à la cause publique soit par l'influence qu'ils exercent sur leur milieu,

soit par les avis qu'ils apportent aux gouvernements. Mais un homme d'affaires, si soucieux qu'on l'estime du bien commun, du moment qu'il a charge ou responsabilité de certaines affaires et mandat précis de les défendre, ne saurait abstraire son action de ces affaires ni de ce mandat. On n'imagine pas un banquier qui donnerait au gouvernement des conseils contraires aux intérêts des actionnaires de sa banque, non plus qu'un secrétaire de syndicat ouvrier qui trahirait les revendications ouvrières.

Au reste, tout représentant d'une profession est, par définition, spécialisé. Sa prévision se réfère à des données étroites et à une compétence technique.

On a vu, depuis quelques années, d'innombrables financiers, commerçants et industriels se ruiner par excès, pour ainsi dire, de compétence particulière. Ils connaissaient les chances immédiates d'un marché, d'une catégorie d'affaires ou d'une opération prochaine et, comme ces chances leur paraissaient favorables, ils s'y engageaient à fond, sans tenir compte de la tendance générale qui était en sens contraire. Vous aviez beau les avertir, ils se croyaient forts de leur savoir-faire dans une spécialité. Sans doute, ils auraient eu raison par rapport à cette spécialité, s'ils avaient pu l'isoler. Mais ils oubliaient l'influence des courants universels et la solidarité des éléments économiques. Leurs calculs furent renversés à l'improviste par le vent du large.

LES EXPERTS

Les gouvernements et les administrations publiques ont eu recours, d'autre part, aux experts, statisticiens, économistes d'école, professeurs. L'Allemagne et l'Amérique, notamment, font grand usage de ces lumières.

Lumières précieuses, mais qui éclairent souvent le passé plus que le présent ou l'avenir. Les experts sont habitués à se servir de documents, indices, statistiques, rapports. Par essence, le document, même s'il est exact ou sincère, enregistre une situation acquise et déjà dépassée. Aussi les experts prennent-ils souvent l'effet pour la cause, parce que les effets apparaissent dans les statistiques, tandis que les causes sont rarement discernées dès l'instant même où elles agissent.

On peut être un savant ou un érudit éminent, capable de formuler et d'enseigner les lois permanentes de la bonne économie, et se tromper à tout coup dans ses prévisions de fait. En sens contraire, on peut avoir réalisé une grande fortune dans telles circonstances favorables, faire figure, à ce titre, d'homme d'affaires de génie, et se trouver ruiné du jour au lendemain parce que les circonstances auront changé et que l'on n'aura pas aperçu à temps les signes du changement...

Nous touchons ici une des causes profondes de l'imprévoyance de la civilisation mécanique.

Jamais civilisation autant que la nôtre ne fut dominée par l'intérêt. Jamais les hommes ne dépendirent plus constamment, dans leurs réflexes privés comme dans leurs démarches collectives, du désir de gagner ou de la crainte de perdre de l'argent. Jamais les peuples ne se trouvèrent au même degré qu'aujourd'hui solidaires, non seulement pour leur existence matérielle, mais pour toute leur politique, des vicissitudes d'une activité qui n'a vraiment de sens universel que sous l'aspect des « affaires ». Bref, jamais l'évolution humaine ne subit aussi fortement la pression générale des chances ou malchances économiques et financières.

Or, pour prévoir, comprendre, diriger le développement de la civilisation mécanique que nous avons créée de toutes pièces et dont la plupart d'entre nous attendent la principale récompense de leurs efforts, l'intelligence humaine se révèle malhabile et, pour ainsi dire, comme non encore adaptée.

Que l'on regarde aujourd'hui l'individu ou les collectivités, il n'est pas de domaine tangible que l'homme gouverne, dans l'ensemble, avec moins de maîtrise et de sécurité que le domaine de sa fortune matérielle. Il n'est pas d'habitude plus difficile à faire accepter du cerveau humain que celle de raisonner du bien-être de chacun en fonction de l'équilibre général des phénomènes économiques et financiers. Les États eux-mêmes, organes de la prévoyance collective, montrent sur ce plan une sorte de prédestination à l'aveuglement et à l'erreur.

On aperçoit ainsi un contraste saisissant entre les facultés de l'homme, quand il s'agit d'inventer ou de produire, et sa débilité, dès qu'il s'agit de prévoir les conséquences générales,

même les plus simples, de telle orientation de ses initiatives techniques.

Le progrès technique et les moyens d'accroître et de perfectionner l'industrie n'ont cessé et continueront, sans doute, d'avancer, selon les calculs, la volonté et l'effort de l'homme. Mais, dans la prévision pratique des crises industrielles, dans la méthode à suivre pour les éviter ou les corriger, l'humanité apparaît aujourd'hui aussi impuissante, voire ignorante, qu'elle l'était aux époques de civilisation patriarcale.

L'ingénieur aurait le droit de dire à la collectivité : « Mes machines marchent, mes ponts sont solides, mes calculs se vérifient dans le plus petit détail pour le rendement des outils que j'invente et des usines que je construis. Demain, la science aidant, je ferai mieux, si vous le désirez, et je le ferai avec la même certitude du résultat technique que j'aurai calculé et voulu... Mais vous, mes frères, que faites-vous donc, vous qui êtes si manifestement incapables d'assortir la prévoyance politique, économique et financière aux changements que provoque la seule continuité de mon effort technique ? »

Spectacle singulier : c'est dans les pays où l'ingéniosité et la réussite technique exaltèrent le plus l'imagination des hommes, aux États-Unis et en Allemagne, qu'ont été commises les plus constantes erreurs de direction économique et financières. C'est aux États-Unis et en Allemagne, terres d'épanouissement du machinisme, du taylorisme, de la standardisation, de la rationalisation, qu'il y eut le moins de prévoyance commune quant aux conditions durables de la prospérité. Et si l'on regarde bien ces deux peuples, on voit que devant la crise qui atteint tout le monde, ils restent les plus embarrassés, les plus lents à retrouver un équilibre.

Pourtant l'Américain a le goût des statistiques et l'Allemand plus encore. Il n'était grande entreprise des États-Unis ou de l'Allemagne qui ne payât des bureaux d'observation économique, où l'on enregistrât avec une précision scrupuleuse les moindres mouvements du commerce dans le monde. Il semblait que de ces observatoires on pût régler, heure par heure, le rythme des machines sur les pulsations des marchés. On eût dit que la prévision même, au sens banal du mot, devenait superflue par l'ajustement désormais continu du catalogue au fait.

En dépit de quoi, malgré tant de bureaux et tant de statistiques, le déséquilibre énorme, presque évident à l'œil non prévenu, le déséquilibre qui devait aboutir à la crise universelle, échappa, pendant plusieurs années, à la vigilance des peuples et de leurs guides. Aujourd'hui encore ces peuples et ces guides comprennent mal...

L'ABUS DES PRÉOCCUPATIONS CONCRÈTES

C'est que l'esprit humain, par l'abus des préoccupations concrètes, du calcul particulier et des convoitises immédiates, a perdu l'habitude de l'interprétation générale. La civilisation mécanique, pas plus que les civilisations antérieures, ne peut se passer d'être contrôlée de haut par une philosophie et une poésie. Elle a besoin d'une intellectualité avertie, mais désintéressée, qui se réfère toujours, à cause même de son désintéressement, dans ses avis et ses témoignages, à l'intérêt général. Car il n'y a pas de vue d'ensemble et, par conséquent, de prévoyance efficace, dans la vie des sociétés, hors de la position d'intérêt général. Et la position d'intérêt général n'est accessible sincèrement qu'aux hommes dont la raison et l'imagination n'ont point de servitude directe à l'égard de l'intérêt particulier.

La civilisation mécanique est en péril parce qu'elle se révèle de plus en plus imprévoyante. Elle devient de plus en plus imprévoyante parce qu'elle a de plus en plus de peine à définir son intérêt général et, par conséquent, à s'y référer pour ses initiatives comme pour sa sécurité.

L'intérêt général, dans chaque État et entre les États, dans chaque classe comme entre les classes, c'est l'absent dont on vante trop les vertus : personne n'a hâte de lui être présenté. Jadis les intellectuels lui faisaient un sort dans le monde. Mais le divorce est venu entre l'intellectualité vraie et le machinisme. Il apparaîtra peut-être un jour que ce divorce, s'il ne prend fin, signifie, à plus ou moins bref délai, la guerre entre les deux et leur destruction réciproque. Déjà les intellectuels ont perdu leur liberté dans les trois quarts de l'univers, et le machinisme est discrédité dans l'univers entier.

APPEL AUX REPRÉSENTANTS DE L'ESPRIT

La politique, inspirée de préoccupations immédiates et locales dans le cadre d'un État limité, la politique, représentée du reste par des hommes à qui l'élection populaire enlève tout désintéressement intellectuel, la politique ne peut saisir les phénomènes de l'économie universelle, prévoir l'évolution générale de ces phénomènes et ses répercussions, encore moins la diriger.

Ne le pouvant pas, que fait-elle ? Elle essaie sans cesse de ramener l'économie au cadre étroit de chaque État. Elle la fractionne en économies nationales et en rivalités de classes, croyant ainsi la réduire à une mesure qui permette aux politiciens de la comprendre, de la contrôler et de la diriger.

On dénonce ce fractionnement comme une forme de l'anarchie dite capitaliste. En réalité, le capitalisme apparaît là non coupable, mais victime de l'étroitesse de la politique, qui l'empêche de fonctionner selon les lois de son équilibre, lequel est universel.

Alors, les représentants des intérêts particuliers interviennent. Que vont-ils faire ? Si leurs intérêts particuliers sont menacés par la concurrence universelle, ils vont pousser les États à un particularisme économique de plus en plus fermé : ces prétendus capitalistes se serviront des préjugés et de l'étroitesse de la politique pour combattre la loi élémentaire du capitalisme, la concurrence. Ils s'asserviront ainsi à l'étatisme, puis au socialisme... Si, au contraire, leurs intérêts particuliers sont les plus forts dans la concurrence universelle, ils manœuvreront sur le terrain international hors du contrôle de la politique ou en corrompant ce contrôle, sans autre règle que la spéculation prochaine et la recherche du gain immédiat... Désordres du capitalisme ? Non, désordre des intérêts particuliers.

Reste l'élite intellectuelle. Les représentants de l'esprit sont les principaux responsables, à toutes les époques, de l'avenir social. Mais s'en doutent-ils aujourd'hui ? La plupart abdiquent devant la politique et l'argent ou émigrent dans la critique négative.

Cependant, aucune société, aucune humanité n'a pu vivre

longtemps sans savoir pourquoi elle vivait et comment elle devait vivre, sans philosophie et sans morale.

Aujourd'hui, il existe des philosophies, il existe des morales. Mais aucune ne s'adapte au capitalisme. Il faut donc donner une philosophie et une morale au capitalisme. Qui le fera, sinon les représentants de l'esprit? Et comment le feront-ils, s'ils ont commencé par émigrer hors de la société capitaliste ou par abdiquer devant ses forces brutes?

Un grand fait fausse présentement toute la civilisation humaine : l'état social commun dépend de la marche du capitalisme, alors que les notions qui subsistent d'intellectualité et de morale, venant des sociétés anciennes, n'ont pas de prise sur le capitalisme.

Ou bien il faut laisser le capitalisme mourir de son désordre, sans se soucier de lui, au risque que des millions d'hommes, condamnés à la faim, s'entre-déchirent en guerres et révolutions. Ou bien il faut concevoir le capitalisme comme une société nouvelle, à laquelle les représentants de l'esprit sont tenus de donner une intelligence et une morale avec sanctions.

Réforme du capitalisme : que veut-on dire? Le marchand ou le banquier, pas plus que le laboureur, n'a charge de définir la raison et la vertu. Il pratique la raison et la vertu si on la lui enseigne. Mais encore faut-il lui enseigner une vertu et une raison qui conviennent à son état, non seulement à son état individuel, mais à l'état social qui le fait vivre.

Le capitalisme subit une crise terrible, dont l'origine fut dans l'imprévoyance intellectuelle et la faiblesse morale d'individus ou de groupes exclusivement occupés de saisir des gains au hasard des circonstances, comme on tire des coups de fusil dans une battue. A qui la faute? Au capitalisme ou à ceux qui, dédaigneux de la civilisation où ils vivent, ne lui ont donné ni intelligence supérieure, ni règle générale pour sa conduite?

Le procès du capitalisme, c'est le procès des éducateurs du monde présent.

LUCIEN ROMIER.

POUR SON TROISIÈME CENTENAIRE

LE CŒUR DE VAUBAN

UNE terrasse circulaire, à Vézelay, surplombe le vallon et forme au chevet de la basilique une proue qui domine le paysage, la proue orgueilleuse et avancée d'un grand navire de pierre ; et là, par un beau jour d'été, dans le champ d'une longue-vue, plus loin que l'océan des bois, des cultures, des prairies humides et vertes, j'ai vu se dresser à l'horizon les tourelles du château de Bazoches. Plus volontiers qu'à Saint-Léger de Foucheret, village où il naquit voici trois cents années, le 14 mai 1633, M. de Vauban, durant les rares loisirs que lui laissait sa tâche immense, aimait à venir se reposer et méditer dans cette demeure. Le plus souvent, c'était entre deux campagnes, défense ou siège de ville. Mais ce qu'il y eut de plus fastueux dans les annales de Bazoches fut en 1688 lorsque Louis XIV, pour récompenser le futur maréchal d'avoir si magnifiquement aidé à prendre Philippsbourg, Mannheim et Frankenthal, lui accorda, outre un don de 2000 pistoles (100 000 francs de notre monnaie), quatre canons pris sur l'ennemi pour placer devant son château.

Dans une cordiale missive adressée de ce familial logis, en 1701, à son ami le marquis de Puyzieulx, lieutenant général et chevalier des ordres, Vauban retrace le tableau honnête et simple de la vie rustique qu'il mène alors en son Morvan. « Votre lettre, monsieur, dit-il, m'a, Dieu merci, trouvé chez moi occupé à visiter mon petit patrimoine provincial consistant en quelque quantité de bois et buissons assez raisonnable et de bonne affaire ; le surplus consiste en beaucoup d'espace et peu de revenu, qui ne laisse pas de coûter beaucoup d'entre-

tien. » Dans ce petit patrimoine auquel le rattachent tant de liens du sang, où vit sa femme, grandissent ses filles, jusque dans les bourgs et hameaux de cette Élection de Vézelay dont il composa une si exacte *Description géographique*, il est populaire, recherché des riches, aimé des pauvres. « Je suis occupé de plus à recevoir les gens du pays, dit-il dans la même missive, toujours à Puyzieulx, publiée par M. Hyrvoix de Landosle. Grands et petits me viennent voir; les petits m'apportent des poules et des chapons; les grands m'envoient de leur chasse. » Et comme, selon Fontenelle, c'était sa principale préoccupation, durant ses loisirs, ou ses « oisivetés », comme il disait, de s'informer avec soin « de la valeur des terres, de ce qu'elles rapportaient, de la manière de les cultiver, des facultés des paysans, de leur nombre, de ce qui faisait leur nourriture ordinaire », il est certain que c'est ici, dans son petit fief adossé aux bois séculaires, dans ce riant séjour, qu'il commença d'assembler les matériaux de la vaste enquête rurale et paysanne qui devait le conduire à écrire la *Dirme royale*.

Entre temps, comme il ne méprise rien du sol de France et que tout dans sa province, jusqu'aux objets les plus humbles des champs, le retient, le délasse et l'intéresse, il s'en va visiter les pâturages, les vignobles, les fermes, les moulins, les viviers, les fours, jusqu'aux étables et porcheries où sont les bestiaux. Et là n'est pas le moins piquant de voir ce savant homme de guerre, que le plus grand roi du monde invite à sa table à Marly, ou promène à Versailles parmi les allées et les fontaines, s'incliner vers ce sol nourricier de son pays, deviser avec les villageois.

Au crépuscule pourtant, — et cela parfois lui arrive, — on voit le maréchal, de son pas décidé, allègre encore, aborder Vézelay, gravir la pente, et, la main rabattue à cause de l'astre déclinant au-devant de son grand chapeau à panache, contempler l'horizon à la découverte. Alors, par une sorte d'illusion qui lui rappelle la guerre, l'étendue qu'il aperçoit au loin est moins le Morvan, ou son petit Bazoches que le pays des Flandres, « les plaines belgiques », comme dit le poète Boileau. Et ce qu'il contemple plus volontiers au loin, dans la brume du couchant, la vapeur du soir, c'est Neuf-Brisach, la ville dont il traça une fois amoureusement le plan étoilé, ou Namur sans doute, surtout Namur.

... Namur en poudre
S'en va tomber sous la foudre
Qui dompta Lille, Courtrai...

et, dans l'illusion qui le possède, c'est cela qu'il revoit : les gendarmes rouges, mousquetaires et grenadiers de la Maison du roi forçant la redoute, l'escaladant, emportant tout. « Son épître sur le passage du Rhin (mais aussi son *Ode sur la prise de Namur*), a dit Sainte-Beuve une fois, nommant Boileau, est tout à fait un van der Meulen. » Van der Meulen, Boileau, Vauban, ce sont là gens d'un même siècle, un peu sourcilieux et rudes, des hommes sérieux et probes, unis dans un même dessein, aspirant au même idéal : celui de la défense, de l'exaltation et de l'honneur français.

Les précieuses coquettes, les belles et spirituelles faiseuses de lettres, ou celles qui fréquentent la Cour et rient en se moquant derrière leur éventail à peintures et à devises, lorsque M. de Vauban arrive à Versailles ou franchit l'Œil-de-bœuf, deviennent soudain sérieuses et graves. Avec un peu de frayeur et d'admiration, elles l'appellent entre elles « l'homme qui prend les villes ».

De cet « homme qui prend les villes », et les prend bien, sans coup férir, le duc de Saint-Simon a peint le portrait haut en couleurs et comme le mémorialiste sait, à la façon de Hyacinthe Rigaud, en camper bien et hardiment. « Vauban... [était] peut-être, dit-il, le plus honnête homme et le plus vertueux de son siècle, et avec la plus grande réputation du plus savant homme dans l'art des sièges et de la fortification, le plus simple, le plus vrai et le plus modeste. C'était un homme de médiocre taille, assez trapu, qui avait fort de l'air de guerre, mais en même temps un extérieur rude et grossier, pour ne pas dire brutal et féroce. Il n'était rien moins. » Même, pour renchérir sur Saint-Simon, il ressemblait si peu à ce portrait qu'il n'y avait pas d'homme compatissant et obligeant qui mit mieux en confiance ceux même, des soldats les plus pauvres, des officiers du plus bas grade, qui savaient l'aborder et lui parler. Pour son visage, il est vrai qu'il avait aussi, nous dit le même auteur, une large balafre reçue

au siège de Douai, par le feu d'un mousquet, qui lui avait un peu dérangé les traits de la figure. Toutefois, le dessin, attribué à Le Brun, conservé de nos jours à la section technique du Génie et qui le représente avec son droit et franc visage, encadré de la perruque majestueuse et qu'on devine fleuri à souhait comme il convient à un homme élevé à flanc de coteau parmi les vignes, s'il est recueilli, grave, un peu fermé, n'est pas aussi sévère ni rebutant que le peint l'auteur des *Mémoires*.

« Rien de si court, de si nouveau, de si plat, de si mince... » C'est toujours Saint-Simon qui parle. Puis il ajoute, en mots de sa façon où perce un peu de mépris, sinon d'aigreur : « Vauban, petit gentilhomme de Bourgogne, tout au plus. » Et voilà le cher duc, grimpé sur les quartiers de sa noblesse, bien authentique, bien haute, d'accommoder Vauban, de le juger à l'armorial. Mais la réponse de Vauban, nous l'avons dans ses lettres à Louvois, ces lettres où il dit tout, écrit sur tout et, pour le bien du service, tient tête à son ministre et son ami, fièrement et sans fléchir. Principalement, c'est dans cette lettre du 15 décembre 1671 laquelle, écrit Sainte-Beuve, tant elle respire la fermeté, l'honneur, « est à encadrer dans un cadre d'or ».

C'est à propos de la friponnerie dont se trouvaient accusés deux des ingénieurs qui servaient sous ses ordres, Vollant et Monguirault; et lui, à l'apparence, semblait, dans tout cela, engagé aussi bien qu'eux. A Louvois, il demandait donc d'examiner l'affaire sans ménagement et « bas toute tendresse ». « Sur le fait d'une probité très exacte et d'une fidélité sincère, écrivait-il, je ne crains ni le Roi ni vous, ni tout le genre humain ensemble. » Et puis il ajoutait, comme pour confondre Saint-Simon, si Saint-Simon l'eût entendu : « La fortune m'a fait naître le plus pauvre gentilhomme de France. »

Si pauvre que, tout jeune lieutenant au régiment de Bourgogne, il lui avait fallu emprunter au chevalier de Clerville, son supérieur, « pour s'accommoder quelques habits »; pauvre enfin au point que Fontenelle, dans l'*Éloge* qu'il fit de lui, écrit que son père « ne lui avait laissé qu'une bonne éducation et un mousquet ». Léger bagage sans doute mais qu'avec sa droiture, sa fermeté, enfin le génie particulier qui le poussa

à entreprendre des choses si grandes, il parvint à développer, enrichir, à rendre si lourd de gloire.

On m'appelle soldat, je fais gloire de l'être.

eût-il pu s'écrier ainsi que don Sanche. Une sorte d'Alceste, comme on voit, mais par boutades, et cornélien; nullement aigri, pas misanthrope, ni secret, ni courtisan. « Hyperboliser, comme il dit, n'oser jamais dire vrai », lui est odieux. Et son mot à Louvois : « Je suis un bon garçon qui va droit au service », le peint à merveille et le présente sous son aspect un peu brusque et grondeur, mais franc, humain et bon.

Sainte-Beuve en est tout saisi et dans l'admiration. « *Quel honnête homme!* dit-il, *quelle probe et honnête figure! quelle prud'homie morale!* » Et cette prud'homie, cette probité, cette honnêteté, qui donc les lui a reconnues mieux qu'un autre Français de son temps, de sa race et de son génie, ce Jean Racine que le roi envoya aux armées comme historiographe, qui se croyait peintre si parfait en caractères, en grands et héroïques visages et qui pourtant, voyant Vauban, rendit les armes, le rechercha, l'aima, s'attacha à lui de tout son cœur.

Dans les lettres adressées du « front » de Namur, par l'auteur de *Britannicus* à celui du *Lutrin*, il n'y en a, si l'on peut dire, que pour M. de Vauban. « M. de Vauban a été ravi de me voir », ou bien : « Je monte en carrosse pour aller à Mons où M. de Vauban m'a promis de me faire voir les nouveaux ouvrages qu'il y a faits. » Comme dit M. Daniel Halévy, dans sa biographie si chaleureuse, nourrie de tant de faits et d'anecdotes : « M. de Vauban vient premier dans ses écrits. »

SANS doute est-ce à ces récits-là, dépouillés de la superbe de Saint-Simon, et qu'un poète rapporte bonnement à un ami poète lui-même, que nous pouvons nous représenter dans l'exercice de son métier, c'est-à-dire à la guerre, cet « homme qui prend les villes » et qui bien sûr, — le coup de mousquet reçu à Douai en est témoin ! — ne les prenait pas sans risques. Non point que M. de Vauban fit le bravache et s'exposât au danger étourdiment pour la seule coquetterie, le seul plaisir, mais enfin il s'exposait.

C'est un fait qu'à La Bassée, lui-même « pensa être tué par la rencontre d'un parti qui battit son escorte et la passa par

les armes, blessa son neveu, cassa le bras à son palefrenier et faillit s'emparer de sa personne ». A la suite de cette imprudence au moins téméraire, le roi le fit gronder et sermonner par M. de Louvois. Mais cela ne le conduisit pas à se ménager mieux une autre fois. On en eut bien l'exemple devant Luxembourg, durant la nuit où il s'en alla à découvert reconnaître le terrain et, jusqu'à la palissade, évaluer et mesurer les distances. Une sentinelle qui l'aperçoit ne manque pas à le viser. Alors Vauban, « avec ce beau sang-froid qu'il a dans le péril, élève doucement la main et fait signe : « Ami, ami, s'écrie-t-il, ne tirez pas ! » L'Espagnol, surpris, croit que c'est là quelqu'un de Luxembourg, relève son mousquet, et tout tranquillement M. de Vauban continue d'inspecter redans, glacis, et de tout relever avec le soin le plus minutieux des dispositions de l'adversaire.

C'est ce que Louvois, furieux à la nouvelle que M. de Créquy lui donne de tout cela, appelle *carabiner* : « Contentez-vous mieux que vous n'avez fait par le passé, l'emploi que vous avez vous obligeant assez à vous exposer sans que vous vous amusiez à carabiner. » Mais contient-on un homme comme M. de Vauban, jaloux de tout voir, tout juger par lui-même et qu'on rencontre moins à l'arrière qu'avant-postes où, le plus souvent, il est occupé à diriger les terrassiers et les mineurs qui ouvrent la tranchée ? Dans son *Histoire de Louvois*, Camille Rousset montre que l'un des soucis les plus constants de ce ministre était de s'employer à protéger M. de Vauban, d'expédier des ordres pour qu'on veillât sur lui et qu'il se ménagât. Devant Courtrai, le maréchal d'Humières en avait reçu dans ce sens de si impérieux (1) qu'il alla jusqu'à charger le marquis d'Huxelles de ne le point quitter et de l'empêcher de s'approcher des travaux de l'ennemi. Ce que Vauban fit quand même, au grand déplaisir de M. d'Humières.

« Nous avons, écrit ce dernier à Louvois, pensé nous brouiller là-dessus ; vous savez qu'on ne le gouverne pas

(1) De Louvois au maréchal d'Humières : « *Sa Majesté trouve bon que vous meniez M. de Vauban avec vous ; mais elle vous recommande fort sa conservation et de ne point souffrir qu'il se charge de la conduite de la tranchée... Vous savez le déplaisir que Sa Majesté aurait s'il arrivait quelque inconvénient à mon dit sieur de Vauban pour qu'il soit inutile que je vous recommande sa conservation et de vous servir de votre autorité pour empêcher qu'il ne se commette.* » (Cité par le colonel de Rochas, dans ses beaux travaux sur Vauban.)

comme on voudrait. » Certes, mais lui s'entend fort bien à gouverner les autres ; les plus grands mêmes n'échappent pas à son ascendant. « Nous sommes fort bien, Vauban et moi, écrit à propos Monseigneur le Grand Dauphin au roi devant Philipsbourg ; nous sommes fort bien, parce que je fais tout ce qu'il veut. »

Ce que Vauban veut, ce qu'il veut d'honneur par-dessus tout, c'est assurer d'abord la conduite des sièges, devant les villes, de façon à en déloger l'adversaire le plus promptement et avec le moins de pertes. Il dispose pour cela d'un système d'investissement bien à lui formé d'ouvrages et de retranchements creusés à même le sol. « Un homme bien retranché, dit-il, en vaut six qui ne le sont pas. » Dans son *Traité* resté fameux sur l'attaque et la défense des places, que lui-même appelle si plaisamment un « diable d'ouvrage », il expose tout au long son système, système par bien des points resté moderne et dont l'enseignement et les exemples nous furent, de 1914 à 1918, tant de fois si précieux et utiles. Mais chez ce grand esprit, si vigilant, qui devinait, prévoyait tout, la méthode de l'attaque, — et son *Traité* en fait foi, — ne devait le céder en rien à celle de la défense.

Dès lors, Vauban pensa à étendre à la France entière l'admirable ensemble de bastions et de forteresses que sous le nom de *barrière d'airain* il avait édifié au nord du royaume, de Dunkerque à la Meuse. Par ses soins, se dressa bientôt, dit M. Daniel Halévy, « ce savant et subtil réseau de places fortes, de plaines inondables, de batteries, de canaux ; cette cuirasse de pierre, d'eau, de terre, de feux croisés qui a dessiné la France, qui la dessine encore ». Ces places, qu'il élève pierre à pierre, qui sortent du sol à son commandement, auxquelles il prodigue ses soins et qu'il chérit « comme ses filles », requièrent tout son talent, toutes ses forces. Pour elles, jamais rien d'assez beau ni d'assez riche. Par exemple sur les portes de la citadelle de Strasbourg, qu'il dessine et veut si magnifiques, longtemps il dispute avec Louvois ; mais Brest, à l'opposé, tout aussi bien a ses amours. « *Je sais mon Brest par cœur !* » proclame-t-il, tout orgueilleux. S'il le sait ! Et s'il sait Valenciennes, Rocroi, Verdun, Dinant, Longwy ! S'il sait Landau, Fort-Louis, Vieux et Neuf-Brisach, Fribourg, Besançon, Pignerol ! S'il sait Toulon et Perpignan, Mont-

Louis, La Rochelle, Belle-Isle et Cherbourg pour le moins !

De l'un à l'autre bout du royaume, pour visiter ces places, les embellir, les accroître, M. de Vauban va continûment. C'est dans une voiture de son invention, « portée par quatre brancards sur deux mules, l'une devant, l'autre derrière », qu'il accomplit de longs et incessants voyages; et cela par tous les temps, par tous les vents, malgré la toux qui l'étreint, le rompt, et malgré l'âge. « Ne vous étonnez pas, Monseigneur, si ma marche a été si lente. L'incommodité de mon rhume était tellement aggravée par la fatigue de mon cheval que j'ai failli en crever par les chemins ! » Tel est son mot brutal au marquis de Louvois. Mais ce mot, comme il va bien à Vauban, à son métier de pionnier, de terrassier, d'ingénieur obstiné perçant des sapes, élevant des casemates, des forts ! D'un effort immense, continu, d'une tâche aussi écrasante, si lourde, lui-même a d'ailleurs conscience. « Ce sont, a-t-il osé dire une fois encore à son ministre, à propos de tant de dévouements obscurs dont il fut témoin en Flandre ou sur le Rhin, ce sont les hommes faits comme cela qui sauvent les États ! » Mais qui donc était plus ressemblant à ce portrait que M. de Vauban lui-même, qui donc en donnait le mieux l'idée, en offrait aussi bien la physionomie ?

Si le mot « servir », servir l'État, le roi, la France, apparaît à s'appliquer à quelqu'un de ce siècle, autant qu'à Turenne et à Catinat sans doute, c'est à cet homme-là. Sans relâche, quels que soient le lieu et l'heure, Vauban est à la peine, travaille, obéit aux ordres. En vain son verdoyant et cher Morvan, après lequel « son cœur soupire », comme lui-même l'écrivait à M^{me} de Ferriol, s'efforce-t-il parfois à le retenir. Un ordre de Louvois peut, à tout moment, l'arracher de Bazoches. « Sa Majesté m'a commandé de vous dépêcher ce courrier pour vous dire qu'Elle aura bien agréable que, sans attendre que le congé qu'elle vous a accordé soit entièrement consommé, vous partiez de chez vous, en poste, pour aller en Alsace. »

Ce dur Louvois, plus dur que lui peut-être et qui fit tant pour l'armée royale, ne lui laissa ni repos ni trêve. Vauban n'étant que brigadier d'infanterie, le roi, le ministre en usaient ainsi déjà, vis-à-vis de lui. Qui ne sait sa belle réponse à Louis XIV, datant de ce temps-là (1677), à propos de la place

de Dunkerque, qu'il s'agissait de renforcer : « J'offre de bon cœur mes soins et un voyage exprès, s'il le faut, eussé-je la mort entre les dents ! » D'où le jugement de Fontenelle prononcé sur lui, plus tard, et si expressif de tant d'abnégation, de dévouement : « Il aimait mieux être utile que récompensé. » Le fait est que, promu maréchal de France (c'est en 1703), une crainte aussitôt l'assaille : c'est maintenant qu'il connaît « le comble d'honneur », et tandis que Louis XIV (comme il est d'usage avec les maréchaux) ne lui écrit plus qu'en le nommant « mon cousin », tant de grandeur et de dignité ne l'empêche, comme par le passé, de s'en aller à la tranchée pour donner des ordres, se mêler aux travailleurs. Le marquis de Sourches nous apporte à propos, dans ses *Mémoires*, une indication. C'est quand il écrit « que le maréchal (en arrivant à Brisach) avait supplié le duc de Bourgogne de ne le regarder que comme chef des ingénieurs, étant campé en deçà du fleuve ».

C'est en 1703, l'année durant laquelle il reçut le maréchalat, que Vauban donna cette marque si élevée de désintéressement. Quant au jeune duc, élève de Fénelon, c'est sous ce Mentor déjà perclus et grisonnant, tout paternel, qu'il prit contact pour la première fois avec la guerre. Le roi en fut si reconnaissant envers Vauban qu'il l'en fit remercier par M. de Louvois. Un grain de tendresse perce en la circonstance, et pour la première fois sans doute, entre ces trois hommes rompus au devoir et au commandement et tous trois penchés, avec la sollicitude de l'âge, sur ces débuts à l'armée d'un si aimable et si jeune prince. « Sa Majesté est très satisfaite; je crois que si Elle avait été à votre place le jour que le duc de Bourgogne a été à la tranchée, Elle aurait bien souhaité, comme vous, que le canon des ennemis eût pu se taire pendant ce temps-là. Tout ce que vous lui avez mandé lui a fait grand plaisir. » Ainsi Louvois aimait à écrire à Vauban, en dehors du rigide service. Entre eux parfois s'ouvraient des éclaircies; et dans cette détente, cette nuée qui s'éclaire, Sainte-Beuve dans son étude si clairvoyante, si compréhensive, nous les dépeint allant, — en témoignage de réciproque confiance, — jusqu'à s'offrir des présents l'un à l'autre. Vauban aura le portrait de Louvois peint par Mignard; Louvois recevra, de Vauban, « un plan de Lille bien rectifié, avec la description de tout

son paysage à la portée du canon, à la ronde, où toutes choses, jusqu'au moindre fossé, sont mises dans leur place juste ».

Car des plans, des levers et des épures, le maréchal s'entend à merveille à dessiner; puis des écrits à poursuivre et mener à bien. C'est dans ce style robuste, imagé, sévère et jovial tout ensemble, mais comme celui des écrivains du *xvi^e* siècle auquel il s'apparente, par le trait ou la saillie qui s'en dégage, souvent de « bonne et grosse étoffe ». Telles par exemple se présentent ces *Oisivetés* que lui-même, toujours modeste, appelle « un ramas d'écrits de toutes sortes »; jusqu'à sa *Dixme*, l'ouvrage de sa façon qu'il préfère aux autres, non seulement parce que s'en dégagent en bien des pages la sève et le suc de sa Bourgogne, mais aussi parce qu'il retentit en maints endroits de son appel à la justice, à la pitié.

Le plus pitoyable, le meilleur des hommes de guerre en effet, voilà Vauban. Ici les témoignages corroborent, se renforcent ou se complètent les uns les autres. La première, *M^{me} de La Fayette*, nous représente le « preneur de villes », n'étant, dit-elle, occupé devant Philippsbourg « qu'à épargner du monde ». « Le plus avare ménager de la vie des hommes », ajoute Saint-Simon. Et Jean Racine dans ses *Lettres à Boileau*, abonde de son côté, lui aussi, en exemples d'humanité attribués au maréchal. C'est qu'avec les Français, intrépides comme ils sont, l'obligation de les retenir s'impose dans tous les combats, à tous les assauts. « Mes enfants, dit-il en s'adressant aux soldats devant Namur (et Racine le rapporte), mes enfants, on ne vous défend pas de poursuivre les ennemis quand ils s'enfuiront, mais je ne veux pas que vous alliez vous faire échigner mal à propos sur la contrescarpe. Je retiens donc à mes côtés cinq tambours pour vous rappeler quand il sera temps. Dès que vous les entendrez, ne manquez pas de revenir chacun à vos postes. »

Choisi entre tant d'autres, ce trait est un des plus significatifs qu'on puisse rapporter de ce grand homme. Il achève de le peindre avec sa générosité, sa pensée agissante. Sa compassion pour le soldat n'a d'égale que la sollicitude avec laquelle il plaide sa cause auprès des maréchaux, du ministre, du roi lui-même. Avec quelle force, et chaque fois que cela lui est possible, Vauban s'élève contre les engagements inutiles, les

actions qui n'ont de raison qu'une gloire sans nécessité! Son *Mémoire pour servir d'instruction pour la conduite des sièges* respire, à ce point de vue, le souci d'humanité le plus élevé, le plus pur; de même la lettre à Puyzieux (11 octobre 1703) dans laquelle il donne au maréchal de Tallard les plus hautes louanges, les mieux senties; et cela parce qu'il est celui « qui fatigue le moins une armée, qui la fait le mieux subsister et qui, sans surcharger ses troupes, les fait très bien servir ». Honnête homme, comme on voit, et le plus propre à mériter ces beaux noms de « patriote » et de « citoyen » que Saint-Simon (*Mémoires*) et Voltaire (*Siècle de Louis XIV*) lui attribuèrent si justement et que la postérité a ratifiés; tel est le maréchal, dans toute une partie de son œuvre qu'on peut dire à la fois tactique et morale.

Quant à l'autre partie, celle qui touche de plus près l'ingénieur, on connaît le cas que cette même postérité en a fait. « C'est lui, dit Lazare Carnot, qui le premier vit les choses en grand et chercha les rapports des places de guerre entre elles et de la fortification aux branches de l'art militaire. » Après l'avoir loué sur son système de forteresses, Napoléon écrit, de son côté que, « lors des revers de Louis XIV », c'est la « barrière d'airain », élevée par Vauban au nord de la France, qui « sauva la capitale ». « Cent ans après, dit-il encore, en 1793, lors de la trahison de Dumouriez, les places de la Flandre sauvèrent de nouveau Paris. » Sur Paris, sa protection, les bastions dont il projetait de l'entourer comme d'une armure, Vauban méditait de grandioses projets. L'âge sans doute ne lui permit pas de les réaliser. Son chagrin le plus violent fut que la vieillesse et les maux qu'elle entraîne l'empêchassent désormais de continuer à s'employer comme par le passé. Lors de la malheureuse équipée de La Feuillade devant Turin, en 1706, ses conseils furent négligés, écartés même. Il en prit de l'humeur et sans doute que rien n'est plus pathétique que la plainte qu'exhale ce grand soldat condamné à l'inaction et dont la voix, au rappel de l'œuvre accomplie, de l'effort prodigué, s'élève avec tant de dignité et de noblesse.

« Après avoir parlé des affaires du roi, j'ose présumer, écrit alors Vauban, qu'il me sera permis de parler de moi pour la première fois de ma vie. Je suis présentement dans la soixante-treizième année de mon âge, chargé de cinquante-deux ans de

services, surchargé de cinquante sièges considérables et de près de quarante années de voyages et visites continuelles à l'occasion des places de la frontière, ce qui m'a attiré beaucoup de peines et de fatigues de l'esprit et du corps, car il n'y a eu ni été ni hiver pour moi. »

La vérité est qu'accablé du poids d'un labeur accumulé et qui eût suffi dans un même temps à user plusieurs hommes d'une trempe égale à la sienne, le maréchal, qui se sentait touché, prévoyait sa fin. Celle-ci se produisit le 30 mars 1707, des suites d'une fluxion de poitrine qui l'enleva en huit jours. Saint-Simon veut que l'affaire de la *Dixme royale* et la condamnation de ce livre par le Parlement aient hâté sa mort. Cela n'est pas exact, et le témoignage de Dangeau est là disant que, jusqu'au bout, le roi « parla de M. de Vauban avec beaucoup d'estime et d'amitié »; mieux même, il ne cessa, en toutes circonstances, de proclamer son regret de la perte d'un « homme si fort affectionné à sa personne et à l'État ».

Cette affection, ce dévouement au bien public, voilà les grandes et mâles vertus dont le maréchal donna jusqu'au bout l'exemple élevé. Et cet exemple, Napoléon, en faisant ramener cent ans plus tard, de Bazoches à Paris, aux Invalides, le cœur de Vauban, entendait que nous l'eussions au plus près de nous, de notre vie nationale. Ainsi recevait son achèvement une carrière si bien remplie, si digne et dont on ne dira jamais assez que, dans l'ordre d'un siècle classique, elle concourut pour sa part au rayonnement et à la gloire du nom français.

EDMOND PILON.

AUX ARTS DÉCORATIFS

LE DÉCOR DE LA VIE D'HIER

Disons-le tout de suite : jamais nos amis Louis Metman, Alfassa et Guérin ne nous ont offert un spectacle aussi divertissant ; jamais ils n'ont mieux rencontré ni proposé un thème plus sûr d'attirer le public qu'en nous représentant ce sujet baroque et antédiluvien, comique et attendrissant, cruel, mélancolique, bouffon, amer, humiliant, et au fond le seul qui nous intéresse, le miroir de notre passé, c'est-à-dire nous-mêmes.

Voyage au pays de notre enfance, retour à jamais interdit dans ce monde d'autrefois, plus défendu à nos regrets et à nos pas en arrière que le jardin de nos premiers parents par l'épée flamboyante du Chérubin placé à la porte du paradis ; illusoire plongeon dans ce fleuve évanoui où l'on ne se baigne jamais deux fois : objets évocateurs, qui agissent comme des talismans, bibelots jadis familiers et devenus préhistoriques, sans être entrés encore dans la paix de l'histoire ; pauvres choses **déclassées**, étonnées de se retrouver là, inutiles, surprises d'être tirées de l'intimité de nos souvenirs pour se voir exposées au jugement et aux ricanements d'une génération rasée et inconnue, de comparaître tout à coup devant la postérité, incertaines de leur sort, dans la posture de témoins qui peuvent, sans savoir pourquoi, devenir des accusés.

Voici le paysage de nos premières années : voici le mobilier qui fut charmant en ce temps-là, les chaises bambou, les cabinets de laque, les chinoiseries contemporaines de Jules **Ferry** et de l'expédition du Tonkin, les gros meubles de velours à franges où trônaient les jupes de soie, à l'époque quasi

fabuleuse où tout, jusqu'aux fauteuils, dissimulait ses jambes et où la pointe d'une chaussure, aperçue au bas d'une robe, faisait événement; voici ces sièges sédentaires, casaniers, pour lesquels les vieilles dames de notre famille composèrent pieusement tant de kilomètres de tapisserie, en ce siècle où je ne me souviens pas d'avoir vu une grand-mère ou une tante, sinon assise à son métier, auprès d'une corbeille de laines dont elle tirait infatigablement des pivoines et des roses, images de son âme innocente, comme s'il y allait de son salut en ce monde et dans l'autre. Et plus d'une fois je m'imaginai que ces dignes personnes avaient entrepris de se faire ainsi, au petit point, un chemin de fleurs pour gagner le ciel, comme ces tapis qu'on étend, les jours de mariage, du porche de l'église jusqu'à l'autel, sous les pas des jeunes épousées, et dont chaque point, sous l'œil du Très-Haut, incrustait dans le canevas un mérite et une vertu.

Voici les lampes de porcelaine à long col de bouteille chinoise, surmontées d'un globe laiteux comme une pleine lune, ces lampes qu'il fallait « remonter » une ou deux fois dans la soirée, avec des gestes liturgiques qui chaque fois faisaient penser à la parabole des Vierges sages, ces lampes qui faisaient partie de l'office du jour, dont l'apparition précoce ou différée selon la saison avait quelque chose de rituel qui prêtait à la servante chargée de les apporter une dignité d'archange ou de fonctionnaire céleste, et dont j'entends encore, lorsque la clef de cuivre achevait de tourner, l'espèce de râle ou de hoquet, impressionnant comme un sanglot.

Voici le « temps perdu », voici les « plaisirs et les jours » : les parties de tennis, quand le tennis n'était pas un sport, promu au rang de tournoi ou de match international, avec ses professionnels, ses « as », ses championnats, mais un simple délassement de jeunes filles sur des pelouses, en longues jupes évasées de coutil, comme des tulipes renversées, avec des gestes ronds ainsi qu'au « volant » ou aux « grâces ». Voici le *skating* et les débuts du patin à roulettes, instrument infernal permis aux seules « impures », assez perdues pour s'élancer sur un seul pied, montées sur roues, comme la Fortune, et pour découvrir sous leurs jupes un support aussi diabolique que le pied fourchu de la reine Pédaque ou celui des sirènes des tentations de saint Antoine. Voici les

premières bicyclettes et les premières bicyclistes, héroïnes d'avant-garde, affublées d'extraordinaires culottes-tonnelets, du temps que les grandes vedettes pédalaient à onze heures du matin autour de la Cascade comme des pouliches au pesage, devant le monocle contempteur de Castellane ou de Sagan, et que le piéton ahuri redoutait d'être renversé par la légère machine comme il craint aujourd'hui la tempête d'une torpédo Rolls ou la rafale d'une Bugatti.

Oui, c'est vraiment un autre monde, plus loin de nous qu'une planète différente, presque aussi incompréhensible que si nous en étions séparés par des milliers d'années-lumière et par toute l'étendue d'époques géologiques. Il y a le même abîme entre les choses d'alors et celles d'aujourd'hui, qu'entre le vieux ballon sphérique et l'avion, entre les lingerie mous-seuses, les dessous, l'enveloppé, le vapoureux et les frous-frous des dames de Maupassant et la sécheresse, les cheveux courts, les maillots de bain et le nudisme des toilettes 1930; — entre les promeneuses d'hier, voiturées sur les coussins de leur victoria ou balancées sur les nuages de leurs dentelles et de leurs volants, et la stricte chauffeuse de maintenant, précise et épilée, aux jambes d'athlète gainées de soie rose; — entre les mères extra-féminines, lectrices de Loti et de Bourget, et les petites-filles fumeuses de cigarettes, sans mystère, rôties au soleil, avec leurs petites griffes de corail, cherchant à se faire prendre pour des garçons, et qui ne disent plus « je » ni « nous », mais qui ont remplacé, dans leur jargon simplifié, ces nuances de grammaire par l'anonymat du pronom insexué, collectif et impersonnel : « On ». « Si on allait... si on faisait... »

* * *

Soyez tranquilles : je ne referai pas le couplet des neiges d'antan ou des dames du temps jadis, même devant tant de portraits qui pourraient nous donner le *la*, ni celui de M^{me} Aristide Boucicaut, majestueuse et pyramidale, solide, bourgeoise, cossue, sévère, debout et vigilante comme le Bon Marché, magnifique patronne et modèle des caissières, figure monumentale que je voudrais oser appeler, d'un jeu de mots, « madame Tiers », femme étonnante qui a l'assurance d'une institution et l'assiette d'un régime, et qui déploya derrière son comptoir le génie administratif d'une ménagère et d'une

reine; ni celui de Madeleine Lemaire, « la femme qui a créé le plus de roses, après Dieu », la jardinière habile à assortir des bouquets sur le bristol de ses aquarelles et des invités dans son salon; ni celui de la « belle M^{me} Gauthereau » avec son profil de mannequin et sa « taille de guêpe », ornement des galas élyséens sous Jules Grévy; ni celui de la sémillante M^{me} Godillot, pleine de sourires et de fossettes; ni celui de Laure Haymann, qui fut l'original d'Odette de Crécy; ni celui des petites Germain, gamines terrorisées par le sombre Bonnat comme les enfants d'Édouard dans le tableau de Paul Delaroche; ni les petites Cahen d'Anvers, féériques et acidulées, dans ce délicieux Renoir, comme une paire de cerises confites, l'une glacée de sucre bleu, l'autre de sucre rose, dans leurs barquettes de papillotes tuyautées.

Comme par hasard, — hormis quatre ou cinq exceptions (Victor Hugo dans le *look-out* de Guernesey, tel qu'Eviradnus dans son burg, Gambetta sur son lit de mort, Félix Faure aux funérailles de Pasteur, Alphonse Daudet ou Auguste Rodin peints par Carrière), — les hommes restent dans la coulisse. Des femmes, rien que des femmes, comme si elles étaient l'idée fixe et la préoccupation exclusive de ce temps-là, comme si tout était fait pour elles et n'existait que pour l'unique idole, — depuis la duchesse d'Uzès jusqu'à la frimousse mutine de la jeune Réjane, et depuis cette vitrine de beautés disparues, Cléo de Mérode, Otero, Liane de Pougy, Émilienne d'Alençon, étoiles de la scène ou du boulevard, jusqu'à celle qui les éclipsa toutes, qui eut le privilège d'être pour deux générations une légende vivante, une poésie et une figure de la gloire mondiale, qui enchaina les continents aux cadences de sa voix d'or, celle qui fut Doña Sol, Phèdre, Gismonda, Théodora, celle que nous voyons ici dans toutes les attitudes, à la ville, au théâtre, dans son salon ou dans sa loge, maniant tour à tour le crayon ou l'ébauchoir, celle qui traîna pendant trente ans tous les cœurs après elle, si bien que de toutes ces images et de ces vieilles photographies, comme d'un amas de feuilles mortes, semble encore s'exhaler une rumeur d'amour universel qui murmure sur son passage: Sarah, Sarah, notre Sarah...

Évidemment, aussi, le choix de cette rétrospective a été beaucoup plus conduit par l'intérêt de l'histoire et de la curiosité, que par celui de la beauté pure; il s'agit moins ici du

professeur de l'histoire de l'art, que du chroniqueur mondain et, si l'on veut, de l'échotier. On n'a pas prétendu nous apprendre une fois de plus le triomphe de l'impressionnisme, mais montrer impartialement, dans un pêle-mêle égalitaire, ceux qui étaient alors les princes de la palette et les rois de la cimaise. Il faut convenir que la comparaison a parfois l'air d'une vengeance. On ne s'est pas condamné à ne nous faire voir que ce qui était de bon ton, au goût des gens du monde, des Cabanel funèbres et aristocratiques, des Chaplin meringués, des Detaille lustrés comme pour une revue d'astiquage, des Gérôme qui réalisent cet étonnant compromis d'être à la fois en zinc et en coton. On ne s'est pas interdit le régal de nous offrir les plus exquis des Berthe Morizot, de graves Fantin-Latour, de tendres figures de Mary Cassatt, d'aigus et corrosifs Forain, de sa première manière, mordante comme le vitriol, deux études de Seurat et de Van Gogh de leur époque fraîche et fleurie, jusqu'à des éventails de Gauguin et des intimités de Bonnard et de Vuillard, des rêveries de Maurice Denis, et les premières « charges » de Leonetto Cappiello, et même un Picasso de 1899, qui, dès cette extrême fin de siècle, prélude nerveusement, par l'imitation de Lautrec, et prend le départ pour l'aventure « fauve » et pour ses avatars futurs.

Mais, en réalité, plus qu'un chapitre de l'histoire de l'art, on s'est proposé de ressusciter une époque de l'histoire des mœurs. C'est ici que plus d'un petit-maitre, dont ne s'occupent guère les manuels d'esthétique, reprend ses avantages. Au point de vue du document, de la vie anecdotique, de l'observation spirituelle et exacte des choses, quoi de plus précieux que la série des Jean Béraud de la collection Armand Dorville? Ces petits tableaux méticuleux, ces piquantes vignettes parisiennes, si minutieusement appliquées et si nettement écrites, ont leur place marquée, sinon au Louvre, du moins auprès des Louis Boilly de l'hôtel Carnavalet. C'est moins de la peinture que du journalisme illustré et du reportage pittoresque, mais un reportage bien fait à son prix et, le temps aidant, entre dans ce que M. G. Lenotre appelle la « petite histoire ». Pas de Parisien qui n'éprouve un plaisir d'amusement mélancolique à revoir l'*Avenue de Clichy* d'il y a cinquante ans, avec ses maisons provinciales et le trot paresseux d'un fiacre pacifique, et le Vaudeville d'autrefois, cet angle fameux du bou-

levard et de la Chaussée d'Antin, où il ne reste plus une forme reconnaissable : ni le pioupiau ni le phaéton, ni le groom en bottes à l'écuillère, ni la porte du théâtre elle-même, qui ne sont plus que des souvenirs ; tout a disparu, le décor comme les comparses, tout a été emporté par le flot de la vie moderne, et il ne subsiste plus là que le kiosque à journaux et la colonne de spectacles comme des survivants étonnés de ce passé fringant et évanoui.

Ainsi, sans y penser, rien qu'en écoutant les conseils de ses goûts de badaud, l'actif et aimable flâneur a recueilli cent images qu'on demanderait en vain à des artistes plus ambitieux. Il nous introduit dans le détail du costume et du fait-divers, dans cet au-jour-le-jour qui passe inaperçu, parce qu'il est à la portée de tout le monde et qui devient si vite irrecouvrable : soit qu'il nous fasse entrer dans une pâtisserie élégante ou dans une de ces brasseries lugubres du Quartier, refuge nostalgique des poètes, avec ses tables d'estaminet, ses glaces aux cadres de peluche, ses causeries interminables et ses griseries devant des piles de soucoupes sur des banquettes de moleskine, tandis qu'une servante en tablier blanc, patiente et bonne fille, étouffe ses bâillements, placide Iris de cette fête galante. Et quelquefois la scène d'actualité devient presque émouvante, lorsque l'auteur, un beau jour, peint la *Sortie de Condorcet* et que, sur les degrés du porche classique et conventuel, on voit sortir un essaim de potaches où, à côté de professeurs célèbres comme Maxime Gaucher ou le philosophe Darlu, on cherche dans ces têtes d'enfants celui qui sera plus tard un Robert de Flers ou un Daniel Halévy.

* * *

Ce qui est tout à fait curieux, par exemple, dans ces trente dernières années du XIX^e siècle, c'est l'impression d'incohérence et de pagaille qui se dégage du mobilier. Nous savions bien que dans les Beaux-Arts, comme à toutes les époques, nous trouverions du mélange et beaucoup d'inégalités ; mais enfin nous savions aussi qu'il y a là une école, une lignée d'artistes qui, de Manet à Degas et aux néo-impressionnistes, constitue une des équipes les plus brillantes et les plus homogènes qu'il y ait jamais eu en France. Par quel mystère s'est-il trouvé qu'à côté de tels maîtres il n'y ait rien de pré-

sentable dans les genres secondaires, et comment se figurer que des hommes d'un si grand goût n'aient jamais pu s'asseoir dans un fauteuil passable ?

Cela s'explique pourtant par une raison toute naturelle. Le lecteur se rappelle-t-il un passage plaisant des *Mémoires* de Gyp ? Lors d'un voyage officiel à Nancy, l'Empereur devait descendre chez le père de l'enfant, gouverneur de la place. Et parmi les préparatifs faits pour Sa Majesté, la jeune espiègle se souvient surtout d'un certain meuble intime, que Saint-Simon ne se gêne pas pour désigner crûment et dont ne rougissait pas la gloire du grand siècle : ce qui étonna la fillette, c'est de voir la femme de chambre y épingle à genoux force tulles et force rubans, si bien qu'aux yeux émerveillés de la petite, comme sous un voile de périphrases, l'objet apparaissait paré d'un nuage de mousseline comme l'autel d'un « mois de Marie », dans une transfiguration candide de mariée.

Cet art de la gaze, de la housse, des doubles et des triples rideaux, du rembourrage, du feston, cette passion du douillet et du calfeutré, du moelleux, du plissé, du drapé, qui allaient si bien, il faut le dire, avec les restes de la crinoline, les robes à traîne et à tournure, cette multitude de poufs, de causeuses, de canapés ayant pour pièce de milieu la banquette de capiton arrondie en cercle sous un palmier sortant d'un cache-pot, tout ce luxe de choses étoffées au milieu desquelles la femme naviguait sur une mer de silence, de damas et de soie, tout cela eut une vogue fatale à l'ébéniste : le meuble fut submergé, noyé sous les rondeurs et le matelas adipeux.

Le tissu de Lyon, le « canut » et le « soyeux » furent rois. On était las de l'acajou, las de la rigueur linéaire, bureaucratique et réglementaire, héritage de David et des fonctionnaires de l'Empire. On aspirait à quelque chose de plus capricieux et de moins empesé. Le meuble se faisait chiffon. La femme duvetait son nid, le créait à sa ressemblance, le tapissait de son plumage. D'épaisses, secrètes, nocturnes et frileuses tentures ombrageaient l'édredon et la plume du lit ; le pied nu enfonçait dans des laines souples comme des gazons, sur lesquelles des peaux de lion esclaves et couchées, avec leurs têtes de chats féroces, caressants et heureux, prosternaient leur fourrure. Plus une forme qui ne fût traduite, transposée en langage féminin, dissimulée sous de l'habillage, du crêpon,

du galon, de la passementerie. Tout, excepté la table, devint le domaine de Madame : tout répéta ses goûts et refléta ses modes. Ce fut l'âge de la femme, et par conséquent le siècle de ses deux conseillers, la couturière et le tapissier.

Je ne suis pas du tout sûr que ces choses, comme nous le croyons, n'aient été qu'un amas d'horreurs. Il ne me paraît nullement prouvé que nos mères ou nos grands-mères aient eu si mauvais goût. Seulement, il est devenu à peu près impossible d'en rien dire, car de ces intérieurs fragiles, tout en satin ou en velours, aucun n'est venu jusqu'à nous. Ces délicatesses trop tendres, vite fanées, n'eurent qu'une saison : elles partagent le sort des chefs-d'œuvre de la couture ou de la modiste, de ces créations quelquefois ravissantes, mais éphémères, qui en quelques jours ou quelques années ne sont plus que des oripeaux et des vieilleries bonnes à jeter au fumier, avec les fleurs d'hier et les cadavres de bouquets. On a décroché la défroque du salon et de la chambre à coucher, défraîchie et devenue affreux nid à poussière ; les sièges dégradés ont servi à des feux de joie ou se sont vus exilés, de déchéance en déchéance, dans d'obscures friperies et de tristes charniers, où n'allait même pas les repêcher l'amateur de brocante. Presque tout a disparu, à l'exception de quelques épaves honteuses d'elles-mêmes, esseulées et dépayées, qui n'avaient de sens que dans un ensemble, comme des figures dans une ronde. La gerbe est dénouée et le charme est rompu. On ne referra pas cette musique de chambre.

Mais il ne faudrait pas croire qu'elle n'eût pas son harmonie ; quelque chose en subsiste dans le roman contemporain, autour des héroïnes de *Notre cœur* et de *Mensonges*, dans les pages mondaines du Mallarmé de *la Dernière mode*, dans les berceuses de Fauré et jusque dans les vers charmants et sibyllins du poète de *l'Après-midi d'un faune* :

Une dentelle s'abolit

Dans le doute du Jeu suprême...

Et qui sait si nous ne reverrons pas avant qu'il soit longtemps une nouvelle offensive du flou, du floche, de l'ouate et de la mollesse (comme voici déjà revenues les jupes longues), le jour où on aura assez de la diète frugale, du carême et du pain sec des murs antiseptiques, passés au lait de chaux comme

des murs de clinique, et des meubles géométriques en tubes de métal.

* * *

Mais l'inconvénient de cette mode chiffonnière et de cette vogue efféminée, c'est qu'elle avait fait perdre l'habitude du meuble construit. Quand la vague se retira et qu'on voulut sortir de l'étoffe et de la garniture, on s'aperçut que personne ne savait plus bâtir et composer : les ouvriers avaient perdu la main, et surtout le public avait perdu le goût. Il voulait autre chose et ne savait pas ce qu'il voulait. Comme on lui parlait de tradition, on lui offrit le choix entre des styles traditionnels. Déjà le romantisme, avec sa manie de bric-à-brac, avait remis en honneur les pastiches du moyen âge. L'Impératrice elle-même, pour vieillir sa couronne de fraîche date et se donner l'allure des antiques dynasties, affectait de dédaigner l'« Empire » et se montrait entichée de Marie-Antoinette. Dès lors on ne vit plus que des « copies d'ancien », et le faubourg Saint-Antoine ne fut plus occupé que de fournir la bourgeoisie de bahuts Henri II; c'était le style adopté pour la salle à manger, tandis que la chambre et le salon, et souvent le boudoir, étaient un domaine partagé entre les trois Louis.

Cette timidité, cette docilité extrêmes s'expliquent sans peine par la nature d'une société neuve et peu sûre de ses goûts, qui essayait de se rattacher à des précédents historiques et, par crainte de se tromper, préférait le déjà vu et le « tout fait », ce qu'elle appelait le classique. Humilité touchante, mais dont le résultat fut un désert de routine et d'ennui. Jamais on n'avait vu en France, parmi les ouvriers, petits-fils des huchiers charmants de la Renaissance et des menuisiers délicieux qui sculptèrent de bouquets le médaillon des fauteuils Louis XVI, une telle absence de fantaisie et d'imagination. Plus de saillie, plus de génie, plus de verve ingénieuse et loquace : tout n'est plus que réplique, répétition, morne, stérile adresse mécanique.

Ou alors, au contraire, des choses invraisemblables et si exorbitantes, échappant à toutes les règles connues, qu'elles ne peuvent être que des objets-réclames, conçus en dehors de tout usage et de toute destination par quelque spécialiste en délire : qui eût imaginé sans cela tel candélabre d'émail

et de bronze, gigantesque, touffu et frénétiquement ébouriffé, sinon pour être primé dans toutes les expositions de Moscou à Buenos-Ayres, ou ces chaises incroyables, fabriquées à Bacarat en bouchons de carafe à l'intention de quelque nabab ou de quelque mamamouchi, comme des choux monstrueux ou des betteraves géantes, « moutons à cinq pattes » du règne végétal, sans autre utilité que de faire attribuer le « poireau », dans les concours agricoles, au jardinier qui a su élever ces produits prodigieux, superflus et incommestibles.

* * *

C'est alors que de l'excès du mal on vit enfin sortir un commencement de mieux. Les premiers indices apparurent vers 1885. Déjà, depuis quelques années, parmi les éléments inédits du décor, se montrent quelques traces d'imitation des choses de la Chine, reflets de l'exposition de 1878, des premières campagnes du Tonkin. Nous avons tous vu dans nos familles des cabarets d'ébène laqués de paysages ou de poissons dorés. On vit aussi se répandre un genre d'étagères à décrochements bizarres, d'une dissymétrie qui plaisait, ouvrages d'un « baroque » chinois de basse époque, mais qui amusait par la nouveauté. Ces petits objets, plus ou moins luxueux, se multiplièrent dès lors dans les salons, ainsi que les sièges volants de rotin et de bambou.

Peu à peu l'ambition de faire du nouveau, de sortir de l'ornière où l'on se traînait depuis vingt ans, se fit jour. Il faut avouer que les premiers essais furent malheureux. On parlait de rien : tout était à réinventer. C'est ce qui fait considérer avec quelque indulgence les tentatives maladroites et les gauches résultats que nous voyons rassemblés au Pavillon de Marsan. Aujourd'hui, nous sommes sévères pour ce qu'on a appelé assez sottement le *modern-style*, par un emprunt bien inutile au vocabulaire d'outre-Manche, et rien ne nous paraît plus décidément ridé et plus « vieux jeu » que l'« art nouveau ». Nous ne savons même plus de gré au courage des initiateurs qui se proposèrent d'innover et, à leurs risques et périls, se donnèrent la tâche ingrate et prirent sur eux de forger un style. J'entends encore le vieux Forain maugréer de sa voix faubourienne et bourrue :

— Une chaise d'art ! Un meuble de style ! Qu'on me laisse

tranquille : j'en ai assez de ces prétentieux et de ces faiseurs d'embarras. D'abord, je ne veux pas y faire attention. Je ne veux pas savoir sur quoi je m'asseois ! On a les meubles de ses parents, ou alors une chaise de cuisine.

C'est fort bien dit ; Forain n'oubliait qu'une chose, c'est que nos parents, on vient de le voir, n'avaient pas de meubles à eux. Heureux celui qui, comme dit l'autre, a son « siège fait » d'avance ! Notre génération n'a pas eu cette fortune. Elle a dû tâtonner, se tromper, faire cent erreurs, faute d'avoir trouvé dans son héritage où s'asseoir.

Sans doute, c'est une histoire comique que celle d'une époque à la recherche d'un style : à peu près comme on a fait le conte de l'homme qui a perdu son ombre, ou comme on ferait celui de l'homme qui aurait égaré son « moi ». Je ne crois pas que les choses se soient jamais passées ainsi, ni que les autres siècles aient eu tellement à s'évertuer pour inventer des formes qui leur rendissent service en leur faisant plaisir. On ne voit pas que la création d'un banc ou d'un fauteuil soit jamais devenue un drame. On sent trop par malheur que beaucoup des objets de l'art appelé nouveau, sont des enfants de la migraine.

Cela commença par des bibelots, des objets de vitrine et d'étagère. Les modèles de l'Orient, les faïences de la Perse, les grès du Japon, ces merveilles des premiers décorateurs du monde, montrèrent la route, comme il était arrivé tant de fois dans le passé. Des hommes se dévouèrent pour ravir à ces maîtres lointains les secrets de leurs émaux. Chaplet y sacrifia ses yeux. Parmi ces chercheurs, ces pionniers, quelquefois héroïques, se trouva un verrier, un étrange souffleur, un Lorrain, Émile Gallé, qui dans ses fioles et ses buires, dans ses bizarres Graals voulut enfermer l'esprit des bois, les rouilles de l'automne, l'amère pourriture des étangs et des mares, tenir captifs l'elfe et la nixe, le génie des métamorphoses, les buées flottantes de la prairie que la petite sainte de Domrémy appelait les fées ou les Dames. Et à travers des épaisseurs de pâtes oxydées ou soufrées, imitant les veines de l'agate, les irisations de l'opale, le deuil de l'améthyste ou la transparence blonde de la pelure d'oignon, souvent circulait quelque vers de Verlaine ou de Baudelaire, égrenant ses syllabes magiques avec un air d'incantation et de cabale.

C'était un gentil esprit, un huguenot formé aux légendes de Palissy et aux allégories subtiles à l'excès de Grandville, qui raffine sur la morale narquoise du Bonhomme et prétend montrer dans ses fables toute la comédie humaine. Bientôt l'ingénieux verrier conçut des ambitions nouvelles : parti d'une bulle d'air, d'une lampe, d'un objet de rêverie qui devait animer doucement un intérieur et y mettre comme une veilleuse, une lueur spirituelle, il voulut de proche en proche dessiner tout le reste, créer l'accompagnement, la table, le bahut, le lit, tout le mobilier domestique, le décor du foyer autour de cette ampoule de verre qui en était le centre, le Lare ou le Pénate.

Ainsi se fonda autour de sa personne singulière l'école de Nancy, tandis qu'une autre, à Paris, se formait avec un Grasset, un Gaillard ou un Majorelle. Tout cela respire un zèle touchant, une extrême volonté de bien faire. C'est pavé, comme on dit, de bonnes intentions. Est-ce heureux ? Est-ce réussi ? Qui l'eût cru, qu'il fallût tant de peine pour produire un buffet, un pupitre à musique, une chaise ? Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail et d'écrire une philosophie des chaises, comme Carlyle, dans son *Sartor resartus*, a écrit sa *Sagesse* ou sa *Bible des habits*. Déjà on peut trouver que les meubles dits « art nouveau » ne sont que trop pensifs, trop serpentins, trop recherchés et trop penchés ou pâmés sur eux-mêmes. Il ne serait que trop aisé d'y montrer la préoccupation anglaise, l'influence de Ruskin et de William Morris, celle de la chinoiserie et celle du moyen âge, la prétention étrange de traiter le meuble comme s'il continuait à être une chose naturelle, luxuriante par elle-même avec ses branchages, ses ramures, ses plateaux, ses ombelles, qui sécréterait ses organes, ses fleurs, son décor, distillerait son parfum, son « sens » ou sa « pensée », comme une créature végétale. On verrait quelle peine il en coûte de se débarrasser d'un faux trait, de corriger une faute qui semble avoir pour elle une certaine logique. On verrait enfin à travers quels filtrages, quel travail, quels tourments, quelles retouches s'élabore (car il s'en est créé de telles à la longue) la chose la plus rare du monde : une forme pure, une grâce simple.

* * *

Nous-mêmes, nous avons d'abord quelque peine à nous reconnaître dans ce passé et il nous semble qu'une telle collection de laideurs et d'absurdités n'a pu être réunie que par la malveillance. Nous serions disposés à admettre tout de suite, avec ce goguenard Paul Morand, tout le réquisitoire que résume, au compteur des siècles, ce chiffre accusateur et fatidique : « 1900 ».

Et pourtant, de bonne foi, quand j'y songe, était-ce tellement hideux dans la maison de notre enfance ? N'avons-nous donc vécu que parmi ces merveilles de disgrâce ? J'ai beau faire, je ne puis me résoudre à faire des excuses et à demander pardon pour le petit monde où j'ai grandi. Il était sans beauté, mais j'étais sans critique ; c'était lui, c'était moi, je ne savais rien d'autre. C'étaient des présences familières, auxquelles on ne souhaitait de rien changer, pas plus qu'on ne voudrait altérer les traits de ses parents. C'étaient des choses vulgaires peut-être, sans originalité, mais sans prétention : c'était tranquillement disparate et plein de bonhomie. Rien n'avait ce travers, commencement de tous les vices, qui est de chercher à se faire admirer. Les meubles curieux, l'inédit, les trouvailles, étaient dans la réalité des choses très peu fréquentes, fantaisies d'amateurs ou tentatives d'isolés ; on ne fabriquait pas du nouveau en série ; on comptait les personnes qui s'étaient meublées dans ce style et les intérieurs arrangés ainsi. C'est bien plus tard seulement qu'il me fut donné de pénétrer chez un Arthur Fontaine, un Gabriel Thomas ou dans ces deux pièces ensoleillées du quai de Béthune, où vivait ce prince des délicats, notre exquis ami Raymond Kœchlin.

En somme, ce fameux style « 1900 » est un mythe, un désir, un mirage, qui n'a jamais eu d'existence tout à fait réelle. Il aurait cessé de compter, si les deux malheureux palais des Champs-Élysées, qui auraient dû disparaître avec l'Exposition, n'en avaient perpétué le souvenir, ou plutôt la caricature. Pour la plupart d'entre nous, cet art n'est entré dans la vie, n'est devenu palpable que sous la forme d'un bibelot, d'un bijou, d'un coupe-papier, d'un porte-plume ; c'est un pendentif de Lalique, une chaîne de Falize, un couvert, un cadeau de noces, un léger souvenir, que le temps a chargé

de ses enrichissements et de sa poésie. Peut-être pourrait-on reprocher à ces bagatelles, si nous les regardons froidement dans des vitrines, comme les reliques des défunes dynasties égyptiennes, une certaine surcharge d'intentions, une complication excessive d'idées et de matière : peut-être un ornement, une épingle à chapeau, un léger peigne de femme (du temps que les femmes portaient des cheveux et des peignes), ont-ils tort d'être des poèmes. Il arrive que l'orfèvre ait voulu dire trop de choses, mettre trop de pensées, ciseler la *Porte de l'Enfer* sur l'ivoire d'un diadème ou la monture d'un réticule.

Mais ce qu'il faudrait retrouver, au lieu de notre hostilité présente, c'est l'espèce de connivence et de complicité, le prestige dont de tels objets se paraient à nos yeux. Il y a dans toute mode et peut-être dans toute beauté une part d'illusion, dont nous faisons les frais. C'est la loi de l'amour. Cet art, qui nous paraît dérisoire, fut aimé. Mais comment faire entendre à qui se bouche les oreilles, l'espèce d'attente charmante, l'atmosphère d'Épiphanie qui fut la mystique de cette époque dédaignée, celle qui entourait les petits drames de Mæterlinck, les idéologies du jeune Maurice Barrès, les débuts de Moréas et d'Henri de Régnier et les premiers vers de Valéry, les essais du groupe des *Nabis*, qui s'appelaient Bonnard, Vuillard, Marquet, Roussel, Maurice Denis ? C'étaient pourtant bien là les préludes d'un art, une harmonie nouvelle, une aurore boréale peut-être un peu confuse, qui mêlait trop de teintes dans son prisme et dans son arc-en-ciel de fontaines lumineuses et de Loïe Fuller : du Wagner et du Rossetti, du Nietzsche et du Tolstoï, du préraphaélisme, du décadent, du dégoût, de la neurasthénie et les arpèges adolescents de *Pelléas* et de la *Damoiselle Elue*.

Tout cela vaut mieux pourtant qu'un sourire et qu'un haussement d'épaules. Ce temps décrié fut une Jouvence. Et si nous sommes tentés d'en railler plus d'une faillite, plus d'une erreur, plus d'un ratage, on me permettra de rappeler ce mot d'un garçon d'aujourd'hui, un moins de vingt ans, à qui sa mère rappelait ces conseils de modestie et de bon sens, ce cri du cœur inquiet, incrédule et navré :

« Alors, c'est vrai que nous aussi nous serons ridicules ! »

LOUIS GILLET.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Frasquita*, opérette en trois actes, version française de MM. Max Eddy et Jean Marietti, musique de M. Franz Lehar. — OPÉRA : *Jeunesse*, ballet en deux tableaux, scénario de MM. André Cœuroy et Serge Lifar, chorégraphie de M. Serge Lifar, musique de M. P.-O. Ferroud.

La reprise de *Tarass Boulba*, à l'Opéra-Comique, était une réparation ; celle du *Pré-aux-clercs*, une exhumation. Pour la première fois, la direction nouvelle offre au public de ce théâtre un spectacle inédit : c'est une opérette viennoise, dont la création en son pays natal remonte à une dizaine d'années, et l'auteur, connu depuis longtemps, a été présenté l'an passé sur une autre scène parisienne.

Que l'Opéra-Comique ait cessé de mériter son épithète du jour où le drame lyrique y élut domicile, c'est ce qu'on a dit et redit. Mais personne ne pensait à s'en plaindre, au temps où cette scène produisait *le Rêve*, *Louise*, *Pelléas*, *Grisélidis*, *Ariane et Barbe-bleue*, *Pénélope*. Une action serrée, sans faste extérieur, une musique nette et prompte, docile au sentiment, transparente au discours, formaient un genre défini, également abrité contre l'emphase italienne du grand opéra et l'argumentation didactique du drame wagnérien, dans une tradition bien française dont on pouvait suivre, depuis Grétry, Monsigny, Méhul, Boïeldieu jusqu'au *Faust* de Gounod en sa version première, la trace antérieure. Après la floraison, le déclin est-il sans remède ? Il suffirait d'un auteur de talent pour prouver le contraire.

Ce n'est pas le talent qui fait défaut, de nos jours ; c'est le loisir. Les uns sont pressés d'argent, les autres ont soif de renommée. On fabrique en petit, au détail, sur commande. Personne n'a le courage de se retirer de la circulation pour méditer, assembler,

et, au vrai sens du mot, composer un ouvrage. La musique est particulièrement atteinte, parce qu'elle exige un travail plus assidu que tous les autres arts. Il faut, dans le cas le plus favorable, plusieurs mois sans autre occupation pour rédiger l'esquisse d'une partition en trois actes, une année au moins pour en réaliser l'orchestration. Où trouver ces délais dans l'agitation de la société contemporaine ? Ce n'est pas la stérilité du genre, c'est le bouleversement des mœurs qui oblige les musiciens à délaisser le drame lyrique, comme ils délaissent l'opéra, l'oratorio, la symphonie, et toutes les œuvres de longue haleine.

Nous sommes autour d'eux, à stimuler leur zèle : « Puisque vous ne pouvez être sérieux, soyez donc gais, faites-nous rire. » Tels, ces obligeants amis qui à l'homme accablé de soucis recommandent de s'en distraire, et au malade à bout de souffle d'aller souper au cabaret.

Ils ont fait de leur mieux. Ceux qui ont de l'esprit, comme MM. Maurice Ravel et Jacques Ibert, nous ont donné des comédies ironiques et brèves. L'Opéra-Comique n'a pas, comme l'Opéra, la ressource du ballet. C'est par de tels ouvrages qu'il peut, en ce moment, faire diversion, sinon divertissement, aux sombres drames de son répertoire ordinaire. Lui procurer une deuxième *Heure espagnole* ou une autre *Angélique*, tel fut le vœu fort légitime de la direction précédente, et ce n'est pas sa faute s'il est demeuré sans effet.

L'opérette, née en France sous le second Empire, a donné d'abord dans la parodie. *La Belle Hélène* et *Orphée aux enfers* raillent gentiment Homère, Virgile, Meyerbeer et Gluck. Mais déjà *la Vie parisienne* est une comédie de mœurs, poussée jusqu'à la farce. Après Offenbach, l'opérette française, avec plus ou moins de succès, continue à se rapprocher de la comédie lyrique, ne gardant comme signes distinctifs qu'un orchestre plus léger et des airs à refrain, qui ressemblent à des chansons. *Véronique*, de Messager, n'a plus guère de l'opérette que le nom et a pu ainsi passer sans aucune difficulté sur la scène de l'Opéra-Comique.

Transplantée, depuis une vingtaine d'années, sur le sol américain, l'opérette s'y est nourrie du burlesque national, qui vient des nègres pour la plus grande part : c'est le jazz qui joue avec les instruments, plus encore qu'il n'en joue, et sur des rythmes tambourinés disloque les articulations. L'intrigue ne compte guère et semble le plus souvent empruntée à quelque film sentimental

ou policier. Les lacunes en sont comblées par les ébats d'une jeunesse anonyme qui envahit la scène sans motif mais s'y aligne, comme soldats à la parade, pour des exercices précis, où la grâce devient mécanique. On obtient ainsi des effets, qui ne sont pas sans charme, d'obsession et de fantasmagorie.

L'opérette a été importée à Vienne, dès les premiers succès d'Offenbach à Paris, par Franz Suppé, bien oublié aujourd'hui; je ne crois même pas qu'on joue encore, comme au temps de ma jeunesse, dans les pensionnats de « demoiselles », ainsi qu'on disait alors, son ouverture de *Poète et Paysan*. De Johann Strauss, qui vint ensuite et dont la *Chauve-souris* est donnée encore de temps à autre en Allemagne, il ne nous reste que la valse, un peu vulgaire, mais entraînante, du *Danube bleu*. Qui se souvient de Millœker dont l'*Étudiant pauvre*, sur la fin du dernier siècle, était fredonné par toutes les Mimi Pinson de Germanie ? Ou de Zeller, de Weinberger, de Zumpe, dont les ouvrages ont fait recette l'espace d'une saison ? Et c'est justice. L'opérette viennoise n'a jamais fait aucun effort pour satisfaire au goût d'une autre époque et trouver du nouveau. Ce n'est qu'une imitation, ou, pour parler le langage industriel qui convient mieux ici, une contrefaçon de l'opérette d'Offenbach, où le quadrille est remplacé par la valse ou la polka et la verve par la facilité.

* * *

Donnant ici mon sentiment, il y a peu de mois, sur le *Pays du sourire*, j'étais loin d'attendre une aussi prochaine rencontre avec le même auteur. Son nom est notoire depuis que la *Veuve joyeuse* a fait le tour du monde. Je n'ai cependant pas l'honneur de la connaître, sinon par le phonographe où elle ne m'a jamais paru jeune, ni jolie, ni joyeuse ; accorte seulement, et un peu agacante avec ses romances défraîchies et son trémoussement perpétuel : « ballir, dantzir », comme répétait, poursuivant Tartarin, l'épouse du professeur Schwanthaler, à l'hôtel du Righi-Kulm. Le *Pays du sourire* vaut un peu mieux. Mais *Frasquita* est pire. Cette chinoiserie, qui rappelle à la fois le Japon de *Madame Butterfly* et l'Allemagne de la *Grande-Duchesse de Gerolstein*, me portait un peu sur les nerfs par son exotisme de boîte à musique. J'en regrette aujourd'hui la convention qui, obligeant le musicien à supprimer un demi-ton ou bien à imiter par un orchestre carillonnant des clochettes fictives, relevait quelque peu la platitude des pensées.

Dans *Frasquita*, elle s'étale, et même elle s'accuse, par une comparaison que le sujet ne cesse d'imposer à l'esprit : *Frasquita*, en effet, est une parodie de *Carmen*.

Sitôt que le rideau se lève, on ne peut s'y tromper. Voici la place avec les chaises où cette fois des marins, succédant aux soldats, regardent les passants. *Frasquita* s'y prend de querelle avec Mercedes, comme *Carmen* avec une de ses camarades dans la manufacture de tabacs. Ces deux noms, dans le drame lyrique de Bizet, sont ceux des deux meilleures amies de l'héroïne. Ils n'ont pas été choisis sans motif. Deux gendarmes interviennent. Sous leurs uniformes d'Espagne, ils ont des trognes de guignol et parlent avec l'accent de Pandore dans la chanson du temps jadis. Il faut beaucoup de bonne volonté pour sourire d'un anachronisme aussi volontaire. Les autres plaisanteries sont d'interminables jeux de scène entre un jeune homme myope et un vieillard presbyte qui tour à tour prennent du recul ou s'approchent, des malentendus non moins prolongés au sujet d'un bouquet de roses qui jamais ne parvient à sa destinataire, des calembours comme « chapeau d'Espagne », et des mots comme celui-ci : « Il faudrait une intrigue pour le rendre jaloux. — Un roman d'Edmond Jaloux ? » Les auteurs de la version française, qui l'ont ornée de ces facéties, se font une triste idée du public de notre pays, s'ils le croient capable de s'en égayer.

Mais *Frasquita* ne badine pas, non plus que son amoureux. C'est un Français, qui s'appelle Armand. Tout pareil cependant au Basque don José, il prendra sa défense au premier acte et oubliera pour elle une douce fiancée. La seule différence, c'est qu'au dénouement la fantasque gitane deviendra, soudain apprivoisée, sa légitime épouse, pendant que la délaissée accordera sa main au jeune homme myope, jusque-là ridicule autant qu'il est permis et même davantage, mais transfiguré par un miracle non moins opportun de cette providence attentive, quand l'heure du vestiaire approche, à délivrer de tout autre souci les spectateurs.

Le deuxième acte, qui est le plus important, je veux dire le plus long de la pièce, est tout à l'instar de *Carmen*, sauf que l'auberge louche du faubourg y devient une luxueuse maison de danses, dont *Frasquita* n'est pas la seule attraction. Mercedes est également au programme, attendue avec impatience, car nous avons déjà reconnu, à sa vivacité mignonne, la Joselito, tant applaudie à l'Opéra l'année passée, dans la fête de l'*Illustre Fregona*. Elle est

un peu moins à son avantage ici, juchée sur une estrade que ses talons précipités font résonner comme un tambour, couvrant les accords du guitariste placé près d'elle, au fond de la scène, mais a toujours cette souplesse d'acier, ce feu sans flamme, et des castagnettes aux pieds, comme Mercure y avait des ailes : c'est le bon moment de la soirée. Il faut être indulgent aux autres intermèdes, procurés par le personnel de l'établissement. Quelques jeunes femmes en robes de bal autour d'un client généreux chantent et dansent. Elles chantent comme des chanteuses de l'Opéra-Comique et dansent comme on danse quand on ne sait pas danser. Huit adolescentes, serrées en des corsets de verroterie et gainées pour le reste de maillots safranés agitent mollement bras et jambes, dans l'intention manifeste de faire comme au music-hall. On croirait assister aux réjouissances de la Sainte-Catherine, en quelque atelier de moyenne grandeur.

Mais la beauté célèbre, celle qui fait fureur, c'est Frasquita. Armand à qui elle a laissé prendre, sur la fin de l'autre acte, après un duo roucoulant, un baiser prometteur, la supplie en vain. Pareille toujours à Carmen, elle le provoque, le nargue, le quitte enfin. Ce n'est pas un officier qui l'invite, mais une tablée de seigneurs espagnols en habit noir. Tous, à la fois, mettent la main au portefeuille, d'un geste qu'elle trouve du dernier galant, car elle accepte leurs hommages et va chanter pour eux. Armand est fou de désespoir. L'infidèle qu'il a quelque peu malmenée s'écrie, lorsqu'il n'est plus là pour l'entendre : « Je l'adore. »

M^{me} Conchita Supervia est Frasquita comme elle fut Carmen, la voix et le corps robustes, mais sans aucune souplesse où il en faudrait beaucoup. On a vu rarement une artiste s'abuser à ce point sur les moyens dont elle dispose. Fallait-il céder à son caprice ? Ne pouvait-on y couper court ? Pas davantage je ne sais pourquoi on a confié le rôle de la fiancée abandonnée, mais consolable, à une timide débutante. M. Vieuille comme dans *Carmen* campe une impressionnante figure de bohémien olivâtre et redoutable, mais n'a presque rien à dire. MM. Hérent et Balbon, aux prises avec les pitreries du texte, font leur possible pour nous persuader qu'ils les trouvent drôles. M. Arnoult joue faiblement, mais chante d'une voix éclatante le rôle éperdu d'Armand. A toutes et à tous il faut décerner cet éloge, qu'ils ne sont pas faits pour de tels emplois.

* * *

M. Franz Lehar est capable, quand il veut, de faire sonner agréablement l'orchestre. Mais il ne veut pas toujours. Dans *le Pays du sourire*, il se surveille, tenu en respect par la distance, et veut être courtois, précieux, amusant. Il n'avait pas à se gêner avec l'Espagne de *Frasquita*, qui est pour lui l'Espagne de *Carmen*. C'est un préjugé germanique, et qui date de Nietzsche, de n'admirer en *Carmen* que la violence latine et même, comme il dit, emporté par son zèle, une truculence « africaine ». Ils ne sentent que l'odeur du sang et non la volupté. Voilà pourquoi, peut-être, *Frasquita* nous laisse si peu de répit entre les rugissements des cuivres qui font rage et, sans la vigueur cambrée de *Carmen*, se répandent en fanfares de baraques foraines. De temps à autre seulement, quand s'annonce une déclaration d'amour ou un galant tête-à-tête, la ritournelle mêle en des proportions justes le hautbois, le basson et la flûte, divise adroitement le quatuor à cordes. C'est un mérite qu'il faut laisser à l'auteur, car il n'en a pas d'autre. Son harmonie élémentaire n'est qu'un accompagnement, pareil à ceux que tant d'amateurs savent improviser, sur les touches du piano, en suivant le chanteur, mais ne voudraient pas écrire. Aucun coloris dans les accords ; nulle finesse dans la modulation. Du moins la mélodie n'a pas à se plaindre qu'on la dissimule ou la contrarie : sans ornement, sans retouche, sans contrainte, elle se montre au naturel, replète, souriante, obséquieuse et insipide.

L'art de la composition musicale n'est pas seulement d'enchaîner des accords, mais bien plus de rédiger une phrase plausible, qui prendra sa place en un discours suivi. Les parties de ce discours seront elles-mêmes mises en rapport entre elles, avec des proportions calculées, des alternances, des contrastes, des progressions réglées, pour former un ensemble qui aura sa perspective et son mouvement. C'est ainsi que l'on construit un tableau, un roman, un poème, un opéra, une symphonie, un opéra-comique et aussi une opérette, comme tous les maîtres du genre l'ont prouvé. Mais dans la partition de *Frasquita*, on ne trouve pas le moindre indice de cette ordonnance.

Les airs se suivent et se ressemblent, et ce sont tous des airs connus. Le programme en annonce une douzaine, à détacher comme des timbres-poste, pour les coller où on voudra. Il n'y a

pas de raison, en effet, pour s'exclamer : « *Ce que c'est que l'amour* », avant plutôt qu'après cette constatation : « *Quand un cœur veut parler* ». Il n'est pas besoin d'une Frasquita pour jeter comme une fleur fanée ce défi depuis longtemps en usage : « *C'est là qu'est écrit mon secret*. » Et on peut entendre ce souhait trivial : « *Ne l'aurais-je qu'une fois* », au cinéma aussi bien qu'au théâtre, ou chez le marchand de vins du coin, s'il a un phonographe.

Le chant vaut les paroles : une bonne pâte de chant, qui se plie et s'étire, à couper au couteau, car les notes tiennent ensemble par la force d'une vieille habitude. L'auteur ne s'est pas fatigué. Il jette sur le papier rayé ce qui lui passe par la tête, et ce ne sont, naturellement, que des réminiscences. Quiconque a essayé d'exprimer sa pensée n'ignore pas qu'il faut d'abord l'extraire, comme le filon dans la mine, en abattant les sédiments dont la recouvre et l'enveloppe la mémoire, jusqu'à trouver la résistance qui sonne sous le pic, et dégager le contour solide dont le style prendra l'empreinte. Mais ici ce travail n'est pas même entrepris. Non seulement le musicien s'imité constamment lui-même, et rien n'est plus pareil à un air de *Frasquita* qu'un autre air de *Frasquita*, sinon un air de *la Veuve joyeuse* ou du *Pays du sourire*, mais il répète inlassablement, et sans paraître s'en aviser, comme un écho, tous les refrains à sa portée : vieux débris d'opérettes, laissés-pour-compte de l'opéra-comique, bout de romances effilochées, oripeaux de cafés-concerts disparus, voilà de quels tissus il coud ses rapsodies. C'est pourquoi tous les morceaux ou, comme on dit plus justement en ce cas, tous les numéros de sa partition, même à ceux qui n'ont pas eu encore l'occasion de les rencontrer, semblent de vieilles connaissances. A peine on entend cette musique, et déjà on la sait, on la savait par cœur.

Ce n'est pas sans satisfaction qu'on l'écoute : on y trouve un motif de plus, pour se sentir fier d'être Français. Nous avons, nous aussi, nos auteurs commerciaux, qui ne cherchent qu'un profit immédiat et veulent plaire à la foule ou, plus exactement, à quelque entrepreneur de spectacles qui prétend savoir comment il faut s'y prendre pour l'attirer et ne leur laisse pas le choix des moyens. La plupart sont de bons musiciens, réduits en esclavage par le besoin d'argent, la vanité, ou l'étourderie de leur caractère. Ils s'en rendent compte et se feront un point d'honneur, entre les limites où cette tolérance leur est accordée, de travailler proprement. Leurs chansons, leurs entrées dansantes, et même les

ensembles à grand fracas qu'on leur commande pour remplir la scène et éblouir le public sont écrits avec soin, parfois même avec élégance. Les idées sont banales, parce que c'est la règle du jeu. Mais l'auteur est heureux, s'il peut les relever, sans que son patron s'en aperçoive, d'un accent de sa façon, ou glisser subrepticement dans l'harmonie une altération savoureuse et discrète qui ne choquera personne, mais fera, s'il s'en trouve dans la salle, la joie des connaisseurs. Aucun d'eux, que je sache, ne s'est jamais ravalé à ce degré de négligence.

Le cas n'est pas exceptionnel en pays germanique. Les grands musiciens y naissent plus puissants qu'ailleurs et les autres plus médiocres. Le contraste s'explique par la faiblesse du sentiment personnel. L'Allemand qui n'est pas guindé par l'orgueil du génie n'a plus de dignité. Il est prêt sans aucun scrupule à toutes les capitulations. Cruellement déçus, nous le trouvons lâche, servile, dénonçons sa mauvaise foi : c'est à son tour d'être surpris. La France est un pays où chacun a son amour-propre, et pour peu qu'on l'y engage, le met à s'acquitter de sa tâche en conscience. L'artisan est à sa manière un artiste que rend heureux le bon ouvrage. L'artisan de la musique prend sa part, quand il peut, de cette intime récompense.

Si l'on a voulu nous inviter à cette comparaison encourageante et donner une leçon à nos jeunes musiciens en leur montrant ce qu'il ne faut pas faire, il était difficile de choisir un plus probant exemple. Est-ce bien là ce qu'on a voulu ? Pour souhaiter la bienvenue à *Frasquita*, on a promu M. Franz Lehar au grade de commandeur dans l'ordre national de la Légion d'honneur. César Franck ni Claude Debussy n'avaient été jugés dignes de cette haute distinction, pour ne citer ici que ceux qui ne sont plus. Qu'aurions-nous dit, en France, si Audran ou Planquette, au temps du président Grévy, s'étaient rendus à Berlin et y avaient reçu le grand cordon de l'Aigle noir ? Qu'on se trompait, sans doute. Et pourtant *la Mascotte* ou *les Cloches de Corneville* sont des modèles de finesse et de goût auprès de *Frasquita*.

* * *

Le ballet de *Jeunesse*, que vient de donner l'Opéra, mérite bien son titre, car il nous rajeunit de dix ans. Tumultueuse époque où l'on voulait, après le grand deuil, être heureux à tout prix. Ceux que la guerre avait enrichis apprenaient à jouer à la rou-

lette, à danser le fox-trott, à lorgner les comédiennes et à ne pas quitter leurs gants pour applaudir. Les autres attendaient qu'ils fussent ruinés, ce qui d'ordinaire ne tardait pas. Une génération d'enfants gâtés, parce que leurs pères n'étaient pas ou n'étaient plus là, atteignait ou dépassait de peu la vingtième année, sans corriger les défauts de son éducation, en les affichant au contraire, abusant de notre indulgence. Ne fallait-il pas ménager ces cadets dont les frères aînés, en si grand nombre, avaient disparu ? Le blé de l'avenir verdissait sur les sépultures, si clairsemé encore qu'on n'osait y toucher, même pour l'émonder, de peur de compromettre la moisson.

Victime non seulement de la guerre mais de la révolution, en exil désormais et sans la ressource, pour maintenir ses effectifs, du recrutement en territoire national, Diaghilev par son énergie indomptable réussissait pourtant à ranimer ses ballets russes, en jouant selon sa coutume le tout pour le tout : c'est aux plus jeunes parmi les jeunes qu'il s'adressait pour renouveler tout à la fois artistes, répertoire, décors, chorégraphie, et sinon le public, qui demeurait en grande partie fidèle, du moins son goût formé par lui, mais périmé avec le répertoire qu'il mettait au rebut. Monte-Carlo, en son existence de perpétuel voyage, était le port d'attache où il demeurait en hiver, préparant les spectacles qu'après un premier essai sur place il allait porter à Paris, le plus souvent sur la scène de l'Opéra, puis à Londres, à Rome, à Barcelone, dans toutes les grandes villes de l'Europe, parfois même jusqu'à New-York ou Buenos-Ayres. La compagnie entière était répartie en des hôtels de classe différente, selon le grade, par une hiérarchie digne de l'ancienne administration russe, et seuls quelques amis sûrs étaient admis au secret des surprises qu'il ne fallait pas trahir. Autrefois, on étonnait le public par la magnificence du spectacle et de la symphonie. Maintenant on obtenait le même résultat en renchérissant sur la simplicité des lignes, la grisaille du coloris, la compression de l'orchestre, la sécheresse des mouvements et l'étroitesse des costumes. Comme tous ceux dont la vocation est de créer, Diaghilev ne s'intéressait qu'à l'œuvre qui devait par ses soins prendre corps, non à ce qui était achevé, et dont l'événement accompli appartenait déjà au passé. Il cherchait la nouveauté comme l'aliment de son activité dévorante et la prenait où il la trouvait. La turbulente jeunesse dont il s'était à dessein entouré se bousculait autour de lui ; il souriait à ses audaces, accueillait

ses bravades, et n'avait pas besoin d'espérer le succès pour tenter l'expérience, qui l'amusait. D'année en année, il changeait son programme et allait le changer encore, quand il s'est abattu tout à coup, à la force de l'âge, mais secrètement ruiné par le souci et la fatigue.

Chaque matin, à l'heure où des joueurs obstinés, s'accordant moins de repos qu'un batteur en grange ou un moissonneur, s'alignaient sur le perron devant la grande porte encore close, on gagnait par le sous-sol de ce palais en stuc la salle basse où déjà le piano fracassait ses accords. Le fume-cigarettes d'ambre aux lèvres, devant le verre de café au lait sans cesse vidé et rempli, la maîtresse de ballet, sœur d'un danseur illustre dont elle a le visage, les muscles et l'ardeur, gourmandait sans se fâcher trois gymnastes vigoureusement ceinturés qui, cette fois encore, n'étaient pas retombés sur leurs pieds joints au même instant, pendant que Diaghilev, massif et immuable sur sa chaise ainsi que sur son trône un souverain d'Asie, arrêtait d'un mot sans réplique les doléances d'une brunette maigriotte et intimidée, qui trouvait trop succinct son justaucorps en velours vert : étoile des ci-devant ballets impériaux, elle regrettait les jupes bouffantes : « J'ai l'air d'un oiseau déplumé. — C'est du moderne, laissez-moi donc tranquille. »

Du moderne, en effet, nous en avons la preuve, quelques jours plus tard, quand le rideau se levait sur une sorte de studio blanc sans fenêtres, où jeunes gens et jeunes filles se font des agaceries et se servent, pour jouer à cache-cache, du meuble unique qui est un grand canapé bleu. Dix ans plus tard, on en retrouve le modèle à l'Opéra, mais en deux exemplaires, pour les deux côtés de la scène, et suspendus à des courroies pour que les couples au repos s'y balancent. Le décor non moins rectangulaire et complètement nu est cette fois ouvert, par le fond, sur une toile opaque et sombre qui est censée figurer le ciel, habillé ce soir-là, comme dit Molière, « en Scaramouche ». Costumes de bain, pyjamas, vestes en toile cirée, cols rabattus, chandails multicolores. Il faut croire que la mer n'est pas loin, ni la plage, mais l'allusion suffit, n'en cherchez pas l'image. Il y a dix ans, je m'en souviens, la mode était à ces devinettes de la mise en scène. Et voici, comme en cet autre ballet, une élégante en robe longue qui apparaît et se prélassait, attirant les regards. Il ne lui manque que la face-à-main pour achever la ressemblance avec M^{me} Nijinska, qui s'était réservé

ce rôle. Mais sa démarche et bientôt sa danse dissipent l'illusion : seule M^{lle} Lorcia possède cette vivacité altière, cette sveltesse pure. Auprès d'elle, M^{lle} Didion, en costume plus modeste, mais aussi plus léger, montre une grâce délicate et tendre. MM. Lifar et Peretti forment entre eux une autre opposition de force et de douceur, dans une précision égale et une pareille virtuosité à tourner et bondir. M^{lles} Binois, Grellier et Bonnet portent chacune un bouquet à quoi l'on reconnaît, le programme aidant, qu'elles sont bouquetières. Mais leur danse est simplement un pas de trois où l'une, puis l'autre, détachée de ses compagnes, fait à juste titre applaudir sa finesse, sa prestesse, ou son rythme subtil.

Les ballets que nous montrait en ce temps-là Diaghilev n'avaient pas de sujet appréciable. C'était une des innovations les plus appréciées alors, et commentées. Celui-ci s'appuie sur un argument que la chorégraphie s'applique à effacer. L'intrigue est pourtant simple entre cette danseuse qu'abuse un masque et qui ne retrouve celui qu'elle aime que déjà séduit par la belle étrangère. Il ne la reconnaît pas, masquée elle-même et déguisée en bouquetière, jusqu'au moment où elle avoue, vaincue, son vrai visage, et ils sont aussitôt réconciliés. Mais il est impossible, même à qui sait déjà ce qui doit se passer, de s'y reconnaître, parce qu'on a évité de parti pris tout mouvement qui serait expressif, toute attitude qui serait significative. Ce n'est qu'une suite de danses, sans autre motif apparent que de faire briller successivement le talent des artistes, comme pour un concours, et les intermèdes sont des entrées de marins ou de baigneuses, dans un ordre non moins arbitraire. Tous ces épisodes sont remplis, plutôt que traités, avec des thèmes presque tous empruntés aux ballets russes de naguère. Quand l'un est à sa place et bien assujéti par les clous des temps forts sur la longueur des mesures, on cherche celui qui doit suivre, selon l'espace disponible. C'est un travail de marqueterie, pour un ballet d'exercices. L'exécution est excellente et montre que la danse classique, lorsque la technique en est poussée assez loin, est un instrument où on peut jouer dans tous les tons, et même faux, si on veut, sans grossièreté ni laideur. Était-ce nécessaire ? La preuve a plus d'une fois été faite, notamment par le ballet de *Dolly*, au théâtre des Arts, et à l'Opéra par les *Impressions de music-hall* où M. Albert Aveline accomplissait avec une correction parfaite les plus burlesques cabrioles.

La musique était digne d'un meilleur sort. Les idées sont un

peu courtes, par un défaut commun à presque toute la production contemporaine, mais ont un caractère que l'harmonie et l'orchestre accusent par un coloris riche et sûr. Il me semblait, en écoutant ces morceaux, que l'un invitait fort naturellement à l'allégresse, l'autre au soupçon, ou bien aux tendres confidences. Cette partition fait honneur à l'intelligence et au talent de M. Ferroud, déjà connu, par le concert, comme un des meilleurs symphonistes de notre temps. Il a de quoi tenir, puisque c'est le disciple préféré sinon unique de M. Florent Schmitt.

* * *

M. Serge Lifar rendait hommage à un plus ancien souvenir des ballets russes le jour où il interprétait le *Prélude à l'après-midi d'un faune*. C'était, au théâtre des Ambassadeurs, dans le concert pour deux pianos que donnaient M^{mes} Marcelle Meyer, admirable de clarté, d'aisance, de maîtrise, et Missia Sert, qui joue la musique comme elle sait l'écouter, en toute franchise et ferveur. Le programme, varié et choisi, comprenait la *Sonate* en ré majeur de Mozart, trois *Valses romantiques* de Chabrier, un *Rondo* de Chopin, les *Nuits dans les jardins d'Espagne* de Falla, dans la transcription de M. Gustave Samazeuilh, et ce prélude, dont la suite ne fut jamais composée, ne pouvait l'être sans doute, les vers de Mallarmé se trouvant par leur extrême densité fort réfractaires à la musique, et surtout à celle de Debussy.

Nijinski, sous ce qu'on ose à peine appeler le costume du faune, avait obtenu un succès retentissant, jusqu'au scandale. M. Lifar suit la tradition, avec plus d'élégance : flancs palpitants, sursauts d'une grâce sauvage, élans irrésistibles comme les bonds superbes qui commençaient si brillamment le ballet réglé par lui des *Créatures de Prométhée* et sa carrière à l'Opéra. Les nymphes qui de profil laissaient flotter leurs bras en orillammes devant la toile incendiaire de Léon Bakst ont disparu, mais l'une a oublié son voile dont s'empare, pour le presser à ses lèvres, le rêveur cornu et solitaire. Un concerto de gestes, exécuté cette fois dans un mouvement qui suit mieux la mesure et la coupe des phrases. Mais il reste affligé du même vice de constitution et la musique est mieux observée à la lettre, non en son esprit qui répugne aux allusions précises.

LOUIS LALOY.

A TRAVERS LES THÉÂTRES D'ENFANTS

De tout temps, il a existé des spectacles pour les enfants.

Guignol, d'antique origine chinoise, a été introduit en France en 1795 par un certain Laurent Mourguet, qui, ayant admiré des *pupazzi* italiens, installa à Lyon un théâtre semblable. Si, de nos jours, le « gnafron » lyonnais amuse toujours les grandes personnes par ses propos qui n'ont rien d'enfantin, si Karagueuz en Turquie, Petrouchka en Russie, Punch en Angleterre, et Guignolet aux Champs-Élysées continuent à avoir leur public fidèle, tous ces charmants fantoches appartiennent à la famille des poupées. Le Châtelet, né en 1862, ne compte plus ses succès, du *Tour du monde en 80 jours* à *Sidonie Panache* et à *Nina Rosa*, mais ces œuvres s'adressent aussi bien aux grandes personnes qu'aux enfants. Répertoire qui intéresse les petits, mais qui n'est pas spécialement un spectacle pour enfants. On peut en dire autant du vieux cirque, qui, après une période de marasme, a connu depuis la guerre un renouveau de faveur.

Le théâtre d'enfants, jouant des pièces spécialement écrites pour eux et interprétées par de juvéniles acteurs, est de création relativement récente. Il part du principe qu'il convient de considérer l'enfant non comme un petit homme, mais comme un être vivant dans un monde à part. Il ne suffit pas pour lui convenir de transposer ce qui satisfait l'adulte. Il faut créer un genre nouveau.

Après avoir tenté un essai en Russie, il y a quelques années, Mme H. Pascal déclarait que seule la pièce romantique pouvait, à son avis, plaire à l'imagination avide d'images des enfants. « Chacun des petits spectateurs retrouvait là quelque chose de

sa propre vie, avec toute la charman te insouciance de son âge. Ce théâtre, subventionné, était gratuit. Des groupes d'enfants errants et abandonnés y venaient oublier le froid et la faim ; et, parce qu'ils avaient l'âge où l'on ne songe pas au lendemain, ils vivaient quelques heures de rêve et de joie. » Malheureusement, M^{me} Pascal ne put poursuivre son œuvre et dut quitter la Russie.

En France, la priorité revient aux « Matinées pour la jeunesse », qui, dès 1910, donnaient au Théâtre Femina des spectacles de M. Brindejont-Offenbach, mis en scène par M. Henri Daven et joués, chantés ou dansés par de minuscules vedettes dont plusieurs se sont fait un nom au théâtre, et dont l'une, M^{lle} Lorcica, est aujourd'hui une brillante étoile de l'Opéra.

Après la guerre, Pierre Humble créa, en 1919, le *Journal du Petit Monde*, pour remplacer les journaux d'enfants dont la guerre avait interrompu la publication ; peu après, il fonda le *Théâtre du Petit Monde*, qui, depuis, n'a jamais cessé de fonctionner régulièrement.

Il débuta aux *Annales*, place Saint-Georges, par des spectacles coupés : cinéma, clowns, pièces en un acte, comme *la Farce de l'Avocat Pathelin*. Les représentations avaient lieu tous les dimanches. Encouragé par le succès et ayant acquis une certaine expérience, Pierre Humble jugea préférable de remplacer le spectacle coupé par une pièce en plusieurs actes. Ce n'était pas chose aisée, la littérature dramatique enfantine étant presque inexistante en France. Il fallut créer un répertoire. On puisa dans les chefs-d'œuvre de la littérature enfantine. On adapta les romans de la comtesse de Ségur.

Popaul et Virginie, d'Alfred Machard, fut créé à Marigny ; *la Sœur de Gribouille*, à Femina. En octobre 1923, on vit, pour la première fois, Bécassine au théâtre. *L'Auberge de l'Ange gardien*, roman de la comtesse de Ségur, adapté par M. Paul de Pitray, lui succéda. En 1924-1925 furent présentés à Femina : *les Bottes de sept lieues*, de Lucien Parmegiani ; *la Famille Fenouillard*, par Nozière et P. Humble ; *le Cirque Piccolo*, de Magdeleine du Genestoux et P. Humble ; *Zig et Puce*. Ensuite viennent *les Deux nigauds*, puis *Gulliver au pays de Lilliput*, de MM. R. Genty et Charles Clerc.

En 1929, le Petit Monde donne ses représentations aux Folies-Wagram : *le Petit Poucet*, *les Vacances de la famille Plumet*, *Bécassine au pensionnat*, *la Belle au bois dormant*.

AU THÉÂTRE DU PETIT MONDE

Actuellement, le Petit Monde joue les jeudi et dimanche, en matinée, au théâtre de la Madeleine.

La représentation commence par un sketch amusant où le professeur de maintien renifle bruyamment.

Puis, une chanson charmante :

Quand vient jeudi,
On est tout étourdi,
C'est le vrai paradis ;
Ah ! vive les jeudis !

Quelle attention dans les regards des spectateurs !... Ils ont tout oublié : un gros chagrin d'il y a un quart d'heure, les leçons qu'il faut apprendre pour demain. Vivent les jeudis !

Voici le Bon petit diable. Il joue ses trente-six mauvais tours à la terrible madame Mac-Miche : « Ce crocodile de femme », l'appelle Betty, la gentille soubrette qui a gagné toutes les sympathies... après Charles, bien sûr, l'audacieux héros.

— Est-ce que ça va bien finir ? demande, très inquiète, une fillette à sa mère.

..Bien finir : cela finit toujours bien, même dans les histoires pour grandes personnes.

Mme Mac-Miche découvre un tour pendable de son jeune cousin :

— C'est vous qui avez fait ça ?

— Oui, oui ! crie l'auditoire, désireux de prendre sa part de responsabilité.

L'horrible femme, — qui n'est qu'un homme, — descend dans la salle. Les tout petits sont épouvantés : « Il faut qu'elle s'en aille, il faut qu'elle s'en aille ! »

Les acteurs sont tout à fait à leur aise. Janine Boldès est une adorable Betty qui peut avoir sept à huit ans. Quand elle veut rendre son tablier, révoltée de l'injustice de sa patronne, voilà que le nœud ne se défait pas. Betty n'est pas décontenancée ; tandis que Charles l'aide à dénouer les cordons, elle improvise pour gagner du temps : « Tu vas voir ce que je vais faire. » ... La présence d'esprit n'attend pas le nombre des années.

L'acte terminé, les applaudissements éclatent. L'auditoire lève les bras en l'air pour que ça résonne mieux.

Dans les coulisses, Betty se repose de l'effort donné, en suçant gravement un sucre d'orge.

— Bonjour, Janine ! ça a bien marché, tu sais. Qu'est-ce que tu préfères, le théâtre ou le cinéma ?

— Oh ! moi, ça m'est égal, j'aime beaucoup les deux.

— Où est la loge de Gaby ? demande à côté un « confrère ».

— J'sais pas très bien le troisième acte, confie Charlie à sa mère.

Et une autre mère : « Serre donc ta ceinture, tu vas perdre ta jupe. »

Le ballet du dernier acte est ravissant. Les jupes écossaises se trémoussent et les gestes sont gracieux et naturels.

Les vieilles mélodies populaires d'Écosse accompagnent la pièce : chanson de Betty, *Cradle Song* : « Chanson du départ à Fairy's Hall », chant qui scandait la marche des montagnards.

Les jeunes acteurs apprennent leur rôle avec une rapidité surprenante. Ils savent même tous les rôles par cœur et soufflent aux grandes personnes qui jouent avec eux et n'ont pas une mémoire si malléable.

Il suffit à la petite Gaby Triquet, — qui ne sait pas lire, — que sa mère lui lise deux fois son rôle.

Ces vedettes précoces font presque toujours du cinéma : le petit Barat a « tourné » avec Gaby Morlay. Joseline Gaël, grande actrice du Petit Monde, fait Cosette dans *les Misérables*, tandis que Gaby Triquet fait Cosette enfant. Ils dansent aussi ; et la petite Gaby tient fort bien son rôle dans *Katinka*.

Ces jeunes acteurs prennent le « métier » très au sérieux, et pourtant il est curieux que ces enfants, remarquablement doués quand ils sont jeunes, réussissent rarement plus tard. Cela arrive, cependant : M^{lle} Broust, de la Comédie-Française, débuta au Petit Monde.

CHEZ MADEMOISELLE LENOTRE

C'est à la fin de la matinée que je me présentai chez M^{lle} Lenotre. Je sonnai, un peu émue, comme lorsqu'on va pénétrer dans un sanctuaire... un sanctuaire hanté par un cortège de choses passées et chargé de plusieurs siècles d'histoire. J'avais lu, comme tout le monde, les merveilleuses évocations nées de cette atmosphère : *Vieilles Maisons*, *vieux Papiers*, *le Drame de Varennes*, *le vrai Chevalier de Maison-Rouge*, et tant d'autres.

Comme, introduite dans le salon, j'attendais M^{lle} Lenotre, j'aurais souhaité que cette attente se prolongeât, me permettant de jeter un coup d'œil curieux, — je m'en excuse, — sur tous les objets placés ici et là... Et il y en avait !

Surtout des livres... une profusion de livres, compagnons indispensables dans cette recherche avide d'un détail, d'un trait qui peint une âme, qui éclaire une situation. Et des meubles ! Et des bibelots ! Je cherchais : était-elle ici, cette fameuse table de Marie-Antoinette, dont M. Lenotre dit : « Il y a trois tables de Marie-Antoinette, mais la mienne est la véritable ! »

J'errais donc quelque cent ans en arrière, lorsque M^{lle} Lenotre entra et me ramena instantanément aux temps modernes et même aux temps présents : jeune et charmante, elle se prête avec bonne grâce aux exigences d'une interview.

— J'étais en train d'écrire, me dit-elle, une pièce où se déroulent de nouvelles aventures de *Zig et Puce* !

Elle me raconte comment, ayant assisté à une représentation du « Petit Monde », elle résolut d'enrichir le répertoire de littérature dramatique enfantine qui manquait de pièces bien construites, avec une intrigue et des caractères. Empruntant les fables qui hantèrent notre imagination d'enfant, elle écrivit le *Petit Chaperon rouge*, le *Petit Poucet*, etc.

Elle aime ses petits acteurs, qui le lui rendent bien. Elle assiste à toutes les répétitions, dessine les costumes, règle des ballets. On ne la voit pas, mais elle est là, dans les coulisses, faisant répéter un rôle à l'un, faisant une dernière recommandation à l'autre, les encourageant tous. Non contente d'écrire pour ces enfants qui l'ont conquise, et de les faire jouer, elle entreprit d'organiser les cinq minutes d'histoire de Benjamin, au poste radiographique de la Tour Eiffel. Là non plus, ses jeunes auditeurs ne la voient pas... et n'entendent même pas sa voix : elle « sonorise » !

Et on ne peut s'empêcher de sourire, au poste d'émission, tandis qu'on imagine les enfants, chez eux, attentifs près du haut-parleur, écoutant la tragédie du vase de Soissons qui se brise... sous la forme d'une écuelle que la sonorisatrice jette à terre.

Domage qu'ils ne puissent la voir, les petits Benjamins, tandis que, pour mimer les fables, elle aboie avec entrain, comme le chien du bon La Fontaine.

Si M. Lenotre sait si bien apprendre l'histoire aux grandes personnes, M^{lle} Thérèse la raconte de façon charmante aux enfants

LE THÉÂTRE D'ART POUR LA JEUNESSE

D'autres essais ont été faits de créer un théâtre pour enfants.

Les promoteurs voulurent se servir du théâtre, non seulement pour distraire les enfants, mais surtout pour former leur goût artistique. Or, il est facile de faire rire un enfant : il l'est moins de l'intéresser par une œuvre belle.

Le *Théâtre d'art pour la jeunesse* fut fondé, sur l'initiative du baron de Driesen, aidé de la baronne de Tuault, et avec le concours de la comtesse Jean de Pange, qui dut, en quelques jours, créer un répertoire. Cette création rapide fut réussie. M^{me} de Pange sait faire parler les enfants : Pâquerette, dans *Dame Quenouille et le docteur Érasme*, s'écrie, en arrivant au bois : « Comme c'est joli, par ici ! Tiens, un papillon... Je n'étais jamais venue de ce côté de la forêt. Le soleil fait de jolies taches sur le gazon. »

Et, dans le charmant *Petit Navire*, Robert et Mélisande jouent à l'Exposition coloniale : « Voilà, on va supposer que ça c'est le Bois de Vincennes. Toi, tu seras la visiteuse, et moi, je serai le nègre.

— Bonjour, monsieur le Nègre. Je voudrais visiter le pavillon du Congo.

— Entrez, madame. Tenez, regardez : il y a là un éléphant empaillé ; là ce sont des caisses de bananes.

— Monsieur le Nègre, je voudrais manger du couscous. »

Les premières représentations, données au théâtre Édouard-VII, en juin 1930, obtinrent un grand succès. Les décors étaient tout à fait artistiques, les costumes frais, exquis.

La troupe partit en tournée : Saint-Sébastien, Suisse, Alsace.

Au retour, un désaccord entre les deux directeurs, le baron de Driesen et M. Lubimov, causa la dissolution de la compagnie.

Les deux anciens directeurs s'efforcèrent de la reformer.

M. Lubimov, le premier, y parvint : le *Théâtre de l'Âge d'or* est fondé et joue au théâtre des Mathurins : « Charmant spectacle, lit-on dans *Comœdia*, le 15 avril 1931. Des décors, des costumes d'une originale beauté, une mise en scène très réussie, un programme fort amusant en même temps que vraiment artistique. »

Cependant, le baron de Driesen ne se tenait pas pour battu et fondait, de son côté, le Théâtre-Français pour la jeunesse, qui donna au théâtre Pigalle *Mousticot et les géants*.

Ces deux théâtres n'ont pas subsisté ; à vrai dire, c'étaient de grandes entreprises ; mais ils n'ont pas disparu sans espoir de retour, ce qui serait dommage. C'est un but qu'il doit être possible d'atteindre, d'amuser les enfants, tout en leur inculquant le goût de l'harmonie dans les formes et les couleurs.

AUTOUR DU « BON PETIT DIABLE »

Les *Enfants de France* publient depuis dix ans une belle revue où l'on peut lire, richement illustrés, des contes charmants de nos meilleurs auteurs : Gérard d'Houville, la comtesse de Pange, Tristan Derème. Ils ont un club, qui organise des réunions, des goûters, et vient en aide aux enfants pauvres des villes qu'on envoie au grand air. Or, les *Enfants de France* ont créé, il y a deux ans, le *Bon Petit Diable*, théâtre qui nous donnera une fantastique pièce à épisodes, puisqu'elle ne doit jamais finir. « Que de Bon petit Diable ! » direz-vous. Mais il ne faut pas confondre le Bon petit Diable *pièce*, avec le Bon petit Diable, *théâtre* !

Joë Bridge est l'animateur, l'âme du *Bon Petit Diable*. Il me reçoit dans son bureau aux murs tapissés de photos de ses petits amis. Tiens, Maurice Chevalier est là, au milieu des enfants, puis Mayol. C'est que, m'explique « l'oncle Joë », il préconise les spectacles coupés et il adopte le genre music-hall. Il compte présenter Marie Dubas prochainement. C'est une nouvelle formule.

J'avise une affiche : *Le Bon Petit Diable et ses minuscules Vedettes*. Le directeur, qui s'occupe paternellement de ses enfants, — une jeune actrice ayant été atteinte d'une bronchite, il allait lui-même lui poser des ventouses, — me présente Toto et Irène, les grandes vedettes. Toto n'a pas besoin qu'on lui explique comment il doit s'exprimer : il voit, il devine les intonations, les gestes, les jeux de scène. La troupe a joué le *Joli Tambour* et un ravissant *Conte de Noël*, toujours avec danses et chants. Nous pourrons la voir chez Pleyel, dans quelque temps, donner un gala music-hall, genre cabaret.

— Il faut connaître les enfants et leur plaire, m'explique l'oncle Joë. Si le spectacle les ennuit, ils ne s'encombrent pas des usages : ils se mettent à parler, à jouer, ils se lèvent... Ainsi on est fixé...

En revanche, s'ils sont contents, c'est un plaisir de les voir

acclamer, trépigner. Il leur faut surtout de l'action, des dialogues vifs, des images. Pas de discours. Il faut conquérir l'auditoire, lui plaire, mais surtout éviter la puérilité. L'enfant veut être pris au sérieux, et il a raison.

Le *Bon Petit Diable* joue à la salle d'Iéna, le jeudi et le dimanche. Les jeunes spectateurs sont enfouis dans les grands fauteuils d'orchestre, impatients. La représentation commence par un film sérieux et beau : ascension de montagne; paysages splendides, à peine explorés; immense silence blanc.

Puis, un film comique : vraiment drôle, chez le dentiste, cette anesthésie par le gaz, qui gonfle le patient comme un ballon et le fait s'échapper du fauteuil, verticalement, et aller buter au plafond. Quel éclat de rire dans la salle !...

Quel bon rire franc, sans arrière-pensée !... C'est toute la joie de vivre qui éclate, qui veut se manifester, se répandre, se joindre à celle de tous les autres êtres qui sont heureux simplement d'être. Les grandes personnes ne savent plus rire : elles réfléchissent trop; et puis, elles doivent rire parfois, alors qu'elles n'en ont nulle envie, et ne pas rire quand elles le voudraient. Cela s'appelle les convenances. Cependant, il leur arrive, — oh ! pas souvent, mais quand même, — d'oublier toutes les complications et de se mettre à rire, à rire comme un enfant, à cœur joie, et elles sont tout étonnées alors de se sentir si jeunes, comme si la jeunesse était une question d'âge...

Qui monte maintenant sur la scène, comme s'il était chez lui ? Bien sûr, il est chez lui : c'est l'oncle Joë Bridge.

— Bonjour, mes neveux. J'espère que vous avez été bien sages depuis la dernière fois. Je demande aux parents : Êtes-vous contents de vos enfants ? (Silence des parents.)

— Oui, oui, crient les enfants, qui ne se gênent pas tant pour prendre la parole.

— Maintenant, les enfants, êtes-vous contents de vos parents ?

— Oui, oui, mon oncle.

— Non ! clame résolument une voix dans le fond.

— Je vais vous apprendre les différentes manières d'applaudir, reprend l'oncle. On peut frapper ses mains l'une contre l'autre (*essai*), on peut taper du pied (*essai*), on peut se claquer les joues (*essai*), on peut claquer les joues du voisin (*essai* : une fillette gifle consciencieusement la personne qui se trouve près d'elle).

— Qu'est-ce que c'est, intervient l'oncle, tu ne vas pas frapper ta mère, j'espère ?

— C'est pas ma mère, c'est ma cousine.

— Je vais vous raconter une histoire. J'ai rencontré, hier, un bon ami. Figurez-vous qu'il a de la barbe : oui, une grosse barbe noire. Je vois sur cette barbe du jaune d'œuf : c'est incroyable ! Je lui dis : « Pierre, tu as mangé de l'œuf, ce matin. — Non. — Je te parie que si. — Je te jure que non : j'en ai mangé il y a huit jours. » Ne faites pas de choses pareilles, mes neveux, dans vos barbes.

L'oncle cède la place au Bon Petit Diable et à l'épouvantable Madame Mac-Miche, empêtrée dans ses jupons, ses frisettes, ses fausses dents. Puis, apparaît la douce Juliette, la gentille aveugle. Alors, tous quatre, Charles, Betty, Juliette et sa sœur, font le rêve de partir pour « un beau voyage », qu'ils chantent de façon exquise, sur l'air de *Ciboulette* ; ils vont vers les châteaux en Espagne, les montagnes en gâteau ; ils rencontrent le loup et l'agneau : ils vont vers le paradis des enfants. Les bonnes fées viennent danser autour de la mère Mac-Miche, terrifiée : elles sont souples et gracieuses, les petites danseuses, enveloppées de voiles blancs.

— Et c'est de ta faute, tout ça ! crie la vieille avare à Joë Bridge, qui se trouve dans le fond de la salle.

... Poursuite mouvementée de Madame Mac-Miche et de l'oncle, qui met les enfants en joie.

Entr'acte, maintenant ; on va goûter : gâteaux, citronnade.

Dans les coulisses, Irène de Trébert (qui a recouvré la vue) se promène, tenant par la main une miniature de petite danseuse. On les complimente. Elles sont très simples. Elles sourient gentiment et répondent merci. Irène me dit qu'elle a débuté par la danse. Elle joue, maintenant, mais elle préfère à tout cela le cinéma. Je lui demande :

— Tu sais lire ?

— Oh ! il y a longtemps...

M. l'abbé Simon, aumônier à Janson de Sailly et des *Enfants de France*, est un grand ami des petites actrices : « L'enfance est ce qui importe le plus, me dit-il. Une fois que le pli est pris... Heureusement, depuis quelques années, on s'en occupe beaucoup. Nous avons toute une littérature enfantine, même une littérature religieuse, qui renouvelle les anciennes formules. »

Le spectacle reprend.

Les girls, — les girls du Bon Petit Diable, qui, pour n'être pas Américaines, n'en sont pas moins ravissantes, — dansent un ballet, au rythme d'airs bien modernes : ceux de *l'Auberge du Cheval-Blanc*. Et elles chantent : « Nous voilà tous les deux... — Au pays bleu. » Le pays bleu... c'est encore pour ces bambines un livre d'images et de la crème au chocolat...

M. de Monzie, ministre de l'Éducation nationale, avait signé dernièrement un décret interdisant l'accès de la scène aux enfants. Cette mesure atteignait gravement nos théâtres d'enfants.

Il faut distinguer. Certes, l'enfant est déplacé dans la pièce qui n'est pas faite pour lui, et à des heures où il doit être au lit. Mais quand il joue le jeudi et le dimanche en matinée, avec d'autres enfants, pour un public d'enfants, c'est vraiment un jeu qui ne peut lui porter aucun préjudice. Plus tard, il choisira la carrière qui lui convient le mieux. Pierre Humble, lorsque ses acteurs atteignent quatorze, quinze ans, s'occupe de leur orientation professionnelle : ils apprendront un métier. On donne à l'université du Petit Monde des cours de danse, de diction, mais aussi d'école ménagère et de mécanique.

Enfin, il existe une école du spectacle, rue du Cardinal-Lemoine, où les cours sont très suivis. Si un enfant manque la classe pour une répétition, il doit présenter une excuse.

Ainsi, travaillant particulièrement l'art dramatique, ils sont en même temps initiés aux mystères des sciences et des lettres.

Joies d'enfants... vous êtes ce qu'il y a de plus frais, de plus pur au monde ; jeunes acteurs, jeunes auditeurs, soyez heureux, car il n'est pas de bien sans bonheur, et le bien et le bonheur sont merveilleux et rares.

Et vous qui avez passé l'âge d'être de bons petits diables gens sérieux et soi-disant raisonnables, sachez redevenir comme cet enfant, sans quoi « vous n'entrerez pas dans son royaume, et vous ne le comprendrez pas ». Et, comme l'a écrit la comtesse de Pange : « Va, bon petit Diable, fais ton chemin hardiment. Nous te suivrons, parce que tu es la jeunesse, la fantaisie, la joie. Nous te confions ce que nous avons de plus précieux : le rire de nos enfants, c'est-à-dire l'avenir du monde. »

ODETTE PASCAUD.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINÉ

OÙ VA L'ALLEMAGNE HITLÉRIENNE ?

La parole, comme chacun sait, a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée. C'est l'une des faiblesses des gouvernements démocratiques d'attacher une importance excessive aux manifestations oratoires qui ne sont, le plus souvent, qu'un artifice de circonstance, et d'oublier ce qui seul compte, c'est-à-dire la réalité permanente des faits, qu'ils soient d'ordre politique, financier, économique, moral. Comment ne pas faire, une fois de plus, cette réflexion en lisant les commentaires qu'a suscités le discours du chancelier Hitler ?

On se laisse duper par une manœuvre, comme si ce qui est essentiel et durable ce n'était pas cette formidable révolution que vient de réaliser l'Allemagne et qui l'emporte, dans son dynamisme effréné, vers des destinées inconnues auxquelles est inéluctablement lié l'avenir de l'Europe et de la paix. Il serait insensé de traiter avec M. Hitler comme si l'avènement du racisme n'avait pas d'autre portée qu'un de ces changements de ministère tels qu'on en voit trop souvent dans les pays parlementaires. Il s'agit, — ses auteurs eux-mêmes le proclament, — d'une révolution qui abolit complètement le régime de Weimar, auquel le vieil Hindenburg, dont on vantait naguère la loyauté, avait juré fidélité, et qui bouleverse les fondements moraux, juridiques et sociaux de la vie allemande. Cette révolution commence : encore convient-il, avant de lui faire crédit, de regarder où elle va et ce qu'elle cherche. C'est cela seulement qui importe. Les mots, autant en emporte le vent. Les engagements, si solennels soient-ils, la doctrine hitlérienne se fait gloire de n'en retenir que ce qui est conforme à l'intérêt du troisième Reich et de ne pas connaître d'autre règle ni d'autre droit. Essayons au moins de discerner en quel sens se

ment la nef que pilote le Fuhrer et qui porte la jeune Allemagne.

Les renseignements, pour faire le point, n'abondent pas. La disparition d'une presse libre a cette double conséquence que, du dehors, on n'aperçoit plus les courants divers d'une opinion publique qui s'abandonne aux mains du pouvoir et que, au dedans, on ne connaît plus de ce qui se passe à l'extérieur que ce qu'il plaît aux maîtres du jour d'en laisser filtrer. La presse allemande, comme plusieurs autres en Europe, n'est plus qu'un orchestre discipliné qui obéit au bâton de son chef. Toutes les forces historiques qui auraient pu opposer quelque résistance à la dictature se sont évanouies : disparu le particularisme traditionnel des États, éclipsée la puissance du parti socialiste et du syndicalisme, qui naguère arrêtaient par la seule menace de la grève générale toute tentative de coup d'État réactionnaire ; fini le Centre comme parti d'opposition organisé. Sous les apparences d'une allégresse confiante dans le nouveau gouvernement, le sentiment qui domine c'est la peur, car les procédés des nazis ne sont pas doux ; les Israélites ne sont pas seuls à en avoir fait l'expérience, et le courage civique ne paraît pas très développé parmi les Germains.

Seul subsiste, à côté du national-socialisme, le parti nationaliste de M. Hugenberg, le parti des hobereaux, associé au gouvernement. Mais déjà, — et c'est un des traits les plus intéressants de la situation actuelle, — le désaccord est flagrant entre les nationalistes de droite et le « Casque d'acier » d'une part, et les forces hitlériennes de l'autre. Les nazis, beaucoup plus nombreux, travaillent avec succès à absorber les éléments les plus actifs du parti Hugenberg. Les hobereaux de Prusse s'étaient flattés de se servir d'Hitler et de gouverner à l'abri de sa popularité ; s'il en était autrement, leur naïveté serait trop forte ; mais ils sont en passe de devenir les dindons de la farce. La personnalité du vieux maréchal inspire encore quelque respect aux masses ; mais les chefs ne tiennent aucun compte de lui et, s'il s'avisait d'une sérieuse opposition, il serait emporté ; s'il venait à mourir, on s'apercevrait cependant que sa présence est encore un frein. A M. Hugenberg, qui est ministre de l'Économie nationale, il ne manque pour exercer une véritable dictature dans ce domaine si important que d'avoir le ministère prussien de l'Agriculture ; Hitler et Gœring le lui refusent et s'apprêtent à en pourvoir une « chemise brune » bon teint. Ainsi les hobereaux, qui espéraient profiter de la révolution en tant que propriétaires fonciers, pour-

raient bien être déçus comme le sont déjà les magnats de l'industrie qui ont si longtemps « financé » le mouvement hitlérien.

Le national-socialisme a, comme sa double étiquette l'indique, deux aspects, l'un national et l'autre socialiste. Il parut, dans les premières semaines, que seul subsistait le côté nationaliste et raciste ; mais voici que reparaissent les revendications pressantes d'un peuple qui voudrait travailler, gagner sa vie, et à qui les saturnales sanglantes des premiers jours n'ont apporté que des satisfactions insuffisantes et illusoire. On ne nourrit pas les masses, même avec des succès de politique extérieure. Le programme nazi, qui comporte la lutte contre le marxisme, contient des articles peu rassurants pour le capitalisme, tels que la nationalisation des banques. Impuissants à fournir du travail à cinq millions de chômeurs, certains nationaux-socialistes parlent de leur donner des terres qui seraient prélevées sur les grands domaines des agrariens de l'Est. Quand on viole avec entrain les lois tutélaires qui sont le fondement des sociétés civilisées, il n'y a pas de borne où s'arrêter. Les contrats n'ont plus aucune valeur, puisqu'on les viole sans hésiter lorsqu'ils concernent des employés, des médecins, des fonctionnaires de tout ordre coupables d'être juifs, marxistes, communistes, ou simplement d'avoir été dénoncés comme tels. La propriété n'est plus intangible, ni la personne humaine à l'abri des arrestations arbitraires ; le grand principe de l'*habeas corpus*, qui est l'honneur de la civilisation britannique, a été et est encore tous les jours foulé aux pieds en Allemagne. La justice de parti n'est pas plus une justice que la justice de classe des soviets. On ne fait pas à l'arbitraire sa part, même quand il vient d'en haut, même quand il a l'autorité à son service. Il ne paraît plus possible de remonter la pente qui entraîne les foules allemandes vers une sorte de bolchévisme nationaliste et antisémite.

Les troupes des partis nationalistes-conservateurs désertent ; le groupe nationaliste du Brunswick vient de passer tout entier au national-socialisme. Le chef du « Casque d'acier », M. Seldte, cherche à se faire agréer dans l'état-major nazi. Si le socialisme, si les syndicats, si le Centre catholique se montrent si souples et n'ont opposé aucune résistance, c'est, d'abord et tout simplement, par peur, ensuite parce que, parmi leurs troupes, les transfuges sont de plus en plus nombreux. On va vers Hitler par désespoir, parce que les autres partis n'ont apporté aucun soulagement à une

détresse matérielle et à un désarroi moral dont on cherche vainement à rejeter la responsabilité sur le traité de Versailles. On imagine de loin l'Allemagne d'Hitler comme soulevée par un souffle puissant de jeunesse, de force et d'espérance ; elle est en réalité morne, inquiète, soupçonneuse ; on n'ose plus y parler qu'à voix basse ; la délation est partout ; les vengeances et les convoitises privées se donnent carrière. Hitler et sa parole enflammée ont suscité quelque espoir ; mais l'heure approche où il faudra payer avec autre chose que la peau de quelques Israélites l'éclat passager des fêtes et des jeux ou les harangues du Führer.

Le vrai chef du mouvement, l'audacieux et brutal capitaine Goring, disait dans un discours, en avril : « Nous avons été assez nationalistes, il est temps maintenant d'être socialistes. » Son programme pour le 1^{er} mai apparaît comme une sorte de plan quinquennal. Il va falloir faire quelque chose pour servir au peuple allemand une viande moins creuse que les injures à la France et à la Pologne ; et si on ne trouve pas, ou si la pression démagogique d'en bas devient trop forte, c'est alors que la tentation peut grandir de jeter l'Allemagne dans quelque aventure de guerre. Nous ne croyons pas que le peuple allemand souhaite la guerre, nous ne croyons même pas que ses chefs la désirent, mais ils peuvent s'y trouver acculés ; n'oublions pas que le vrai programme hitlérien, celui qui est si clairement développé dans *Mein Kampf*, comporte la conquête par la force de nouveaux territoires pour le peuple allemand à l'étroit dans ses frontières.

L'idée de force, l'idée de haine créatrice, l'idée de domination sont le fondement de la doctrine raciste. M. Frank, commissaire du Reich pour la Justice, disait le 21 mai, à propos de la réforme du droit : « Nous avons introduit dans notre droit l'idée de la race ou de la communauté populaire. La lutte que nous avons engagée contre le droit romain est une affaire purement allemande. Le droit que nous voulons créer, ce sera le droit d'un peuple de soldats, ce sera le droit d'un peuple de maîtres. Nous avons retrouvé notre fierté. Nous sommes redevenus prêts à être un peuple de maîtres ; il faudra que le monde s'y habitue. » Et si le monde ne veut pas obéir ? Un peuple de soldats devient-il sans la guerre un peuple de maîtres ? Voilà la vraie doctrine hitlérienne.

Le phénomène hitlérien est évidemment complexe, comme est diverse la composition des troupes nationales-socialistes ; mais ce que nous croyons le renforcement de l'État, ne serait-il pas

plutôt, ou en même temps, la désagrégation de l'État ? La parenté avec le bolchévisme est frappante en dépit de la haine des nazis envers les communistes qui sont leurs concurrents. Même défiance à l'égard de « l'intelligence », même prédication de haine. Les violences anticommunistes des premiers jours n'empêchent pas aujourd'hui un rapprochement de se dessiner entre Moscou et Berlin. Le 5 mai, à Moscou, ont été échangés les instruments de ratification du protocole de 1931 portant prorogation du traité de Berlin du 24 avril 1926, qui renouvelle et précise celui de Rapallo. A cette occasion, le journal officieux du gouvernement nazi, l'*Angriff*, insistait, le 6 mai, sur l'importance que le Chancelier attache aux bons rapports avec la Russie soviétique : « Le gouvernement allemand désire resserrer encore davantage les rapports avec le gouvernement des Soviets dans l'intérêt des deux pays. » Le *Berliner Börsen-Courier* du même jour développe le même thème : l'amitié de l'Allemagne garantit la Russie contre la formation d'un front antisoviétique. La politique anti-communiste de M. Hitler en Allemagne ne l'empêche pas de cultiver l'amitié traditionnelle avec la Russie : « Il n'y a pas contradiction entre Potsdam et Rapallo. » Selon les principes de Bismarck, « il ne faut pas rompre le fil avec Moscou » Il s'agit sans doute d'encercler la Pologne ; mais il y a autre chose : sans rien exagérer, sans aller plus vite que les faits, il est permis de dire que le communisme russe et le national-socialisme allemand suivent des chemins sensiblement parallèles ; or, en politique, il arrive souvent que les parallèles finissent par se rencontrer.

L'Allemagne est, par sa masse, la plus forte Puissance de l'Europe centrale et occidentale. L'évolution de la politique intérieure, les tendances et le programme du parti organisé, fermé et armé qui la gouverne dictatorialement, importent au plus haut point à la sécurité des autres nations et au renouveau de la prospérité économique. Comment discuter utilement de l'avenir de la paix et de la possibilité d'un désarmement sans tenir compte de ce facteur capital ? Rien de sérieux, rien de définitif, — si ce n'est d'irréparables fautes, — ne peut être fait dans ce domaine, tant que l'orientation définitive de la révolution national-socialiste ne se dessinera pas. Au lieu de se livrer à des considérations théoriques sur l'égalité des droits, il faut regarder la carte et interroger l'histoire : un seul grand État, dans l'Europe d'aujourd'hui, peut se trouver entraîné à provoquer une guerre, un seul peut

espérer y gagner quelque chose, un seul peut y être conduit presque malgré lui par sa politique intérieure. Tout le reste est bavardage, danger, folie.

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

C'est à une telle situation qu'il convient de confronter le message du président Roosevelt, le discours du chancelier Hitler, et le suprême effort pour désarmer la France. Essayons d'abord de comprendre le sens et la portée du message du Président des États-Unis. M. Roosevelt, dont chacun admire la haute conscience, le souci d'équité, la tranquille audace, n'est pas sur un lit de roses. L'heure des réalisations est plus difficile que celle des promesses. Sa majorité au Congrès est faite d'éléments hétérogènes qui parfois se dissocient ; le Sénat comme la Chambre restent traditionnellement enclins à critiquer et à gêner l'action du Président ; ils lui ont accordé les pleins pouvoirs qu'il demandait en matière de finances et de monnaie, mais ils ne le surveillent pas moins jalousement.

La dévaluation du dollar a été imposée à M. Roosevelt par la situation désespérée des États agricoles et par le marasme des affaires. Mais son intention est de limiter la dévaluation, de maintenir le dollar aussi près que possible de sa valeur or, et de poser la question monétaire devant la Conférence économique de Londres, qui se tiendra le 12 juin, afin que toutes les nations puissent revenir simultanément à l'étalon-or. Mais ne sera-t-il pas débordé ? L'inflation dirigée, limitée, est une expérience que l'Angleterre a réussie dans des conditions spéciales grâce à sa merveilleuse organisation bancaire, mais il n'est pas certain que l'Amérique, dans l'état actuel de ses finances et de son économie, puisse obtenir le même succès ; l'expérience audacieuse, presque révolutionnaire, que tente M. Roosevelt limite son champ d'action et l'oblige à compter davantage avec l'opinion. Son discours radiodiffusé du 7 mai reflète son embarras et son anxiété. Contrôler l'inflation, limiter la spéculation dont elle est l'occasion et peut-être la principale raison d'être, n'est-ce pas vouloir canaliser l'inondation ? Souhaitons que les digues ne soient pas emportées.

C'est parmi de pareils soucis que M. Roosevelt entreprend de fonder sur de nouvelles et définitives assises la paix et l'ordre

européens. Pour apprécier la valeur de ses propositions, il convient donc de les replacer dans ce cadre hérissé d'épines. L'intervention raisonnée, prudente du Président des États-Unis ne peut être accueillie par nous qu'avec satisfaction ; elle nous change de l'abstention coupée d'oukases brutaux et désordonnés que pratiquait M. Hoover. M. Roosevelt a le sentiment profond de la solidarité nécessaire des États civilisés sur le terrain économique et financier ; aucune nation ne peut se passer de l'aide des autres. « L'autarchie » est une des plus absurdes inventions des politiciens qui se croient économistes. La coopération effective des États-Unis avec les autres pays est, dans la détresse générale, un bénéfice net, l'espoir d'un avenir meilleur.

Les deux messages que le Président a adressés, le 16 mai, l'un aux cinquante-quatre États qui participeront à la Conférence de Londres, l'autre au Congrès des États-Unis, reflètent cette double préoccupation intérieure et extérieure ; ils s'éclairent l'un par l'autre. Les folies hitlériennes ont achevé de convaincre le Président, qui n'avait pas oublié la Grande Guerre et ses origines, qu'il existe en Europe un péril permanent du fait de l'existence d'une Allemagne agitée et explosive ; c'est à elle qu'il fait allusion quand il dit que « l'assurance de la paix et de la stabilité économique est menacée par des politiques, des actions et des menaces d'action égoïstes » qui sont le fait d'une « très petite minorité ». Avant tout, — il l'a dit au docteur Schacht, — il ne veut pas que l'Allemagne se réarme. L'égalité des droits qui lui a été promise sous certaines conditions de sécurité ne saurait en aucun cas comporter pour elle le droit d'accroître les armements que lui fixe le traité de Versailles ; c'est, dans la pensée du Président, aux autres Puissances qu'il appartient de réduire les leurs en supprimant ce qu'il appelle « les armes offensives » qui permettraient à un État agresseur de forcer les défenses de son voisin et de l'envahir. C'est, dit-il, « le seul moyen d'empêcher l'invasion d'une autre nation ou la destruction de sa souveraineté nationale ». Nous croyons qu'il en existe d'autres plus efficaces ; mais, pour le moment, c'est à celui-là que s'en tient le Président.

En présence de son opinion publique et de son Congrès, imprégnés de préjugés puritains, et malgré l'impopularité que l'Allemagne raciste a su conquérir en quelques jours, M. Roosevelt lie les concessions que nous pourrions faire dans la question du désarmement à celles qu'il serait lui-même amené à consentir dans

le domaine de la sécurité. Sur deux points très importants, le Président fait un pas en avant dont la valeur ne saurait nous échapper. Il admet qu'aucune réduction des armements n'est admissible sans un contrôle permanent et automatique organisé dans tous les pays et muni de tous les pouvoirs nécessaires : contrôle des effectifs, contrôle surtout des fabrications de canons, avions, gaz, etc. ; il reconnaît que la France, par exemple, ne saurait réduire ses forces qu'après une période de transition où serait faite l'épreuve de l'efficacité du contrôle et de son fonctionnement régulier ; nos forces ne seraient ensuite diminuées que progressivement dans la mesure compatible avec notre sécurité, selon qu'il est prévu à l'article 19 du traité. Nulle part, quoi qu'en disent les Allemands et leurs satellites, il n'est parlé d'une réduction au même niveau, car, alors, par sa masse, l'Allemagne l'emporterait automatiquement et obtiendrait l'hégémonie de l'Europe. « Une race de maîtres », il faut ou accepter son joug ou la tenir en respect : ce ne sera pas avec des mots, ni même avec des pactes que n'accompagnerait aucune sanction.

C'est ici le point délicat : les États-Unis, pas plus que la Grande-Bretagne, n'acceptent de se lier par aucun engagement. Toutefois, l'Amérique admet qu'en cas de danger d'agression, les Puissances intéressées se consulteront. Il serait inimaginable, en effet, que des États qui sont en relations diplomatiques amicales cessassent d'échanger des vues et des renseignements le jour où la paix serait en péril. Mais M. Roosevelt va plus loin. Il renonce, en cas d'agression et au bénéfice de l'État attaqué, à la liberté du commerce par mer, c'est-à-dire que, dans un cas analogue à celui d'août 1914, la France et l'Angleterre auraient le droit, sans que l'Amérique s'y oppose, de visiter les navires neutres, notamment ceux des États-Unis, et d'arrêter le commerce avec l'État agresseur. Si l'on se souvient de l'importance que les Américains attachent à la liberté des mers et de la résistance qu'ils ont opposée sur ce terrain, on conviendra qu'en renonçant éventuellement à sa neutralité, le gouvernement de M. Roosevelt fait un acte dont il faut reconnaître la haute valeur. Il devient possible d'organiser, sous les auspices de la Société des nations, une sorte de blocus de l'agresseur ; car l'Angleterre, chaque fois qu'on l'invitait à prendre en ce sens des engagements, invoquait pour se dérober le refus de l'Amérique de soumettre son commerce à un contrôle quelconque.

Le président Roosevelt a confiance qu'une réduction des armements globaux et une suppression des armements offensifs devront établir la paix stable ; « mais comme la paix du monde doit être assurée pendant l'entière durée du désarmement », le Président propose une quatrième mesure : « Que toutes les nations du monde signent un pacte solennel et définitif de non-agression, etc... » Nous voilà retombés dans l'idéologie ; un pacte nouveau s'ajouterait au pacte Briand-Kellogg, qui lui-même se superposait à celui de la Société des nations. Dangereuse illusion ; un pacte de plus ne fait qu'infirmier, loin de les renforcer, les pactes précédents ; en cas de tourmente, il serait vite emporté par le vent des passions déchaînées ; il n'aurait de valeur que s'il était accompagné de sanctions précises, immédiates, automatiques. Comment un esprit pratique et expérimenté comme M. Roosevelt peut-il se laisser séduire par les utopies de Rousseau ? Si les États-Unis avaient pour voisin un Mexique peuplé de cent soixante millions d'habitants, belliqueux, militaire, et persuadé qu'il est peuplé par une race de maîtres, peut-être n'accepterait-il pas à la légère une si vaine garantie de sécurité ?

La politique française se trouve donc en présence d'un choix très délicat ; comme toujours, il faut opter entre des inconvénients opposés. La sagesse commanderait d'attendre et de voir en quel sens évoluera l'Allemagne de M. Hitler ; mais la Conférence de Genève appelle une solution. Le plan MacDonald, même amendé par le président Roosevelt, est plein de pièges et de dangers. L'avantage sérieux, pratique, qu'apportent les propositions américaines, c'est le contrôle. En ce moment où, d'après des renseignements concordants, l'Allemagne se réarme aussi vite qu'elle le peut, un contrôle efficace rapidement établi serait un précieux instrument de paix, pourvu que les manquements soient suivis de sanctions. Tous ces points demandent à être précisés, élucidés. L'essentiel est de ne pas s'en laisser imposer par le discours patelin et mielleux par lequel le chancelier Hitler a voulu endormir l'Europe et l'Amérique.

LES DISCOURS DE VON PAPEN ET D'HITLER. — LE PACTE A QUATRE

Il n'y a rien de nouveau dans le discours que le Chancelier a prononcé le 17 mai devant un Reichstag docile et muet. C'est un résumé sans relief, aux contours volontairement atténués, de

tous les mensonges dont la propagande allemande a empoisonné le monde depuis le traité de paix. Ce qui a paru nouveau, c'est justement qu'il n'y ait rien de nouveau ; on s'attendait à quelque diatribe violente, à des éclats tonitruants dans la manière du Fuhrer. Au contraire, il a été terne ; il a lu d'une voix étouffée une leçon visiblement préparée par les bureaux de la Wilhelmstrasse ou par des juristes experts en chicanes, et probablement inspirée par M. Mussolini que les violences de son disciple commençaient à alarmer et qui, en vigilant mentor, a crié casse-cou. Il n'est que de lire l'explosion d'admiration enthousiaste que le discours a provoquée dans la presse italienne pour le deviner ; inutile d'ajouter qu'il s'y joignait les plus violentes attaques contre la France : si nous en sommes peînés, nous n'en sommes pas émus. Ce qui est plus étonnant, c'est que ce tissu d'erreurs, de calomnies, de demi-vérités insidieusement truquées, aient fait quelque impression en Angleterre et aux États-Unis. Tant il est vrai que l'on croit aisément ce que l'on désire. Discours de circonstance qui prouve seulement que le racisme le plus forcené craint de déplaire aux Anglais et aux Américains et se rend compte de tout le terrain que lui ont fait perdre ses violences et son antisémitisme.

La véritable pensée du gouvernement, c'est dans le discours que M. von Papen a prononcé à Munster, le 13 mai, qu'il faut le chercher. Le peuple allemand qui n'a jamais été vaincu, qui « a été dupé et privé de la récompense due à la mort de deux millions de combattants », connaît aujourd'hui « une nouvelle ascension morale » ; il mène « une lutte morale contre des traités immoraux ». La nation allemande du 31 janvier a rayé de son dictionnaire la notion du pacifisme... Le Chancelier sera en droit de dire, à la fin de sa vie : « J'ai remis au centre de la pensée allemande le soldat allemand, avec ses qualités immortelles de conscience, de courage, de sacrifice absolu à la terre de son sang, à la patrie de ses ancêtres. J'ai redonné au peuple allemand un modèle, celui du soldat allemand. » Combien nous préférons cette franchise qui n'est pas sans grandeur, aux finasseries soufflées à M. Hitler et renouvelées de Stresemann !

Le discours du Chancelier a été le signal d'une nouvelle offensive pour faire accepter à la France le projet italien de pacte à Quatre, si légèrement accueilli par M. MacDonald, et le plan de désarmement du Premier britannique. M. Gœring, qui est l'âme du gouvernement allemand, est allé à Rome prendre conseil de

M. Mussolini. Entre Rome et Berlin l'accord est plus complet que jamais, la collaboration plus étroite.

On dit, au moment où nous achevons cette chronique, que le pacte à Quatre serait sur le point d'être signé. Sans doute, on aurait accepté tous les amendements, toutes les réserves demandées par Paris ; on ne parlerait plus de revision, tout se passerait dans le cadre et sous les auspices de la Société des nations. On signerait, pour donner à M. Mussolini un succès d'amour-propre, ce qui, dans les circonstances actuelles, ne paraît pas indispensable. Si le pacte à Quatre ne signifie rien, laissons-le tomber. S'il a un sens et une portée, c'est contre nous et nos amis qu'il sera exploité. M. Titulesco, M. Benès ont dit clairement leur inquiétude. N'essayons pas d'être les amis de tout le monde : nous finirions par rester seuls. Et ne substituons pas la diplomatie des mots à la politique des intérêts.

Les déclarations que M. Norman Davis a faites à Genève le 22 mai précisent la coopération que les États-Unis sont disposés à apporter à l'ordre européen. L'Amérique est prête à participer à l'établissement d'un contrôle effectif, automatique et permanent. Le pacte de non-agression serait complété par une définition de l'agresseur qui paraît satisfaisante : « L'agresseur est l'État dont les forces armées se trouvent sur un territoire étranger en violation des traités. » Toute modification territoriale se trouve par là même exclue. Il semble que sur cette base la Conférence de Genève puisse aboutir à des résultats utiles. Grâce à M. Roosevelt les États-Unis reprennent en Europe une place et un rôle de premier plan. L'Angleterre, l'Amérique se rendent compte que l'idée de revision des traités n'est, aux mains d'un Hitler, qu'un moyen d'agitation et un instrument pour préparer l'avènement de la grande Allemagne et la destruction de l'Europe de 1919. Toutefois, n'allons pas compromettre par une inutile précipitation les résultats qui mûrissent. On ne peut rien construire de définitif et de solide en face d'une Allemagne mouvante et éruptive. Bientôt se formera spontanément la coalition des hommes libres, pacifiques et sages contre les agités, les ambitieux et les fous, car c'est d'ordre, de travail et de stabilité que les peuples ont besoin.

RENÉ PINON.

